Le Monde

QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE — № 12373 — 4 F — Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Laurens — MARDI 6 NOVEMBRE 1984

Les élections au Nicaragua : un succès pour les sandinistes

Comme au Salvador...

M. Ronald Reagan l'a *redit* dimanche : le scrutin du 4 novembre au Nicaragua est « du toc », car la victoire des sandinistes était prévue. Curieux argument de la part d'un homme *pratiquement* assuré d'être réélu quarante-huit heures plus tard.

Le scrutin a-t-il été régulier ? Les observateurs l'affirment. Si l'on n'a pas bourré les urnes, a-t-on bourré *les* cerveaux ? Il a été fait état, durant la campagne, d'une forte pression officielle contre l'abstention. Les « turbas » — ces sinistres commandos tolérés sinon encouragés par le ministre de l'intérieur, le très dogmatique Tomas Borge — ont, d'autre part, perturbé des réunions d'opposants. Enfin, tous les concurrents du 4 novembre n'ont pas eu égal accès — de facto — à la radio et à la télévision.

Ce petit peuple, pourtant, a déjà su démontrer, par son insurrection massive contre Somoza en 1979, qu'il n'est pas de mauvaise propagande susceptible de faire bon poids face à qui n'entend pas s'en laisser conter !

L'opposition la plus importante — la Coordination démocratique de M. Arturo Cruz — a-t-elle agi au mieux de ses intérêts, et de ceux du Nicaragua, en décidant de ne pas participer ? Gageons que non ! Mal conseillée, elle s'est prise à son propre piège en posant, au nombre des conditions à son inscription sur les listes, l'ouverture par le pouvoir d'un dialogue avec toute l'opposition, y compris cette Force démocratique (FDN) dont l'encadrement est composé à 90 % d'anciens de la garde somoziste, honnie de tous les Nicaraguayens.

Le paradoxe est que la Coordination a finalement accepté, cinq jours avant les élections, de participer au premier « tour » de ce fameux « dialogue national »... sans la FDN. Elle va le poursuivre désormais sans l'onction que lui aurait conférée le scrutin.

Au Nicaragua dimanche comme au Salvador au printemps dernier, un chef de l'Etat a été élu sans la participation de l'opposition, qui, dans les deux cas, estimait n'avoir pas de « garanties » suffisantes. Or qui conteste aujourd'hui la légitimité de M. Duarte ? M. Daniel Ortega président saura-t-il dépouiller le battle-dress du « *comandante* » ? Tout est là.

Ce qui vient de se passer confirme simplement ce que l'on savait : le Front sandiniste occupe une position hégémonique au Nicaragua. Or l'hégémonie n'est pas le totalitarisme, même si elle en prend déjà certains aspects. Il importe donc que les démocrates du monde entier — les Américains, les Européens... — maintiennent leur pression pour que le dérapage ne s'accentue pas à Managua, et ce avec la même constance dont ils font preuve pour surveiller l'évolution du régime salvadorien.

Les Etats-Unis ne sauraient sans se disqualifier refuser à leurs petits voisins le droit à un régime de leur choix — sous la seule réserve des impératifs de leur sécurité. Or celle-ci paraît moins menacée par un régime marxiste « sous contrôle » au Nicaragua que ne le serait — par exemple — celle de Moscou par un éventuel régime islamique à Kaboul. Une action de force américaine au Nicaragua ne serait donc pas plus justifiable que ne l'est celle des Soviétiques en Afghanistan.

La participation a été massive malgré les consignes d'abstention données par l'opposition

De 70 % à 80 % des quelque 1,5 million de citoyens nicaraguayens âgés de plus de seize ans ont, selon les premières estimations, participé aux élections du 4 novembre. Selon tous les observateurs, le déroulement du scrutin a été régulier. Les résultats ne devraient être connus que mardi au plus tôt. La quasi-absence de l'opposition, dont les principaux dirigeants avaient décidé de ne pas se présenter, faute d'avoir obtenu des « garanties » suffisantes, ôte cependant toute incertitude sur le résultat du vote : M. Daniel Ortega, candidat du Front sandiniste, et actuel président de la junte de gouvernement, devrait être élu à la présidence.

De notre envoyé spécial

Managua. — La façade de l'église, à côté du collège salésien aux murs vert pistache, est trouée d'éclats de bombes : souvenirs de la guerre contre Somoza. Sur la place écrasée de chaleur, Carlos, le chef des comités de défense sandinistes locaux, observe les files d'attente, un peu maigres, devant deux bureaux de vote.

Un costaud, en jeans, tricot rouge et noir, les cheveux crépus : « *Ici, à Monimbo,* dit-il avec assurance, *on est sandiniste à 100 %.* » A dix mètres de là, trois électeurs expliquent en rigolant qu'ils sont « *contre le régime* » et qu'ils s'apprêtent à voter « *contre le Front* ». Carlos hoche la tête : « *On les a repérés. Ils sont là depuis ce matin* ». Il ajoute : « *Aucune importance. Le vote est libre et secret. Mais c'est vrai que des gens ont des problèmes. C'est l'héritage de Somoza.* »

Partout, du nord au sud du pays, les Nicaraguayens ont voté, le dimanche 4 novembre, dans l'ordre et le plus grand calme. La plupart l'ont fait très tôt le matin, dès 6 heures, avant que la température ne devienne accablante.

MARCEL NIEDERGANG.

(*Lire la suite page 8.*)

Les Français préfèrent M. Reagan au « reaganisme »

Selon un sondage de la SOFRES pour « le Monde » et Antenne 2 38 % des personnes interrogées voteraient pour le président sortant et 25 % pour M. Walter Mondale

Les Français seraient-ils « reaganiens » ? S'ils étaient appelés à participer à l'élection présidentielle américaine, mardi 6 novembre, ils voteraient pour M. Ronald Reagan en plus grand nombre que pour M. Walter Mondale (38 % des personnes interrogées contre 25 %). Ce résultat du sondage effectué par la SOFRES pour *le Monde* et Antenne 2 n'est pas seulement l'expression d'un coup de cœur pour un vieil acteur, mais repose sur une adhésion, au moins partielle, à une stratégie globale dans des domaines aussi divers que la diplomatie ou la politique économique. Il est en même temps la conséquence d'une amélioration sensible de l'image des Etats-Unis dans l'opinion française, à laquelle M. Reagan lui-même n'est sans doute pas étranger. Toutefois, cette sympathie ne pousse pas les Français jusqu'à souhaiter l'importation du « reaganisme » et à prendre les Etats-Unis pour un modèle politique ou culturel.

Un autre sondage réalisé en Europe pour la chaîne de télévision américaine CBS et *le New York Times* confirme la cote du président sortant chez les Français. Ceux-ci lui sont beaucoup plus favorables que les Britanniques, alors que MM. Reagan et Mondale arrivent à égalité chez les Allemands. 44 % des Français se déclarent « pro-américains » contre 15 % seulement « anti-américaing » ; les chiffres sont respectivement de 35 % et 19 % en RFA, de 39 % et 20 % en Grande-Bretagne. *Le New York Times* estime que la popularité dont jouit en France le président américain s'explique en partie par la désaffection vis-à-vis du gouvernement socialiste du président Mitterrand.

Selon la SOFRES, 40 % des Français ont une « *opinion très bonne* » ou « *plutôt bonne* » de la politique des Etats-Unis dans le monde. On ne retrouve pas tout à fait le chiffre de 1977, mais c'est un net renversement de tendance par rapport à 1982. A cette époque, l'image des Etats-Unis souffrait toujours de l'impression laissée par un président faible et velléitaire (M. Carter) et de l'humiliation subie en Iran, alors que M. Reagan apparaissait encore comme le cow-boy entré un peu par hasard à la Maison Blanche. L'idée de la renaissance d'une Amérique prospère et forte que le président sortant a essayé de faire partager à ses concitoyens a maintenant traversé l'Atlantique.

Les opinions les plus positives concernent l'attitude des Etats-Unis vis-à-vis de l'URSS et l'implantation des fusées Pershing-2 en Europe occidentale.

DANIEL VERNET.

(*Lire la suite page 6.*)

Le président Reagan à la veille d'un triomphe

Lire page 5 l'article de B. GUETTA

Un entretien avec M. Pierre Joxe

• *Police : pour « un grand débat parlementaire »*
• *Immigrés : le droit de vote facteur d'intégration*

M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, présente son budget, le lundi 5 novembre, à l'Assemblée nationale. Il souhaite à cette occasion, comme il nous l'a déclaré dans un entretien, « *ouvrir un grand débat parlementaire* » sur l'avenir de la police et, par conséquent, sur la sécurité. En faisant prévaloir un débat « *entre élus de la nation* », M. Joxe a obtenu le report *sine die* du conseil des ministres annoncé sur les questions de sécurité; aux mesures spectaculaires, il préfère une « *modernisation méthodique* » de la police.

M. Joxe se prononce d'autre part pour le droit de vote des immigrés aux élections locales.

« *Vous êtes depuis près de quatre mois à la tête du ministère de l'intérieur. Quatre mois plutôt silencieux... S'agissant de la police, quelle est l'urgence?*

— Pensez-vous que la mission d'un ministre de l'intérieur soit de parler? Mais, pour répondre à votre question, l'urgence, c'est d'agir pour la modernisation de la police, mais aussi de débattre sur l'institution policière elle-même. Car nous n'avons jamais eu de réel débat parlementaire sur la police ni durant cette législature ni durant les législatures antérieures, sauf incidemment lors des débats budgétaires ou à l'occasion de modifications législatives, à propos des contrôles d'identité, de la loi « sécurité et liberté », etc. Si ce grand débat parlementaire avait eu lieu, comme il y en a eu sur la défense nationale autour des lois de programmation, nous n'en serions pas là ; la question de la sécurité se poserait différemment dans l'opinion.

» Je souhaite rattraper ce retard à l'occasion de la discussion sur le budget 1985. Je veux ouvrir ce débat. Je ne sais pas qui le fermera. Sûrement pas moi!

» C'est devant le Parlement qu'il doit avoir lieu, d'autant plus qu'il est actuellement porté sur la place publique de la plus mauvaise façon, occasionnelle et accidentelle, dans un climat passionnel après tel ou tel événement dramatique.

» Trois groupes parlementaires ont déposé des propositions de loi sur la police. Elles n'ont jamais été discutées. Toutes les organisations syndicales de policiers — elles sont nombreuses, je les ai toutes reçues — ont élaboré des plans, des projets. Le rapport Belorgey de 1982, malgré plusieurs débuts d'application, n'a pas été rendu aussi opératoire qu'on aurait pu le souhaiter. Tout cela constitue une matière très riche.

— *Un grand débat plutôt qu'une grande réforme. N'est-ce pas une réponse dilatoire?*

— Je ne peux pas souhaiter une discussion ouverte entre élus de la nation et dire, dans le même temps : « Voilà la réforme que je propose ». Plutôt que d'une réforme, je préfère parler de réformes, certaines ponctuelles, d'autres de portée générale. Dans quelques cas, je sais ce qu'il faut faire. Et je vais le faire sans tarder. Dans d'autres, je crois le savoir, mais je dois encore consulter.

Dans d'autres cas encore, je suis convaincu que naîtront du débat les orientations qui motiveront des choix gouvernementaux ou législatifs.

Propos recueillis par EDWY PLENEL.

(*Lire la suite page 12.*)

La mort de Boris Souvarine

Un antistalinien obstiné

Boris Souvarine, l'un des fondateurs du Parti communiste français, dernier survivant des collaborateurs de Lénine, antistalinien obstiné, est mort jeudi 1er novembre à l'hôpital Necker. Il aurait eu quatre-vingt-neuf ans le 6 novembre.

La mort, parfois, commet bien plus que l'irréparable. Car il est des hommes, rares, dont la disparition équivaut à la perte d'un grand pan de notre mémoire collective, ou bien à l'incendie d'une bibliothèque où auraient été conservées des archives. Les archives de notre temps.

C'est le sentiment qu'inspire la mort de Boris Souvarine, irremplaçable témoin — et acteur — de l'histoire du communisme, fondateur — oublié et honni — du Parti communiste français (1).

Dernier survivant de la révolution d'Octobre, il avait en effet collaboré avec Lénine, Trotski, Kamenev, Boukharine, Radek, Clara Zetkin, Gramsci. Il était le dernier des trente-deux membres du premier comité directeur du Parti communiste, le dernier aussi du présidium et du secrétariat du Komintern de l'époque de Lénine. Il avait polémiqué avec Lénine, avec Trotski, s'était opposé à Staline dès 1924, date à laquelle il sera exclu de l'Internationale communiste pour « *indiscipline et non-conformisme* ». Indiscipliné et anticonformiste, il le restera toute sa vie.

Né à Kiev, le 6 novembre 1895, dans une famille d'ouvriers, de son vrai nom Boris Lifschitz, il émigre en France à l'âge de trois ans (il prendra, chez Zola, pour militer, le pseudonyme de Souvarine, le révolutionnaire intellectuel de *Germinal* et exigera, toute sa vie, qu'on oublie son vrai nom, changeant même son état-civil dans les année 60 pour adopter l'appellation plus francisée de Boris Souvart, ainsi qu'en témoigne le *Journal officiel*...)

Le père est ouvrier sertisseur dans l'orfèvrerie — et on laissera entendre, dans les journaux du PCF, pour le déconsidérer, qu'il vient d'une riche famille de diamantaires ! Il commence à travailler à quatorze ans et obtient un diplôme d'ouvrier d'art avant de partir pour le régiment en 1913 ; il reviendra à la vie civile en 1915 après la mort de son frère dans les tranchées.

Très jeune, Souvarine a commencé à militer à la SFIO. Il écrit dans *le Populaire* (hebdomadaire socialiste à tendance pacifiste) puis devient correspondant à Paris de *Vie nouvelle* (quotidien fondé à Pétrograd par Maxime Gorki).

NICOLE ZAND.

(*Lire la suite page 11*)

(1) *L'Humanité*, qui fut un temps le journal de Souvarine, signale, ce lundi 5 novembre, son décès mais omet de mentionner son rôle dans la fondation du PCF.

AU JOUR LE JOUR

Plus

Ce fut un dimanche bien éprouvant pour les nerfs.

Tandis que l'Inde, encore grosse de massacres, comptait ses morts et contenait ses démons; tandis que la Pologne découvrait que le meurtre d'un prêtre par la police politique avait été précédé de tortures; tandis que l'Afrique affamée souffrait un peu plus de ses maux endémiques; tandis que tout cela se passait sous nos yeux, nous regardions ailleurs.

Nous allions, survoltés, d'un canal à l'autre, tentant d'intercepter les images — pour la seule fois gratuites — d'une chaîne nouvelle. Pour éprouver des plaisirs décodés et pour nous divertir — sur Canal Plus — toujours plus!

BRUNO FRAPPAT.

Dans « le Monde de l'économie » Pages 17 à 20

Regain d'activité dans les pays scandinaves

Lire les articles de BO SODERSTEN et YVES BOURDET et de FRANÇOIS GROSRICHARD

Il y a vingt ans, la CFDT se « déconfessionnalisait »

Lire l'article de MICHEL NOBLECOURT

commentaires

INVITÉS

Robert Naud et Jean-Paul Jean, l'un au nom des policiers, l'autre au nom des magistrats, confrontent leurs opinions sur la sécurité et les contrôles d'identité.

Rendre confiance aux policiers

IL y a presque un an et demi, en juin 1983, dans une police malade de la politique, la douleur et le ressentiment conduisaient environ deux mille policiers à manifester dans les rues de Paris. Le contexte delétère et l'exploitation politicienne de ces événements ont, hélas ! occulté puis déformé la véritable dimension de l'exaspération policière. La majorité comme l'opposition ont exploité mécaniquement, sans réflexion prospective, cette dynamique de la colère. Les lourdes punitions ont sanctionné la « fronde policière », et les appels enflammés à la résistance à l'oppression ont salué le désespoir légitime des agents des forces de l'ordre. Ces schémas étaient sans doute séduisants de part et d'autre, mais ils sont faux.

La douleur comme le désespoir ne sont, en la matière, ni de droite ni de gauche, ils sont simplement sincères et récusent vigoureusement les pudeurs dogmatiques ou les surenchères politiciennes qui empêchent de promouvoir des mesures législatives ou réglementaires capables de lutter efficacement contre la violence. Devant la dépouille mortelle de nos collègues, tombés victimes du devoir, les discours succèdent aux discours, et les policiers attendent en vain la volonté politique qui mettra fin à la fureur criminelle enregistrée ces derniers mois. L'insécurité devient de jour en jour un formidable enjeu politique, et il faut craindre, dans un tel maelström les effets imprévisibles de la rancœur de ceux qui luttent chaque jour dans l'anonymat pour la défense de nos libertés. Il est urgent d'abandonner les réformes gadgets ou les déclarations fracassantes qui font la « une » et favorisent quelques photos avantageuses de leurs auteurs pour entamer un véritable travail en profondeur, générateur de solutions concrètes pour organiser la réaction sociale.

Sans vouloir dresser la liste exhaustive de toutes les inadéquations (peines insuffisantes pour les porteurs d'armes, permissions de sortie, confusion des peines...) qui « empoisonnent » l'action des agents de la force publique, nous pensons qu'une réflexion gouvernementale et parlementaire doit s'engager immédiatement autour de trois thèmes essentiels.

Chacun s'accorde à reconnaître, depuis quelques années, que la sécurité des Français passe par celle des agents des forces de l'ordre. Or, curieusement, alors que les chiffres montraient, sans ambiguïté, depuis 1969, un accroissement inquiétant de la violence, les articles du code pénal, qui assuraient une protection particulière des agents de la force publique, furent abrogés par la loi du 2 février 1981, puis en octobre 1981, l'abolition de la peine de mort était prononcée en l'absence de peine spécifique de substitution. Cette politique pénale interpelle gravement policiers, gendarmes et personnels pénitentiaires, qui s'interrogent sur la volonté parlementaire de les protéger juridiquement en dissuadant les délinquants et les criminels de passer à l'acte. Il existe, au surplus, un paramètre encore difficile à appréhender, mais qui ne manquera certainement pas d'avoir de fâcheuses répercussions sur l'évolution de la violence : la prise de conscience de ces vides juridiques chez les malfaiteurs.

Il devient donc essentiel, au moment où le discours sécuritaire se fait plus dur, parce que l'opinion supporte de plus en plus mal le poids social de la violence, d'accepter de constater l'erreur de l'abrogation de certains articles du code pénal, et de promouvoir de nouveaux textes susceptibles de rendre confiance et pugnacité à ceux qui s'exposent physiquement pour protéger leurs concitoyens.

Violences légitimes

La mort d'un policier ou d'un gendarme relance presque à chaque fois le débat de la technique policière d'interpellation. S'il est vrai que l'on peut améliorer sensiblement la sécurité des agents de la force publique par la mise en œuvre systématique de quelques précautions élémentaires, il n'en demeure pas moins vrai que lorsque l'on veut aller plus avant pour élaborer, comme dans le monde du travail, des règles générales et strictes, on s'engage immédiatement, dans l'état actuel du droit pénal, dans une impasse.

Le policier ne dispose pas pour agir contre le crime de prérogatives particulières, mais doit, au contraire, inscrire son action dans le cadre étroit des prérogatives reconnues à M. Tout-le-monde par la légitime défense. Ainsi, alors que, pour prévenir l'accident, la plupart des professions anticipent sur le risque, la loi ne reconnaît pas au policier qui expose sa vie, pour interpeller des individus parfois dangereux, le droit à l'anticipation.

C'est pourquoi il serait éminemment opportun de définir clairement une notion de violences légitimes que les policiers pourraient déployer pour appréhender une personne. L'indispensable évolution des techniques de police passe par la promulgation d'une loi reconnaissant sans ambiguïté aux agents de la force publique l'usage de la coercition nécessaire pour assurer l'exécution des lois, des ordres de l'autorité publique, des mandats de justice et des jugements, ou pour défendre les locaux, le terrain ou le matériel dont ils ont la garde.

La chambre criminelle de la Cour de cassation vient de se prononcer pour une interprétation très stricte de la loi du 10 juin 1983 relative aux contrôles d'identité. Les magistrats de la Cour de cassation ont mis en exergue le flou juridique de cette loi et les difficultés d'application qu'elle recèle, notamment pour les contrôles de réglementation. Le souci du législateur de 1983 de restreindre le champ d'application des contrôles préventifs présente ainsi aujourd'hui de graves difficultés. Il reste que les policiers n'accepteront plus, comme par le passé, d'être les funambules de la réaction sociale, évoluant sans cesse, à leurs risques et périls, au-dessus d'un vide juridique, et il appartient au législateur, s'il le souhaite, de définir de nouveaux équilibres qui permettront à la puissance publique d'organiser efficacement la défense de notre société.

Admettre ou rejeter l'idée que la police puisse, dans le cadre judiciaire ou pour les contrôles de réglementation, procéder à des contrôles d'identité, le plus souvent fondés sur la théorie de l'apparence, — expression préférable à celle de « délit de faciès » utilisée parfois, — c'est faire un choix. C'est choisir l'éventuel contrôle d'un policier qui sert la société, obéit aux lois de la République, et dont l'action est étroitement contrôlée par l'autorité judiciaire, ou bien accepter, dans un pays libéré de cette contrainte policière, la très probable rencontre, violente ou non, avec un individu qui ne connaît que son intérêt, viole la loi, et dont le seul souci est d'échapper au contrôle de la justice.

ROBERT NAUD,
secrétaire général du Syndicat des commissaires de police et hauts fonctionnaires de la police nationale.

Pour un consensus démocratique

LES hauts magistrats de la chambre criminelle de la Cour de cassation n'ont pas la réputation d'être de dangereux irresponsables. Leur décision du 4 octobre énonce très nettement que les contrôles d'identité, depuis la loi du 10 juin 1983, ne peuvent s'opérer que si les policiers ont préalablement constaté qu'au lieu où s'effectue le contrôle *« la sûreté des personnes et des biens est immédiatement menacée »*.

Le cadre juridique du contrôle est clair. La Cour de cassation rappelle que, dans notre Etat de droit, la liberté d'aller et venir est la règle fondamentale. Le respect de ce principe définit l'équilibre entre les droits du citoyen et les pouvoirs policiers.

Les discours sécuritaires qui s'opposent à ces règles, par-delà les simples manipulations politiques, ne sont pas réalistes. La présence policière sur le terrain est plus efficace que le contrôle lui-même. C'est le contrôle sans cadre précis, *a priori*, d'individus estimés suspects, qui multiplie les risques pour tout le monde, y compris pour les policiers.

Dans la même logique, se situe la recherche à tout prix des arrestations en flagrant délit qui se substitue au travail de fond des enquêtes, travail de plus en plus délaissé car non immédiatement « rentable ». Ce n'est pas, en tout cas, une extension sans contrôle des pouvoirs des policiers qui apportera une réponse à leurs vrais problèmes ; ces problèmes concernent d'abord les moyens et la définition des tâches de la police, la formation et l'information des policiers.

Reste que la chambre criminelle va bientôt avoir à se prononcer sur la question des contrôles d'identité des étrangers sur la base du décret du 30 juin 1946. Contrairement au ministère de la justice, le Syndicat de la magistrature estime, comme l'ont affirmé plusieurs tribunaux, que ce décret permet seulement un contrôle de titre de séjour, après un contrôle d'identité régulier pratiqué selon les règles de la loi générale et ayant révélé la qualité d'étranger. Juger le contraire serait entériner une pratique discriminatoire et justifier le contrôle des « présumés étrangers ». Qui sera contrôlé dans le métro, le citoyen suisse ou le Français originaire des Antilles ?

En cette période où se développe l'exploitation systématique du moindre fait divers, allant jusqu'à la diffusion d'informations tronquées, il s'agit de répondre de manière réaliste et non ambiguë aux légitimes besoins de sécurité des gens, mais à partir des valeurs démocratiques sur lesquelles doit se dégager un consensus, par-delà les simples clivages politiques.

JEAN-PAUL JEAN,
secrétaire général du Syndicat de la magistrature.

Le Monde

Droits de l'homme

MARDI 6 novembre — date anniversaire des élections législatives de 1983 en Turquie, — des intellectuels français montent une « garde démocratique » devant l'ambassade d'Ankara à Paris pour protester contre les récentes exécutions de militants d'extrême gauche et pour tenter d'empêcher de nouvelles mises à mort. *L'Humanité*, qui soutient et anime cette mobilisation, s'étonne que la *« grande presse »* fasse *« la sourde oreille »*.

S'agissant du *Monde*, ce reproche n'est pas fondé. Par nos informations et nos commentaires, nous n'avons cessé d'alerter l'opinion sur la répression menée par le régime d'Ankara, estimant, comme nous l'avons écrit dans un éditorial de première page il y a quelques mois, que *« les pressions internationales ne sont pas vaines »*.

Mais, contrairement à une légende souvent répandue, la presse ne dicte pas à son public l'attitude de son choix. Aussi la vraie question est-elle plutôt de savoir pourquoi des campagnes ne se sont jamais développées en France, pourquoi les protestations n'ont pas trouvé les relais susceptibles de donner naissance à d'importants mouvements de solidarité, comme il s'en est créé, ces dernières années ou ces derniers mois, en faveur des Palestiniens de Yasser Arafat, des Chiliens persécutés par le général Pinochet, des Polonais de Solidarité, du professeur Sakharov ou de notre confrère Jacques Abouchar.

PLUS généralement, comment comprendre que, sur les cent dix-sept Etats coupables à un degré ou à un autre, selon le dernier rapport d'Amnesty International, de violation des droits de l'homme et d'atteinte aux libertés politiques ou religieuses, seul un tout petit nombre soulève l'émotion de la communauté internationale ?

Comment se fait-il que, pas plus que celui de la Turquie, les gouvernements de nations comme l'Afrique du Sud, la Chine, l'Ethiopie, le Guatemala, l'Iran ou la Tchécoslovaquie, où l'oppression ne se relâche pas, ne suscitent une réprobation active ?

LA réponse à ces questions est sans doute que l'indignation provoquée en France par les injustices commises dans d'autres pays dépend des liens noués avec ceux-ci au fil de l'histoire. Certains peuples sont présents dans notre conscience collective et dans le débat politique qui la nourrit. Ainsi, à des titres divers, et avec une intensité variable selon les époques, l'action des Palestiniens, des dissidents soviétiques ou des résistants polonais nous importe-t-elle plus que celle des catholiques irlandais, des Noirs sud-africains ou des extrémistes turcs.

On peut le regretter. On peut aussi constater que les luttes conduites sans violence, comme en Pologne, sont désormais mieux considérées que celles qui s'accompagnent d'actes terroristes. Mais l'essentiel semble bien être l'existence, ou non, de cette sorte de connivence, plus culturelle que politique, qui rend certains combats plus proches que d'autres.

Si l'on croit à l'universalité des droits de l'homme, on ne saurait évidemment s'accommoder de ces frontières invisibles qui séparent une cause juste d'une cause populaire. Encore faut-il les reconnaître avant de s'accuser mutuellement de céder à des passions partisanes, anticommunisme primaire pour les uns, antiaméricanisme sommaire pour les autres...

THOMAS FERENCZI.

COURRIER

J'ai honte !

Une soirée avec des jeunes chômeurs, dont certains sont seuls à Paris et sans le sou pour acheter le pain de demain. Hier pleins de dynamisme. Aujourd'hui avec l'angoisse qui noue l'estomac, empêche de dormir et fait désespérer de l'avenir. La télévision parle d'hommes, de femmes, d'enfants qui meurent de faim au Sahel, en Ethiopie, au Pérou et ailleurs. Au seuil de l'hiver, les soupes populaires se réinstallent aux portes de la capitale. On a faim à Paris en 1984. Toute une nuit, la bataille fait rage à l'Assemblée nationale quand il s'agit de voter un texte amputant quelque peu les super-bénéfices réalisés par ceux qui ont souscrit à l'emprunt Giscard.

Il y a des jours, comme ça, où j'ai honte pour nos élus.

JEAN MINGUET,
Prêtre (Paris).

Maman, j'ai faim !

Combien de centaines de millions de mères entendent ce cri en ce moment même, et dans toutes les langues. Ainsi, des milliards d'êtres tendent les mains vers nous, mais nous détournons les yeux de ce spectacle qui gênerait notre conscience endormie.

Indifférents et lâchement fatalistes, nous continuons à nous goinfrer de tout ce qui les sauverait de la souffrance et de la mort. Aveugles, nous creusons irrémédiablement nos tombes avec des fourchettes où sont embrochés les cadavres de nos frères morts de faim pour nourrir nos cochons.

« L'égoïsme des riches légitime la révolte des pauvres », et déjà la marée de la faim pénètre le corps mou de nos sociétés égoïstes et repues, nous phagocytant légitimement, alors qu'un peu de pitié envers eux, ENVERS NOUS, pourrait sauver le monde.

Déjà, des organisations ont commencé la lutte : Comité français contre la faim, Frères des hommes, et bien d'autres... Mais c'est à nous de pousser nos gouvernements afin qu'ils redressent la barre de ce vaisseau-Terre en perdition, qu'ils cessent l'exploitation scandaleuse d'un tiers-monde exsangue, qu'il l'aide à se prendre en charge, à être autonome. C'est ensemble que nous nous sauverons ou que nous nous perdrons.

JACQUELINE POUILHE
(Clermont-Ferrand).

Les promesses de M. Charles Hernu

Le code de la mutualité stipule que les mutuelles militaires sont régies par des statuts-types spéciaux. Ces statuts font que le président, le premier vice-président et le commissaire aux comptes de chaque mutuelle sont désignés par le ministre de la défense. Avec l'arrivée au ministère de la défense de M. Charles Hernu, préconisant dans toutes ses déclarations que *« les militaires devaient bénéficier des mêmes droits que les autres citoyens »*, un terme aurait dû être mis à cette mesure vexatoire envers les militaires. Comme tous les autres mutualistes, ils font vivre leurs mutuelles par leurs cotisations. Même dans ce domaine, tout à fait extra-militaire, M. Charles Hernu n'a strictement rien changé. Mieux, il vient de prendre unilatéralement, sans avoir consulté aucune des instances élues des trois mutuelles militaires, la décision de ne tolérer aucune modification au nouveau code de la mutualité en cours de préparation. Les représentants de la mutualité, au groupe de travail préparant la réforme du code, ont demandé l'abrogation des articles relatifs aux mutuelles militaires, estimant que ce statut dérogatoire était contraire aux principes mutualistes. Le ministre de la défense a fait savoir qu'*« il restait attaché au régime actuel et* s'opposerait *à toute modification substantielle »*.

M. Charles Hernu n'a donc tenu, hélas ! aucune de ses innombrables promesses sur les libertés des militaires.

MAURICE CAILLET,
militaire en retraite (Villefranche-de-Panat).

« Je demande la nationalité algérienne »

Les mesures concernant l'immigration prises par un régime qui se réclame des droits de l'homme et des accords d'Helsinki vont à l'encontre de ces dits droits, parce qu'elles entrent, sinon bafouent, la libre circulation des personnes. Il ne sert à rien de se battre pour Sakharov et les juifs d'URSS si, à l'intérieur de ses frontières, des mesures sont passées contre la dignité de millions d'individus, au mépris d'un des droits élémentaires de la personne humaine, c'est-à-dire vivre en paix sur son lieu de travail avec sa famille.

Ce n'est plus le « mur de la honte », c'est la « mer de la honte » !

Un régime qui a eu mon suffrage en mai 1981 et qui se conduit d'une manière pire que celui qu'il a remplacé ne peut plus me satisfaire. En conséquence, j'ai décidé de demander la nationalité algérienne, sans pour cela renier ma nationalité française, et de faire jouer en ma faveur la loi israélienne dite « loi du retour ».

ALAIN ZERBIB
Juif, algérien et français (Toulouse).

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 PARIS
Télex MONDPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Laurens,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)

Durée de la société :
cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social :
500.000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du *Monde* »,
MM. André Laurens, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Directeur de la rédaction :
Thomas Ferenczi.

Imprimerie du « Monde »
5, r. des Italiens
PARIS-IX°

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	605 F	859 F	1080 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	661 F	1 245 F	1 819 F	2 360 F
ÉTRANGER (par messageries) I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	381 F	685 F	979 F	1 240 F
II. — SUISSE, TUNISIE	454 F	830 F	1 197 F	1 530 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

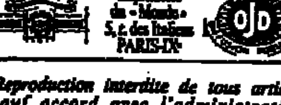
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 380 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,20 $; Côte-d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 1 $; G.-B., 55 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 500 L. ; Liban, 375 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 28 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Sénégal, 300 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,50 f. ; Yougoslavie, 110 nd.



Le Monde

étranger

LES TROUBLES EN INDE APRÈS LA MORT D'INDIRA GANDHI

Un calme précaire règne à New-Delhi après les tueries entre hindous et sikhs

De notre correspondant

Delhi. – Quarante-huit heures après la crémation publique du corps d'Indira Gandhi, le temps, qui semblait suspendu depuis l'assassinat du premier ministre, reprend lentement son cours en Inde. Dans la capitale hébétée, de loin la cité la plus enfiévrée ces derniers jours, une circulation dense s'était emparée, ce lundi 5 novembre, des larges avenues de Delhi, et les autobus et les taxis faisaient un début de réapparition. En revanche, les sept cent mille sikhs de la ville semblaient avoir littéralement disparu, et, dans les quartiers pauvres de la périphérie et les ruelles encombrées du vieux Delhi, la situation restait très tendue.

Limogeage du gouverneur de la capitale

Les forces de sécurité, dont le nombre a été doublé pour atteindre désormais quelque quarante mille hommes, sont restées déployées un peu partout, et dans les quartiers les plus « chauds », des chars légers et des automitrailleuses tenaient encore, lundi matin, nombre de carrefours et de ruelles dans leur ligne de mire. Les deux dernières nuits, comme s'il avait fallu que les restes d'Indira Gandhi soient réduits en cendres pour apaiser les esprits et modérer les haines, ont été relativement calmes. Un calme précaire certes, mais l'amélioration est là. Beaucoup de marchands, habituellement fermés le lundi, ont été invités à ouvrir leur échoppe pour permettre aux Delhites de se réapprovisionner et donner à la capitale un petit air de normalité.

La plupart des trains en partance de la capitale ont été remis en route, et, pour éviter les massacres de sikhs comme ceux qui se sont produits ces derniers jours dans les wagons, des gardes en armes accompagnent les passagers en turban. Par mesure de précaution supplémentaire, les établissements scolaires et universitaires resteront fermés les jours prochains, et, dans la majorité des quartiers, y compris résidentiels, le couvre-feu reste imposé de 21 heures à 6 heures.

Quelques heures après la fin des funérailles, M. Rajiv Gandhi a fait une longue tournée nocturne des quartiers les plus déchirés par le déchaînement des passions. Il a vu, comme tout le monde, des cadavres de sikhs gonflés, à demi-calcinés, flottant dans les égoûts et les eaux boueuses de la Yamuna. Il a vu des enfants apeurés et des familles décimées. Il a écouté la complainte d'une minorité en état de siège et pris les premières mesures de fermeté attendues de lui. La présence policière a été immédiatement renforcée et les secours se sont organisés. Réclamé à grands cris par les familles endeuillées, le limogeage du gouverneur de la capitale, en charge de la sécurité publique, a été annoncé, dimanche 4 novembre. Il a été remplacé sur-le-champ par le numéro deux du ministère de l'intérieur, M. M. K. Wali, qui a promis de se montrer sans pitié à l'égard des fauteurs de troubles. La police a reçu l'ordre d'abattre à vue tous les pillards et les voyous qui cherchent à profiter de la situation. Le gros de la haine, qui s'est abattue sur la minorité sikh pendant quatre longues nuits sanglantes, semble donc passé. Les dégâts causés sont cependant condisérables, et personne ne peut dire s'il s'agit ou non d'une éphémère rémission.

Plus de mille morts

Le bilan du carnage, annoncé dès la veille du week-end par la presse, a été, *grosso modo*, confirmé par les autorités :mille cent morts, dont quatre cent cinquante-huit à Delhi, des milliers de blessés, et des milliards de roupies de dégâts matériels. D'autres cadavres étaient encore découverts lundi, et le bilan, on n'ose pas dire définitif, sera certainement plus lourd encore. Dans la seule capitale, la police a arrêté plusieurs milliers de personnes et récupéré pour plus de deux millions de roupies de matériel divers, volé par les pillards dans les magasins appartenant à des sikhs massacrés ou en fuite.

Les forces de l'ordre, selon le nouveau gouverneur, ont tiré une centaine de fois sur des fauteurs de troubles : dix-sept d'entre eux ont été tués. Il n'a pas été précisé si ces derniers étaient des hindous, mais on sait que sur les quatre cent cinquante-huit victimes officielles, cinquante-neuf seulement n'étaient pas de confession sikh. L'antagonisme entre les deux religions, jusqu'ici considérées comme proches l'une de l'autre et libres de préventions ancestrales qui prévalent entre musulmans et hindous, semble désormais irréparable. Entre quinze mille personnes – chiffre officiel – et quarante mille – évaluation de la Croix-Rouge – de confession sikh, fuyant leurs maisons incendiées et leurs biens détruits, sont bloquées dans plus d'une demi-douzaine de camps de secours hâtivement improvisés, dans les écoles et temples de leurs religions et certains postes de police : des femmes, des vieillards, des enfants tremblant de peur supplient les journalistes de les emmener loin, de les sauver du massacre. Des récits hallucinants de viols collectifs sous les yeux des enfants, de lynchages, de tortures et d'atrocités diverses continuent de circuler.

La confiance à jamais aliénée

Pour les rescapés, réfugiés de l'intérieur, les *« quatre sanglantes »*, du 31 octobre au 3 novembre 1984, ne pourront jamais plus s'effacer de leur mémoire. Et, à leurs yeux, les timides *« marches de la paix »*, organisées çà et là par les autorités pour rassurer la population, apparaissent bien dérisoires. A beaucoup, le défilé de quelques centaines de sikhs et d'hindous fraternisant dans les rues de la capitale ensanglantée, pour encourageant qu'il soit, semblait dimanche presque incongru. Il y a sept cent mille sikhs (sur six millions d'habitants) à Delhi, et, seuls, quelques dizaines de téméraires avaient osé montrer, lundi matin, le bout de leur barbe sur les boulevards de la cité. Les autres se terrent, organisent leur défense et leur ravitaillement. Certains groupes armés préparent même, dit-on, des expéditions punitives.

Pourtant, c'est vrai, les témoignages de solidarité hindoue avec les sikhs ne manquent pas. Comme toujours en pareille circonstance, des gens de bonne volonté, des milliers sans doute, se sont portés au secours des victimes potentielles de la tempête. On ne compte plus d'exemples de familles hindoues offrant spontanément refuge et nourriture à des sikhs poursuivis. Emouvant îlot d'humanité dans un océan déchaîné de passions sectaires. Il en faudra sûrement beaucoup plus pour ramener la confiance et la paix entre les deux communautés.

PATRICE CLAUDE.

Les premières décisions de M. Rajiv Gandhi soulignent sa volonté de poursuivre la politique de sa mère

De notre correspondant

New-Delhi. – Continuité tous azimuts. Telle est, au risque de paraître un peu timorée, la ligne de conduite qu'après quatre jours de flottement le nouveau maître des destinées de l'Inde semble s'être fixée. Un choix finalement assez habile, qui, tout en ne préjugeant en rien de l'avenir, désamorce au moins temporairement les oppositions frontales. Indira Gandhi avait formé il y a quelques mois un gouvernement de transition en vue des élections générales. Son fils a décidé de n'y rien changer, ce qui confirme l'opinion de ceux qui fixent la grande consultation à la date antérieurement prévue (avant le 15 janvier).

Le seul sikh du nouveau gouvernement, M. Butha Singh (affaires parlementaires), déjà présent dans le précédent cabinet, a d'ailleurs démenti dimanche le report éventuel du scrutin. Le gouvernement, qui, jusqu'ici, comprenait seulement cinq titulaires de portefeuilles, a donc retrouvé dimanche sa taille antérieure à l'assassinat : treize ministres, dits « de cabinet », vingt et un ministres d'Etat, hiérarchiquement inférieurs aux précédents, et onze secrétaires d'Etat. La liste ne comporte pas la moindre surprise. Tous les noms, sauf un, celui d'un secrétaire d'Etat aux finances, figuraient dans l'organigramme du cabinet précédent, et les changements d'attributions de quelques-uns sont mineurs.

La responsabilité de l'échec au Pendjab

Trois membres du gouvernement cependant ne retrouvent pas leur maroquin, mais l'éviction des deux premiers, MM. Kalpanath Rai et R.T. Rathi, semble dénuée de signification politique. En revanche, la non reconduction de M. P.C. Sethi, ancien titulaire de la planification, était sinon attendue, du moins envisageable. M. Sethi avait été rétrogradé au Plan par Indira Gandhi elle-même, après s'être montré incapable, comme responsable de l'intérieur, d'assurer paix et sécurité dans le Pendjab et les Etats avoisinants, au cours de la violente montée de l'autonomisme sikh en 1983 et 1984.

Toujours soucieuse de ne pas paraître céder à la pression de l'opinion publique, Indira Gandhi n'avait pas voulu alors se séparer trop brutalement de son ministre. Mais elle eut sans doute approuvé la décision qui vient d'être prise par son fils, d'autant qu'elle permet de dédouaner l'actuel ministre de l'intérieur, M. Narasima Rao, en situant indirectement les responsabilités de l'attentat dans la période antérieure à sa prise de fonctions...

Comme sa mère l'avait fait dans les dernières semaines de sa carrière, M. Rajiv Gandhi a conservé le portefeuille des affaires étrangères; les responsabilités de l'énergie atomique, l'espace, la science et la technologie étaient traditionnellement du domaine réservé du chef de gouvernement. Là encore, la tradition n'est pas altérée. Continuité donc dans tous les domaines.

Rassurer les partenaires étrangers

Le maître mot du nouveau pouvoir est de rassurer. Rassurer la base sur son avenir d'abord, mais aussi ses partenaires extérieurs, inquiets. Les funérailles de sa mère auront été pour le jeune premier ministre l'occasion d'un véritable marathon d'audiences accordées à tous les dignitaires étrangers qui avaient fait le voyage. Le premier ministre soviétique, M. Tikhonov, a voulu s'assurer de la poursuite des relations privilégiées entretenues avec son pays. M. George Shultz, secrétaire d'Etat américain, a rappelé l'importan[ce] que les Etats-Unis attachent à l'a[mi]tié avec l'Inde et indiqué qu'il e[xis]tait *« de bonnes bases pour la r[en]forcer »*.

Au total, le chef du nouveau g[ou]vernement a reçu plusieurs dizai[nes] de chefs d'Etat et de gouverneme[nt] dont M. Laurent Fabius qu'il av[ait] rencontré en décembre dernier, al[ors] que ni l'un ni l'autre n'étaient enc[ore] premiers ministres. M. Fabius [a] reçu l'assurance que la coopérati[on] avec la France continuerait. A to[us] y-compris les représentants du m[ou]vement des non-alignés dont l'In[de] assume présentement la présiden[ce] le fils d'Indira Gandhi a donné [la] rassurante précision qu'il entend poursuivre dans la voie tracée par [le] premier ministre défunt.

Le général Zia-Ul-Haq, ch[ef] d'Etat pakistanais, a montré un c[er]tain courage en se déplaçant [à] Delhi, alors que les Pakistan[ais] étaient ouvertement accusés p[ar] Indira Gandhi de soutenir les séc[es]sionnistes sikhs. Il a souhaité u[ne] nouvelle approche indienne des re[la]tions bilatérales, quelque peu te[n]dues, qui prévalent à l'heu[re] actuelle. A tort ou à raison le pré[si]dent Zia estime que la jeunesse [du] nouveau premier ministre indien [–] il est le premier dirigeant à n'av[oir] pas connu le drame du grand pa[r]tage de 1947 – devrait permett[re] d'ouvrir un nouveau chapitre da[ns] les relations entre les deux pays.

M. Rajiv Gandhi, qui avait été [le] seul homme politique indien à p[ré]dire publiquement il y a quelqu[es] mois l'imminence d'une quatrièm[e] guerre indo-pakistanaise, ne s'[est] pas avancé outre mesure. *« L'In[de] souhaite des liens d'amitié av[ec] tous ses voisins »*, a-t-il seuleme[nt] indiqué. Pour le reste il faud[ra] attendre et voir...

P. C.

LE NOUVEAU GOUVERNEMENT

Voici la composition du cabinet donnée, dimanche 4 novembre, par M. Rajiv Gandhi :

Premier ministre, ministre des affaires étrangères, de l'énergie nucléaire et technique, espace et sciences : M. Rajiv Gandhi.

Finance et commerce : M. Pranam Mukherjee.

Intérieur (assure l'intérim de la planification) : M. P. V. Narasimha Rao.

Défense : M. S. B. Chavan.

Energie et pétrole : M. P. Shiv Shanker.

Affaires parlementaires, travaux publics et logement, et sport : M. Buta Singh.

Chemins de fer : M. A. B. A. Ghani Khan Chaudhry.

Industrie chimique et engrais : M. Vasant Sathe.

Agriculture : M. Rao Birendra Singh.

Santé et famille : M. B. Shankaranand.

Industrie : M. Vijay Bhaskara Reddy.

Loi, justice et sociétés : M. Jagannath Kaushal.

Travail et transports : M. Veerendra Patil.

Développement rural : Mme Mohsina Kidwai.

MM. TIKHONOV ET SHULTZ ONT EU UN ENTRETIEN

Le secrétaire d'Etat américa[in] George Shultz, qui, contrairement [à] des premières informations donné[es] par le porte-parole du départeme[nt] d'Etat, a rencontré, samedi 3 [no]vembre, à New-Delhi, le premier m[i]nistre soviétique, M. Nikolaï Tikh[o]nov, a déclaré qu'il avait fait part [à] son interlocuteur du désir des Eta[ts-]Unis d'établir des *« relation[s] constructives »* avec l'URSS. *« Et [je] crois*, a-t-il ajouté, en évoquant [la] réaction de M. Tikhonov, *qu'il a e[x]primé les mêmes sentiments [du] point de vue soviétique. »* M. Shultz, qui a qualifié la renco[n]tre – de quarante minutes – [de] *« positive »*, a également fait pa[rt] des objections américaines à la ve[r]sion de la presse soviétique selon l[a]quelle la CIA serait impliquée da[ns] l'assassinat d'Indira Gandhi. Il [a] précisé que M. Tikhonov lui avait i[n]diqué que Moscou ne croyait pas [à] une telle responsabilité.

Le chef du gouvernement soviét[i]que a également eu un entretien, [di]manche, à New-Delhi, avec son h[o]mologue japonais, M. Yasuhi[ro] Nakasone. Selon l'agence Tass, [le] premier ministre japonais, au cou[rs] de l'entretien, a émis le souha[it] qu'un dialogue soit engagé entre l[es] deux parties afin de *« résoudre l[es] problèmes en suspens »*. Le premi[er] ministre soviétique a préconisé d[es] *« mesures »* afin de *« mettre u[n] terme au refroidissement dans l[es] relations entre Moscou et Tokyo »*.

Le chef du gouvernement soviét[i]que et le vice-chancelier et minist[re] ouest-allemand des affaires étra[n]gères, M. Hans-Dietrich Gensche[r] se sont également rencontrés, s[a]medi, en marge des obsèques d'I[n]dira Gandhi. – *(AP, AFP.)*

Les cendres de l'ancien premier ministre seront dispersées au-dessus de l'Himalaya

New-Delhi *(AFP)*. – M. Rajiv Gandhi a recueilli, lundi 5 novembre à l'aube, les cendres de sa mère Indira, incinérée samedi à New-Delhi selon la tradition hindoue.

Après avoir été conduites, à bord de dix trains spéciaux, dans toutes les parties de l'Inde, ces cendres seront finalement dispersées le 11 novembre au-dessus de l'Himalaya.

Les mains jointes, M. Gandhi a conduit une délégation de religieux de haut rang à Shanti Van, lieu où avait été dressé, sur le bord de la rivière Yamuna, le bûcher qui a servi à l'incinération. Il a recueilli quelques cendres, puis les prêtres se sont joints à lui.

Conformément à la tradition hindoue, les cendres seront recueillies dans quarante urnes de cuivre. Elles seront ensuite remises aux représentants des vingt-deux Etats et des neufs territoires de l'Union, qui les chargeront mardi à bord des trains spéciaux. Ces trains sillonneront pendant une semaine les principales régions du pays afin que même les populations des villages les plus reculés puissent rendre un dernier hommage à celle qui fut leur premier ministre. Les cendres seront ensuite regroupées puis dispersées par avion au-dessus de l'Himalaya.

Une petite foule d'assistants, rassemblée sur les lieux de la cérémonie, criaient : *« Indira Gandhi vivra éternellement. »* Une fois les cendres recueillies, une prolonge d'artillerie recouverte de fleurs a transporté les urnes au domicile d'Indira Gandhi, à New-Delhi. L'une d'entre elles sera conservée à Teen Murti House, la maison où elle a passé sa jeunesse.

AFRIQUE

LA FAMINE EN ÉTHIOPIE
Le mouroir de Korem

Korem (Wollo) *(Reuter)*. – En dépit de la solidarité internationale, des centaines d'Éthiopiens continuent de mourir chaque jour dans la seule province septentrionale du Wollo où ils succombent à la faim et à la maladie. Des milliers de paysans affamés cheminent le long des pistes, en route pour les centres de secours. Certains portent leurs proches parents ou leurs enfants sur des civières de fortune. D'autres, trop faibles pour marcher, gisent dans les fossés dans l'attente d'une mort certaine.

D'après les estimations des autorités d'Addis-Abeba, un tiers des 3,2 millions d'habitants du Wollo sont aujourd'hui frappés par les effets de trois années de sécheresse consécutives, qui ont bouleversé leur mode de vie. Le Wollo fait partie des régions les plus durement éprouvées par une sécheresse catastrophique qui menace au total sept millions d'Éthiopiens.

A Korem, localité des hauts plateaux située à 400 km au nord de la capitale, ont afflué 49 000 victimes installées sous des abris de fortune dans l'attente de secours. Selon le responsable local de la Commission éthiopienne de secours (RCC), de 50 à 100 personnes y meurent quotidiennement, dont un bon nombre d'enfants trop affaiblis pour survivre aux maladies associées à la faim et aux nuits glacées. Au milieu des abris aux toits de zinc ou de plastique composant l'« *unité de soins intensifs* » de Korem, ont été plantées cinq tentes appelées « orphelinat ».

Les responsables de la RCC affirment que 20 enfants au moins meurent chaque jour victimes de la coqueluche, de la rougeole et de la diarrhée. Il existe, en outre, un « village pour enfants » ou quelque 8 000 nourrissons sont nourris et soignés par des volontaires français de Médecins sans frontière, britanniques de Save the children fund et de la Croix-Rouge éthiopienne.

Korem attire de nombreuses victimes de la famine, du fait notamment que sa position géographique, au carrefour de routes menant dans les trois provinces éprouvées du Wollo, du Gondar et du Tigre. Les responsables locaux de la RCC estiment que si les stocks de vivres sont suffisants, des dizaines de milliers de personnes devront à terme être reclassées dans des régions plus fertiles et moins inhospitalières que les hauts plateaux du Nord.

Tchad
Les forces françaises auront fini d'évacuer le pays le 9 novembre

Le général Béchu, chef des forces françaises au Tchad, a déclaré que la force Manta serait dissoute *« dans quelques jours »*, c'est-à-dire le 9 novembre au plus tard, date prévue par l'accord franco-libyen du 16 septembre. Lors d'une cérémonie, samedi 3 novembre à N'Djamena, le président Hissène Habré a déclaré, de son côté, qu'il voyait *« avec beaucoup de regret le départ de Manta »*, avant de faire le général Béchu officier de l'ordre national tchadien.

D'autre part, le général Lacaze, chef d'état-major général des armées, a séjourné trente-six heures au Tchad, dimanche et lundi, où il a déclaré aux trois cents soldats français encore présents à N'Djamena : *« Vous avez imposé à un adversaire qui cherchait par ses forces armées des avantages essentiels le blocage de son action. »* Cette troisième visite au Tchad du général Lacaze est intervenue après l'annonce, par le ministère de la défense à Paris, du retrait des quatre avions d'appui au sol Jaguar et des quatre chasseurs Mirage stationnés à N'Djamena. Les dernières troupes zaïroises, stationnées à N'Djamena, doivent également être rapatriées, une opération prévue de lundi à mercredi.

Enfin, citant des sources dignes de foi, l'AFP rapporte, de Kinshasa, que de nouveaux combats dans le sud tchadien ont provoqué un afflux supplémentaire de réfugiés au Centrafrique.

A TRAVERS LE MONDE

Irlande

- CONGRÈS DU SINN FEIN. – Le Sinn Fein, représentation politique de l'armée républicaine irlandaise (IRA), réuni en congrès à Dublin le dimanche 4 novembre, a défendu l'attentat commis il y a trois semaines à Brighton contre le premier ministre britannique. Cet attentat, a déclaré le président du Sinn Fein, M. Gerry Adams, *« loin d'être un coup porté contre la démocratie, était un coup en faveur de la démocratie »*. Il a qualifié la politique britannique de *« non démocratique, non acceptée, illégale et immorale »*. M. Adams a appelé le mouvement républicain à poursuivre la lutte sur le plan électoral, parallèlement à la lutte armée. – *(AFP.)*

Ouganda

- ARRESTATIONS. – Deux journalistes de l'hebdomadaire ougandais *Munnansi*, organe du Parti démocratique (opposition), ont été arrêtés, vendredi 2 novembre, par les services de sécurité, a annoncé, samedi, un porte-parole du parti, en indiquant que leur arrestation *« préludait peut-être à d'autres arrestations de responsables du Parti démocratique et de collaborateurs de* Munnansi ». – *(Reuter.)*

RFA

- LE CONGRÈS DES NÉO-NAZIS. – Quelque trois cents manifestants ont protesté, samedi 3 novembre, à Munich, contre la tenue dans cette ville du congrès annuel du parti néo-nazi NPD, qui rassemblait un millier de sympathisants. Le président du NPD, M. Martin Mussgnug, a exprimé son optimisme. *« Je suis convaincu*, a-t-il dit, *que nous réussirons nous aussi le saut de 1,3 % des voix aux élections générales à 11 %, comme cela a été possible en France. »* – *(AFP.)*

PROCHE-ORIENT

Israël

La visite du chef de la diplomatie sud-africaine illustre les relations étroites entre les deux pays

De notre correspondant

Jérusalem. – Le ministre sud-'ricain des affaires étrangères, I. « Pik » Botha, a entamé, le manche 4 novembre, une « *visite ivée* » de trois jours en Israël. Ce ıyage, que le gouvernement de :rusalem entoure d'une extrême scrétion, attire à nouveau l'atten-ɔn sur les liens étroits et le plus uvent occultes qui unissent l'État ébreu et la première puissance Afrique.

Le ministère israélien des affaires rangères n'était guère favorable à venue de M. Botha dans la esure où celle-ci risque de susciter : nouvelles critiques contre Jérusa-m de la part de l'Assemblée géné-le des Nations unies. Il aurait sou-uité à tout le moins que ce dernier i conservât un caractère totale-ent privé. Mais le chef de la diplo-atie sud-africaine, qui visitera, ercredi, les lieux saints chrétiens : Galilée, n'entendait pas venir en raël en simple pèlerin. Il a exigé et ɔtenu d'être traité par ses hôtes 'ec tous les égards réservés d'ordi-ıire aux ministres en « *visite de avail* ».

Son homologue, M. Itzhak Sha-ïr, l'a donc accueilli en personne à ıéroport et devait donner un dîner ındi en son honneur, à l'issue d'une ance de travail. M. Botha sera ;alement reçu par le ministre de la ifense, M. Itzhak Rabin, et par I. Abba Eban, président de la com-ission des affaires étrangères et de. défense de la Knesset, mais il ne ncontrera pas le premier ministre, I. Shimon Pérès.

Les liens unissant Pretoria et Jérusalem sont anciens et multiformes. L'Afrique du Sud fut l'un des premier pays à reconnaître, en 1948, le jeune Etat juif. Forte aujourd'hui de cent dix mille âmes, la communauté juive sud-africaine a joué un rôle important dans ce rapprochement entre deux pays ayant longtemps partagé la même « *mentalité d'assiégés* », face à un environnement régional hostile. On la tient ici pour la communauté la plus structurée, l'une des plus attachées à Israël et des plus généreuses. La minorité afrikaaner, qui n'a jamais passé pour particulièrement judéophile, sait jouer, si besoin, de cet attachement pour promouvoir sa cause auprès d'Israël.

L'anticommunisme commun aux deux pays, leur fort sentiment d'appartenance au monde occidental et les besoins de l'Etat juif en matières premières, notamment des métaux précieux, ont constitué un réseau d'intérêt mutuel très dommageable à l'image d'Israël dans le monde, même si ses premiers ministres ont toujours condamné le système d'apartheid. A l'ONU, Israël soutient les résolutions condamnant la politique raciale sud-africaine, mais refuse, comme la plupart des pays occidentaux, l'imposition de sanctions économiques contre Pretoria.

Les échanges bilatéraux ont, en 1983, représenté, compte non tenu des contrats d'armements, 250 millions de dollars, somme négligeable par rapport au commerce extérieur d'Israël, mais dont la valeur « stratégique » est cruciale. Ainsi, seule l'Afrique du Sud fournit à l'Etat juif, contre du charbon, certains alliages rares indispensables à l'industrie d'armement. Pour être reçu ici avec les égards dus à son rang, M. Botha aurait même, a-t-on appris, rappelé à ses hôtes l'importance pour eux de ce précieux commerce. La balance commerciale est nettement favorable à Pretoria, qui vend deux fois plus à Israël qu'il ne lui achète.

La coopération militaire

La coopération économique bilatérale s'est intensifiée au cours des dernières années. Une dizaine de grandes compagnies israéliennes, dont certaines sont liées à la centrale syndicale Histadrouth, ont accru leurs investissements. Exemple : le groupe Koor possède à Johannesburg une filiale, Afitra, chargée de promouvoir la vente de produits industriels fabriqués dans les kibboutzim. Une autre compagnie développe un système d'enseignement professionnel fondé sur l'informatique.

Les deux Etats ont toujours bien gardé le secret sur leur coopération militaire, notamment en matière nucléaire. En septembre 1969 ils auraient collaboré à une « expérience » atomique dans l'Atlantique sud. Les démentis publiés dans les deux capitales n'avaient à l'époque guère convaincu. D'anciens agents des services secrets sud-africains ont fait état d'étroites relations entretenues dans le domaine du contre-espionnage.

A cela s'ajoutent les ventes d'équipements militaires. L'Afrique du Sud a acheté trois vedettes israéliennes de type Reshes et en a construit plusieurs autres sous licence. Elle aurait acquis des missiles Gabriel. Son armée possède des fusils Uzi et Galil. Ancien ministre de la défense, et ministre sans portefeuille dans l'actuel gouvernement, M. Moshe Arens s'est rendu en Afrique du Sud il y a une semaine. Ce voyage, entrepris bien sûr avec l'accord de M. Rabin, n'a pas été annoncé à Jérusalem.

Les liens d'Israël avec l'Afrique du Sud s'étendent aussi aux Bantoustans, ces pseudo-Etats noirs et vassaux créés de toutes pièces par Pretoria, qui leur a octroyé une souveraineté factice reconnue par elle seule. M. Lucas Mangope, président du Bophutatswana, avait visité Israël l'an dernier. Cette semaine, ce fut le tour de M. Lennox Sebé, le président du Ciskeï, venu présider au jumelage de sa « capitale » avec la localité d'Ariel, l'une des plus grandes implantations juives de Cisjordanie.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

ARRÊTÉ A JÉRUSALEM

L'auteur de l'attentat contre un autobus palestinien est un militaire, informateur de la police

De notre correspondant

Jérusalem. – La police israélienne a arrêté l'auteur de l'attentat anti-arabe qui fit un mort et onze blessés le 28 octobre au cœur de Jérusalem (*le Monde* du 30 octobre). C'est un militaire juif âgé de dix-neuf ans qui servait dans l'unité d'élite Golani. David Ben Shimol a reconnu avoir attaqué à la roquette l'autobus assurant la liaison Jérusalem-Hébron et a reconstitué son crime. Il a aussi admis être le responsable d'une attaque à la grenade perpétrée en septembre contre un café du quartier arabe de la vieille ville.

Ce jeune terroriste est décrit, de source policière, comme « *émotif et influençable* ». Issu d'une famille pieuse de dix enfants, habitant le quartier populaire de Katamon à Jérusalem, il avait abandonné toute pratique religieuse il y a plusieurs années. Il a déclaré aux enquêteurs avoir été bouleversé par l'assassinat, il y a deux semaines, d'un jeune couple d'étudiants israéliens près de Betléem (*le Monde* du 25 octobre). « *Je ne pouvais supporter*, leur a-t-il dit, *que du sang juif soit impunément versé et j'ai décidé d'agir.* » Il a été inculpé d'homicide et de vol d'armes.

La police est convaincue que le meurtrier n'était lié à aucun groupe politique. Toutefois, quatre soldats, dont une femme, soupçonnés d'être impliqués dans l'attentat, ont été appréhendés dimanche. En outre, Ben Shimol aurait essayé en vain, il y a quelque temps, d'adhérer au mouvement Kach que préside le rabbin et député raciste Meir Kahane. Cependant, ce mouvement a conféré au meurtrier le titre de « *membre d'honneur* ».

La police a retrouvé d'autant plus facilement le jeune meurtrier que celui-ci faisait partie de son réseau d'informateurs.

J.-P. L.

● *Quatre palestiniens condamnés.* – Quatre palestiniens de la bande de Gaza (territoire occupé par Israël) ont été condamnés la semaine dernière par un tribunal militaire israélien à des peines de prison pour détention d'armes, rapporte le bureau de presse palestinien à Jérusalem. Tysser Awatmeh (treize ans) a été condamné à trois ans d'emprisonnement, Isnac Hawatmeh (quatorze ans) à cinq ans et Sario Darbaj (seize ans) à deux ans et demi de prison ; Ahmad Ganan (vingt et un ans), a été condamné à trois ans de la même peine. Trois autres jeunes gens âgés de quatorze, quinze et vingt et un ans doivent comparaître le lundi 5 novembre devant le tribunal militaire israélien également pour détention d'armes. – *(AFP.)*

Les pourparlers israélo-libanais sont ajournés

Correspondance

Beyrouth. – Le gouvernement libanais d'union nationale continue d'être paralysé par ses divisions, tandis que les ministres de l'opposition, MM. Walid Joumblatt et Nabih Berri, s'en prennent en public, explicitement ou non, au chef de l'État, M. Amine Gemayel. Les querelles internes ont eu pour conséquence de provoquer l'ajournement des négociations militaires entre le Liban et Israël, en vue de l'évacuation du Liban du Sud occupé, qui devaient s'ouvrir sous l'égide des Nations unies ce lundi 5 novembre dans la localité frontalière de Nakoura. En effet, le gouvernement n'a pas été en mesure de nommer les membres de la délégation devant le représenter.

Le premier ministre, M. Rachid Karamé, par prudence, ne veut procéder à cette nomination qu'en conseil des ministres et avec l'accord express de MM. Joumblatt et Berri. Or, M. Joumblatt boycotte actuellement le conseil des ministres en invoquant des raisons de sécurité ; quant à M. Berri, il se trouvait à Alger et n'est rentré à Beyrouth que dimanche soir.

Le conseil des ministres ne pourra pas cependant se réunir avant le retour à Beyrouth du président de la République, parti à Alger dimanche.

Alors que M. Berri regagnait la capitale libanaise, M. Gemayel pourrait faire un crochet par Paris. Si bien que l'on ne pense pas que les pourparlers libano-israéliens s'ouvriront avant jeudi ou vendredi.

A Alger, M. Gemayel a été rejoint par le vice-président syrien M. Khaddam, qui avait eu dimanche à Damas un entretien avec M. Richard Murphy, sous-secrétaire d'Etat américain aux affaires du Proche-Orient. M. Murphy se trouvait en Israël avant sa visite en Syrie. – R. G.

● *Attentat antilibanais à Madrid.* – Un ressortissant libanais a été grièvement blessé par balles dans un attentat perpétré contre lui dans la nuit du vendredi 2 au samedi 3 novembre, à Madrid, en pleine rue, par un membre présumé de l'OLP qui portait un passeport marocain, a-t-on appris de source policière. La victime, M. Elias Joussef Assald Awad, quarante-quatre ans, ancien colonel de l'armée libanaise, était accompagnée de six ou sept ressortissants libanais. Atteint de paraplégie, son état est jugé grave. – *(AFP.)*

AMÉRIQUES

Etats-Unis

Le président Reagan à la veille d'un triomphe

De notre correspondant

Washington. – Impromptues, les deux étapes supplémentaires de la dernière tournée électorale de M. Reagan ont clairement signifié la force et l'ambition du président sortant. Dimanche 4 novembre, ce fut le Minnesota, où son adversaire est né avant d'y faire sa carrière politique, et la veille, samedi, un pèlerinage à la maison natale du plus célèbre des cow-boys du cinéma, John Wayne, son vieil ami mort il y a quatre ans et auquel il ne fait rien pour n'être pas identifié. M. Reagan reprenait ainsi les rênes de l'implacable redresseur de torts au grand cœur pour pousser la chevauchée fantastique jusqu'au foyer du mal, le propre État de M. Mondale.

La charge est facile ? Sans doute, mais l'état-major républicain a risqué la caricature en toute connaissance de cause, car c'est sur une image que se joue cette élection et *a fortiori* son enjeu désormais unique – l'ampleur de la victoire, mardi, de M. Reagan. Or, s'il était vainqueur ce soir-là dans le Minnesota, il y aurait de bonnes chances qu'il le soit dans les quarante-neuf autres Etats de l'Union, la capitale fédérale – le district de Columbia, dont la majorité noire est acquise aux démocrates représentant un cas à part.

Secousses en vue chez les démocrates

Sans précédent, une telle victoire n'apparaissait plus complètement impossible à la veille du scrutin. Selon les derniers pointages de l'agence Associated Press, l'avance de M. Mondale était en effet incertaine tant dans le Minnesota que dans les seuls huit autres Etats – Iowa, Maryland, Oregon, Rhode-Island, Hawaï, Massachusetts, Washington et Wisconsin – qui ne semblaient pas assurés à M. Reagan. De ces neuf Etats – peu peuplés et ne totalisant que soixante-dix-sept des deux cent soixante-dix votes électoraux (1) nécessaires pour être élu, – le *Washington Post* et la chaîne de télévision ABC ne laissaient, quant à eux (et très éventuellement), que les cinq premiers au candidat démocrate, qu'ils plaçaient nationalement dix-huit points derrière M. Reagan.

Il n'est pas du tout prouvé que ces pronostics se révèlent exacts, et d'autres sondages décelaient, dimanche, une légère remontée de M. Mondale. Si ces chiffres suscitent pourtant de tels frissons d'espoir ou de crainte dans les états-majors politiques, c'est qu'une écrasante victoire de M. Reagan donnerait à sa réélection une dimension qualitativement différente.

Déjà ébranlé par la sévère défaite de 1980, le Parti démocrate en serait si secoué dans ses fondements qu'il serait largement paralysé pour de longs mois. En son sein, la bataille pour la prise de contrôle de l'appareil et la redéfinition d'une ligne politique ferait rage entre jeunes, vieux, conservateurs, et, surtout, prétendants à l'investiture pour 1988, dont il y a pléthore. La cohésion des élus démocrates au Congrès serait alors très aléatoire, car, faute d'une direction incontestée, sénateurs et représentants auraient tendance à décider de leurs votes en fonction, avant tout, de leur inclination propre et de leurs intérêts politiques locaux.

Côté républicain, ensuite, la situation serait exactement inverse, puisque, jusqu'à l'approche de la prochaine élection présidentielle en tout cas, modérés, centristes et ultra-conservateurs seraient bien obligés de tenir les rangs devant un dirigeant dont l'autorité ne serait, elle, pas contestable. Bref, plébiscité, M. Reagan disposerait d'une position de pouvoir dont peu de présidents américains ont seulement rêvé.

Est-ce à dire qu'il aurait les mains liées si cette victoire ne tenait pas la promesse des sondages ? Il ne les aurait, en tout cas, ni plus ni moins que durant ces deux dernières années, car il est improbable que les républicains perdent leur majorité au Sénat, dont 33 des 100 membres (2) sont soumis à réélection. Un démocrate a de bonnes chances de gagner dans le Tennessee le siège du leader de la majorité républicaine dans cette assemblée, M. Howard Baker, qui ne se représente pas pour cause d'ambitions sur la Maison Blanche en 1988. Deux autres républicains sont menacés, M. Helms en Caroline du Nord et M. Percy dans l'Illinois.

L'importance de ces deux batailles est surtout que, si le premier était victorieux et le second perdant, la présidence de la commission des affaires étrangères du Sénat, que détient actuellement M. Percy, pourrait, pour des raisons d'ancienneté, tomber entre les mains de M. Helms. Grand défenseur de l'extrême droite salvadorienne, M. Helms préfère de loin le commandant d'Aubuisson à M. Duarte, et son éventuelle promotion serait consternante.

L'enjeu du vote à la Chambre

A la Chambre des représentants, dont les 435 sièges sont tous à pourvoir, les choses pourraient en revanche bouger. Les démocrates, en tout état de cause, n'y perdront pas leur majorité (3), mais il suffirait que les républicains aient un peu plus d'une vingtaine de nouveaux élus pour pouvoir, comme ce fut le cas entre 1980 et 1982, s'allier victorieusement au coup par coup avec les 35 représentants démocrates conservateurs du Sud. Dans cette hypothèse qui n'est nullement à exclure, M. Reagan n'aurait pas même besoin que sa victoire soit d'une ampleur exceptionnelle pour avoir demain les coudées plus franches.

Dans les derniers jours de la campagne, M. Reagan n'a surpris qu'en oubliant son habituel souci de se ménager, mais n'a rien changé – pourquoi l'aurait-il fait ? – au style de sa campagne. A Des Moines (Iowa), il met en garde contre « *le désert sans fin de récession et d'inflation montante* » que créerait une victoire de M. Mondale. Ailleurs, il définit ainsi la « *différence de vision* » entre ses adversaires et lui : « *La nôtre est celle d'une Amérique qui laisse l'aigle prendre son vol ; la leur, celle du retour de l'aigle blessé.* » Ailleurs encore, il dénonce « *quelques voix qui, dans la nuit appellent à revenir aux jours de la dérive, de la torpeur et de la pusillanimité* ». Partout, c'est la comparaison permanente, outragée puis émue, entre les années « *Carter-Mondale* » et les années Reagan, et lorsque M. Reagan sort de la maison de John Wayne et qu'on lui demande ce qu'aurait été aujourd'hui le message de son ami, il répond, riant comme toujours : « *A peu près la même chose que ce que je suis en train de dire.* »

Des foules pour M. Mondale

M. Mondale, lui, n'était plus le même, cette dernière semaine. Comme s'il avait renoncé à disputer les électeurs centristes aux républicains et ne voulait plus que rassembler au moins les démocrates inébranlables, il avait soudain haussé le ton. On l'entendit même un jour lancer à des conservateurs qui l'empêchaient de parler : « *Oh ! la ferme* ». De jour en jour les foules ont grossi sur son sillage, impressionnantes notamment à New-York et à Boston, et comme toujours, quand cela va mal pour lui, il est devenu bon orateur. Sous M. Reagan, dit-il par exemple à Boston, « *si vous êtes au chômage, c'est dommage ! Si vous êtes vieux, c'est bien triste ! Si vous êtes malade, c'est bonne chance ! Si vous êtes Noir ou hispanique, vous n'avez pas de chance, et si vous êtes handicapé, vous ne devriez pas l'être* ».

Partout, il a répété sous les ovations : « *Les sondeurs vous disent que tout est joué, mais ils oublient que les sondages ne votent pas, ce sont les gens qui votent.* » Et de prédire, dans la foulée, aux républicains une (mauvaise) « *surprise* ».

C'en serait une, et de taille, si le vainqueur de l'élection de mardi devait s'appeler Walter Mondale.

B. G.

(1) La majorité relative du vote populaire dans un Etat suffit à y remporter la totalité des votes des « grands électeurs », dont le nombre varie suivant l'importance de la population.

(2) Le Sénat compte actuellement 55 républicains et 45 démocrates.

(3) La Chambre sortante est composée de 266 démocrates et 167 républicains (deux sièges étant vacants).

A LA VEILLE DE LA VISITE DE M. FABIUS A OTTAWA

Une initiative franco-canadienne pour la relance du dialogue Est-Ouest est « possible et souhaitable »

déclare M. Mulroney

Ottawa (*AFP*). – Le premier ministre canadien, M. Brian Mulroney, a l'intention de discuter « *amplement* » de paix et de désarmement avec M. Laurent Fabius lors de sa visite à Ottawa les 7 et 8 novembre, et juge « *possible et souhaitable* » une initiative franco-canadienne pour une relance des négociations interrompues entre l'URSS et les Etats-Unis.

« *Le dialogue s'impose de façon urgente et prioritaire, et la France évidemment sera appelée à y jouer un rôle constructif. L'on pourrait faire, peut-être, certains gestes inusités, importants, cela reste à discuter* », a déclaré M. Mulroney dans une interview à l'AFP.

Indiquant qu'il a « *hâte de voir la réaction* » du premier ministre français sur ce dossier, le chef du gouvernement fédéral canadien a ajouté : « *les élections américaines passées, ça serait un moment opportun pour nous tous, sans récrimination, d'inciter nos amis ainsi que nos adversaires à se mettre à la table des négociations (...). Je vais examiner avec M. Fabius toute formule de nature à inciter les superpuissances à s'asseoir à la table pour des négociations légitimes* ».

Sur un plan bilatéral, la France et le Canada, pour M. Mulroney, « *ont autre chose à faire que de se livrer ou de se prêter à des guerres de tapis rouge* » dans les rapports entre Paris, Ottawa et Québec. Interrogé sur ces relations souvent tumultueuses dans le passé, M. Mulroney a affirmé que les choses vont « *aller beaucoup mieux* » entre Ottawa et Québec et qu'il essaiera de régler les problèmes dans un esprit de « *réconciliation nationale* ».

La visite de M. Fabius revêt en tout cas « *une importance capitale* » aux yeux du nouveau premier ministre conservateur canadien – il est entré en fonctions le 17 septembre – qui entend être « *très franc et très direct* » avec son homologue français.

« *Je reçois le premier ministre de la France dans un esprit fraternel et nous allons, espérons-le, travailler afin d'enrichir des relations culturelles et commerciales entre nos deux pays. Nous avons des relations importantes et privilégiées avec la France, que nous tenons non seulement à conserver, mais à rehausser par une foule d'initiatives* », a affirmé M. Mulroney. « *Le fait qu'il soit socialiste ne m'effraie pas* », a souligné également M. Mulroney, pour qui M. Fabius sera précédé par une « *réputation enviable* ». « *Son départ politique comme premier ministre a été très impressionnant, le dialogue qu'il semble vouloir engager avec le peuple français est impressionnant* », a-t-il dit.

La France a développé une technologie et un degré d'expertise « *remarquables* » dans plusieurs domaines, relève également le premier ministre canadien, prenant en exemple le secteur aérospatial, « *où, dit-il, il y a des lacunes chez nous* ». Selon M. Mulroney, « *il faut que le Canada soit conscient de cette réalité dans ses achats et lorsque le pays s'apprête à se lancer dans de grandes initiatives commerciales* ». « *Je vois personnellement une foule de possibilités, de sociétés mixtes envisageables ou de marché* », a-t-il ajouté, sans néanmoins indiquer lesquels, mais en précisant qu'il entendait examiner avec M. Fabius « *toutes les possibilités pour l'avenir* ».

AMÉRIQUES

UN SONDAGE DE LA SOFRES POUR «LE MONDE» ET ANTENNE 2

Des points d'accord au-delà des clivages partisans

Si l'on analyse les résultats de l'enquête en fonction des affinités politiques exprimées par les personnes interrogées, on retrouve, certes, les clivages traditionnels gauche-droite, mais on constate aussi l'existence de certains consensus qui les dépassent.

Il apparaît que les citoyens qui se situent à gauche ont, dans leur majorité, une mauvaise opinion de la politique conduite par les Etats-Unis à travers le monde. A l'inverse, les Français qui se réclament de l'opposition ont, pour la plupart, une bonne opinion de la politique extérieure américaine. Ce sont les sympathisants du RPR qui se montrent les plus « américanophiles ». Ils le sont un peu plus, en tout cas, que les sympathisants de l'UDF.

Conséquence logique : les personnes interrogées qui se sentent proches de l'opposition se déclarent, en général, favorables à la continuité à la Maison Blanche. Des sympathisants du RPR, 62 % voteraient volontiers pour Ronald Reagan. Les sympathisants de l'UDF aussi, mais seulement dans la proportion de 51 %. Alors que, tout aussi logiquement, les sympathisants de la gauche préféreraient le changement : 38 % des sympathisants du PS voteraient plutôt pour Walter Mondale, ainsi que 36 % des sympathisants du PCF.

Le RPR le plus « libéral »

Les sympathisants du RPR confirment qu'ils sont bien les plus reaganiens puisqu'ils souhaitent, dans la proportion de 49 %, qu'on applique en France la politique économique et sociale du président sortant ; les sympathisants de l'UDF sont plus partagés : 35 % d'entre eux le souhaitent, mais 32 % ne le souhaitent pas. L'évolution des partisans du mouvement de M. Jacques Chirac atteste le renversement survenu au sein du courant néo-gaulliste qui apparaît désormais comme le plus atlantiste des grands courants politiques, après avoir critiqué cette inclination chez ses alliés de l'UDF, traités naguère de *« parti de l'étranger »* par le maire de Paris.

Les citoyens de gauche, pour leur part, soulignent combien ils sont réfractaires à la politique énonomique et sociale qu'incarne le président sortant : 62 % des sympathisants communistes et 57 % des sympathisants socialistes ne veulent pas d'une telle politique pour la France.

Cohérentes avec elles-mêmes, les personnes qui se situent à gauche se montrent sceptiques sur la volonté des Etats-Unis d'aider les autres pays occidentaux en cas d'aggravation de la crise économique. Une majorité de sympathisants du RPR et de l'UDF pensent le contraire.

Réflexes idéologiques ? Peut-être, si l'on en croit les réponses à la question sur la place de l'Etat dans la vie économique. Les personnes qui apparaissent comme les plus américanophiles sont, dans leur majorité, favorables à une nette réduction de l'intervention de l'Etat, même si une telle évolution doit se faire au détriment de la solidarité nationale : 66 % des sympathisants du RPR font ce choix, ainsi que 56 % des sympathisants de l'UDF. Au contraire, les sympathisants du PCF (44 %) et du PS (41 %) se déclarent, en majorité, plutôt favorables au maintien de l'étatisme, par souci de solidarité, même si c'est au prix d'impôts et de cotisations sociales élevées. Ce clivage droite-gauche traditionnel se double d'un clivage de caractère socio-professionnel : c'est, en effet, parmi les petits commerçants et artisans (69 %) et les cadres supérieurs, membres des professions libérales, industriels et gros commerçants (65 %), que se situent, en majorité, les ultra-libéraux et chez les ouvriers qu'il y en a le moins (40 %). Encore que, dans chaque tranche professionnelle, il y ait plus de libéraux que d'interventionnistes.

En revanche, les personnes interrogées tombent d'accord, au-delà de leurs affinités partisanes, pour estimer que la politique de la France est peu influencée par la politique des Etats-Unis.

Il ressort, d'autre part, que si le clivage classique se maintient en ce qui concerne l'attitude des Etats-Unis vis-à-vis de l'Union soviétique (attitude jugée positive par les partisans du RPR et ceux de l'UDF et négative par les partisans du PCF et ceux du PS), il existe également un consensus dans l'analyse de l'attitude des Etats-Unis à l'égard de l'Amérique centrale, qui est jugée plutôt négative par tout le monde.

Mais le consensus le plus net met en évidence la conviction de chacun que les Etats-Unis demeureront, en cas de menace militaire, le meilleur allié de la France. Quand on leur demande si les Etats-Unis viendraient au secours de la France si la sécurité de notre pays était gravement menacée par une attaque militaire soviétique en Europe de l'Ouest, les personnes interrogées répondent par l'affirmative dans une très large majorité : 88 % des partisans de l'UDF, 86 % de ceux du RPR, 79 % de ceux du PS et même 60 % des partisans du PCF.

ALAIN ROLLAT.

Les Français préfèrent M. Reagan au «reaganisme»

(Suite de la première page.)

Au contraire, les opinions négatives l'emportent nettement à propos de la politique de Washington en Amérique centrale et au Proche-Orient. La puissance « impériale » est respectée ; les Français sentent d'ailleurs qu'ils ont besoin de la force et de la protection américaines, comme le confirme la réponse à une question : 79 % des personnes interrogées pensent que si la *sécurité* de la France était gravement menacée par une attaque militaire soviétique en Europe de l'Ouest, les Etats-Unis viendraient à son secours (ils n'étaient que *69 %* en 1980). Il est remarquable que 60 % des personnes se déclarant proche du Parti communiste sont du même avis.

Mais, en même temps, les Français sont *plus hostiles* à d'autres aspects de la politique extérieure des Etats-Unis qui peuvent avoir des relents de colonialisme (en Amérique centrale) ou qui témoignent de l'incapacité de Washington à imposer une solution négociée (Proche-Orient). Ce clivage très net dans l'attitude vis-à-vis de la politique américaine par rapport à l'URSS et par rapport au tiers-monde laisse à penser que la volonté du gouvernement français d'avoir une diplomatie solidaire des Etats-Unis sur les problèmes Est-Ouest, mais critique sur les questions Nord-Sud, est assez bien reçue, sinon comprise, par l'opinion en général. Elle l'est beaucoup moins bien par les communistes, ce qui ne saurait surprendre, mais même par les personnes de sensibilité socialiste qui ont tendance à se montrer très réservées vis-à-vis de la politique soviétique de M. Reagan.

Diverses questions ont été posées par la SOFRES sur la société américaine. La réponse concernant la cohabitation des nationalités et des races aux Etats-Unis a un intérêt direct pour la situation intérieure française : 50 % des personnes interrogées pensent en effet que la coexistence des races et des nationalités est *« plutôt un atout »* pour la société américaine, et 25 % seulement pensent que c'est *« plutôt un handicap »*. C'est un résultat qu'il faudra garder à l'esprit dans le débat intérieur sur l'immigration et l'insertion des étrangers, même si parmi les personnes considérant une société multiraciale comme un atout, certaines pensaient sans doute que ce qui est vrai pour les Etats-Unis ne l'est pas nécessairement pour la France.

Les hommes ont, *sur* ce sujet, une attitude plus ouverte que les femmes, de même que les jeunes par rapport aux personnes âgées de plus de cinquante ans. Mais le clivage est surtout culturel : plus les gens ont un niveau d'instruction élevé, plus ils sont nombreux à considérer comme un atout la cohabitation des nationalités et des races.

Normalisation franco-américaine

La SOFRES *s'est* aussi intéressée aux relations entre la France et les États-Unis, au modèle américain et aux risques d'« américanisation ». 62 % des personnes interrogées estiment que les relations franco-américaines sont *« à peu près les mêmes »* depuis l'élection de M. Mitterrand à la présidence de la République, ce qui traduit la perception d'une normalisation de ces relations. Le voyage de M. Mitterrand outre-Atlantique au début de cette année y a sans doute contribué comme le départ des communistes du gouvernement au mois de juillet dernier. La comparaison avec les réponses données à la même question en 1982 est significative : 10 % des Français pensent que ces relations se sont améliorées (ils n'étaient que 2 % en 1982), ce qui correspond largement à la réalité, alors que la proportion des personnes estiment qu'elles sont *« moins bonnes »* a baissé de dix-neuf points. Il y a deux ans, les Français admettaient encore largement le postulat selon lequel les relations entre Paris et Washington ne pouvaient pas être bonnes avec la gauche au pouvoir, *a fortiori* avec des ministres communistes dans le gouvernement.

Ces bons rapports avec la première puissance du monde occidental n'obèrent pas l'indépendance de la politique extérieure et intérieure française. Ainsi, 29 % seulement des personnes interrogées estiment-elles que la politique étrangère de la France est *« totalement ou en grande partie »* déterminée par la politique des Etats-Unis et elles ne sont que 13 % à partager cette opinion concernant l'attitude de M. Mitterrand à l'égard du Parti communiste. Même les Français qui se sentent proches du PCF sont plus nombreux à penser que l'influence des Etats-Unis est faible ou nulle dans ce dernier domaine (56 % contre 25 %).

La réaction est exactement inverse en ce qui concerne l'influence américaine dans l'économie, et la préférence partisane ne *modifie* que de manière marginale cette appréciation. Les Français ne paraissent donc pas penser que les *États-Unis* dictent d'une manière ou d'une autre leur politique à la France, mais que l'imbrication des économies, l'appartenance à un même système économique, a pour conséquence une influence « naturelle » de la politique américaine sur la politique économique française.

Ce sentiment d'appartenir à un même monde est encore manifeste quand 45 % des personnes interrogées pensent que les Etats-Unis seraient prêts à aider les autres pays occidentaux pour faire face à une aggravation de la crise économique (36 % sont d'un avis contraire). Le discours du gouvernement socialiste sur la responsabilité américaine dans la crise et sur l'« égoïsme » des Etats-Unis qui se refuseraient à faire baisser le dollar, à réduire leur déficit budgétaire et à diminuer les taux d'intérêt, pour soulager leurs partenaires, ne semble pas avoir d'écho dans l'opinion, en particulier chez les jeunes entre dix-huit et vingt-quatre ans qui sont les plus nombreux à faire confiance aux Etats-Unis. On ne peut pourtant supposer qu'ils réagissent en fonction des vieux souvenirs du plan Marshall...

Cette conviction amplement partagée d'une solidarité du camp occidental est encore mise en relief par la réponse sur l'aide des Etats-Unis en cas d'attaque soviétique sur l'Europe occidentale que nous avons déjà signalée.

Influence excessive sur la télévision

Elle apparaît aussi dans le domaine culturel, puisqu'une majorité (relative) des personnes interrogées par la SOFRES pensent que l'influence américaine ne pose pas de problèmes concernant le cinéma, le langage, la musique, les vêtements, la publicité, la cuisine. Seule exception : les programmes de télévision pour lesquels 45 % des Français jugent l'influence américaine «excessive». Les plus nombreux à penser que l'influence culturelle ne pose pas de problèmes se recrutent dans la tranche d'âge comprise entre vingt-cinq et trente-quatre ans (sauf pour la télévision) et parmi les cadres supérieurs et les professions libérales, mise à part encore une fois la télévision : 54 % des Français appartenant à cette catégorie professionnelle y jugent «excessive» l'influence américaine.

Les deux dernières questions posées par la SOFRES avaient une évidente consonnance de politique intérieure française puisqu'elles concernaient les idées «ultra-libérales» qui se développent aux Etats-Unis — diminution du rôle de l'Etat au détriment de la solidarité — et l'application en France de la politique économique et sociale de M. Reagan *(voir l'article d'Alain Rollat)*. La réponse est à la fois nette et ambiguë : 47 % des personnes interrogées (contre 27 %) veulent une nette réduction de l'intervention de l'Etat, mais 41 % contre 28 % ne souhaitent pas qu'on applique la politique de M. Reagan. Le libéralisme oui, le «reaganisme» non.

DANIEL VERNET.

Le sondage effectué pour *le Monde* et Antenne 2 par la SOFRES a été réalisé, du 18 au 24 octobre 1984, sur un échantillon national de mille personnes représentatif de l'ensemble de la population française âgée de dix-huit ans et plus.

I. — LA SOCIÉTÉ AMÉRICAINE

Question : Si vous étiez électeur américain, pour qui voteriez-vous aux prochaines élections : Walter Mondale ou Ronald Reagan ?

		Walter Mondale	Ronald Reagan	Sans réponse
TOTAL	100 %	25	38	37
SEXE				
— Homme	100 %	28	39	33
— Femme	100 %	22	37	41
AGE				
— 18 à 24 ans	100 %	23	42	35
— 25 à 34 ans	100 %	25	37	38
— 35 à 49 ans	100 %	27	37	36
— 50 à 64 ans	100 %	29	35	36
— 65 ans et plus	100 %	18	40	42
PROFESSION DU CHEF DE FAMILLE				
— Agriculteur, salarié agricole	100 %	25	25	50
— Petit commerçant, artisan	100 %	17	51	32
— Cadre supérieur, profession libérale, industriel, gros commerçant	100 %	29	46	25
— Cadre moyen, employé	100 %	28	37	35
— Ouvrier	100 %	22	36	42
— Inactif, retraité	100 %	25	39	36
PREFERENCE PARTISANE				
— Parti communiste	100 %	36	18	46
— Parti socialiste	100 %	38	24	38
— UDF	100 %	20	51	29
— RPR	100 %	15	62	23

Question : Vous savez que la société américaine comprend des citoyens issus de plusieurs nationalités et plusieurs races. Estimez-vous que c'est plutôt...

	BISEMBLE	PAR NIVEAU D'INSTRUCTION			
		Primaire	Secondaire	Technique et Commercial	Supérieur
— Un atout car elle a plus de dynamisme que les autres sociétés	50	35	47	55	77
— Un handicap car elle manque d'unité	25	28	31	25	14
— Sans opinion	25	37	22	20	9

II. — LES RELATIONS FRANCO-AMÉRICAINES

Question : Pensez-vous que dans les domaines suivants la politique de la France est déterminée par la politique des États-Unis : totalement, en grande partie, en faible partie ou pas du tout ?

	La politique économique de la France	La politique extérieure de la France	L'attitude de M. Mitterrand à l'égard du Parti communiste
— Totalement	5 (42)	4 (29)	3 (13)
— En grande partie	37	25	10
— En faible partie	28 (39)	33 (49)	19 (60)
— Pas du tout	11	16	41
— Sans opinion	19	22	27
	100 %	100 %	100 %

Question : Si la sécurité de la France était gravement menacée par une attaque militaire soviétique en Europe de l'Ouest, pensez-vous que les Etats-Unis viendraient à notre défense ?

	Rappel avril 1980 (1)	Novembre 1984
— OUI	69	79
— NON	12	9
— Sans opinion	19	12
	100 %	100 %

(1) Enquête Presse de province/SOFRES.

Question : En cas d'aggravation de la crise économique, pensez-vous que les États-Unis seraient prêts à aider les autres pays occidentaux à y faire face ?

	ENSEMBLE	PRÉFÉRENCE PARTISANE			
		PC	PS	UDF	RPR
— Oui	45	28	39	52	55
— Non	36	54	44	32	29
— Sans opinion	19	18	17	16	16
TOTAL	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

Question : On parle beaucoup actuellement des idées « ultra-libérales » qui se développent aux États-Unis. Vous-même pour la France, êtes-vous...

	... plutôt favorable à une nette réduction de l'intervention de l'État, même si c'est au détriment de la solidarité	... plutôt favorable au maintien de l'intervention de l'État même si c'est au prix d'impôts et de cotisations élevés	Sans opinion
TOTAL 100 %	47	27	26
PROFESSION DU CHEF DE FAMILLE			
— Agriculteur, salarié agricole 100 %	49	11	40
— Petit commerçant, artisan 100 %	69	12	19
— Cadre supérieur, profession libérale, industriel, gros commerçant 100 %	65	23	12
— Cadre moyen, employé 100 %	45	37	18
— Ouvrier 100 %	40	26	34
— Inactif, retraité 100 %	45	26	29
PRÉFÉRENCE PARTISANE			
— Parti communiste 100 %	31	44	25
— Parti socialiste 100 %	36	41	23
— UDF 100 %	56	19	25
— RPR 100 %	66	17	17

Question : Souhaitez-vous qu'en France on applique la politique économique et sociale menée aux Etats-Unis par M. Reagan ?

	ENSEMBLE	PRÉFÉRENCE PARTISANE			
		PC	PS	UDF	RPR
— Oui, le souhaite	28	7	18	35	49
— Non, ne le souhaite pas	41	62	57	32	23
— Sans opinion	31	31	25	33	28
	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

Question : Diriez-vous que l'influence de la culture américaine en France est excessive, insuffisante ou ne pose pas de problème en ce qui concerne :

		Excessive	Insuffisante	Ne pose pas de problème	Sans opinion
— Le cinéma	100 %	36	2	48	14
— Le langage	100 %	28	3	55	14
— La musique	100 %	42	3	45	10
— Les vêtements	100 %	18	2	68	12
— La publicité	100 %	34	1	52	13
— Les programmes de télévision	100 %	45	4	42	9
— La cuisine	100 %	9	1	76	14

III. — LES ÉTATS-UNIS DANS LE MONDE

Question : Dans l'ensemble, avez-vous une opinion très bonne, plutôt bonne, plutôt mauvaise ou très mauvaise de la politique des Etats-Unis dans le monde ?

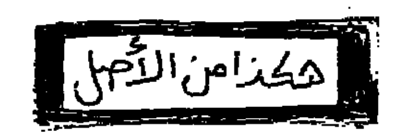
	Rappel novembre 1977 (1)	Rappel novembre 1982 (2)	Novembre 1984
— Très bonne	1 (46)	2 (30)	5 (40)
— Plutôt bonne	45	28	35
— Plutôt mauvaise	20 (24)	38 (51)	29 (38)
— Très mauvaise	4	13	9
— Sans opinion	30	19	22
	100 %	100 %	100 %

(1) Enquête Louis Harris.
(2) Enquête Presse de province/SOFRES.

	ENSEMBLE	OPINION PAR PRÉFÉRENCE PARTISANE			
		PC	PS	UDF	RPR
Très bonne ou plutôt bonne	40	15	28	51	65
Plutôt mauvaise ou très mauvaise	38	60	52	28	25
Sans opinion	22	25	20	21	10
TOTAL	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

Question : Plus précisément, jugez-vous que la politique des Etats-Unis est positive ou négative en ce qui concerne...

		Positive	Négative	Sans opinion
L'attitude à l'égard de l'Union soviétique	100 %	34	31	35
L'Amérique centrale (Nicaragua, Salvador, etc.)	100 %	13	46	41
Le Proche-Orient (conflit israélo-arabe)	100 %	25	33	42
L'implantation des fusées Pershing en Europe de l'Ouest	100 %	33	33	34



AMÉRIQUES

RENCONTRES AUX ÉTATS-UNIS

La conversion d'une fille de «la bonne classe moyenne»

De notre envoyé spécial

Lorton (Virginie). — Nancy Sage finit à la hâte de retailler un pantalon pour son fils. Officier à la retraite, son mari, géant à l'œil doux, regarde, en tenue de *jogging*, un match à la télévision. La maison familiale, cachée derrière les arbres d'une route campagnarde, est confortable et chaleureuse. L'ourlet est maintenant fini et il ne faut que trois coups de volant pour — catastrophe ! — retrouver le match sur l'écran géant d'un restaurant champêtre mais bourré de jeux électroniques.

Nuque droite, cheveux gris coupés court et grands anneaux dorés aux oreilles, Nancy Sage a eu deux vies. Avant que son mari ne quitte l'armée, il y a près de quinze ans, elle était républicaine, et pas du genre ouvert. Tout comme ses parents de *« la bonne classe moyenne »*, elle *« haïssait »* les démocrates et se revoit encore, dans les premiers temps du Watergate, croiser le fer en faveur de Richard Nixon. Bien qu'ardemment démocrate aujourd'hui elle n'est nullement embarrassée de ce passé, fruit naturel, selon elle, d'une enfance où le doute n'avait pas de place.

« Quand vous grandissez, dit-elle, *dans un pays si vaste, où tant de gens pensent comme vous et comme tout le monde autour de vous, il est très difficile d'imaginer qu'il y ait d'autres manières de voir les choses. J'avais sur la société,* poursuit-elle, *ce regard des riches qui disent aux autres : « Nous nous » occupons de vous », et je n'avais jamais vraiment réalisé, jusqu'à mon séjour en Europe, qu'on ne parle pas anglais partout. »*

Ce n'est pourtant ni l'Allemagne, où son mari était cantonné, ni le Vietnam, où il a combattu, qui ont provoqué le tournant. C'est d'avoir commencé à travailler comme institutrice. Avec douze ans d'ancienneté, elle gagne 28 000 dollars par an, le gros morceau du revenu familial. Elle ne se plaint pas *(« c'est un salaire particulièrement bon dans ce métier »)*, mais les débuts ont été difficiles et elle a découvert pêle-mêle le syndicalisme, le féminisme, les relations avec les élus locaux et tous les groupes de pression mêlés à la vie scolaire, les batailles politiques et, au bout du compte, le Parti démocrate.

Son syndicat, la puissante National Education Association, l'une des bêtes noires des milieux conservateurs, est un pilier de la campagne de M. Mondale, et Nancy Sage ne voit là que logique. *« Les enseignants sont en contact avec les réalités »*, et ces réalités, explique-t-elle, donnent tort aux républicains.

La querelle scolaire

Le désir de M. Reagan d'accorder un abattement d'impôt aux parents qui préfèrent à l'école publique des institutions religieuses privées ne lui semble pas, par exemple, relever du tout de l'équité. *« En fait,* dit-elle, *cela ne ferait qu'aider les familles aisées, les seules vraiment concernées par le problème. On en arriverait vite à deux systèmes scolaires, le bon et le mauvais, et à une ségrégation contraire aux intérêts des enfants, qui ont besoin de connaître l'ensemble de la société, d'apprendre à connaître la vie, qui n'est pas un cocon. » « Je détesterais,* ajoute-t-elle, *voir notre société stratifiée en classes sociales. »*

Membre de l'Eglise épiscopalienne, elle est responsable dans sa paroisse de l'école du dimanche (le catéchisme), car, dit-elle, *« ma foi est profonde et très importante pour moi »*. Elle n'en est pas moins totalement opposée au rétablissement, voulu par les républicains, de la liberté d'organiser des prières dans les écoles publiques. *« Dans notre région,* dit-elle, *il y a des bouddhistes, des musulmans, des juifs et des chrétiens de toutes les dénominations. Chacun peut prier partout, mais à l'école aucune prière ne ferait l'unanimité, et il n'y a aucune nécessité de risquer qu'un seul enfant, ne fût-ce qu'un seul, se sente différent dans sa classe. »*

De sa période républicaine, elle a conservé un fond de méfiance vis-à-vis de l'Etat fédéral, mais cela ne la rapproche pas pour autant de M. Reagan. Mieux vaut, explique-t-elle, de *« bonnes législations fédérales »* que pas de législation du tout — et mieux vaut notamment des aides sociales dispensées par l'Etat que leur rétrécissement pur et simple. *« Reagan espérait peut-être,* dit-elle, *que la charité prendrait le relais des crédits sociaux, mais cela n'a pas été le cas. »*

Bien au contraire, elle a vu diminuer le nombre des repas scolaires subventionnés, dont dépendait l'équilibre alimentaire de beaucoup d'enfants, et, si elle était d'accord avec M. Reagan pour supprimer les aides sociales indues, elle n'admet pas que des familles *« qui en ont réellement besoin »* en aient été privées. A un autre moment de la conversation, Nancy Sage notera que sa propre famille ne peut plus, sous M. Reagan, prétendre à des bourses universitaires et que cela va poser un problème pour les études de ses enfants.

« Comme femme de militaire, poursuit-elle, *je serais la dernière à négliger les besoins de la défense et à accepter le risque que nos soldats se trouvent en position d'infériorité. Je sais aussi que la fermeté est importante, mais on ne peut s'enfermer dans son coin comme nous le faisons en ce moment. Il faut qu'il y ait des échanges, que les gens apprennent à se connaître pour vaincre la peur. Il faut négocier, car il y a trop d'armes des deux côtés, et les risques de guerre seraient beaucoup moins grands si l'argent des armes servait à aider le tiers-monde, à élever ses enfants et à promouvoir le contrôle des naissances là où domine la misère. »*

L'amour de l'« apple-pie »

Un coup de colère contre l'*« incroyable »* plate-forme du Parti républicain, qui voudrait faire interdire l'avortement, et elle enchaîne : *« J'aime l'Amérique,* l'apple-pie (1), *la liberté, notre style de vie, j'aime être américaine et ne changerais pour rien au monde. Mais cette propagande tout en rose des républicains, à mille lieues des réalités, non, c'est trop ! » « Les jeunes,* concède-t-elle, *sont aujourd'hui conservateurs, s'habillent strictement et veulent une belle vie, et, quand M. Reagan leur dit que tout va bien et ira mieux, cela leur convient parfaitement car ils ne veulent entendre parler d'aucun problème. »* Mais cette évolution la choque.

« C'est pour cela que ce nouveau patriotisme ne me satisfait pas. Il y a dans le monde des enfants qui meurent de faim, et je veux que nous y soyons sensibles au lieu de seulement profiter de nos jolies maisons, en toute tranquillité. »

« Vous savez, dit-elle soudain, comme pour s'excuser, *je ne suis pas si libérale que cela. Je ne veux pas d'un système de santé socialisé ou devoir m'inscrire sur des listes pour obtenir un logement. A cela, je dis non ! »* Et puis, elle n'aime vraiment pas du tout tel extrémiste noir *(« il me terrifie »)*, dont M. Jessie Jackson avait refusé de se démarquer durant sa campagne. Le sénateur Kennedy lui-même la laisse apparemment réticente, mais, *« vous savez, Mondale est moins libéral que lui »*.

Qu'a-t-elle pensé du débarquement à la Grenade ? *« Nos amis militaires étaient enthousiastes, mais moi, je ne sais pas si c'était vraiment nécessaire, si un autre Cuba menaçait, si c'était une opération de relations publiques. En fait, je n'aime pas beaucoup cette politique du « grand frère », car je ne suis pas certaine que nous devions envoyer des troupes en Amérique latine pour dire : « Voilà les solutions », alors qu'il n'est pas prouvé que nous les avons. »*

Nancy Sage est si peu raciste que son *« espoir fondamental »* est que les mariages entre Blancs et Noirs se multiplient afin que la société américaine arrive à réellement intégrer tous ses citoyens. Son fils aîné n'aime guère les démocrates. Son mari, qui était un *« républicain libéral »*, est devenu conservateur depuis qu'elle-même est démocrate. Parallèlement, il est devenu si féministe depuis qu'elle travaille qu'il admire M. Mondale d'avoir choisi une femme comme colistière et *« peut-être »* votera pour elle.

BERNARD GUETTA.

(1) *Apple-pie* : la tarte aux pommes, qui est par excellence le dessert américain.

AMÉRIQUES

LES ÉLECTIONS AU NICARAGUA

Un succès pour les sandinistes

(Suite de la première page.)

Partout, dans la capitale, à Léon la libérale, à Grenade, fief du conservatisme, à Matagalpa dans les montagnes du nord, à Jinotega, Nueva Segovia, Jalapa et Ocotal, le long de la frontière du Honduras, sur le littoral atlantique (où les Miskitos espèrent désormais fermement obtenir un statut particulier après la récente visite de Brooklin Rivera, leur chef), à Rivas, au sud. Partout, ils ont sagement attendu leur tour : un seul électeur à la fois était admis dans le bureau de vote, généralement gardé par un militaire des unités spéciales du ministère de l'intérieur, kalachnikov à la main.

Ils n'ont pas non plus hésité à s'exprimer dans les files d'attente, à faire comprendre leur angoisse, à affirmer leur militantisme ou au contraire leur désaccord. Des discussions sans aigreur se sont engagées, sur la nécessité du vote, sur les *« recommandations »* faites les jours précédents, de porte à porte, par les membres des comités de défense sandinistes, sur le caractère secret ou non du *« vote »*, sur l'avenir, surtout, qui les préoccupe. A Masaya, un président de bureau, jeune sandiniste, est sorti un moment avec nous dans la rue ; la voix chargée d'émotion, il demande : *« Dites, vous croyez qu'après ça nous allons avoir la paix... ? »*

Une jeune femme répond en riant et en levant le bras vers le ciel brûlant. *« J'ai voté pour lui, pour Dieu... »* Un commerçant ricane. *« Pour qui faut-il bien que je vote si je veux avoir du pain ? »* A la porte d'un bureau, sur une chaise, une milicienne, le fusil en travers des genoux, lit *la Prensa*, le journal d'opposition. Une femme, son « livret civique » à la main, déclare : *« Si je ne vote pas, on le saura. Et comment trouverai-je du travail après... ? »* Son voisin, sandiniste, répond sans acrimonie : *« Ton vote est secret. Mais c'est un devoir patriotique... »*

Dans l'intérieur, plus qu'à Managua, les murs des villes et des villages portent les traces contradictoires d'une campagne ambiguë, incomplète, mais marquée malgré tout par une explosion de liberté. A Esteli, dans le nord, les slogans des militants du Parti libéral indépendant ont chassé les consignes sandinistes des murs encore criblés d'éclats des combats de 1979 : *«Nous sommes libéraux, pas de communisme ici.»* Le Mouvement d'action populaire marxiste-léniniste, qui trouve les sandinistes *«trop mous»* et qui réclame *«tout le pouvoir pour le peuple»*, a barbouillé les vénérables murailles de Leon.

A Grenade, superbe cité coloniale au pied du volcan Mombacho, les libéraux — qui se présentent malgré leurs défection de dernière minute — ont retourné à leur avantage un slogan sandiniste; ils ont écrit sur les façades ocre : *«Aqui, alla, el PLI vencera»* (Ici et là, le PLI — et non le Front — vaincra). A Grenade, comme ailleurs, les murs ont la parole et aussi de l'humour ; les sandinistes ont «récupéré» le PLI (Parti libéral indépendant) en transformant le sigle en BLI (leurs Brigades de lutte anti-guérilla).

Le dimanche a été exceptionnellement calme au Nicaragua. Peu d'incidents avec la *contra*, qui avait, il est vrai, décrété une trêve de douze heures sans que les médias locaux, y compris *la Prensa*, l'aient d'ailleurs annoncée. Samedi, en revanche, une embuscade a fait treize morts dans les rangs de l'armée populaire sandiniste. Le vote n'a pas été possible dans onze bureaux (sur plus de 3 800).

Ce dimanche électoral, historique pour les Nicaraguayens, n'a ressemblé en rien à la cohue furieuse, colorée, enthousiaste et fervente des élections salvadoriennes du printemps dernier. L'ordre, la discipline, une excellente organisation — même dans les bourgades les plus reculées dans les zones de guerre — l'ont emporté.

Un point d'interrogation

Le climat général de guerre, de crise, d'incertitude, le poids énorme des organisations de masse et de l'appareil d'État du gouvernement, les pressions directes ou indirectes des comités de défense sandinistes, les craintes, justifiées ou non, des électeurs sur le secret du vote, ou sur les conséquences de leur abstention, le manque d'expérience des élections libres pour une population encore marquée par les scrutins « organisés » par le somozisme, l'engagement réel en faveur du régime de larges secteurs de la société, surtout dans la jeunesse : autant de facteurs qui éclairent le vote du 4 novembre. Sans parler du retrait des partis membres de la Coordination démocratique, de M. Arturo Cruz, qui auraient sans doute pu réaliser un très bon score : car il est juste de dire que le gouvernement a fait un effort évident pour que la journée du 4 novembre soit aussi neutre que possible.

Du Nord au Sud, le vote s'est déroulé strictement dans les mêmes conditions. Aucune pagaille. Tous les éléments d'un scrutin démocratique étaient réunis : les bulletins de couleurs différentes pour l'assemblée, pour la présidence et la vice-présidence, l'isoloir en tissu opaque dans un coin de la pièce (même dans les cases des bidonvilles de Monimbo, un quartier de Masaya, au sud de la capitale), les urnes scellées, le contrôle de l'inscription de l'électeur sur les listes (en cas de contestation, celui-ci n'était pas autorisé à voter), le doigt marqué d'encre rouge... Après avoir déposé ses deux bulletins dans les deux urnes (grise pour l'Assemblée, bleue pour la présidence), l'électeur remettait son livret civique, qu'il avait reçu au moment de son inscription en juillet. Au mur des bureaux, un seul drapeau, celui bleu, blanc, bleu du Nicaragua. Une seule affiche : *« comment voter ? »*. Pas un seul indice de propagande sandiniste. Pas un seul foulard noir et rouge. Le président et ses assesseurs portaient les brassards du Conseil électoral suprême.

La grande majorité des bureaux ont été constitués sans la présence d'observateurs des cinq ou six petits partis (1), concourant aux côtés du Front sandiniste. *« Nous les avons attendus*, disaient les présidents. *Ils ne sont pas venus. Nous n'y sommes pour rien. »* A la clôture du scrutin, le dépouillement, en revanche, a été public. Les résultats, transmis et revérifiés à la centrale électorale régionale, ont ensuite été communiqués au centre national de Managua. Un grave point d'interrogation : le « livret civique » sera-t-il rendu aux électeurs avec une estampille, prouvant qu'ils sont de *« bons patriotes ? »* Les dirigeants ont suffisamment répété, avant le 4 novembre, que les abstentionnistes seraient des *« complices »* de l'impérialisme américain et qu'ils auraient tout à redouter de la *« fureur du peuple »* pour que ce « détail » intéresse les Nicaraguayens, peu nombreux, qui ont préféré ne pas répondre aux appels pressants des autorités en faveur d'un *« vote massif »*. Ce qui intéressait les dirigeants de Managua — Daniel Ortega nous l'a confirmé à la veille du scrutin, — c'était une participation aussi importante que possible, bien plus qu'un score spectaculaire en faveur du Front sandiniste. Un taux d'abstentions élevé aurait renforcé la Coordination démocratique dans ce *« dialogue national »* que les commandants affirment vouloir poursuivre après le 4 novembre.

« Les élections ? C'est une farce. » Ces jeunes jouant au base-ball dans les rues désertes de Grenade étaient catégoriques et méprisants. *« J'ai pleuré d'émotion en voyant les gens voter »*, affirmait au contraire Sandra, militante sandiniste de base et diplômée en psychologie de l'université de Managua. Son compagnon est sur le front du nord, volontaire, et *« c'est très dur*, disait-elle. *J'ai peur. Pourvu que nous ayons bientôt la paix... »*

Deux images contradictoires d'un Nicaragua où les jeux, décidément, ne sont peut-être pas encore faits...

MARCEL NIEDERGANG.

(1) Le Parti libéral indépendant a renoncé, in extremis, à participer au scrutin, de sorte que son sigle n'a pas été retiré des bulletins de vote. Comme sa décision de retrait n'a pas fait l'unanimité au sein de ses directeurs, on peut penser que, s'il a des élus, ceux-ci siégeront !



EUROPE

Pologne

Solidarité est réapparu au grand jour le temps des obsèques du père Popieluszko

Le père Jerzy Popieluszko, enlevé le 19 octobre par trois officiers de la police politique, a été torturé et battu à mort avant que son corps ne soit jeté dans la Vistule. Selon les proches du prêtre qui ont reconnu le cadavre à la morgue de Bialystok où il avait été transporté pour être autopsié, le visage et le corps du jeune vicaire étaient couverts de plaies et d'hématomes. Le cuir chevelu était arraché, la mâchoire fracassée, toutes les dents cassées. Ses mains étaient également brisées, sans doute parce qu'il avait tenté de se protéger des coups. Les marques laissées par une corde étaient visibles sur les poignets et le cou, ce qui peut indiquer qu'il a été étranglé, ou bien que son corps a été lesté avant d'être jeté dans le fleuve, où il a été découvert par des plongeurs mardi 30 octobre. Les résultats officiels de l'autopsie n'ont toujours pas été communiqués. Les proches de la famille eux-mêmes ont attendu le lendemain des obsèques du prêtre pour faire état des tortures qu'il avait subies — très certainement pour éviter d'attiser la colère de la foule.

Samedi, en fin de matinée, des centaines de milliers de personnes s'étaient massées autour de l'église Saint-Stanislas de Varsovie — la paroisse du père Popieluszko. Ce fut le plus grand rassemblement populaire qu'ait connu la Pologne depuis la visite du pape Jean-Paul II, en juin 1983. La foule avait commencé dès l'aube à converger vers l'église, rejoignant tous ceux qui avaient veillé toute la nuit devant le corps du prêtre. Des délégations étaient venues de tout le pays, groupées derrière de petits drapeaux barrés de noir indiquant leur localité d'origine. Certaines avaient même traversé la ville, depuis la gare, en arborant l'emblème de Solidarité, tandis que de multiples banderoles du syndicat dissous et interdit émergeaient de l'immense foule, pendant la cérémonie. Comme pendant le voyage du pape, le service d'ordre était assuré par l'Eglise, et la police est restée invisible dans tout le quartier, où la circulation avait été interdite.

Au cours de la messe, diffusée par des haut-parleurs, le vieux curé de la paroisse dont le père Popieluszko était le vicaire s'est écrié, contemplant l'assistance : *« Il semble que j'aie devant moi toute la Pologne, la vraie Pologne qui croit en Dieu, veut sa liberté et son identité nationale. »* Le Père Bogucki a donné l'assurance que les messes mensuelles *« pour la patrie »* qui avaient fait la renommée du père Popieluszko continueraient à être célébrées.

Le prêtre a été torturé avant d'être tué

« Nous n'oublierons jamais »

L'homélie a été prononcée par le cardinal Glemp, primat de Pologne, qui semblait très ému. *« Le sacrifice du père Jerzy*, a-t-il déclaré, *était peut-être nécessaire pour que les Polonais ne se rencontrent plus autour du cercueil d'un martyr, mais autour d'une table, pour un véritable dialogue que l'Eglise a toujours souhaité et encouragé. »*

« Nous osons espérer, a-t-il ajouté, *que ce sacrifice sera le dernier et que personne dans notre patrie ne portera plus atteinte à la vie d'autrui sous prétexte que l'enseignement qu'il prêche déplaît. »*

Après l'office, ce fut au tour de M. Lech Walesa, président de Solidarité, de prendre la parole, sous les ovations, tandis que ces funérailles prenaient l'allure d'un extraordinaire témoignage d'adhésion aux idéaux du syndicat dissous. *« Solidarité vit, parce que tu as donné ta vie pour lui. Nous ne nous soumettrons jamais à la terreur »*, lance M. Walesa, d'une voix bouleversée. Une clameur l'interrompt : *« Solidarnosc ! Solidarnosc ! »*, tous les bras se lèvent pour faire le V de la victoire — le geste devenu depuis le coup de force de décembre 1981 le symbole du refus de l'écrasement du syndicat. *« Nous jurons sur le cercueil du Père Jerzy que nous n'oublierons jamais son sacrifice »*, reprend M. Walesa, et la foule répond en écho : *« Nous le jurons »*...

Le cercueil du prêtre, encadré d'une haie d'une cinquantaine de drapeaux frappés du sigle de Solidarité, est ensuite mis en terre dans le jardin de l'Eglise, à l'endroit précis où le prêtre lui-même avait disposé une grande croix de fleurs à la mémoire de Grzegorz Przemyk, le lycéen de dix-neuf ans, mort des suites de coups reçus dans un commissariat de Varsovie en mai 1983.

Les obsèques se sont déroulées en présence de membres du corps diplomatique, mais la représentation officielle s'est montrée fort discrète. Aucun membre du gouvernement n'était présent ès qualité — M. Zenon Komender, vice-premier ministre, n'étant là, semble-t-il, qu'en temps que président de l'association catholique gouvernementale PAX. Des représentants de la municipalité et du Conseil d'Etat étaient aussi venus, mais les organes officiels d'information n'ont pas fait état de leur présence, se bornant à indiquer que *« des milliers de Varsoviens »* avaient assisté aux obsèques. La radio a retransmis l'homélie du primat.

Après la cérémonie, la foule, obéissant aux consignes, s'est dispersée dans le calme. Quelques milliers de personnes se sont cependant spontanément agglutinées autour de M. Walesa, qui a eu du mal à quitter les lieux, tandis qu'un cortège de cinq mille personnes, essentiellement des jeunes gens, a défilé jusque dans le centre de la ville, criant à l'attention des brigades de la police de choc (ZOMO) qui les observai sans réagir : *« Ne battez pas vos frères pour de l'argent. »* Certains lançaient des pièces de monnaie en direction des policiers, un geste déjà souvent observé au cours de ce type de manifestation.

La passivité de la police, la réapparition en force, au sein d'une foule énorme, des banderoles de Solidarité, ont pu laisser croire, le temps de cette journée de deuil, que la Pologne était revenue plusieurs années en arrière, à l'époque précédant l'instauration de l'état de guerre. Cette étrange sensation se trouvait encore confortée dimanche : autour de l'église Saint-Stanislas, encombrée de fleurs et de banderoles. Des milliers de personnes continuaient, au lendemain des funérailles, de défiler devant la tombe du Père Popieluszko.

J. K.

Avec les Polonais de Paris

« Sanguis martyrum, semen christianorum » (Le sang des martyrs est la semence des chrétiens). Cette citation de Tertullien a été le leitmotiv de la messe célébrée, samedi 3 novembre, dans l'église polonaise de Paris, à la mémoire du Père Jerzy Popieluszko. Phrase latine pour une messe chantée exceptionnellement en latin, comme pour marquer l'universalité de l'événement.

Phrase commentée au début de la cérémonie par le prélat polonais chargé des migrants, qui concélébrait la messe avec huit prêtres, lorsqu'il dit : *« Nous prions pour que le sang du martyr profite aussi à ceux qui, séduits par une idéologie athée, ont osé assassiner un prêtre. »* Phrase développée dans l'homélie du prêtre français, qui dit : *« Il ne s'agit pas de le canoniser avant l'heure, mais le sang de ce martyr doit être une semence pour nous, les chrétiens appelés à reprendre le flambeau pour défendre la vérité et la justice. »*

La communauté polonaise de Paris, qui se pressait dans la vieille église ronde de la rue Saint-Honoré, n'était qu'un faible écho de la marée humaine qui submergeait Varsovie pour les obsèques du prêtre, mais l'émotion était aussi intense. Surtout lorsque, à l'Offertoire, des jeunes gens ont déployé une grande banderole avec le mot, rouge sur fond blanc : *« Solidarnosc ! »*

Emotion qui a redoublé lorsque, à la fin de l'office, tous ont entonné la vieille hymne religieuse : *« Dieu sauve la Pologne ! »* Et les larmes ont coulé. Certains pensaient-ils à l'oraison funèbre prononcée par le Père Popieluszko, en mai 1983, pour un jeune lycéen battu à mort par la police, et à ces paroles : *« Une rivière de larmes s'est mise à couler, qui a irrigué l'arbre de Solidarité, un arbre qui, dans ce pays, avait commencé à se faner... »* ?

On avait beau multiplier, pendant la messe, les appels au pardon et non à la vengeance, les assistants ne pouvaient oublier une autre phrase de l'aumônier de Solidarité : *« Le jour venu, le sang versé demandera justice à Dieu. »*

A. W.

URSS

DEUX MOIS APRÈS SON LIMOGEAGE

Le maréchal Ogarkov signe un article dans une revue de l'armée

Moscou *(AFP)*. — Le maréchal Ogarkov, démis il y a deux mois de ses fonctions de vice-ministre de la défense et de chef d'état-major général, a signé un article dans la revue *Communiste des forces armées* où il rend hommage à Joseph Staline, qui a dirigé *« avec fermeté et habileté »* l'armée rouge pendant la deuxième guerre mondiale.

L'article, mis sous presse le 3 octobre, est signé *« Nikolai Ogarkov, maréchal de l'Union soviétique »*, sans aucune précision sur les fonctions de l'auteur. C'est le 6 septembre dernier que le chef de l'état-major général des forces armées soviétiques avait été soudainement remplacé par son premier adjoint, le maréchal Akhromeev, mais le 12 octobre il avait fait une réapparition à Berlin-Est à l'occasion d'un entretien avec M. Honecker, chef du parti et de l'Etat est-allemands. Cette audience avait été annoncée à la première page du quotidien de la RDA, *Neues Deutschland* (là encore, les fonctions du maréchal Ogarkov n'étaient pas précisées), mais cette audience n'avait pas été signalée par la presse soviétique.

Dans son article, le maréchal Ogarkov développe, entre autres, la thèse selon laquelle l'arme nucléaire a *« remis en question l'utilité de la guerre comme moyen d'atteindre un but politique »*. *« Les calculs des stratèges d'outre-Atlantique concernant la possibilité de mener une guerre nucléaire limitée n'ont aucun fondement*, écrit-il. *Toute utilisation limitée des moyens nucléaires conduira inévitablement à l'utilisation de l'arsenal nucléaire total des deux parties. »*

[Depuis son remplacement, le maréchal Ogarkov a été successivement signalé comme directeur de l'académie Vorochilov des officiers d'état-major, puis, selon des confidences recueillies dans l'entourage de M. Romanov, membre du Politburo, au cours d'un voyage en Finlande en octobre, comme assumant un « commandement important » dans la partie occidentale de l'URSS. Dans les deux cas, il s'agirait d'une importante réduction d'attributions par rapport aux fonctions de chef de l'état-major général. Toutefois, les réapparitions successives du maréchal Ogarkov donnent à penser que son limogeage est peut-être contesté dans certains milieux et que, en tout cas, l'intéressé continue de s'exprimer. La parade militaire du 7 novembre sur la place Rouge, au cours de laquelle les principaux responsables militaires prennent position sur la tribune officielle, devrait fournir des indications sur le statut de l'ancien chef d'état-major.]

DIPLOMATIE

LA VISITE EN FRANCE DE M. VON WEIZSACKER, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE

Sous le signe de la construction européenne

Le président de la République fédérale d'Allemagne, M. Richard von Weizsäcker, était attendu ce lundi 5 novembre à Paris pour une visite officielle de cinq jours en France. Ce sera sa première visite officielle à l'étranger depuis sa prise de fonctions le 1er juillet dernier. Elle devrait fournir l'occasion de réaffirmer la réconciliation franco-allemande, déjà soulignée le 22 septembre à Verdun par le président Mitterrand et le chancelier Kohl. Le président de la République fédérale entend placer ce séjour en France essentiellement sous le signe de la construction européenne, sur les plans politique, scientifique et culturel, ce dont témoigne le programme de la visite.

M. von Weizsäcker devait être accueilli dans l'après-midi à Orly par M. Mitterrand, avec lequel il aura un entretien à l'Elysée. Il rencontrera ensuite le président du Sénat, M. Alain Poher, et assistera dans la soirée au dîner offert en son honneur à l'Elysée par M. Mitterrand. Mardi, M. von Weizsäcker, accompagné pendant les deux premiers jours de sa visite par le ministre des affaires étrangères, M. Genscher, sera reçu par M. Chirac à l'Hôtel de Ville et déjeunera avec le premier ministre, M. Fabius. Il doit, les jours suivants, se rendre à Grenoble, où il rencontrera des chercheurs français et allemands de l'Institut Langevin von Laue ; à Toulouse, où il visitera la SNIAS ; et à Lille, où il se rendra dans la maison natale du général de Gaulle et sera reçu par l'ancien premier ministre, M. Mauroy

Italie

ANCIEN MAIRE DÉMOCRATE-CHRÉTIEN DE PALERME

M. Vito Ciancimino a été arrêté pour participation à la Mafia

De notre correspondant

Rome. — Ancien maire démocrate-chrétien de Palerme et l'un des personnages les plus puissants de la Sicile, M. Vito Ciancimino a été arrêté samedi 3 novembre. De lourdes accusations pèsent sur cet homme qui, sans être au-dessus de tout soupçon, étant donné les rumeurs circulant de longue date sur son compte, n'en était pas moins ce qu'on appelle un « intouchable » bénéficiant des plus hautes protections politiques. Il est inculpé de participation à association criminelle, la Mafia, et d'exportation illégale de capitaux à l'étranger. Arrêté à son domicile de Palerme, M. Ciancimino a été transféré dans une prison de Rome, la police estimant qu'il n'était pas en sécurité dans celle de la capitale sicilienne.

Des appels d'offres truqués

Il semble, en effet, que l'ancien maire de Palerme sache beaucoup de choses et que certains pourraient désormais avoir intérêt à l'éliminer. Selon la police, M. Ciancimino a, notamment, des liens étroits avec la Cosa Nostra aux Etats-Unis et, en particulier, avec le clan des Bonanno qui règne sur New-York. Il est accusé, en outre, de recyclage de millions de dollars provenant du trafic de la drogue. Il aurait, enfin, été en contact avec Salvatore Lamberti, un des assassins du colonel des carabiniers Russo.

Agé de soixante ans, Don Vito, comme on dit à Palerme, a milité plus de trente ans dans les rangs de la démocratie-chrétienne sicilienne et il s'est constitué un véritable empire financier, notamment par le jeu des appels d'offres truqués. Déjà, la commission anti-mafia, dans un de ses rapports au parlement datant de 1976, affirmait : *« Au cours des cinq années (de 1958 à 1963) pendant lesquelles M. Ciancimino fut assesseur aux travaux publics, la spéculation immobilière a atteint un niveau particulièrement élevé. »* Quatre mille licences de travaux furent, par exemple, concédées à des retraités qui n'avaient rien à faire avec la construction.

L'arrestation de M. Ciancimino est la conséquence des aveux faits depuis l'été par Tommaso Buscetta, le chef de l'un des clans de la criminalité organisée sicilienne, dont les révélations ont permis, entre autres, au début d'octobre, l'arrestation de trois cent soixante-six suspects. Buscetta aurait notamment fourni des informations sur les liens existant entre Don Vito et le clan des Corleonese, et conduit à la découverte d'un énorme trafic d'exportation de devises investies aux Etats-Unis, au Canada et en Suisse. Une enquête à Montréal a permis de vérifier ses dires. A la suite des premières révélations de Buscetta, Ciancimino avait été placé en résidence surveillée début octobre à Patti. Il était revenu à Palerme au début de la semaine pour préparer sa défense. Son arrestation indique que les enquêteurs s'attaquent désormais à l'aspect le plus mal connu de la Mafia : ses connexions politiques.

Fils d'un coiffeur, Don Vito a passé son enfance à Corleone, le petit pays où sont nés les grands mafiosi, Luciano Liggio et Toto Riina. Adolescent, il est allé travailler aux Etats-Unis, ce qui lui permit, de retour en Sicile, d'être interprète des forces américaines. Il s'inscrivit à la démocratie-chrétienne en 1948 et, en 1958, devint assesseur aux travaux publics de Palerme. Une de ses sociétés bénéficiait notamment des appels d'offres des chemins de fer nationaux jusqu'à l'annulation du contrat en 1970 : la police avait, en effet découvert, que son associé faisait partie de la Mafia, ce qui n'empêcha pas M. Ciancimino de devenir maire en 1971, une fonction qu'il conserva quelques mois. Grâce à ses amitiés politiques et à son empire financier, l'arrogant Don Vito était l'un des personnages les plus puissants de la Sicile. Il avait quitté le parti démocrate-chrétien mais conservait « ses hommes » au conseil municipal de Palerme.

PHILIPPE PONS.

Le Monde

politique

Les socialistes et la modernisation

La première phase de la préparation de la convention nationale du PS, qui doit se tenir les 15 et 16 décembre, sur le thème *« modernisation et progrès social »*, est en passe de s'achever avec le dépouillement, centralisé à Paris, des questionnaires adressés aux quelque six mille sections du parti. Environ 1 500 sections auront renvoyé le questionnaire rempli, contre 1 000 lors de la précédente expérience comparable (pour l'élaboration du projet socialiste de 1980).

Les « questions fermées » (réponses par oui ou par non, ou en cochant une case) seront traitées par ordinateur. Les réponses aux « questions ouvertes » (qui reprennent sous une forme plus élaborée et moins rigide les thèmes des questions fermées) doivent être étudiées par une commission nationale, composée à la proportionnelle des courants, qui aura pour tâche d'élaborer un texte – lequel sera à son tour soumis à la base – ou plusieurs, en cas de désaccords politiques.

Pour M. Dominique Strauss-Kahn, membre du secrétariat national du PS chargé des études et responsable, à ce titre, de l'opération, ce questionnaire, *« expression de la démocratie dans le parti »* avec *« les difficultés de gestion »* que cela suppose, avait pour but de *« prendre la température sur un sujet chaud »* dans le parti et a été *« globalement bien accueilli »*.

« C'est l'angoisse... »

Lorsque le premier secrétaire du PS, M. Lionel Jospin, a lancé l'idée de cette convention pour la mi-décembre, son objectif était de donner « du grain à moudre » aux militants afin que le parti sorte d'une léthargie devenue alarmante. Le débat autour du questionnaire aura apporté, à l'évidence – *« Il était temps. »* soulignent nombre de socialistes, – une bouffée d'oxygène. Même si l'accueil est loin d'avoir été partout enthousiaste, de nombreux militants ont fait leur réapparition dans les sections à cette occasion.

D'après les « sondages » que nous avons pu effectuer dans les sections du parti, à Paris et en province, notamment grâce à l'enquête de nos correspondants à Lille, Lyon et Nantes, un accueil favorable, une présence accrue dans les sections le jour du débat, ont coexisté, dans les profondeurs du parti, avec des réactions critiques, voire de rejet, qui ont pu aller jusqu'à un boycottage *de facto :* quinze militants sur cent soixante-dix pour participer au débat, dans telle ville de l'Est, pas de militants du tout dans telle autre section voisine, rapporte un élu de cette région, durement touchée par les restructurations industrielles.

Bien qu'il soit hasardeux de prétendre tirer des conclusions globales de constatations partielles, il semble que les sections qui sont restées étrangères, ou franchement hostiles, aux débats de cette première phase se comptent parmi les sections les plus ouvrières, les plus critiques étant celles des régions les plus touchées par la crise. Constatation, si elle est confirmée, assez peu surprenante, dans la mesure où, traditionnellement, les sections provinciales, plus que les sections parisiennes, spécifiques à plus d'un titre, sont en prise directe sur les réalités locales et moins portées aux débats relativement abstraits.

« Et nos gosses ? »

Ainsi, au-delà des réserves sur la forme exprimées un peu partout (délais beaucoup trop courts, réponses d'un simplisme caricatural induites par le système des « questions fermées » auxquelles les militants ont parfois refusé de répondre), ce questionnaire n'a-t-il guère suscité de débats chez les socialistes du Nord. Peu coutumiers de ces méthodes de travail, les socialistes de cette région attendent, en outre, du parti plus de réponses que de questions, explique un responsable fédéral : *« Les militants ont besoin de comprendre ; dans les réunions, on parle de la politique économique et sociale du gouvernement et pas du questionnaire, bien que ce soit finalement le même sujet. »*

Lorsque le débat s'est engagé, dans les sections à dominante ouvrière, il semble s'être ouvert le plus souvent sur l'expression angoissée de militants désemparés, face à une réalité largement perçue à travers l'équation : modernisation = licenciements, même si l'idée de la nécessaire modernisation a fait, bon gré mal gré, son chemin dans le parti.

Nantes : un ouvrier de la métallurgie du fer-blanc : *« La modernisation, c'est l'angoisse, je la vis depuis quarante ans, et c'est toujours le même résultat. Dans mon entreprise, on est quatre-vingts, aujourd'hui, à partir en préretraite, mais on ne sera pas remplacés, sinon par la machine. Et nos gosses, alors ? Comment cela va-t-il se terminer ? La modernisation est peut-être inévitable, mais personne ne propose une solution, un espoir. »*

Villeurbanne, un ouvrier en colère : *« Vous allez moderniser avec des énarques. La même école de pensée conduit aux mêmes échecs. »* Un autre : *« Le Japon ? C'est un système fasciste industriel. Si c'est pour prendre ses vacances quand on est malade, pour faire sa gym en disant « Merci, patron », alors, la modernisation, non merci. »* Nantes, de nouveau, et un membre de la CGT : *« Les travailleurs ont peur de la modernisation parce qu'ils n'y sont pas associés. Le slogan* « Citoyens dans l'entreprise » *les fait sourire. »*

Ces militants, dont certains reprochent au gouvernement de ne pas faire une *« appréciation correcte »* des *« dégâts »* que la modernisation *« entraîne, sur le plan social, individuel et humain »*, renoncent parfois à tenter d'expliquer une politique à laquelle eux-mêmes ont du mal à adhérer. *« Entre ce qui disparaît et ce qui va naître, il y a nécessairement un délai,* souligne le premier secrétaire fédéral de Loire-Atlantique. *C'est pourquoi il est difficile de dire aux travailleurs de la Navale d'arrêter de construire des bateaux sans leur dire ce qu'on va leur proposer à la place. »*

Moins touchés dans leur chair, mieux armés pour jongler avec les mots, les « intellectuels » entrent plus volontiers dans le débat : *« La modernisation n'est pas un mot de notre langage, mais on s'y rallie »*, résume un militant d'une section parisienne qui, comme d'autres, relève le caractère d'exercice imposé du questionnaire. M. Strauss-Kahn préfère, pour sa part, rappeler qu'après tout il s'agit pour le parti de donner son avis sur l'axe essentiel choisi par le gouvernement pour le IXe Plan.

A l'évidence, dans les débats, les plus fabiusiens des socialistes, qui « collent » avec une sorte de soulagement au discours moderne et rassembleur du premier ministre – *« En 1981, nous n'avons pas épousé la France ! »* s'écriera un historien parisien – se distinguent de ceux qui mettent en garde contre une approche « apolitique » de la modernisation.

« On risque la fuite en avant »

Paris. Un militant rocardien de la section du troisième arrondissement rappelle *« la nécessité, parfois, d'assumer le refus de la modernisation »*.

Villeurbanne. Un conseiller général : *« Le risque (...), c'est de voir une société qui évolue de plus en plus vite aller vers le cauchemar de la course sans but après la technologie. Même si on n'a pas le choix, même s'il faut y aller, on risque la fuite en avant. »*

Tous courants confondus, des militants soulignent, comme ce mauroyiste de la section « XVe-Volontaires » de Paris : *« A des questions neutres, il nous appartenait de donner des réponses de socialistes. »* Des membres du CERES ronchonnent parce qu'on oublie les nationalisations, qu'on sous-estime le rôle du Plan...

Difficile de n'être, face à la modernisation, ni *« cyniques »* ni *« résignés »*, selon la formule d'une militante parisienne *(le Monde* du 27 octobre). Difficile de prendre soi-même la mesure des choses, même quand les socialistes sont « aux affaires ». Les sections parisiennes sont à peu près les seules à permettre la confrontation entre les militants de base et ceux des cabinets ministériels. Le dialogue vaut parfois le détour.

Paris, un soir d'octobre à la section « XVe-Volontaires ». Quatre grands thèmes dans le questionnaire. Quatre commissions ont travaillé et soumettent leurs textes au vote de la section: Textes socialistes, généreux et parfois marqués d'un certain angélisme. Il y est, bien sûr, question de lutte contre le chômage, contre l'apparition d'une société duale... Un « homme de cabinet » du ministère de l'industrie s'agite sur son siège, finit par prendre la parole. *« La société duale*, explique-t-il en substance, *mais on n'y va pas, on y court ! Nous la construisons tous les jours, avec beaucoup d'efficacité... Le traitement social du chômage ? Des pressions sectorielles massives* (l'allusion aux syndicats est plus que transparente) *ont bloqué la mise en application de la solidarité nationale. »* Suivent, pour faire bonne mesure, quelques coups de massue sur l'ampleur des suppressions d'emplois en cours, notamment dans les entreprises nationales. Pour un peu, à chaque mot qu'il prononce, on entendrait se déchirer le dernier paravent d'illusions dans le cœur des militants... Difficile, vraiment, d'être fidèle à soi-même.

Une autre section parisienne qui, elle, raconte-t-on, a refusé la présence de journalistes à ses débats. Un militant peu connu soumet un texte au vote de ses camarades. Ministre et secrétaire de section en tête, la section, quasi unanime, refuse de voter. Le texte s'avérera être un extrait de la motion de synthèse du congrès socialiste de Bourg-en-Bresse de 1983...

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

M. Motchane (PS) : l'accroissement des prélèvements obligatoires est un des impératifs de la solidarité

M. Didier Motchane, membre du secrétariat national du PS et animateur du CERES, écrit notamment, dans l'éditorial du numéro de novembre de la revue *En jeu :*

« Trois ans de gouvernement de la gauche n'ont pas effacé de la mémoire des Français l'échec de leurs prédécesseurs. Giscard, Chirac et Barre sont aujourd'hui les buttes-témoins d'une indigence historique tellement achevée qu'elle n'imagine qu'un seul recours : l'impossibilité de faire déchanter un pays que la gauche aurait vraiment désenchanté. (...) Telle est la différence entre l'alternance et l'alternative, et le risque de la masquer sous une fausse symétrie. Quand la gauche commence de mesurer son action aux valeurs et aux critères dont la récusation est sa raison d'être, elle a déjà commencé de cesser d'exister. (...) D'aucuns diront que ce constat exclut la volonté de rassembler. C'est tout le contraire. La gauche ne rassemblera rien, et surtout pas elle-même, dans la résignation, la médiocrité et l'abdication. Le véritable réalisme se moque du réalisme, (...) qui confond le constat et l'acquiescement. »

« Le véritable réalisme, souligne M. Motchane, *consiste d'abord à ne pas se tromper de modernité. Entre le* « changer la vie » *de Rimbaud et le conformisme de l'individualisme standardisé, entre l'invention et l'imitation, il faut choisir.*

» Le véritable réalisme consiste à reconnaître que la « maîtrise du progrès technologique » est un problème politique. Et que l'économie n'est pas une culture hors sol de la société.

» Le véritable réalisme refusera de moderniser, sous le nom de nouvelle pauvreté, la misère. Ce qui doit conduire la gauche à reconnaître dans l'accroissement des prélèvements obligatoires un des impératifs de la solidarité. (...) Suicidaire est la gauche qui accepte de laisser discréditer l'organisation collective et la puissance publique.

» Le véritable réalisme consiste à éviter de reprocher ou de laisser reprocher aux syndicats à la fois leur « corporatisme » et leur « politisation ». (...) Sans l'existence d'un projet politique développant la démocratie, comment le syndicalisme pourrait-il dépasser l'horizon des intérêts catégoriels, dont la défense est le début de sa raison d'être ?

» Le véritable réalisme pour la gauche ne consiste pas à disputer à la droite la promesse de renflouer la nef des floués de la croissance et de la crise. Mais à savoir que, pour pouvoir vraiment changer de cap, il faut parfois changer d'équipage. »

POLITIQUE

Le président du RPR chasse sur les terres du Front national

Dans son entretien avec *Libération*, le 30 octobre, M. Jacques Chirac s'était montré enclin à s'aligner de plus en plus sur les positions radicales de M. Jean-Marie Le Pen, en reprenant à son compte les arguments généralement employés par le président du Front national sur les conséquences de l'immigration et la psychose sécuritaire. Il y avait ajouté une autre convergence, en dénonçant les effets de la loi de 1975 sur l'interruption volontaire de grossesse, votée par le Parlement, alors qu'il était premier ministre.

Dimanche, le président du RPR a persévéré dans cette voie en liant, comme le fait le chef de file de l'extrême droite, la baisse de la natalité en France à l'augmentation actuelle et future du nombre des immigrés, ces *« hommes du Sud »*.

Quand M. Chirac oppose la diminution du nombre des naissances en France à l'explosion démographique des pays africains, quand il souligne que, si ce déséquilibre persiste, il y aura bientôt *« quatre fois plus d'hommes au sud de la Méditerranée qu'au nord »*, il dit exactement la même chose, non dans la forme, mais dans le fond, que M. Le Pen. L'idée sous-jacente, désormais commune, est que la France pourrait subir un génocide par substitution sous le nombre de ses « envahisseurs ». Les thèmes xénophobes de l'extrême droite n'en sont que davantage banalisés.

Bien qu'il s'en défende, le président du RPR cherche, de toute évidence, à donner des gages à son électorat potentiel, que le schématisme du président du Front national continue de séduire. Il le fait au risque d'accentuer le courant dont bénéficie son rival, puisqu'il contribue à accréditer l'argumentaire de celui-ci. Paradoxalement, l'infléchissement tactique de M. Chirac survient au moment où M. Le Pen doit mettre quelques bémols à son propre discours, afin d'apparaître plus modéré devant les surenchères simplistes de ses alliés du courant catholique intégriste, qui se réclament de la « Révolution nationale », exaltée en 1940 par Philippe Pétain.

Raison de plus pour saluer le courage de M. Pierre Joxe, qui n'hésite pas à rompre avec la démagogie ambiante en exhumant une vieille promesse socialiste *(lire pages 1 et 12)*. Le ministre de l'intérieur estime à juste titre que la meilleure façon de favoriser l'intégration des immigrés à la communauté nationale serait peut-être de leur accorder le droit de vote aux élections locales.

ALAIN ROLLAT.

M. JACQUES CHIRAC AU «CLUB DE LA PRESSE» D'EUROPE 1

«Dans trente ans, il sera impossible d'empêcher les hommes du Sud de monter vers le Nord»

M. Jacques Chirac a déclaré au « Club de la presse », à propos de l'IVG : *« En 1974, nous nous trouvions dans une situation à la fois inacceptable et dangereuse, où un très grand nombre de femmes, dans des conditions lamentables, allaient se faire avorter en France ou à l'étranger (...). Il fallait donc faire quelque chose (...).*

» J'ai moi-même approuvé cette loi. Pendant cinq ans, elle a été en expérimentation. J'ai observé que, petit à petit, au lieu de mettre en valeur tous les moyens que l'on avait prévus pour dissuader les femmes d'avorter dans toute la mesure du possible, on avait au contraire mis en œuvre une pratique qui permettait de considérer que l'avortement était une chose banale, normale, ordinaire, au fond, et on a achevé cette évolution en considérant que l'avortement devait être remboursé par la Sécurité sociale. Je dis : attention (...).

» Lorsque l'on vient nous dire que ceci n'a strictement aucune espèce d'influence sur la natalité et sur la fécondité, c'est un argument qui heurte le bon sens. Ce que je demande donc, ce n'est pas qu'on revienne sur la loi de 1975, dans la mesure où on reviendrait alors aux excès antérieurs, mais que l'on engage une véritable politique qui, dans le cadre du nécessaire effort pour développer la natalité dans notre pays, permette de dissuader autant que possible les femmes de se faire avorter et leur donner par conséquent une autre voie de sortie, ce que l'on ne fait pas aujourd'hui.

» (...) Des témoignages de savants incontestables considèrent que, dans la baisse de la natalité, 30, 35, 40 % sont imputables aux pratiques de contraception et d'avortement. Au lendemain du vote de la loi de 1975, il y eu une chute de l'ordre de 10 % pendant les dix-huit mois suivants et, au lendemain de la loi qui a institué le remboursement par la Sécurité sociale, une chute de 15 % (...).

» Dans trente ans, il y aura quatre fois plus d'hommes au sud de la Méditerranée qu'au nord. Il sera alors impossible d'empêcher les hommes du Sud de monter vers le Nord, si nous ne redressons pas notre natalité. Autre exemple : dans cinquante ans, 50 % de la population allemande aura plus de soixante ans. Nous serons dans la même situation quatre ou cinq ans plus tard, si nous ne faisons rien. »

M. Chirac précise : *« Je suis tout à fait défavorable au remboursement de l'IVG par la Sécurité sociale, sans aucun plafond de ressources, de surcroît. Il est néanmoins évident que, dans certains cas, le remboursement s'impose. On peut alors avoir recours à l'aide sociale. »*

Interrogé sur son attitude à l'égard de M. Reagan, le président du RPR explique : *« Si être reaganien, c'est souhaiter la victoire de M. Reagan aux élections américaines, alors je vous dis : oui, je suis reaganien (...). Je le suis simplement parce que je pense qu'il est de l'intérêt de l'Europe et de la France que l'effort de redressement économique et surtout militaire des Etats-Unis soit poursuivi pour notre sécurité et pour notre développement économique (...).*

» Si vous faites allusion à la théorie et à la politique économique, du président Reagan, alors je vous réponds non, pas du tout. M. Reagan a un certain nombre de conceptions et un certain nombre de pratiques qui ne sont absolument pas applicables dans notre pays.

» (...) En particulier, il fonde sa politique sur l'existence d'un déficit budgétaire très important. Je dis simplement le contraire pour la France. Dans toutes mes interventions sur le plan économique, je dis : il faut réduire et supprimer le déficit budgétaire. M. Reagan diminue de façon importante — c'est peut-être possible aux Etats-Unis — les dépenses de solidarité sociale. Je ne suis pas partisan non plus de cette politique.

» Autrement dit, je n'ai en aucun cas le sentiment que l'on puisse appliquer les méthodes de M. Reagan en France, tout simplement parce que la France n'est pas les Etats-Unis. Je dirai la même chose pour la politique de Mme Thatcher. »

M. Chirac a enfin déclaré : *« On nous cache tout actuellement, la réalité du déficit budgétaire, la réalité de l'endettement, la réalité des entreprises publiques. La situation est à la fois suffisamment préoccupante et suffisamment cachée, c'est-à-dire qu'on ne nous dit pas la vérité, qu'on truque en permanence — le chômage en est un exemple typique — les chiffres, et je proposerai très prochainement à la fois à M. Giscard d'Estaing et à M. Barre que nous réunissions ensemble quelques experts aussi indiscutables que possible, pour faire un bilan de la situation réelle... et le mettre à jour tous les six mois, afin que, le moment venu, les Français soient au courant de ce que nous avons trouvé. »*

Surenchère et sang-froid

On pouvait s'y attendre : une bonne partie du « Club de la presse » d'Europe 1, retransmis pour la première fois par Canal Plus, dimanche soir 4 novembre, a été consacrée au problème de l'avortement. M. Jacques Chirac, invité de cette émission, avait provoqué la surprise en proposant une restriction de l'application de l'interruption volontaire de grossesse dans une interview à *Libération*, le mardi 30 octobre.

Cette innovation, que le président du RPR avait seulement furtivement évoquée aux journées parlementaires de son mouvement fin septembre à Port-Barcarès, a entraîné des réactions essentiellement défavorables. Il s'est donc efforcé de justifier son attitude par la baisse, qu'il juge tout à fait inquiétante, de la natalité en Europe et particulièrement en France. Il convient donc, selon lui, de *« mettre tout en œuvre pour dissuader les Françaises de recourir à l'IVG »*.

M. Chirac estime qu'on ne peut lui reprocher, sur ce sujet, une attitude démagogique, puisque son point de vue est réputé à contre-courant du sentiment dominant de l'opinion. A moins que l'on estime, avec M. René Monory, premier vice-président du CDS, qui était le même jour l'invité du « Grand jury RTL-*le Monde* », que M. Chirac ait été incité à prendre l'offensive sur ce terrain par la surenchère de l'extrême droite. Le président du RPR s'en défend, naturellement, en affirmant que, *« dans l'état actuel des choses »*, la majorité *« cohérente »* pour 1986 ne devrait pas comprendre le Front national de M. Le Pen.

M. Chirac, manifestement, n'aime pas qu'on l'associe au leader de l'extrême droite. Mais il apprécie encore moins, au point de perdre son sang-froid, qu'on le soupçonne de s'inspirer de M. Reagan ou de Mme Thatcher.

Et pourtant, le président du RPR avait naguère exprimé une admiration certaine pour la politique du président des Etats-Unis et pour la fermeté du premier ministre britannique.

Révélant le projet de constituer, en collaboration avec M. Giscard d'Estaing et M. Barre, une sorte de *« commission de bilan »* de l'actuel gouvernement pour mettre en lumière ce qui, selon lui, est caché à l'opinion, M. Chirac, curieusement, s'est montré bien pessimiste pour l'avenir de son camp, n'hésitant pas, là encore, à aller à contre-courant de l'optimisme ambiant, en reconnaissant que *« l'opposition est encore loin d'avoir gagné »*. A moins que ce paradoxe apparent veuille être une incitation pour cette opposition à ne pas relâcher la pression.

ANDRÉ PASSERON.

LA CINQUIÈME « JOURNÉE D'AMITIÉ FRANÇAISE »

M. Le Pen — modéré — chez ses extrémistes

Cris de joie sur ton de guerre... *« Le Pen ! Le Pen ! »*, scandent les quelque quatre mille personnes (selon l'estimation des organisateurs) réunies au palais de la Mutualité, à Paris, le dimanche 4 novembre. Le président du Front national est attendu pour clore la cinquième « Journée d'amitié française », commencée par une messe matinale en latin à Saint-Nicolas du Chardonnet, l'église intégriste de la capitale. Cette journée est placée sous le signe de la croisade contre le communisme par le maître d'œuvre des comités Chrétienté-Solidarité, M. Bernard Antony, alias Romain Marie, ancien animateur du Centre national des indépendants et paysans dans la région de Toulouse.

Comme l'année dernière, toutes les composantes déclarées de l'extrême droite traditionaliste ont leurs stands : le Front national, mais aussi l'Association pour la Russie libre, Jeune Pied-noir, etc. On prie pour la résistance afghane, *« les héroïques phalangistes libanais »*, pour le Père Popieluszko.

A 17 heures, enfin, arrive le chef tant attendu, et le silence succède aux tambours et trompettes. *« C'est un très grand plaisir de se retrouver au milieu de ses amis »*, commence M. Jean-Marie Le Pen. *« Le président du Front national n'aura jamais l'intention de confisquer à son seul profit ces élans multiples qui sont en train de construire (...) à la renaissance du pays »*. L'heure est venue du *« rassemblement »*. *« Nous sommes récompensés de notre effort »*, affirme, victorieux, le leader nationaliste, qui ne transigera pas *« sur les principes d'action fondamentaux »*.

Mais *« quelles que soient les critiques que l'on peut faire au système démocratique, il n'est pas de sauveur suprême sur la Terre »*, tient à préciser l'orateur devant un auditoire soudain plus avare d'applaudissements. *« Tragique illusion, dans les années terribles »*, où certains pensaient que *« l'armée remettrait de l'ordre »*. A l'armée, selon M. Le Pen, la sûreté extérieure. L'extrême droite, pour sa part, doit se lancer *« à la conquête des esprits un par un »*. *« Il ne faut pas rêver*, dit-il, *il faut prendre les moyens qui nous sont offerts. »*

Attention, prévient encore M. Le Pen, *« c'est une erreur de croire que la simple alternance au pouvoir socialo-communiste puisse être le remède »*. Ce serait *« remettre la roue du char dans l'ornière »*, qui a conduit au changement de 1981, *« parce que toutes les mesures réalisées par les socialistes étaient contenues dans le programme de l'opposition »*. Pourtant, souligne le président du Front, *« je ne viens pas en diviseur. Il faut savoir regarder vers l'avenir »*. *« Quand on est un converti de fraîche date*, souligne-t-il, *il faut accepter de ne pas porter la bannière. Nous sommes le fer de lance, l'avant-garde de l'opposition »*.

Lorsque Jean-Marie Le Pen évoque, enfin, le voyage récent de M. Claude Cheysson en Algérie, les applaudissements retrouvent quelque vigueur. *« En fêtant le 1er novembre 1954, on ne commémore pas la naissance d'une nouvelle nation — née avec son indépendance en 1962 — mais l'admiration du terrorisme comme moyen politique moderne. »* M. Le Pen poursuit : *« Les Beurs disent : « La France » c'est comme la mobylette, ça fonc- » tionne avec du mélange. » Moi, je réponds, le mélange c'est 4 %, au-dessus le moteur pète. »*

L'assistance exprime l'enthousiasme frénétique qu'elle avait déjà manifesté avant l'intervention de M. Le Pen, quand François Brigneau, directeur de *Présent*, avait fait longuement ovationner la *« réhabilitation de Pétain »*.

Sur l'instant d'ailleurs, le président du Front national, dont le courant perpétue pourtant l'héritage vichyssois, s'est abstenu d'applaudir apparaissant soudain modéré parmi ses propres extrémistes. Cette foule retrouve la ferveur militante qu'elle avait exhalée quand M. Romain Marie avait fait longuement huer *le Monde*, damné, à ses yeux, pour avoir rapporté, un an auparavant, le caractère raciste et antisémite de la Quatrième « Journée dite d'amitié française » *(le Monde* du 19 octobre 1983)... Elu à l'Assemblée européenne sur la liste du Front national, le fondateur des comités Chrétienté-solidarité a, pour sa part, exhorté les catholiques à rallier M. Le Pen, et annoncé la création, *« pour faire pendant au MRAP »*, d'une Association générale contre le racisme et pour le respect de l'identité française et chrétienne. *« Nous en avons assez de la façon dont on nous piétine en nous traitant de* « beauf » *et de Dupont-la-Joie »*, a notamment déclaré M. Romain Marie, tout en piétinant verbalement ceux qui dénoncent le sectarisme de son courant, selon lequel les nazis furent des enfants de chœur comparés aux communistes...

DANIELLE ROUARD.

Le PFN se donne un nouvel état-major pour tenter de renaître de ses cendres

Le Parti des forces nouvelles (PFN), réduit à néant ou presque par la percée électorale du Front national, avec lequel il rivalisait depuis 1974, et confronté à sa propre impuissance depuis son échec dans sa tentative de participation au scrutin européen, va-t-il renaître de ses cendres ? Réunis en conseil national dans les Vosges, les 4, 5 et 6 août, pour tirer les enseignements de ce bilan *« globalement catastrophique »*, les principaux animateurs parisiens de cette formation, qui aspirait naguère à devenir le *« fer de lance »* de l'opposition nationaliste, s'étaient montrés sceptiques quant aux chances d'une telle résurrection.

Plusieurs d'entre eux avaient proposé d'opter pour un sabordage du PFN et un ralliement négocié au parti de M. Jean-Marie Le Pen. Cette option ayant été rejetée par les deux tiers environ des délégués présents au camp des Vosges, le bureau politique et le conseil national avaient été dissous après que divers reproches eurent été adressés à l'état-major sortant, animé principalement par MM. Roland Hélie, Roger Girard et Jack Marchal. C'est la section PFN de Strasbourg, l'une des plus organisées et des plus homogènes, qui avait pris l'initiative de préparer, comme prévu, le sixième congrès national du parti.

Ces assises ont eu lieu dimanche 4 novembre, à Bagnolet, et, dans leur grande majorité, les quelques quatre-vingts délégués du PFN ont décidé de *« reconstruire le parti »* en se donnant un nouvel état-major, dont le secrétariat général est désormais assuré par un pharmacien biologiste strasbourgeois de vingt-neuf ans, M. Dominique de Briel, membre du parti depuis 1977. Ce choix a été approuvé à l'unanimité. Le nouveau comité directeur du parti, placé sous la présidence du général Félix Busson, du cadre de réserve, comprend cinq autres membres : MM. Francis Bonnet, quarante-neuf ans, agent territorial à Hyères ; Philippe Dupouyet, vingt ans, étudiant, président fondateur de l'Union des jeunes nationalistes d'Orléans ; Didier Roche, vingt-quatre ans, étudiant à Lyon ; Alain Rondanina, cinquante ans, technicien, qui fut le premier élu local du PFN à la municipalité d'Aix-en-Provence ; Richard Rouget, vingt-cinq ans, ancien responsable national du GUD (Groupe union défense), et Michel Vinciguerra, trente et un ans, chef d'entreprise à Strasbourg. L'ensemble de ce comité, qui ne comprend plus les principaux dirigeants de l'ancien bureau politique, a été élu à l'unanimité moins quatre voix.

Cette nouvelle équipe, qui préconise un retour aux sources modernistes du parti, définies en 1974, militera surtout pour un nationalisme européen, en cherchant à mettre en valeur ses propres orientations plutôt qu'en se déterminant par rapport au Front national. Elle affirme vouloir œuvrer également à l'émergence d'un *« grand mouvement nationaliste européen »* et certaines convergences la rapprochent déjà des orientations du Mouvement nationaliste révolutionnaire (MNR), dont le leader, M. Jean-Gilles Malliarakis, était d'ailleurs, dimanche, à Bagnolet, le seul invité extérieur au PFN.

A. R.

LES « RÉFLEXIONS POUR DEMAIN » DE M. BARRE

« Les temps que nous vivons requièrent des hommes de principes »

Mercredi 7 novembre, deux jours après le passage de M. Raymond Barre à « L'Heure de vérité » sur Antenne 2, sera mis en vente le dernier ouvrage de l'ancien premier ministre : *Réflexions pour demain*. Dans ce livre qui, à l'origine, devait être un recueil des principales interventions de M. Barre au cours de ces trois dernières années — interventions groupées par thèmes pour mieux faire apparaître la *« continuité d'une pensée »* et le *« contenu d'une politique »* — sont venus s'ajouter deux autres chapitres, consacrés l'un à une analyse du *« changement des esprits »* depuis 1981, qui permet de dégager *« une problématique pour la France »*, l'autre à un examen critique de *« l'héritage »* et des *« contraintes »* auxquels devra faire face le prochain gouvernement.

Cet ensemble de *« réflexions »* met en évidence les *« principes »* auxquels *« entend rester fidèle »* M. Barre. *« Les temps que nous vivons requièrent (...) des hommes de principes plus que des hommes de circonstances »* écrit notamment l'ancien chef du gouvernement.

Ces principes guident l'élaboration d'une *« stratégie pour la France »*, une stratégie *« d'indépendance et de progrès, fondée sur la liberté, la responsabilité et la solidarité des Français »*. *« C'est elle*, remarque M. Barre, *qui me paraît pouvoir rassembler les Français de toutes opinions et de toutes conditions qui entendent servir l'intérêt national. Elle ne cherche pas à réunir des Français partisans, mais des Français qui, quel que soit leur parti, acceptent de s'élever au-dessus d'une vue étroite et partielle de l'action politique. » « Elle suit une voie*, ajoute M. Barre, *qu'à la veille de quitter le pouvoir, le 25 avril 1969, le général de Gaulle indiquait aux Français : « Faire en » sorte, quoi qu'il arrive, que le pro- » grès soit développé, l'ordre assuré, » la monnaie défendue, l'indépen- » dance maintenue, la paix sauvegar- » dée, la France respectée. »*

Le député du Rhône note avec satisfaction que les Français, du fait de l'*« expérience socialiste »*, se sont trouvés engagés dans *« la plus utile cure de désintoxication que l'on pouvait imaginer »*. Mais si *« la leçon de choses est en cours »*, elle n'a *« pas encore porté tous ses fruits »*, observe M. Barre, qui dénonce les *« dangers »* de ce qu'il appelle la *« politique littéraire »* qui a lancé la mode du *« libéralisme »* et d'une de ses *« formes particulières »*, le *« reaganisme à la française »*, tandis que M. Mitterrand esquissait les contours d'un *« projet de société d'économie mixte »* qui aurait, lui aussi, besoin d'une *« sérieuse mise au net »*. *« Le danger du libéralisme à la mode*, explique notamment M. Barre, *est qu'il risque de provoquer par certaines outrances, un phénomène de rejet des thèses libérales, alors que celles-ci s'avèrent fécondes pour l'avenir. »*

L'ancien premier ministre se refuse à élaborer un programme : *« Devant la situation à laquelle aura à faire face demain un pouvoir issu de l'alternance, rien ne lui sera plus utile que d'avoir l'esprit et les mains libres. »* Il préfère s'en tenir à la définition de grands *« objectifs »* qu'il énumère et détaille : *« Favoriser un renouveau démographique(...) ; offrir aux jeunes Français un système d'éducation et de formation leur permettant d'accéder à des emplois répondant à leurs aspirations et à leurs besoins (...) ; promouvoir une société de liberté et de responsabilité (...) ; réformer l'Etat (...) ; pour faire en sorte qu'il soit au service de la nation et qu'il respecte la société au lieu de mettre la nation à son service et demodeler la société à sa convenance (...) ; développer une économie compétitive (...) ; assurer le progrès social (...) ; maintenir le rang et l'influence de la France dans le monde (...). »*





La réalisation de tels objectifs, précise-t-il, suppose *« la continuité dans l'action, c'est-à-dire l'efficacité et la stabilité de l'exécutif jouissant de la confiance de l'opinion et soutenu par une majorité parlementaire cohérente et responsable »*. L'occasion pour M. Barre de rappeler son hostilité à toute idée de cohabitation, et à toute réduction du mandat présidentiel.

Abordant la *« question de l'héritage socialiste »*, l'ancien premier ministre, après avoir mis en relief *« les effets négatifs qui s'exerceront sur la situation globale de la France »*, adresse une mise en garde à l'opinion, qui doit *« bien être consciente »* que, dans ces conditions, *« la satisfaction des revendications catégorielles ne sera pas possible »*, que *« l'effort à accomplir pour le redressement économique du pays nécessitera la mobilisation de tous les Français »*.

Dans le chapitre — le plus volumineux — consacré à ses interventions regroupées autour de cinq thèmes : *« politique »*, *« une société de liberté »*, *« une économie compétitive »*, *« une société de progrès »*, *« la France dans le monde »*, M. Barre a choisi de rappeler, en premier lieu, sa déclaration du 11 mai 1981 dans laquelle il annonçait qu'il remettrait sa démission et celle du gouvernement *« avant la fin du présent septennat »*. Il précisait alors : *« Je rejoindrai ensuite le camp de tous ceux qui entendent demeurer fidèles aux principes de la Ve République, tels qu'ils nous ont été légués par le général de Gaulle. La majorité qui, depuis 1958, a soutenu ces principes et assuré le progrès et la grandeur de la France, a été divisée et affaiblie par une fraction de ses membres qui n'a pas hésité — au moment décisif — à jouer au quitte ou double le sort de la Ve République. Rien ne saurait faire oublier leur immense responsabilité (...). »*

Cette réflexion jointe à la critique du *« double langage »* du gouvernement explique, pour une part, l'insistance de M. Raymond Barre à exiger *« la sincérité du discours, la clarté de l'action politique et le respect de certaines valeurs »*, car *« ce qui importe aujourd'hui dans la vie politique française, c'est la conquête de la crédibilité »*.

C.F.-M.

★ *Réflexions pour demain*, de Raymond Barre. Hachette, coll. Pluriel, 473 p., 41 F.

La mort de Boris Souvarine

(Suite de la première page.)

Il rencontre alors Léon Trotski à Paris chez les socialistes internationalistes pacifistes. Il polémiqué, dans *le Populaire*, avec Lénine, encore inconnu, qui répond au jeune homme par une *« Lettre ouverte à Boris Souvarine »*.

Lorsque éclate la révolution de février 1917, il passe résolument du pacifisme au bolchévisme et, dès la fondation de la IIIe Internationale en mars 1919, il fonde, avec Fernand Loriot, un comité réclamant l'adhésion de la SFIO ; il sera bientôt secrétaire aux affaires internationales du comité français pour la IIIe Internationale et lancera l'organe de ce comité, *le Bulletin communiste*.

La fondation du PCF

En mai 1920, arrêté avec d'autres militants syndicalistes et socialistes en grève, sous le prétexte d'un *« complot contre la sécurité de l'Etat »*, il ne pourra pas assister en décembre au congrès de Tours, mais il rédige, de la Santé, la motion majoritaire qui aboutira à la fondation du PCF et il devient l'un des vingt-quatre titulaires du comité directeur.

« La partie vraiment sérieuse du congrès, la discussion approfondie de la fameuse résolution, eut donc lieu à la Santé, avant Tours, écrivait-il soixante ans plus tard (2), *Tours où se donna libre cours le besoin de pérorer, de se prêter à des effets de tribune et à des scènes pathétiques, sans la moindre conséquence pour la résolution fatidique déjà mise au point : elle fut votée, comme prévu, sans y changer un iota, par une ample majorité convaincue d'avance. »* Souvarine est de la race des meneurs ; il croit fermement alors en la justesse des positions de Lénine — quitte à polémiquer avec lui quand il n'est pas tout à fait d'accord. Il saura, même absent, faire adopter son point de vue.

Délégué auprès du comité exécutif de l'Internationale communiste (ou Komintern), Boris Souvarine vient à Moscou pour la première fois en 1921 au troisième congrès de l'Internationale ; il siège au secrétariat et au présidium de 1921 à 1924, date à laquelle il est exclu pour avoir pris la défense de Trotski contre Staline. Le Parti français le soutient pourtant et, en janvier 1924, alors que Lénine vient de mourir, il entre au bureau politique. Il en sera exclu l'année suivante par ceux qui ne veulent pas entrer en conflit avec le Komintern : Cachin, Doriot, Vaillant-Couturier, Treint.

Revenu définitivement en France en 1925, il ne retournera plus à Moscou, mais gardera, autant que faire se peut, des liens avec les « bolchéviks français » encore en URSS : Pierre Pascal, le chrétien engagé *« en communisme »* (3), beau-frère de Victor Serge, mort en juillet 1983 à quatre-vingt-treize ans, et Marcel Body (4). Il reste, un temps, correspondant à Paris de l'Institut Marx-Engels jusqu'à la liquidation de son ami David Riazanov. En 1929, il rompt avec Trotski, alors exilé en Turquie (5).

Une extraordinaire biographie de Staline

Toute sa vie, il se consacrera à dénoncer Staline et à faire comprendre comment la révolution a été trahie. Autodidacte génial, d'une culture prodigieuse, qu'il ne cessera jusqu'à son dernier jour d'approfondir, il avait une capacité de travail phénoménale. Exclu de tous les groupes officiels, il poursuivra seul la publication du *Bulletin communiste* jusqu'au milieu des années 30. Il ne voulait pas abandonner cette feuille qu'il avait créée...

Son activité est inlassable : il crée en 1930 le Cercle communiste démocratique, qui se réunit au café du Bel-Air, à Montparnasse et fonde diverses revues : *la Critique sociale* (1931-1934), *l'Observateur des Deux-Mondes* (1948) une « lettre d'information » qu'il écrit à son retour des Etats-Unis, où il a passé la guerre, à l'intention de quelques lecteurs *« pour réfuter les idées reçues de l'époque »* que le *« terrorisme intellectuel interdisait d'exprimer dans la presse sous la IVe République »*, le *Contrat social* (1957-1968). Il participera fidèlement à *Est-Ouest* depuis sa fondation en 1959, apportant sans cesse des éléments d'information et de polémique dans ce bi-mensuel voué à l'« anticommunisme ».

Boris Souvarine restera dans l'histoire grâce à son extraordinaire biographie de Staline écrite de 1930 à 1935, sur commande d'un éditeur américain, Alfred Knopf... qui renonça à la publier, les Etats-Unis ayant, entre-temps reconnu officiellement l'Union soviétique. L'ouvrage (quelque cinq cents pages au vitriol, mais superbement documentées et clairvoyantes) fut publié juste avant la guerre chez Plon, avec beaucoup de difficultés, la gauche comme la droite refusant les avertissements de ce prophète armé uniquement de son savoir et de son intelligence. De son mauvais caractère aussi.

Il faudra attendre 1977 (Souvarine a quatre-vingt-deux ans !) pour que soit rééditée cette somme stalinienne, grâce à Gérard Leibovici aux éditions Champ libre. *Staline* reçut alors l'hommage dithyrambique des journalistes, comme des historiens et des « kremlinologues ». Souvarine n'avait rien perdu de son mordant et de son acuité, et le livre était augmenté d'un arrière-propos, et d'un avant-propos passionnant dans lequel il n'hésitait pas à citer ce que lui avait dit, l'année des procès de Moscou, André Malraux pour justifier le refus de la publication de *Staline* chez Gallimard : *« Je pense que vous avez raison, vous, Souvarine et vos amis, mais je serai avec vous quand vous serez les plus forts... »*

Dissident, par excellence, Souvarine, lui, n'aura jamais voulu être *« avec les plus forts »* ; il l'affirmait encore, et sans ambiguïté, dans son avant-propos de 1977 : *« Réciter des leçons apprises par cœur, répéter des formules abstraites sans rapports avec les réalités, c'est ce qui me semble anormal. »* Il se donnait pour devise : *« Suis ton chemin et laisse dire les gens ! »* Il préparait une nouvelle édition « augmentée » de son *Staline*. On peut penser qu'il aurait trouvé normal que Svetlana, la fille du monstre, décide finalement de rejoindre son père...

Jusqu'au bout...

Car il a travaillé jusqu'au bout, ce petit homme intrépide, qui, malgré une vue défaillante, jouissait de toutes ses qualités intellectuelles. Il avait même commencé à écrire son autobiographie — une commande des éditions Fayard — dans le désir de clarifier l'histoire, à l'aide de souvenirs personnels et des documents qui lui restaient. Actif jusqu'au dernier jour, il lisait les journaux, les livres, répondait au courrier à l'encre noire, avec une belle écriture qui ne tremblait pas. Mercredi, à l'hôpital, après l'infarctus, il s'interrogeait, avec sa femme, sur les conséquences de la mort d'Indira Gandhi.

Cet homme trop discret, admiré d'un cercle restreint de spécialistes de l'URSS et d'antistaliniens, nous avait pourtant laissé le temps de reconnaître son intelligence politique et sa clairvoyance. Il est mort symboliquement le soir de la Toussaint, sans attendre son quatre-vingt-neuvième anniversaire, le jour de cette révolution d'Octobre où il préférait voir un coup de force militaire ratifié par la paix de Brest-Litovsk. Décidément, Boris Souvarine n'a pas fini de faire parler de lui...

NICOLE ZAND.

(2) In *Express* du 6 décembre 1980 : « La vérité sur le Congrès de Tours », par Boris Souvarine.

(3) Pierre Pascal, *Mon Journal de Russie*, 4 tomes. L'Age d'homme, 1975-1982.

(4) Marcel Body, *Un piano en pin de Carélie*. Hachette, 1981.

(5) *Controverse avec Trotski*, 1929, publié dans *Contribution à l'histoire du Komintern*. Droz, 1965.

BIBLIOGRAPHIE SUCCINCTE

— *Eloge des bolcheviks*. Librairie du Populaire, Paris, 1919.

— *La Troisième Internationale*. Ed. Clarté, Paris, 1919.

— *Hommage à la République socialiste fédérative des Soviets de Russie*. Ed. Clarté, Paris, 1919.

— *Vers l'autre flamme. La Russie nue* (sous la signature de Panaït Istrati). Ed. Rieder, 1929. Rééd. Christian Bourgois, 1980.

— *Staline. Aperçu historique du bolchévisme*. Plon, Paris, 1935. Rééd. Champ libre, 1977.

— *La Peine de mort en URSS (textes et documents)*. Librairie du Travail, Paris, 1936.

— *Bilan de la terreur en URSS (Faits et chiffres)*. Librairie du Travail, Paris, 1936.

— *Derniers Entretiens avec Babel*. In : Revue *Contrepoint*, n° 30, Eté 1979.

— *Panaït Istrati et le communisme*. Ed. Champ libre, 1981.

— *Autour du Congrès de Tours*. Ed. Champ Libre, 1981.

— *Pierre Pascal et le Sphinx*. In : *Revues d'études slaves*, Mélanges Pierre Pascal, 1982.

— *La Critique sociale* (1931-1934). Réimpression, Ed. de la Différence, 1983.

Le Monde

société

AU CONGRÈS DU SYNDICAT DES AVOCATS DE FRANCE

La colère des « périphériques »

De notre envoyé spécial

Aix-en-Provence. — On s'est presque crêpé le chignon à la fin du congrès du Syndicat des avocats de France (SAF) à propos de la question de la multipostulation dont la profession bruisse depuis des mois, et qui risquait d'entraîner, lundi 5 novembre, la démission des conseils de l'ordre des barreaux de Créteil, Bobigny et Nanterre. Actuellement, les avocats parisiens qui défendent un client devant un de ces trois tribunaux périphériques peuvent le faire sans passer par l'intermédiaire d'un confrère d'un de ces barreaux. Ils bénéficient du système de la multipostulation. Cela signifie qu'ils peuvent non seulement assister leur client lors de l'audience, mais aussi faire les actes de procédure, contrairement à ce qui se passe lorsqu'ils prennent en charge une affaire en province.

Ce système devait prendre fin le 31 décembre 1984, mais M. Laurent Fabius a décidé de le pérenniser. Les avocats des tribunaux périphériques considèrent cette décision comme une menace, car la postulation, c'est-à-dire le suivi de la procédure, serait pour eux une source de revenus. Sans ce « droit de péage », ils risquent, affirment-ils, de sombrer économiquement ou d'être envahis par les avocats parisiens.

On a beaucoup débattu de cette question au congrès du SAF et, à force de discussions nocturnes, on croyait être arrivé à un compromis, lorsqu'au terme de manœuvres et de contre-manœuvres à propos desquelles ils se sont traités de *« staliniens »*, les participants ont voté un texte condamnant la décision de M. Fabius. Ce vote a apparemment ulcéré les Parisiens. Il place en tout cas en porte-à-faux deux militants, en vue du SAF, Mᵉ Henri Leclerc, membre du conseil de l'ordre de Paris, qui approuve la décision du premier ministre et Mᵉ Paul Bouaziz, ancien président du Syndicat, qui espérait se faire élire dans quelques jours membre de ce conseil.

Les adhérents parisiens du SAF réclamaient, lundi matin, une nouvelle assemblée générale et menaçaient de démissionner du syndicat si celle-ci n'avait pas lieu.

B.L.G.

AU CONGRÈS DE L'USM A AVIGNON

Mme Georgina Dufoix privée de discours

De notre correspondant

Avignon. — *« Nous n'avons plus rien à nous dire. Nous nous retrouverons plus tard, en 1986 ! »* Le docteur Philippe Sopena, président de l'Union syndicale de la médecine (USM), dont le congrès était réuni depuis le 1er novembre au Palais des papes d'Avignon, se levait et quittait la salle, suivi par les deux cents congressistes. De la tribune officielle, Mme Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, voyait la salle se vider sans un cri, dans un silence impressionnant.

Ayant appris que le ministre, venu présider la séance de clôture du congrès en ce dimanche 4 novembre, n'apportait pas la bonne nouvelle, c'est-à-dire la reconnaissance de la représentativité de l'USM, les praticiens refusaient de l'écouter. Dans la brève allocution prononcée à l'arrivée du ministre, dépouillée des traditionnelles formules de politesse, le docteur Sopena n'avait pas mâché ses mots : *« Quand on est au gouvernement, il existe une seule alternative, le débat. Vous ne l'avez pas choisie. Vous trouvez qu'avec notre effectif de 2 200, nous ne sommes pas assez nombreux. Depuis 1981, en dépit des promesses, ce que vous faites n'est rien d'autre que la continuité. Votre décision va dans le sens de toute une série de reniements. D'ailleurs, c'est vous qui êtes à l'origine d'une loi inique, vous avez dit non au regroupement familial. »*

Choqué, le ministre veut intervenir. Mme Georgina Dufoix se lève, réclame le micro pour s'exprimer. *« Non, madame, vous parlerez à votre tour »*, réplique le docteur Sopena. Mais, lorsque le « tour » du ministre arrivera, la salle sera vide.

Ce sera malgré tout l'occasion pour Mme Georgina Dufoix de faire devant la presse une mise au point : *« Il n'est pas question d'interdire le regroupement familial pour les immigrés, mais de faire en sorte que leur arrivée soit planifiée... »*

« Je venais, a-t-elle poursuivi, *faire une proposition pour associer ce syndicat aux débats sur la convention et je la maintiendrai ; je reconnais la qualité des travaux réalisés par ce syndicat. Mais il représente peu de monde : pas question de signer avec des gens qui représentent une part infime du secteur médical. »* Puis, Mme Georgina Dufoix quittait la salle déserte. Les travaux avaient tourné court.

JEAN LECLAIRE.

APRÈS LA « MARCHE DES BEURS »

Les « rouleurs » de l'égalité ont pris le départ

Onze mois après la « marche des Beurs », qui avait rassemblé à Paris, le 3 décembre 1983, de la Bastille à Montparnasse, quelque 60 000 personnes résolues à lutter contre le racisme (*le Monde* daté 4-5 et du 6 décembre 1983), plusieurs dizaines de jeunes gens de toutes origines — Africains, Antillais, Maghrébins, Portugais, Italiens et Français, — ont quitté, durant ce dernier week-end, cinq grandes villes de France (Brest, Marseille, Roubaix, Strasbourg et Toulouse), pour converger à cyclomoteur vers Paris, où ils sont attendus le 1er décembre.

Baptisée « Convergence 84 pour l'égalité », l'opération s'achèvera par un grand festival interculturel. Le choix du moyen de transport des « rouleurs » n'est pas fortuit : comme l'affirmait une pancarte vue l'an dernier lors de la première marche, *« la France, c'est comme une mobylette : pour avancer, il lui faut du mélange. »*

Nos correspondants dans ces cinq villes assistaient au départ des groupes. Ils étaient dix à quitter Brest, rapporte Gabriel Simon, à qui José, un jeune Portugais, a déclaré que cette action avait pour but de *« rappeler aux habitants de la France que la construction historique de ce pays s'est faite par l'apport de populations extérieures »*. Selon notre correspondant, le faible nombre d'immigrés résidant dans le Finistère (environ 7 000 pour une population de 800 000 personnes) explique qu'une centaine de Brestois seulement soit venus assister au départ.

A Marseille, Jean Contrucci estimait à un millier le nombre de manifestants venus encourager la dizaine de garçons et de filles qui s'apprêtaient à mettre le cap sur Aix-en-Provence, leur première étape. A Strasbourg, Jacques Fortier a compté onze « rouleurs », dont une jeune femme, Zineb, qui lui a déclaré *« n'avoir pas peur de tous ces kilomètres »* et *« espérer que cette marche va faire bouger les gens »*. Mais une cinquantaine seulement de badauds étaient venus assister au départ...

Georges Sueur était à Roubaix, choisie, explique-t-il, en raison de la forte implantation d'immigrés dans l'agglomération, ce qui pose de redoutables problèmes de cohabitation. A Toulouse, Gérard Vallès a noté que, si le programme de la manifestation annonçait un débat avec les élus, ceux de gauche, bien que soutenant officiellement l'initiative, n'ont pas montré le bout de leur nez et que ceux de la droite s'étaient eux aussi abstenus, remarquablement silencieux qu'ils sont depuis l'annonce de cette marche.

Un jeune Maghrébin lui a nettement exposé son point de vue sur la question : *« CGT, CFDT, PS ou PC, rien à foutre ! On ne veut pas que ce soit politisé, on ne veut pas se faire récupérer, on n'est pas assez forts pour cela... »* La petite escouade a mis le cap sur Auch.

● *Inondations à la Martinique : trois morts.* — Les pluies torrentielles qui tombent sur la Martinique depuis cinq jours ont provoqué la mort de trois personnes. Les dégâts matériels sont importants : routes coupées, canalisations d'eau rompues, cultures et habitations endommagées. Il y a des dizaines de sans-abri. — (*AFP*).

Un entretien avec M. Pierre Joxe

(Suite de la première page.)

» C'est pourquoi je réserve l'annonce du détail de mes propositions concrètes aux députés, ce lundi. Rattraper le retard pris n'autorise pas à faire l'économie de la discussion.

— Comment expliquez-vous ce retard ?

— Les questions de police n'ont pas été traitées méthodiquement au cours des vingt-cinq dernières années. C'est le plus remarquable paradoxe de notre société : pendant toute la période où la France s'industrialisait, c'est la police rurale — c'est-à-dire la gendarmerie — qui a bénéficié d'une politique systématique de recrutement, de formation, d'équipement, ce qui l'a conduite à un point d'achèvement remarquable. Mais cela ne concerne que vingt millions de Français !

» Dans le même temps, la police nationale, la police de villes, qui concerne plus de trente millions de citoyens, qui traite les trois quarts des affaires judiciaires, bénéficie, pour des effectifs comparables, de crédits d'équipement quatre fois moins importants. J'en ai pris la mesure depuis cet été. C'est stupéfiant.

» C'est ainsi : la France *urbaine* a parachevé son service de police *rurale !* Sans doute est-ce parce que l'on ne s'est pas réellement préoccupé des conditions de la vie urbaine. Aujourd'hui, on subit, dans les villes, le double effet de l'urbanisation mal maîtrisée et de la crise économique imprévue. Inversement, dans les campagnes, coïncident une excellente programmation policière et une diminution de la population !

» Là où le besoin était le moins criant — les statistiques le prouvent — on a fait le maximum. Là où il est le plus intense, où il est encore intensifié par la crise, on en a fait moins. On a même reculé à certains égards...

» A nous de doter la France d'un bon service de police en milieu urbain, comme il existe en zone rurale. C'est possible en cinq ans et en commençant dès l'année qui s'ouvre. Les personnels n'attendent que cela, il y a qu'à lire la presse syndicale.

Chaque policier tué est un cas particulier

— Avez-vous vraiment le temps ? Les échéances électorales approchent et se joueront en grande part sur la sécurité. Et certains, même dans votre famille politique, sont tentés de réclamer des mesures spectaculaires pour parer au plus pressé...

— Je ne cherche rien de spectaculaire car je crois que rien ne peut l'être en ce domaine. Rattraper un tel retard suppose du temps. Et il ne sert à rien de trépigner. Ce qui est efficace et significatif, c'est de traiter la modernisation de la police nationale de façon méthodique, en prenant certaines mesures immédiates et en engageant rapidement, dans les semaines à venir, une programmation des moyens à mettre en place sur quelques années, de façon à atteindre le niveau de qualité qui est celui de certaines polices étrangères et, dans certains domaines, de notre gendarmerie. Nous le pouvons d'autant mieux aujourd'hui que les bases ont été jetées par mon prédécesseur, Gaston Defferre ; l'amélioration du recrutement, l'accent mis sur la formation des personnels, le développement des moyens informatiques, la mise à niveau des effectifs...

— Les effectifs, justement. Ne serait-il pas plus simple, face à l'insécurité, d'accroître le nombre de policiers ?

— Il a été créé près de dix mille emplois de policiers en trois ans, sur la base d'un recrutement amélioré. Le problème-clef, aujourd'hui, n'est pas l'augmentation des effectifs mais leur meilleure utilisation.

» Tout d'abord, les policiers doivent être affectés à des tâches de police. Ils doivent être libérés des tâches indues, non policières.

» Ensuite, il faut leur donner les moyens matériels leur permettant d'utiliser au mieux leur temps de travail ; il faut s'attacher à la modernisation des locaux, développer leurs équipements techniques.

» Enfin, tous ces éléments doivent être réunis dans une ambition collective des fonctionnaires de police pour leur professionnalisation, pour une meilleure considération sociale de leur métier.

— A gauche, l'indiscipline des policiers est souvent redoutée. Par vous aussi ?

— D'une façon générale, les fonctionnaires de police sont disciplinés quand on sait l'exiger d'eux. Sans doute, certains recrutements précipités opérés dans le passé et une formation longtemps insuffisante — ce n'est plus le cas — expliquent-ils le comportement de quelques éléments.

» Pour ma part, je mets la discipline au premier plan. Pas seulement à l'égard des instructions reçues mais aussi au plan de la tenue, de la bonne tenue, de l'apparence correcte. Je suis tout à fait décidé à ce que le personnel policier en tenue travaille en tenue, à ce que ce soit un moyen visible d'expression de l'autorité de l'État. Des habitudes contraires avaient parfois été prises. Elles devront changer.

— Des rumeurs annoncent une amnistie des syndicalistes sanctionnés après les manifestations policières du 3 juin 1983. Vrai ou faux ?

— Je réfléchirai à cela..., le moment venu. Plus je constaterai des tentatives de manipulation de l'opinion dans un sens contraire à la discipline, plus ce moment tardera à venir.

— Trois policiers tués en service depuis votre entrée en fonctions. Mauvaise série ou preuve de l'insuffisante protection, notamment juridique, des policiers ?

— Je me refuse à parler en termes statistiques sur ces décès. Chaque policier mort en service est un cas particulier qui, sur le plan individuel, concerne une famille, et, sur le plan du service public, le fonctionnement d'une administration. Personne ne me fera mélanger ces deux dimensions. Et je m'opposerai avec la plus grande vigueur — je l'ai déjà fait et je suis prêt à recommencer — à ceux qui voudraient provoquer la confusion entre le deuil d'une famille et les problèmes d'organisation de la police. J'ai le plus grand mépris pour ceux qui tentent de telles manipulations.

» Pour le moment du moins, 1984 n'est pas une année où le nombre de pertes policières serait plus élevé que les années précédentes.

» Mais la sécurité des policiers passe en partie par l'observation scrupuleuse de règles d'intervention qui doivent, dans certains cas, être privilégiées, canalisant le courage, l'audace, l'initiative. A partir d'études précises de quelques cas, j'en parlerai à froid, loin des passions. Quant à leur production juridique, le premier ministre est déjà intervenu en souhaitant des sanctions particulièrement sévères contre ceux qui portent atteinte à tout agent public, quel qu'il soit, et pas seulement à un policier.

» Au-delà je suis, pour ma part, favorable à une aggravation, je dirai même une « exagération », de la législation sur les armes, leur commerce, leur exposition, leur utilisation, leur transport. Quiconque se trouve utiliser ou détenir une arme dans des conditions irrégulières devrait faire l'objet de procédures judiciaires. Aucun argument prétendument économique par exemple ne m'enlèvera la conviction que l'achat et la détention d'une arme sont une source de risque pour la société.

Droit de vote pour les immigrés

— Après l'arrêt de la Cour de cassation à propos des contrôles d'identité, les syndicats de policiers parlent de vide juridique, d'une entrave à leur mission quotidienne...

— Cette question ne se pose pas en termes d'opposition entre le ministre de la justice et celui de l'intérieur. Il s'agit plutôt d'un conflit entre le respect des libertés individuelles et l'exigence de sécurité. Dans la réalité, cela relève d'une combinaison entre la loi, la jurisprudence et la pratique policière. Il faut arriver à définir les conditions dans lesquelles, pratiquement, là où c'est nécessaire, les contrôles d'identité sont indispensables. La discussion n'a pas toujours été menée comme elle aurait dû l'être, les tendances législatives antérieures ayant fait peser une suspicion sur tout ce qui concerne les contrôles policiers.

» Le fait d'avoir à produire une pièce d'identité n'est pas en soi une atteinte à la liberté individuelle. Alors que le fait de priver la police de moyens de contrôle rapide peut conduire à des atteintes à la liberté individuelle, à un droit fondamental : la sûreté.

— Vous avez été président de la commission Immigrés de la Ligue des droits de l'homme. Or cette dernière a critiqué certaines des mesures répressives prises récemment par le gouvernement à propos de l'immigration. Contradiction ?

— Non. Je suis convaincu que la France est parfaitement capable d'assimiler ou d'intégrer la quasi-totalité des étrangers qui y vivent actuellement. C'est déjà fait pour bon nombre d'entre eux, directement, ou indirectement par l'intermédiaire de leurs enfants, qui votent ou vont voter aux élections. A titre personnel, mon point de vue reste celui du programme socialiste en ce domaine : le droit de vote, après un certain délai de présence ininterrompue, pour les immigrés aux élections locales serait un facteur d'intégration très puissant.

» L'opinion française n'y est pas prête. Mais plus les jeunes immigrés, ceux de la seconde génération, deviendront électeurs, plus cette question se banalisera. C'est inéluctable.

» Inversement, la France n'est pas en état de recevoir plusieurs centaines de milliers d'étrangers par an dans les années qui viennent. C'est l'intérêt des immigrés qui vivent en France, et qui ont le droit d'y vivre tranquillement, que les frontières deviennent bien plus étanches. »

Propos recueillis par
EDWY PLENEL.

EN BREF

Hold-up dans deux grands magasins : trois morts

Deux convoyeurs de fonds et un malfaiteur ont été tués et un second gangster, grièvement blessé, au cours des deux attaques à main armée qui ont eu lieu, samedi 3 novembre, presque simultanément dans des grands magasins de Paris et de Château-Farine, aux environs de Besançon (Doubs).

Ces deux affaires portent à une quinzaine le nombre de hold-up meurtriers commis en France depuis le début de l'année, et dont ont été victimes, notamment, convoyeurs de fonds, policiers, commerçants, employés et clients de banques.

Vers 18 h 05, deux convoyeurs de fonds qui emportaient une partie de la recette de la Samaritaine ont été attaqués par deux malfaiteurs armés. La fusillade qui a alors éclaté a causé la mort d'un des convoyeurs, M. Marcel Limoges, soixante ans, et de l'un des agresseurs. Le second gangster blessé a été arrêté. Une attaque comparable a été commise, samedi, dans un centre commercial de Château-Farine (Doubs) où deux malfaiteurs armés se sont emparés de la recette de l'hypermarché Mammouth et tué un convoyeur de fonds, M. Pierre Deschamps, quarante ans, blessant grièvement le collègue de ce dernier. Les deux agresseurs ont réussi à s'enfuir avec environ 1 million de francs.

L'assassinat de Grégory : l'alibi du principal témoin est contesté

L'enquête sur l'assassinat de Grégory Villemin, quatre ans et demi, jeté pieds et poings liés dans la Vologne le 16 octobre à Docelles (Vosges), pourrait bien avoir progressé au cours du week-end. Un homme, âgé de vingt-six ans, M. Bernard Laroche, avait été gardé à vue pendant vingt-quatre heures, du mercredi 31 octobre au jeudi 1er novembre (*le Monde* du 2 novembre). Sur la foi d'expertises graphologiques, les enquêteurs pensaient qu'il s'agissait du « corbeau » qui avait revendiqué par lettre l'assassinat. Mais ils avaient dû le relâcher : sa jeune belle-sœur, âgée de douze ans, avait assuré l'avoir vu, à l'heure du crime, en train de jouer avec son fils en descendant du car scolaire. Or, selon les témoignages de certains de ses camarades et du chauffeur, la jeune fille aurait raté le car ce jour-là. Mais le « témoin numéro un » n'avait toujours pas été de nouveau interpellé lundi 5 octobre, en fin de matinée.

● *Plainte en diffamation des écologistes.* — Les Verts (Confédération écologiste-Parti écologiste) annoncent avoir déposé une plainte en diffamation contre le mouvement Nouvelle solidarité et l'Institut Schiller, qui, dans *le Monde* du 18 octobre, avaient publié un placard de publicité intitulé *« Un 1933 vert en Allemagne ? Mobilisons-nous contre la menace rouge-verte en Europe »* (1). Les Verts estiment que *« décidément, les succès des Verts en Europe dérangent »*, mais que les *« limites à la calomnie »* ont été franchies avec cette publicité qui constitue, selon eux, un *« véritable appel à la violence »*.

(1) L'année 1933 a été marquée en Allemagne par l'arrivée de Hitler au pouvoir, l'incendie du Reichstag, les pleins pouvoirs donnés à Hitler et l'interdiction progressive des partis et des syndicats.

GENTLEMAN-DEALER

Un ressortissant britannique âgé de cinquante-six ans, M. Edgar Bowden, qui serait un ancien professeur d'Oxford, a été inculpé le 2 novembre d'*« importation, transport et détention irrégulière de produits stupéfiants »* et écroué à Dijon. Il était en possession de *1 200 kilos de résine de cannabis.*

La drogue était répartie dans cent quarante-trois conteneurs en zinc, dissimulés dans l'épaisseur de la cloison du camping-car de M. Bowden. C'est un début d'incendie dans les circuits électriques du véhicule, alors qu'il roulait en Côte-d'Or sur l'*autoroute du Sud*, et l'intervention des pompiers et des gendarmes, qui ont « trahi » l'ancien professeur. Celui-ci avait convoyé, depuis le Népal, *sa cargaison, évaluée à 50 millions de francs.* Le camion pourrait être ultérieurement conduit à l'école des douanes de La Rochelle, pour servir aux travaux pratiques des apprentis-douaniers.

Un comité contre les extraditions

La création d'un comité contre les extraditions vient d'être annoncée *par des personnalités qui « condamnent unanimement la décision (...) prise par le gouvernement français à l'encontre de trois militants basques »*. Ces personnalités rappellent que la gauche s'était opposée, il y a quelques années, à un projet d'« espace judiciaire européen » voulu par M. Valéry Giscard d'Estaing, et constatent, aujourd'hui, que le gouvernement « bafoue » les principes au nom desquels ses représentants combattaient ce projet. Elles *« tiennent à réaffirmer leur opposition irréductible à toute extradition dès lors que nul ne peut douter du caractère politique des mobiles auxquels ont obéi ceux dont l'extradition est demandée »*.

Ont notamment signé cet appel : Mme Simone de Beauvoir et MM. Claude Bourdet, Georges Casalis, François Chatelet, Gilles Deleuze, Jean-Jacques de Felice, Francis et Pierre Halbwachs, Henri Leclerc, Henri Lefebvre, Henri Noguères, Georges Montaron, Jacques Paris de Bollardière, Philippe Sollers, Pierre Vidal-Naquet, Jean-Pierre Vigier. Les signatures sont à adresser à Mᵉ Antoine Comte, 48, rue de Rivoli, 75004 Paris.

Le Monde

culture

« Sommet culturel » franco-allemand

La République fédérale d'Allemagne est favorable à une proposition française visant à organiser un « sommet culturel » bilatéral, a déclaré le 31 octobre le porte-parole du gouvernement ouest-allemand, M. Peter Boenisch. Ce sommet avait été suggéré par M. Jack Lang, ministre délégué à la culture, au cours des consultations qui ont eu lieu l'autre semaine à Bad-Kreuznach. Des personnalités artistiques des deux pays participeraient à cette rencontre et évoqueraient notamment des projets de bibliothèque européenne et de service de télévision européen transmis par satellite, a ajouté M. Boenisch.

Score en baisse pour Belmondo

Il n'y a eu « que » 263 446 spectateurs en première semaine, dans cinquante salles de Paris et de la région parisienne, pour *Joyeuses Pâques*, le nouveau film de Jean-Paul Belmondo. Rappelons que, *l'As des as* et *le Marginal*, dans le même temps, avaient respectivement totalisé 436 000 et 469 000 entrées environ, faisant du comédien le recordman du box office français. Entre le 24 et le 31 octobre, Jean-Paul Belmondo a été dépassé par Michel Blanc et Gérard Lanvin dans *Marche à l'ombre* : 274 386 entrées dans soixante-quatre salles, pour la deuxième semaine d'exploitation.

Les Américains achètent américain

Une peinture de Willem de Kooning, de la série intitulée « Deux Femmes », a été vendue, jeudi 1er novembre, 1,98 million de dollars (environ 18,5 millions de francs) lors d'une vente chez Christie's. C'est un record pour une œuvre contemporaine et un artiste vivant. Le porte-parole de la salle des ventes new-yorkaise a refusé de préciser les noms du vendeur et de l'acheteur ce cette peinture, une huile sur papier datant de 1953. Au total, cinquante-sept œuvres ont été vendues au cours de cette vacation pour une somme totale de 6,6 millions de dollars (environ 60 millions de francs) ce qui constitue également un record pour l'art contemporain. Parmi les autres œuvres vendues une toile de Sam Francis a atteint 770 000 dollars. Un Motherwell 275 000 dollars et un Pollock de 1941, 374 000 dollars.

« Beaux-Arts Magazine » et les expositions

Beaux-Arts Magazine vient de publier trois nouveaux numéros « hors série », sur Watteau, le Douanier Rousseau et Kandinsky, après ceux consacrés à Bonnard et à Chagall. Ces numéros de soixante pages sont édités à l'occasion des grandes expositions, au Grand Palais ou au Centre Pompidou, et proposent, outre une abondante iconographie en couleur, des articles de bon niveau, souvent signés notamment par les commissaires des expositions. Ainsi Michel Hoog pour Douanier Rousseau, Pierre Rosenberg pour Watteau. Chaque hors série est vendu 45 F sur les lieux d'exposition et dans les kiosques.

Les affiches de cinéma restent abordables

Après une période de forte expansion, le marché des affiches de cinéma paraît retrouver des dimensions plus abordables. Au cours d'une vente de quelque cinq cents affiches du cinéma mondial, le 30 octobre, à Drouot, les prix n'ont en effet pas dépassé 2 000 F (*Fantasia*, de Walt Disney), les tirages français restant pour leur part en dessous de 1 000 F (*la Fille du puisatier*, de Marcel Pagnol).

Norman Foster construira à Nîmes

L'architecte anglais Norman Foster, a été choisi pour construire le futur Centre d'art contemporain-médiathèque de Nîmes, en face de la Maison Carrée, à la place du théâtre municipal détruit par les flammes il y a trente-deux ans.

Norman Foster, âgé de quarante-neuf ans, auteur entre autres de l'immeuble de la Hongkong and Shangaï Bank, était en concurrence avec trois autres candidats : le Parisien Jean Nouvel, l'Argentin Cesar Pelli et l'Américain Frank Gehry. Le futur bâtiment sera de conception « classique » en pierre de pays, mariant le verre au métal. Son originalité réside notamment dans la réalisation d'un atrium sur toute la longueur de l'édifice lui donnant ainsi lumière et vue sur la Maison Carrée.

MUSIQUE

CONGRÈS ET CONCERTS

Les compositrices au grand jour

Le quatrième congrès international Femmes et Musique, qui vient de se tenir à Paris, fait suite à ceux de New-York (1980), Los Angeles (1982) et Mexico (1984) ; le prochain aura lieu à Atlanta, et l'on ne peut que se réjouir du succès d'une entreprise dont le but est de rappeler que la création musicale n'est pas seulement l'affaire des hommes. Lorsqu'on se penche d'un peu près sur l'histoire de la musique on n'a aucun doute à ce sujet : les compositrices sont seulement moins nombreuses que les compositeurs, on les compte par centaines, tandis que leurs homologues masculins se comptent par milliers (1). Si l'on est cultivé on doit pouvoir citer de mémoire deux cents compositeurs et vingt compositrices, si on ne l'est pas on donnera une dizaine de noms et l'on s'étonnera (ou on s'indignera) de ne pas y trouver de femme.

Cela étant admis, il faut faire quelques correctifs : jusqu'à la fin du dix-huitième siècle, la composition fait partie des études musicales, en sorte qu'une femme qui joue d'un instrument compose aussi naturellement qu'un homme ; il est rare qu'elle compose autant et de façon aussi éclatante qu'Elisabeth Jacquet de La Guerre (1666-1729), dont une tragédie lyrique fut représentée à l'académie royale de musique en 1694, mais ce ne sont pas les préjugés qui s'y opposent.

Le dix-neuvième siècle introduit une division très nette entre les professionnels et les amateurs, autant qu'entre les interprètes et les compositeurs, à ce point que Liszt ne réussira jamais à se débarrasser de sa réputation de virtuose. Dans ce contexte, compte tenu des préventions qui empêchent une femme d'un milieu aisé – condition nécessaire pour bénéficier d'une solide formation musicale – d'exercer une profession artistique, on compte surtout des compositrices amateurs ou virtuoses, état qui, dans un cas comme dans l'autre, n'est guère favorables à la création d'une œuvre solide et durable. Il y a toutefois des exceptions, et lorsqu'on écoute les œuvres, trop rares, de Fanny Mendelssohn, de Clara Schumann ou de Louise Farrenc, et certaines pages d'Augusta Holmès ou de Cécile Chaminade, il est impossible de parler sans mauvaise foi d'amateurisme (2).

Au vingtième siècle, la différence s'estompera encore puisque, en 1913, le Grand Prix de Rome sera décerné pour la première fois à une femme, Lili Boulanger. Depuis, le nombre des compositrices professionnelles n'a fait que croître, mais, face au risque de voir doubler le nombre des créateurs postulant à l'immortalité (les places sont rares), une argumentation pseudo-historique a tenté de démontrer que les femmes n'étaient pas douées pour la création musicale, puisque aucune n'avait réussi à s'imposer (3)...

Les choses en sont encore là, dans les esprits, car, pratiquement, en France du moins, on n'a pas l'impression que la situation des compositrices soit beaucoup plus défavorable que celle de leurs collègues masculins. Cette année, l'Institut a désigné deux femmes qui séjourneront à la Villa Médicis : l'une, Suzanne Girod, n'en est qu'au tout début de sa carrière ; l'autre, Kimi Sato, a donné de nombreuses preuves de son talent.

Dans ce contexte, le principe d'un congrès comme celui-ci, réunissant toutes les formes d'expression musicale : jazz, chanson, musique électro-acoustique, théâtre musical, création contemporaine, assorti de colloques, d'ateliers et de déjeuners-rencontres, peut sembler anachronique dans sa volonté de prouver, par un effet de masse, ce qu'on ne saurait plus contester sérieusement. Une telle accumulation de manifestations, d'un intérêt inégal, avait, en outre, de quoi intimider.

Devant l'impossibilité de rendre justice même à une faible partie de ce qui s'est fait de bon au cours de ces journées, la sagesse ordonnait au critique de se tenir à bonne distance ; mais lorsque la curiosité s'en mêle, comment résister, par exemple, à l'occasion d'aller écouter au Centre Pompidou l'Atelier-musique de Ville-d'Avray, qui se produit trop rarement à Paris et qui fête cette année son douzième anniversaire de bons et loyaux services rendus à la cause de la création contemporaine ? Placé sous la direction du compositeur Jean-Louis Petit, cet ensemble de six musiciens, tous solistes réputés, accomplit discrètement une tâche de décentralisation dont bénéficient des créateurs de tendances aussi diverses que possible.

Des œuvres de sept compositrices figuraient au programme de ce concert ; on retiendra particulièrement *Remember* de Betsy Jolas, pour alto et violoncelle, d'une grande subtilité alliée à une netteté d'écriture singulière, une page vive et concentrée pour violoncelle seul d'Edith Lejet, *Sésame*, dédiée à Jacques Wiederker qui n'en a peut-être pas encore jugulé le jaillissement, et *le Rideau bleu*, pour cinq instruments, de Michèle Reverdy qui, après un début un peu systématique, dévoile peu à peu des espaces insoupçonnés dénotant une maîtrise assez rare du discours et du temps musical. L'interprétation, attentive à la qualité d'atmosphère qui se dégage de cette partition, en rendait les moindres nuances.

GÉRARD CONDÉ.

(1) Dans son *Répertoire chronologique et ethnique* publié l'an dernier (GREM, 22, rue de la République, 94160 Saint-Mandé), Hélène Hermil a dénombré dix mille compositeurs notoires du XIIe au XXe siècle, parmi lesquels figurent environ cinq cents compositrices.

(2) Dans le prolongement de ce congrès, la firme Calliope entreprend une collection de disques consacrée aux compositrices ; dans un premier temps elle a réalisé deux albums doubles, consacrés l'un à Clara Wieck-Schumann, l'autre à Fanny Mendelssohn-Hensel, en attendant, si le public suit, d'aborder Elisabeth Jacquet de La Guerre, Alma Mahler, Michèle Reverdy, Pauline Viardot, Claude Arrieu, Germaine Tailleferre... (Arpège-Calliope, 14, rue de la Justice, 60204 Compiègne).

(3) Marcel Vilcosqui, au terme de dix années de recherches, vient d'achever une thèse sur les femmes et la musique ; il lui reste à trouver un éditeur pour que son travail connaisse le retentissement que mérite un sujet si mal connu.

DANSE

La résistible ascension d'« Icare »

C'est une initiative émouvante qu'a eue l'Opéra d'afficher *Icare* pour sa soirée de ballets du 2 novembre. A l'époque de la création, Serge Lifar venait de publier son *Manifeste du chorégraphe*. Icare, mythe antique de l'élévation, symbole du plus léger que l'air, lui fournissait le sujet idéal pour appliquer ses théories : sur de simples rythmes frappés par des instruments à percussion, toute liberté était donnée à la danse. Unique interprète de son œuvre en 1935, Serge Lifar était la vivante incarnation de la statuaire grecque. Il se produisit une dizaine de fois sur la scène du palais Garnier. Nous le revîmes en 1949, puis il remit son rôle en 1962 à Attilio Labis, alors en pleine possession de ses moyens athlétiques, dans un admirable décor simplifié de Picasso.

Vendredi soir, ce fut Charles Jude, samedi en matinée, ce fut Patrick Dupond : celui-ci, avec son masque sauvage à la Burton, sa fougue juvénile qui lui permet tout, l'emporta dans notre esprit sur celui-là, extrêmement intéressant à sa manière. La chute de l'ange, sa dernière glissade, amputé d'une aile, ont toujours le même pouvoir pathétique. La chorégraphie des groupes accuse terriblement son âge. Il est sûr que Serge Lifar l'aurait modernisée si des raisons de santé ne l'avaient empêché de régler cette nouvelle présentation d'*Icare*, justement confiée à M. Labis ; mais la rythmique que le curieux compositeur-chef d'orchestre J.-E. Szyfer avait conçue (avec l'assistance d'Honegger, disait-on), constituait ni plus ni moins, dix ans à l'avance, la musique concrète de notre temps.

Autre chorégraphie glorieuse qui se bonifie en vieillissant : *le Sacre du printemps*, version Béjart. Le premier soir, Mlle Legrée et M. Atanassoff – lui, irremplaçable, – le lendemain, Mlle Pietragalla et M. Vu an, se sont succédé avec des interprétations diverses : Mlle Legrée, saisissante en victime de mousses hallucinogènes, Mlle Pietragalla, altière en panthère noire.

Comparaisons accablantes pour l'Américaine Lucinda Childs, dont *le Premier Orage* sur le *Concerto pour piano n° 1* de Chostakovitch, avait commencé le spectacle. La sœur converse de la post-modern dance, conquise par le néo-classicisme, déclare avoir abandonné provisoirement la musique répétitive. Sans doute pour la chorégraphie répétitive. Seuls éclairs de chaleur dans ce premier orage : la conviction de M. Jean Guizerix, artiste jusqu'au bout des chaussons, la divine beauté blonde de Mlle Nelly Guillem, la performance valeureuse enfin du corps de ballet terminant « en nage » ses girations de toupie. Dramatique !

OLIVIER MERLIN.

CINÉMA

« LA CORDE », d'Alfred Hitchcock

Champagne pour tous et pour le cadavre

A le voir aujourd'hui, *La corde (Rope)*, tourné en 1948 en Amérique par Sir Alfred Hitchcock, est un film glaçant, et raté. Dernier de la série des films bloqués par Hitchcock comme pour faire grimper leur cote, il nous arrive avec la fausse légende d'un film d'une seule pièce, d'une seule prise.

Partant d'une pièce de théâtre, Hitchcock n'est ni le premier ni le dernier à se poser le problème de ce genre d'adaptation : faut-il rester à l'intérieur ou rajouter des extérieurs, accentuer l'effet de huis-clos ou descendre dans la rue dégourdir les jambes des protagonistes, et la tension du spectateur ? Non seulement Hitchcock décide de ne pas sortir et de rester dans le studio, toutes fenêtres fermées, cerné par des lettres lumineuses géantes, faisant bouger de faux nuages, mais il ne sort pas du film.

En 1948, le film ne pouvait se tourner d'une seule traite – et il le pourrait aujourd'hui encore difficilement, à moins d'être du théâtre filmé. On attendait donc du maître du cinéma que les coutures entre les prises soient explosives, dynamiques, ironiques, relèbvent du suspens lui-même, exapèrent l'enfermement, fassent figures d'effets de narration ou d'horripilation ; qu'elles soient si invisibles qu'on les recherche en vain et qu'un moindre brio du dialogue ou sursaut les subtilise ; ou au contraire qu'elles soient si soulignées qu'elles mettent la puce à l'oreille sur tel ou tel rapport, présence ou passage d'objet, fondu obsessionnel en spirale sur un motif particulier. Ou soient, dernière solution, carrément gratuites, mais éblouissantes : juste les facéties d'un génie qui s'amuse à réussir quelque chose d'infaisable. Que l'image saute, par exemple, au momet où saute le bouchon de champagne.

Or les solutions cherchées et trouvées par Hitchcock, déjouent toute attente de ces différents points de vue : piètres, irrégulières ; soit les longues prises piquent du nez dans la tache presque noire d'un complet-veston, soit elles se raccordent sur une classique altercation de visages. Elles ne sont déterminées que par la longueur des bobines.

Bizarrement, Hitchcock s'est posé et a résolu des problèmes de forme spécifiques. à l'histoire, beaucoup plus profondément, à l'intérieur des séquences, comme par hasard, au détour d'un faux-mouvement de caméra. Car il reste la forte histoire d'un couple de jeunes hommes qui s'amusent à en zigouiller un troisième, seulement pour le vice, parce qu'un professeur de philosophie leur a tourné la tête avec des divagations nietzschéennes, qui précèdent de peu les théories nazies du surhomme. Brandon et Philip n'ont tué David que parce qu'il est « vieux-jeu », « terne », plus riche qu'eux et aussi peut-être, on nous le fait sentir, juif. Les films d'Hitchcock ont souvent grossièrement commenté l'histoire (*Lifeboat, le Rideau déchiré*). Par raffinement les meurtriers invitent les parents de la victime à venir dîner au-dessus du cadavre de leur fils. Tout le dialogue ne tient qu'à ce lugubre quiproquo.

Quand Hitchcock veut nous faire frémir à l'idée que la bonne de la maison va enfin retirer la nappe du coffre où le cadavre a été enfoui, il tire une grande force de l'immobilité soutenue et de la position du cadre. Quand le professeur de philosophie revient dans l'appartement pour raconter et dénoncer le crime qu'il n'a pas vu mais imagine, les déplacements de caméra sont les stations d'une mise en scène que l'ouverture du film contredit. Ces moments-là sont vertigineux. Mais le film entier ne tient pas le coup en regard.

HERVÉ GUIBERT.

★ Voir les grandes reprises.

■ **BERTOLUCCI EN CHINE.** – Le cinéaste italien Bernardo Bertolucci (*le Conformiste, le Dernier Tango à Paris, 1900*, etc.) va tourner en Chine une saga sur la vie de l'empereur Pu-Yi, le dernier représentant de la dynastie Mandchoue. Les autorités du pays ont donné leur accord, a annoncé le 3 novembre le ministre chinois de la culture, M. Zhu Muzi, en visite à Venise.

■ **« L'ILLUSION » REPORTÉE.** – La première représentation de *l'Illusion*, mise en scène de Giorgio Strehler, à l'Odéon-Théâtre de France est reportée, pour cause de mise au point technique, du 6 au 7 novembre, à 20 h 30. Les billets vendus pour le 6 peuvent être échangés pour toute autre date aux guichets du théâtre.

La publicité du film « Ave Maria »

A la suite de la publication dans *le Monde* d'une annonce de publicité concernant le film *Ave Maria*, l'Association Saint-Pie X nous demande, en vertu du droit de réponse prévu par l'article 13 de la loi du 29 juillet 1881, de publier le texte qui suit :

« Dans le cadre de la publicité, concernant le film Ave Maria *que vous avez publiée dans votre numéro 12 368, du 31 octobre 1984, vous avez inséré un avis qui met en cause notre association. Cet avis laisse entendre à vos lecteurs que le seul motif d'interdiction « du visuel pour l'affichage » est celui que vous avez extrait du jugement rendu le 23 octobre 1984, en état de référé, par le tribunal de grande instance de Paris, jugement confirmé par la première chambre de la cour d'appel de Paris, le 26 octobre suivant. Par cet extrait, incomplet, et, par là-même, fallacieux, vous tentez de tourner en dérision le plaideur et le juge. Il est donc nécessaire que vous reproduisiez les vrais motifs de la décision rendue, afin que vos lecteurs, informés par nous, faute de l'être par vous, puissent juger, en connaissance de cause :*

» Attendu que le film *Ave Maria* a pour thème le comportement de certaines sectes religieuses, dans leurs relations temporelles avec une humanité habitée par la foi et le mysticisme, mais aussi guettée par l'intolérance et la cupidité.

» Qu'au cours des débats, à l'audience, il a été indiqué que ce film – qui ne se veut pas blasphématoire – ne comporte aucune séquence représentant l'image-objet des affiches incriminées.

» Attendu que, dans ces conditions, cette image, dont le caractère symbolique (histoire d'un martyre) n'est ni clairement annoncé ni immédiatement perceptible – et qui pourrait tout aussi bien recouvrir une œuvre cinématographique de caractère « très spécial », ne constitue qu'une forme de raccrochage publicitaire.

» Attendu qu'en cet état, la représentation du symbole de la croix, dans des conditions de publicité tapageuse et en des lieux de passage public forcé, constitue un acte d'intrusion agressive et gratuite dans le tréfonds intime des croyances de ceux qui, circulant librement sur la voie publique, et ne recherchant aucun contact ou colloque singulier avec une œuvre ou un spectacle déterminés, se voient – hors de toute manifestation de volonté de leur part – nécessairement et brutalement confrontés à une manifestation publicitaire et commerciale, contestable et trompeuse, constitutive, en tout état de cause, d'un trouble manifestement illicite. »

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

VIE ET MORT D'ARLEQUIN : Espace Kiron (373-50-25), 20 h 30.
LE JEU DU HASARD : Grand-Hall Montorgueil (296-04-06). 20 h 30.
LA FIGURANTE DE L'OPÉRA : Ile Saint-Louis (633-48-65), 20 h 30.
L'ÉCOLE DES FEMMES : Champigny, CC Gérard-Philipe (880-90-90), 21 h.

Les salles subventionnées

SALLE FAVART (296-06-11), 19 h 30 : le Mariage secret.
COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : le Misanthrope.
BEAUBOURG (277-12-33). — Débats : 21 h : M. Fardoulis-Lagrange. — Cinéma-vidéo : nouveaux films BPI : 16 h : R. Clair ; 19 h : Jacques Becker, de C.J. Philippe. — Théâtre/danse : 20 h 30 Uccellacci, Uccellini, par la Collectivo di Parma.
THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83) : Concert : 20 h 30 : I Solisti Veneti/C. Scimone (Mozart, Schönberg, Vivaldi).

Les autres salles

ARTS-HEBERTOT (387-23-23), 21 h : Monsieur Vernet.
ATALANTE (606-11-90), 20 h 30 : Sang d'encre.
CARTOUCHERIE, Th. de la Tempête (328-36-36), I. l'Orestie ; Epée de Bois (808-39-74), 20 h : Paradoxe sur le comédien.
COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41), 21 h, Reviens dormir à l'Elysée.
DIX HEURES (606-07-48), I. 21 h : Embrasse-moi ou je tire : 22 h : Pleure pas, c'est de la politique ; II. 20 h 30 : Au secours papa, maman veut me tuer.
FONTAINE (874-74-40), 20 h 15 : les Trois Jeanne.
HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : Offenbach, tu connais ?
LUCERNAIRE (544-57-34), I. 18 h 30 : Loin du grenier ; 20 h 15 : Ubu enchaîné ; 22 h : Hiroshima mon amour. — II. 18 h 30 : la Femme fauve ; 20 h 30 : Pour Thomas ; 22 h 30 : Du côté de chez Colette. Petite salle, 22 h 30 : le Seaside rendez-vous.
LYS-MONTPARNASSE (327-88-61), 20 h : l'Ecole des filles ; 22 h 30 : Waiting for the Sun ou la Nef des fous.
MATHURINS (265-90-00), Petite salle, 21 h : Attention à la p'tite marche.
MICHEL (265-35-02), 21 h 15, On dînera au lit.
NOUVEAUTÉS (770-52-76), 20 h 30 : l'Entourloupe.
POINT VIRGULE (278-67-03), 18 h : Nicomède.
TAI THÉÂTRE D'ESSAI (278-10-79). I. 20 h 30 : l'Ecume des jours.
THÉÂTRE D'EDGAR (322-11-02), (D.) 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h, sam. 22 h et 23 h 30 : Nous on fait où on nous dit de faire.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35), 20 h 15 : Rhinocéros ; 21 h 30 : Baby or not baby ; 22 h 45 : le Président.
BLANCS-MANTEAUX (887-15-84) I. 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou ; 22 h 30 : les Secrés Monstres ; II. 20 h 15 : Super Lucette ; 21 h 30 : Deux pour le prix d'un ; 22 h 30 : Limite !
BOURVIL (373-47-84), 21 h 15 : Y'en a marr...ez vous ?
CAFÉ DE LA GARE (278-52-51), 21 h : Impasse des morts.
CAFÉ D'EDGAR (322-11-02) I. 20 h 15 : Tiens voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours. II. 20 h 15 : Ça balance pas mal ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.
PETIT CASINO (278-36-50), 21 h : Il n'y a pas d'avion à Orly ; 22 h 15 : Bonjour les ordures.
POINT VIRGULE (278-67-03), 20 h 15 : Moi, je craque, mes parents raquent.
THÉÂTRE 3 sur 4 (327-09-16), 20 h 30 : Psy cause toujours ; 22 h : J'le f'rai plus, c'est promis.

Le music-hall

CAVEAU DES OUBLIETTES (354-94-97), 21 h : Chansons françaises.
DAUNOU (261-69-14), 21 h : Pepe de Cordoba.
PALAIS DES SPORTS (828-40-90), 20 h 30 : E. Mitchell.
TROTTOIRS DE BUENOS-AIRES (260-44-41), D.), 22 h 30 : Jacinta.

La danse

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-47-77), XXII[e] Festival international de danse de Paris, 20 h : Epreuves publiques.
CENTRE MANDAPA (589-01-60), 20 h 30 : Danse Odissi.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 h : La gauche mal à droite.
DEUX ANES (606-10-26) : 21 h : Les zéros sont fatigués.

Opéra

RANELAGH (288-64-44), 21 h : la Serva padrona - la Querelle des Bouffons.

Les concerts

Théâtre de la Cité Universitaire, 20 h 30 : Quatuor Rosamonde (Haydn, Beethoven, Schubert).
Eglise Saint-Julien-le-Pauvre, 21 h : Ensemble Aureliana (Pergolèse, Banchieri).

Jazz, pop, rock, folk

ATMOSPHÈRE (249-74-30), 20 h 30 : Sun Glasses ; 22 h 30 : A. Lowman.
BERCY (341-72-04), 20 h : M. Oldfiedl.
CITHEA (357-99-26), 22 h : Pianielle.
CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : Cl. Luter.
FORUM (297-53-47), 21 h : Clavier 55.
LUCERNAIRE (544-57-34), 20 h 30 : J. Erdos.
MONTANA (548-93-08), 22 h : R. Urtreger.
PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h 30 : Cuarteto Cedron.
SUNSET (261-46-60), 22 h : F. Joly, P. Govin, F. Laiseau, B. Linck, G. Polve.
TROIS MAILLETS (354-00-79), 22 h : N. Simone.
TROU NOIR (570-84-29), 21 h 30 : M. Waldron, M. Brown.
ZENITH (240-60-00), 20 h : Kiss.

5[e] Festival de jazz de Paris

(273-06-66)

Maison de Radio-France, Auditorium 104 (524-15-16), 20 h 30 : Ensemble de jazz, Jeune philharmonie franco-allemande, A. Mangelsorff, J.-F. Jenny Clarke.

En région parisienne

MONTREUIL, salle B.-Vian (857-96-81), 21 h : Adam et Eve. — Salle Berthelot (857-96-81), 21 h : Crescendo.

Lundi 5 novembre

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)
Réservé aux abonnés.

BEAUBOURG (278-35-57)
15 h : la Colère du juste, de D. Mann ; 17 h : les Volets clos, de L. Comencini ; 19 h : la Cinémathèque présente : Femme, création et cinéma.

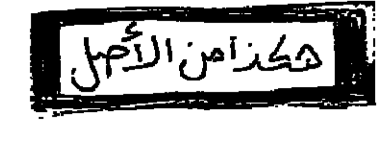
Les exclusivités

A LA POURSUITE DU DIAMANT VERT (A., v.o.) : George-V, 8[e] (562-41-46). — V.f. : UGC Opéra, 2[e] (574-93-50).
AMERIKA RAPPORTS DE CLASSE (All., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6[e] (326-58-00).
AU-DESSOUS DU VOLCAN (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1[er] (233-42-26) ; Hautefeuille, 6[e] (633-79-38) ; Marignan, 8[e] (359-92-82) ; Parnassiens, 14[e] (329-83-11).
ALSINO Y EL CONDOR (Nicaragua, v.o.) : Denfert, 14[e] (321-41-01).
L'AMOUR A MORT (Fr.) : Gaumont-Halles, 1[er] (297-49-70) ; Saint-Germain Village, 5[e] (633-63-20) ; Ambassade, 8[e] (359-19-08) ; Miramar, 14[e] (320-89-52).
L'AMOUR PAR TERRE (Fr.) : Forum Orient Express, 1[er] (233-42-26) ; Ciné Beaubourg, 3[e] (271-52-36) ; Saint-Germain Studio, 5[e] (633-63-20) ; Elysées-Lincoln, 8[e] (359-36-14) ; Lumière, 9[e] (246-49-07) ; Parnassiens, 14[e] (329-83-11).
LE BAL (Fr.-It.) Cinoches, 6[e] (633-10-82).
BAARA (Malien, v.o.) : Studio de la Harpe, 5[e] (634-25-52) ; Olympic Entrepôt, 14[e] (544-43-14).
LE BAROUDEUR (A., v.f.) : Gaîté Boulevard, 9[e] (233-67-06).
BROADWAY DANNY ROSE (A., v.o.) : Movies, 1[er] (260-43-99) ; Forum, 1[er] (297-53-74) ; Studio Alpha, 5[e] (354-39-47) ; Paramount Odéon, 6[e] (325-59-83) ; Monte Carlo, 8[e] (225-09-83) ; George-V, 8[e] (562-41-46) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15[e] (579-33-00). — V.f. : Paramount Opéra, 9[e] (742-56-31).
CARMEN (Esp., v.o.) : Calypso, 17[e] (380-03-11).
CARMEN (Franco-It., v.o.) : Publicis Matignon, 8[e] (359-31-97).
COTÉ CŒUR, COTÉ JARDIN (Fr.) : Studio Saint-Séverin, 5[e] (354-50-91).
DIVA (Fr.) : Rivoli Beaubourg, 4[e] (272-63-32).
EMMANUELLE IV (**) (V. Ang., v.f.) : George V, 8[e] (562-41-46).
ET VOGUE LE NAVIRE (It., v.o.) : Studio Galande, 5[e] (354-72-71).
L'ÉTOFFE DES HÉROS (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8[e] (561-94-95).
EUSKADI HORS D'ETAT (Fr.) : Reflet Quartier latin, 5[e] (326-84-65).
LES FAUSSES CONFIDENCES (Fr.) : Bonaparte, 6[e] (326-12-12).
LA FEMME PUBLIQUE (Fr.) (*) : Denfert, 14[e] (321-41-01).
LA FILLE EN ROUGE (A., v.o.) : Paramount City Triomphe, 8[e] (562-45-76). — V.f. : Paramount Montparnasse, 14[e] (329-90-10).
LE FUTUR EST FEMME (It., v.o.) : Lucernaire, 6[e] (544-57-34).
LES GRANDES VACANCES DE DONALD (A., v.f.) : UGC Opéra, 2[e] (574-93-50) ; Gaumont Richelieu, 2[e] (233-56-70).
GREYSTOKE, LA LÉGENDE DE TARZAN, SEIGNEUR DES SINGES (An., v.o.) : Gaumont Halles, 1[er] (297-49-70) ; Hautefeuille, 6[e] (633-79-38) ; Publicis Saint-Germain, 6[e] (222-72-80) ; Ambassade, 8[e] (359-19-08) ; Publicis Champs-Elysées, 8[e] (720-76-23) ; Bienvenüe Montparnasse, 15[e] (544-25-02) ; Kinopanorama, 15[e] (306-50-50). — V.f. : Impérial, 2[e] (742-72-52) ; Gaumont Richelieu, 2[e] (233-56-70) ; Français, 9[e] (770-33-88) ; Bastille, 11[e] (307-54-40) ; Nation, 12[e] (343-04-67) ; UGC Gobelins, 13[e] (336-23-44) ; Mistral, 14[e] (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14[e] (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15[e] (828-42-27) ; Pathé Clichy, 18[e] (522-46-01).
HISTOIRE D'O N° 2 (Fr.) (**) : Arcades, 2[e] (233-54-58).
HOLLYWOOD VIXENS (A., v.o.) (**) : Quintette, 5[e] (633-79-38).
HOTEL NEW HAMPSHIRE (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8[e] (561-94-95) ; Espace Gaîté, 14[e] (327-95-94).
IL ÉTAIT UNE FOIS EN AMÉRIQUE (A., v.o.) : Cluny Ecoles, 5[e] (354-20-12) ; UGC Marbeuf, 8[e] (561-94-95).
INDIANA JONES ET LE TEMPLE MAUDIT (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3[e] (271-52-36) ; Quintette, 5[e] (633-79-38) ; Paramount Odéon, 6[e] (325-59-83) ; George-V, 8[e] (562-41-46) ; UGC Normandie, 8[e] (359-41-18) ; Ambassade, 8[e] (359-19-08). — V.f. : Rex, 2[e] (236-83-93) ; Paramount Opéra, 9[e] (742-56-31) ; Paramount Galaxie, 13[e] (580-18-03) ; Gaumont Sud, 14[e] (327-84-50) ; Montparnos, 14[e] (327-52-37) ; Pathé Clichy, 18[e] (522-46-01) ; Tourelles, 20[e] (364-51-98).
JOURNAL INTIME (Hongrois, v.o.) : Olympic Luxembourg, 6[e] (633-97-77).
JOYEUSES PAQUES (Fr.) : Gaumont Halles, 1[er] (297-49-70) ; Berlitz, 2[e] (742-60-33) ; UGC Danton, 6[e] (225-10-30) ; Bretagne, 6[e] (222-57-97) ; Ambassade, 8[e] (359-19-08) ; UGC Normandie, 8[e] (563-16-16) ; Saint-Lazare Pasquier, 8[e] (387-35-43) ; Français, 9[e] (770-33-88) ; Hollywood Boulevard, 9[e] (770-10-41) ; Nation, 12[e] (343-04-67) ; Paramount Bastille, 12[e] (343-79-17) ; Fauvette, 13[e] (331-60-74) ; Montparnasse-Pathé, 14[e] (320-12-06) ; Gaumont Sud, 14[e] (327-84-50) ; Gaumont Convention, 15[e] (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16[e] (727-49-75) ; Paramount Maillot, 17[e] (758-24-24) ; Pathé Wepler, 18[e] (522-46-01) ; Gambetta, 20[e] (636-10-96).
LE JUMEAU (Fr.) : Rex, 2[e] (236-83-93) ; UGC Opéra, 2[e] (274-93-50) ; UGC Odéon, 6[e] (225-10-30) ; George V, 8[e] (562-41-46) ; Marignan, 8[e] (359-92-82) ; UGC Biarritz, 8[e] (723-69-23) ; Français, 9[e] (770-33-88) ; Lumière, 9[e] (246-49-07) ; Fauvette, 13[e] (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14[e] (320-12-06) ; Gaumont Sud, 14[e] (327-84-50) ; Gaumont Convention, 15[e] (828-42-27) ; Pathé Clichy, 18[e] (522-46-01).
LIBERTÉ LA NUIT (Fr.) : Saint-André des Arts, 6[e] (326-80-25) ; Olympic, 14[e] (544-43-14).
LISTE NOIRE (Fr.) : Paris Ciné I, 10[e] (770-21-71).
LOCAL HERO (Brit., v.o.) : 14 Juillet-Parnasse, 6[e] (326-58-00).
LES MALHEURS DE HEIDI (A., v.f.) : Boîte à films, 17[e] (622-44-21).
MARCHE A L'OMBRE (Fr.) : Gaumont Halles, 1[er] (297-49-70) ; Paramount Marivaux, 2[e] (296-80-40) ; Richelieu, 2[e] (233-56-70) ; UGC Opéra, 2[e] (274-93-50) ; Cluny Palace, 5[e] (354-07-76) ; Bretagne, 6[e] (222-57-97) ; Paramount Odéon, 6[e] (325-59-83) ; Colisée, 8[e] (359-29-46) ; Publicis Champs-Elysées, 8[e] (720-76-23) ; Saint-Lazare Pasquier, 8[e] (387-35-43) ; Maxéville, 9[e] (770-72-86) ; Paramount Opéra, 9[e] (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12[e] (343-79-17) ; UGC Gare de Lyon, 12[e] (343-01-59) ; Nation, 12[e] (343-04-67) ; Fauvette, 13[e] (331-56-86) ; Paramount Galaxie, 13[e] (580-18-03) ; Miramar, 14[e] (320-89-52) ; Mistral, 14[e] (539-52-43) ; Paramount Montparnasse, 14[e] (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15[e] (579-33-00) ; Gaumont Convention, 15[e] (828-42-27) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15[e] (575-79-79) ; Murat, 16[e] (651-99-75) ; Paramount Maillot, 17[e] (758-24-24) ; Paramount Montmartre, 18[e] (606-34-25) ; Pathé Clichy, 18[e] (522-46-01) ; Secrétan, 19[e] (241-77-99) ; Gambetta, 20[e] (636-10-96).

LES FILMS NOUVEAUX

AMADEUS, film américain de Milos Forman. V.O./Gaumont Halles, 1[er] (297-49-70) ; Vendôme, 2[e] (742-97-52) ; Saint-Germain Huchette, 5[e] (633-63-20) ; UGC Odéon, 6[e] (225-10-30) ; La Pagode, 7[e] (705-12-15) ; Gaumont Champs-Elysées, 8[e] (359-04-67) ; Le Paris, 8[e] (359-53-99) ; 14 Juillet Bastille, 11[e] (357-90-81) ; Escurial, 13[e] (707-28-04) ; 7 Parnassiens, 14[e] (329-83-11) ; PLM Saint-Jacques, 14[e] (589-68-42) ; Bienvenue Montparnasse, 15[e] (544-25-02) ; V.F./Rex, 2[e] (236-83-93) ; Impérial, 2[e] (742-72-52) ; Athéna, 12[e] (343-07-48) ; Miramar, 14[e] (320-89-52) ; Gaumont Sud, 14[e] (327-84-50) ; Pathé Clichy, 18[e] (522-46-01).
AMOUREUX VOLONTAIRES, film soviétique de Serguei Mikaelian. V.O./Cosmos, 6[e] (544-28-80).
AVE MARIA, film français de Jacques Richard. Forum Orient, 1[er] (233-42-26) ; Gaumont Berlitz, 2[e] (742-60-33) ; Quintette, 5[e] (633-79-38) ; Studio Cujas, 5[e] (354-89-22) ; Gaumont Colisée, 8[e] (359-29-46) ; George-V, 8[e] (562-41-46) ; Maxéville, 9[e] (770-72-86) ; Lumières, 12[e] (246-49-07) ; UGC Gare de Lyon, 12[e] (343-01-59) ; Olympic Entrepôt, 14[e] (545-35-38) ; 7 Parnassiens, 14[e] (329-83-11) ; Paramount Orléans, 14[e] (540-45-91) ; UGC Convention, 15[e] (574-93-40) ; Images, 18[e] (522-47-94).
RIVE DROITE, RIVE GAUCHE, film français de Philippe Labro. Forum Arc-en-ciel, 1[er] (297-53-74) ; Gaumont Richelieu, 2[e] (233-56-70) ; Ciné Beaubourg, 3[e] (271-52-36) ; Hautefeuille, 6[e] (633-79-38) ; Paramount Odéon, 6[e] (326-59-83) ; Marignan, 8[e] (359-92-82) ; George-V, 8[e] (562-41-46) ; Paramount City, 8[e] (562-45-76) ; Saint-Lazare Pasquier, 8[e] (387-35-43) ; Maxéville, 9[e] (770-72-86) ; Français, 9[e] (770-33-88) ; Nations, 12[e] (343-04-67) ; Bastille, 12[e] (307-54-40) ; Athéna, 12[e] (343-07-48) ; UGC Gare de Lyon, 12[e] (343-01-59) ; Fauvette, 13[e] (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14[e] (320-12-06) ; 7 Parnassiens, 14[e] (329-83-11) ; Mistral, 14[e] (539-52-83) ; UGC Convention, 15[e] (574-93-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15[e] (575-79-79) ; Mayfair, 16[e] (525-27-06) ; Paramount Maillot, 17[e] (758-24-24) ; Pathé Wepler, 18[e] (522-46-01) ; Paramount Montmartre, 18[e] (606-34-25) ; 3 Secrétan, 19[e] (241-77-99).
SOLLERS JOUE DIDEROT, film français de J.-P. Fargier. Studio 43, 9[e] (770-47-55).
LA TETE DANS LE SAC, film français de Gérard Lauzier. Forum, 1[er] (297-53-74) ; Rex, 2[e] (236-83-93) ; Paramount Marivaux, 2[e] (296-80-40) ; Paramount Odéon, 6[e] (325-59-83) ; Paramount Mercury, 8[e] (562-75-90) ; Marignan, 8[e] (359-92-82) ; Paramount Opéra, 9[e] (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12[e] (343-79-17) ; Paramount Gobelins, 13[e] (707-12-28) ; Paramount Galaxie, 14[e] (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14[e] (329-90-10) ; Paramount Orléans, 14[e] (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15[e] (579-33-00) ; Passy, 16[e] (288-62-34) ; Paramount Maillot, 17[e] (758-24-24) ; Paramount Montmartre, 18[e] (606-34-25) ; Images, 18[e] (522-47-94).
THE HIT, film britannique de Stephen Frears. Forum, 1[er] (297-53-74) ; V.O./Hautefeuille, 6[e] (633-79-38) ; George-V, 8[e] (562-41-46) ; Marignan, 8[e] (359-92-82) ; 7 Parnassiens, 14[e] (329-83-11) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15[e] (575-79-79) ; V.F./Impérial, 2[e] (742-72-52) ; Maxéville, 9[e] (770-72-86) ; La Bastille, 12[e] (307-54-40) ; Montparnasse Pathé, 14[e] (320-12-06).
THIS IS THE ARMY, film de Michael Curtiz. V.O./Olympic Luxembourg, 6[e] (633-97-77).

MARIA'S LOVERS (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3[e] (271-52-36) ; Action Rive Gauche, 5[e] (354-47-62) ; UGC Odéon, 6[e] (225-10-30) ; UGC Rotonde, 6[e] (574-94-94) ; UGC Champs-Elysées, 8[e] (561-94-95) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15[e] (575-79-79). — V.f. : UGC Opéra, 2[e] (274-93-50) ; UGC Boulevard, 9[e] (574-95-40) ; Montparnos, 14[e] (327-52-37).
LE MEILLEUR (A., v.o.) : Quintette, 5[e] (633-79-38) ; UGC Danton, 6[e] (225-10-30) ; UGC Rotonde, 6[e] (575-94-94) ; Lincoln, 8[e] (359-36-14) ; Ambassade, 8[e] (359-19-08). — V.f. : Gaumont Berlitz, 2[e] (742-60-33).
MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6[e] (326-58-00).
LE MOMENT DE VÉRITÉ (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8[e] (723-69-23). — V.f. : Paramount Marivaux, 2[e] (296-80-40) ; Ermitage, 8[e] (563-16-16) ; Paramount Montparnasse, 14[e] (329-90-10).
LE MONTREUR D'OURS (Fr.) : Le Latina, 4[e] (278-47-86).
POLICE ACADEMY (A., v.o.) : George V, 8[e] (562-41-46). — V.f. Français, 9[e] (770-33-88). ; Gaîté Rochechouart, 9[e] (878-81-77).
PRENOM CARMEN (Fr.) : Grand Pavois, 15[e] (554-46-85).
LES RIPOUX (Fr.) : Forum Orient Express, 1[er] (233-42-26) ; Rex, 2[e] (236-83-93) ; Berlitz, 2[e] (742-60-33) ; UGC Danton, 6[e] (225-10-30 ; Cluny Ecoles, 5[e] (354-20-12) ; UGC Montparnasse, 6[e] (574-94-94) ; UGC Biarritz, 8[e] (723-69-23) ; Colisée, 8[e] (359-29-46) ; UGC Normandie, 8[e] (563-16-16) ; UGC Boulevard, 9[e] (574-95-40) ; Bastille, 11[e] (307-54-40) ; UGC Gare de Lyon, 12[e] (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13[e] (336-23-44) ; Mistral, 14[e] (359-52-43) ; Montparnos, 14[e] (327-52-37) ; Gaumont Convention, 15[e] (828-42-27) ; Murat, 16[e] (651-99-75) ; Pathé Clichy, 18[e] (522-46-01) ; Gambetta, 20[e] (636-10-96).
SOUVENIRS SOUVENIRS (Fr.) : Gaumont Halles, 1[er] (297-49-70) ; Berlitz, 2[e] (742-60-33) ; UGC Danton, 6[e] (225-10-30) ; Bretagne, 6[e] (222-57-97) ; Ambassade, 8[e] (359-19-08) ; Biarritz, 8[e] (723-69-23).
LES NUITS DE LA PLEINE LUNE (Fr.), 7[e] Art Beaubourg, 4[e] (278-34-15) ; Quintette, 5[e] (633-79-38) ; Marignan, 8[e] (359-92-82) ; Parnassiens, 14[e] (329-83-11).
PARIS, TEXAS (A., v.o.) : Movies 1[er] (260-43-99) ; Ciné Beaubourg, 3[e] (271-52-36) ; Panthéon, 5[e] (354-15-04) ; Saint-André-des-Arts, 6[e] (326-80-25) ; La Pagode, 7[e] (705-12-15) ; Marignan, 8[e] (359-92-82) ; UGC Biarritz, 8[e] (723-69-23) ; 14 Juillet Bastille, 11[e] (357-90-81) ; Escurial, 13[e] (707-28-04) ; Parnassiens, 14[e] (329-83-11) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15[e] (575-79-79). — V.f. : Rex, 2[e] (286-83-93) ; UGC Montparnasse, 6[e] (575-94-94) ; UGC Boulevard, 9[e] (574-95-40) ; UGC Convention, 15[e] (574-93-40) ; Images, 18[e] (522-47-94).
SPLASH (A., v.o.) : UGC Danton, 6[e] (225-10-30). — V.f., Grand Rex, 2[e] (236-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3[e] (271-52-36) ; UGC Montparnasse, 6[e] (574-94-94) ; Biarritz, 8[e] (723-69-23) ; UGC Ermitage, 8[e] (563-16-16) ; UGC Boulevard, 9[e] (574-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12[e] (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13[e] (336-23-44) ; Montparnos, 14[e] (327-52-37) ; Mistral, 14[e] (359-52-43) ; UGC Convention, 15[e] (574-93-40) ; Murat, 16[e] (651-99-75) ; Images, 18[e] (522-47-94) ; Secrétan, 19[e] (241-77-99).



SPECTACLES

SUPERGIRL (A., v.o.) : Paramount City Triomphe, 8e (562-45-76). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

STAR WAR LA SAGA (A., v.o.), **LA GUERRE DES ÉTOILES, L'EMPIRE CONTRE-ATTAQUE, LE RETOUR DU JEDI** : Escurial, 13e (707-28-04) ; Balzac (v.o., v.f.), 8e (561-10-60).

SUDDEN IMPACT (LE RETOUR DE L'INSPECTEUR HARRY) (A., v.f.) (*) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

LE TARTUFFE (Fr.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

TOP SECRET (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; UGC Ermitage, 8e (563-16-16). – V.f. : UGC Rotonde, 6e (575-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-93-40).

LA TRICHE (Fr.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

LES TROTTOIRS DE BANGKOK (Fr.) (**) UGC Marbeuf, 8e (561-94-95) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).

LA ULTIMA CENA (Cub., v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01).

UN AMOUR DE SWANN (Fr.) : Calypso, 17e (380-03-11).

UN DIMANCHE A LA CAMPAGNE (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34) ; Paris Loisirs Bowling, 18e (606-64-98).

LE VOL DU SPHINX (Fr.) : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

VOLS ENTRE RÊVE ET RÉALITÉ (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80).

UN BON PETIT DIABLE (Fr.) : Calypso, 17e (380-03-11).

Les grandes reprises

ALIEN (A., v.o.) (*) : Châtelet Victoria, 1er (508-94-14); République Cinémas, 11e (805-51-34); Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

ALICE DANS LES VILLES (All., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

L'AMI AMÉRICAIN (All., v.o.) : Reflet Quartier Latin, 5e (326-84-65); Action Christine Bis, 6e (329-11-30); Marbeuf, 8e (561-94-95); Action La Fayette, 9e (329-79-89).

L'ARNAQUE (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

LES ARISTOCHATS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (267-63-42).

L'ASCENSEUR (A., v.f.) (*) : Arcades, 2e (233-54-58).

AU FIL DU TEMPS (All., v.o.) : 14 Juillet Racine, 6e (326-19-68).

L'AURORE : Logos-I, 5e (354-42-34).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).

BARBEROUSSE (Jap., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (532-91-68).

BARRY LYNDON (Angl., v.o.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Boîte à films, 17e (622-44-21).

BIQUEFARRE (Fr.) : Olympic-Entrepôt, 14e (544-43-14).

BLADE RUNNER (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71).

BLANCHE-NEIGE (A., v.f.) : Napoléon, 17e (267-63-42).

LE CHAT QUI VENAIT DE L'ESPACE (A., v.f.) : Napoléon, 17e (267-63-42).

LES CHAUSSONS ROUGES (A., v.o.) : Balzac, 8e (561-10-60).

CE PLAISIR QU'ON DIT CHARNEL (A., v.o.) (*) : Champo, 5e (354-51-60).

LA CINQUIÈME COLONNE (A., v.o.) : Action Christine Bis, 6e (329-11-30).

LA CORDE (A., v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26); Reflet Médicis, 5e (633-25-97) ; Action Christine, 6e (329-11-30); Elysées Lincoln, 8e (359-36-14); George-V, 8e (562-41-46); Action La Fayette, 9e (329-79-89); 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81); Parnassiens, 14e (320-30-19); 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. Paramount Marivaux, 2e (296-80-40); UGC Opéra, 2e (574-93-50); Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

LE CRI (It., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).

LES DAMNÉS (It., v.o.) (*) : Champo, 5e (354-51-60).

DE L'AUTRE COTÉ DE L'IMAGE (Fr.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).

DÉLIVRANCE (A., v.o.) (*) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

LE DERNIER TANGO A PARIS (It., v.o.) (**) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bots.-A. v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).

DON GIOVANNI (It., v.o.) : Cluny-Palace, 5e (354-97-76).

EMMANUELLE (Fr.) (**) : Paramount City Triomphe, 8e (562-45-76).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

L'ÉNIGME DE KASPAR HAUSER (All., v.o.) : St-Ambroise, 11e (700-89-16).

L'ÉTAT DES CHOSES (A., v.o.) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

EXCALIBUR (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

FAME (A., v.o.) : André-Bazin, 13e (337-74-39).

LA FEMME FLAMBÉE (A., v.o.) (**) : Grand Pavois, 15e (556-46-85).

FARREBIQUE (Fr.) : Olympic Entrepôt, 14e (544-43-14).

FRANKENSTEIN JUNIOR (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-56).

GLORIA (A., v.o.) : Sam., dim., Ciné 13 Première, 18e (259-62-75).

L'HOMME AU COMPLET BLANC (A., v.o.) : Logos-II, 5e (354-42-34).

HOTEL DU NORD (Fr.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).

L'IMPORTANT C'EST D'AIMER (Fr.) (**) : Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Boîte à films, 17e (622-44-21).

J'AI LE DROIT DE VIVRE (A., v.o.) : Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23) ; Olympic Marylin, 14e (544-43-14).

JÉSUS DE NAZARETH (Fr.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).

LAURA (A., v.o.) : Action Christine Bis, 6e (329-11-30) ; Mac Mahon, 17e (380-24-81).

LAWRENCE D'ARABIE (A., v.o.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

LIQUID SKY (A., v.o.) (**) : Cinoches, 6e (633-10-82).

LA LÉGENDE DU GRAND JUDO (Jap., v.o.) : République Cinémas, 11e (805-51-33).

LILI MARLEEN (All., v.o.) : Rivoli, 4e (272-63-32).

LA MAIN AU COLLET (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17).

MALEVIL (Fr.) : Rialto, 19e (607-87-61).

MERLIN L'ENCHANTEUR (A., v.f.) : Napoléon, 17e (267-63-42).

METROPOLIS (All.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Calypso, 17e (380-30-11).

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).

LA MORT EN CE JARDIN (Fr.) : Logos II, 5e (354-42-34).

NOBLESSE OBLIGE (A., v.o.) : Logos II, 5e (354-42-34).

NUAGES FLOTTANTS (Jap., v.o.) : Rialto, 19e (607-87-61).

LA NUIT DE VARENNES (Fr.) : Cinéma Présent, 19e (203-02-55).

L'OMBRE D'UN DOUTE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (329-11-30).

ORANGE MÉCANIQUE (A., v.o.) (**) : Studio Galande, 5e (354-72-71).

PARSIFAL (All., v.o.) : Calypso, 17e (380-30-11).

PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) (*) : Châtelet Victoria (h.sp.), 1er (508-94-14).

PINK FLOYD THE WALL (A., v.o.) : Club de l'Etoile, 17e (380-42-05).

LA POURSUITE INFERNALE (A., v.o.) : Contrescarpe, 5e (325-78-37).

RASHOMON (Jap., v.o.) : St-Lambert, 15e (532-91-68).

RUE CASES NEGRES (Fr.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).

RUSTY JAMES (A., v.f.) : Paris Loisirs Bowling, 18e (606-64-98).

SCIUSCIA (It., v.o.) : Reflet Quartier Latin, 5e (326-84-65).

SEPT ANS DE RÉFLEXION (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (325-72-07) ; Balzac, 8e (561-10-60).

SUNSET BOULEVARD (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56).

SPARTACUS (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (329-44-40).

TAXI DRIVER (A., v.o.) (**) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

THE BLUES BROTHERS (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

THE ROSE (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56).

ZABRISKIE POINT (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

YOYO (Fr.) : Cinéma Présent, 19e (203-02-55).

Les festivals

CARLOS SAURA (v.o.), Le Latina (ex-Marais), 2e (278-47-86), Maman a cent ans ; République cinémas, 11e (805-51-33), 20 h : Vivre vite (**).

CINÉ FLINGUE (v.o.), Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77), Pendez-moi haut et court ; Les ruelles du malheur ; l'Homme aux bras d'or ; Ça commence à Vera Cruz.

ÉRIC ROHMER : ÉLOGE A LA RIGUEUR, Denfert, 14e (321-41-01), 18 h : la Femme de l'aviateur ; 20 h : le Genou de Claire ; 16 h : la Carrière de Suzanne, la Boulangère de Monceau.

JAMES BOND (v.f.), Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), 16 h : Jamais plus jamais.

WOODY ALLEN (v.o.), Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), 20 h : Woody et les robots ; 18 h 15 : Intérieurs ; 22 h : Manhattan.

LAUREL ET HARDY, Action Ecoles, 5e (325-72-07), la Bohémienne.

ROBERTO ROSSELLINI : LE CINÉMA RÉVÉLÉ, Studio 43, 9e (770-63-40), 19 h : Stromboli ; 18 h : Beaubourg centre d'art et de culture ; 19 h 30 : Sollers joue Diderot.

Les séances spéciales

A BOUT DE SOUFFLE MADE IN USA (A., v.o.) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77), 24 h.

CHARIOTS DE FEU (Brit., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21), 20 h 15.

CUL-DE-SAC (Pol., v.o.) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77), 24 h.

FORT SAGANNE (Fr.) Calypso, 17e (380-30-11) 19 h 20.

LE MONDE SELON GARP (v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21), 19 h 5.

LES SEPT SAMOURAIS (Jap., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 20 h 50.

VIVRE VITE (Esp., v.o.) (**) : République-Cinémas, 11e (805-51-33), 20 h.

WOODY ET LES ROBOTS (A., v.o.) : St-Ambroise, 11e (700-89-16), 20 h.

RADIO-TÉLÉVISION

Lundi 5 novembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Cinéma : Cousin, cousine.
Film français de J.-C. Tacchella (1975), avec M.-C. Barrault, V. Lanoux, M.-F. Pisier, G. Marchand, G. Garcin (Rediffusion).
Un homme et une femme dont les mariages sont des échecs s'éprennent l'un de l'autre et affichent leur liaison comme un défi du bonheur contre l'hypocrisie. Cette comédie de mœurs anticonformiste et teintée d'humour noir a remporté un succès commercial inattendu et conquis le public américain.

22 h 10 Etoiles et toiles.
Emission de Frédéric Mitterrand et Martine Jouando.
*Un hommage aux studios Universal, avec des interviews de Rock Hudson et de Walter Hill ; portrait de D. O'Selznick, réalisateur d'*Autant en emporte le vent.

23 h 05 Journal.
23 h 25 C'est à lire.
23 h 30 Clignotant.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 Magazine : L'heure de vérité.
Animé par F.-H. de Virieu, réal. J.-L. Leridon.
M. Raymond Barre, ancien premier ministre, répond aux questions d'Alain Duhamel et d'Albert du Roy (A 2), et de Serge July, directeur de « Libération ».

21 h 50 Le petit théâtre.
« Chagrin d'amour », de Sacha Guitry.
Pièce représentée pour la première fois à Paris en 1931. Le poète Florian, Martini le compositeur, M. Bertin ami des arts et des artistes, et Sophie Arnould, fracassante diva... Les marivaudages du divin Guitry.

22 h 20 Téléfilm : Amour, rue de Lappe.
Production INA, réal. D. Gheerbrant.
Une intrusion dans la « famille » de la rue de Lappe : émigrés venus d'Auvergne ou du Maghreb, jeunes en rupture de ban qui se retrouvent dans les bistrots de la rue pour parler de tout... et de rien. Un univers chaleureux et insolite que l'on découvre avec bonheur.

23 h 20 Journal
23 h 35 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Cinéma : Eaux profondes.
Film français de M. Deville (1981), avec I. Huppert, J.-L. Trintignant, C. Benedetti, B. Bonvoisin, P. Clevenot.
Un fabricant de parfums établi dans l'île de Jersey semble tolérer les aventures amoureuses de sa femme, mais laisse entendre qu'il a tué un de ses amants de passage. Mise en scène suggestive, raffinée, inquiétante de la psychologie des profondeurs selon un roman de Patricia Highsmith. Michel Deville a dirigé admirablement la relation perverse et mystérieuse du couple Isabelle Huppert J.-L. Trintignant.

22 h 5 Journal.
22 h 30 Thalassa.
23 h 15 Vidéo à la chaîne.
23 h 20 Prélude à la nuit.

FR 3 PARIS ILE-DE-FRANCE

17 h 5, Humeur-humour ; 17 h 10, Flamenco ; 17 h 25, Un peintre au quotidien ; 17 h 45, Chansons-puzzle ; 17 h 55, Histoire d'eau ; 18 h 5, Dessin animé : Inspecteur Gadget (et à 18 h 55) ; 18 h 30, Sports ; 19 h, Feuilleton : l'Age heureux ; 19 h 15, Informations ; 19 h 50, Atout PIC.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 La Mouche, de Henri Weitzmann.
21 h 30 Musique : Latitudes, musiques traditionnelles.
22 h 30 Nuits magnétiques : « Ça suit son cours ».

FRANCE-MUSIQUE

20 h Le temps du jazz : les inédits de l'âge classique.
20 h 30 Concert (en direct de l'église Saint-Vincent de Marcq-en-Barœul) : œuvres de Vivaldi, Locke, Purcell, Farina, Couperin, Daquin, Marais, Rebel, par The Academy of Ancient Art, dir. et clavecin C. Hogwood, sol. S. Preston, flûte, C. Mackintosh, violon...
23 h Les soirées de France-Musique : Luc Boudy.

Mardi 6 novembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

11 h 20 TF1 Vision plus.
11 h 50 La une chez vous.
12 h Feuilleton : Gorri le diable.
12 h 30 La bouteille à la mer. *Nana Mouskouri.*
13 h Journal.
13 h 45 A pleine vie.
13.50 Série : Enquête en direct ; 14.45, Ces chers disparus : Pierre Larquey ; 15.00 Reprise : chronique d'une famille française ; 15.55 Les choses du mardi : Souvenirs militaires de 14-18.
17 h 20 Histoire naturelle. *Peut-on encore chasser en Sologne ?*
17 h 55 Mini-journal pour les jeunes.
18 h 10 Le village dans les nuages.
18 h 30 Série : Danse avec moi. Feuilleton brésilien.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Cocoricocoboy.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord pas d'accord (INC).
20 h 35 Les grandes expéditions de l'équipe Cousteau.
Les dragons des Galapagos. Constellation de blocs volcaniques perdus dans le Pacifique, l'un des rares endroits où vivent les iguanes marins. Les hommes de la Calypso *les ont suivis jour et nuit...*

21 h 35 Bravos.
Emission de José Artur et Clément Garbisu.
Le dernier numéro de ce magazine de l'actualité théâtrale. Au sommaire : « le Dindon » *de Feydeau,* « les Temps difficiles » *d'E. Bourdet,* « Don Juan », *etc.*

22 h 25 Présentation de la soirée spéciale « élections américaines ».
TF 1 organise une nuit spéciale à l'occasion des élections aux Etats-Unis. L'antenne restera ouverte de 0 h 40 à 9 heures le mercredi matin (détails à 0 h 40).

22 h 35 Cinéma : les Hommes du président.
Film américain d'A.-J. Pakula (1976), avec D. Hoffman, R. Redford, J. Warden, M. Balsam, H. Holbroock, J. Robers (Rediffusion).
Deux journalistes du « Washington Post » mènent une enquête sur le cambriolage de l'immeuble du Watergate et découvrent une affaire d'État. La reconstitution minutieuse de la vie d'un grand journal américain est plus forte que l'analyse politique des événements qui amenèrent la chute du président Nixon. Joués par des vedettes, les reporters sont devenus des héros hollywoodiens.

0 h 40 Elections américaines.
Soirée spéciale en direct du studio 1. Yves Mourousi, Dominique Bromberger et Simon Serfaty accueilleront des spécialistes des problèmes américains. En duplex, des studios de CBS à Washington, Gérard Saint-Paul recevra des invités. D'autres duplex et des reportages sont prévus à Paris, où sont réunies des équipes de journalistes américaines. Vers 4 h. du matin, estimation définitive des résultats et analyses avec les invités. A 7 heures, résumé en direct de l'ambassade des Etats-Unis, puis rappel, vers 8 heures, des résultats avec M. Ewan Galbraith, ambassadeur des Etats-Unis à Paris ; réactions à Bonn et à Moscou. L'émission, qui réunira également une centaine d'invités du monde des affaires, de la politique et du journalisme, se terminera vers 9 heures.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 Antiope.
12 h Journal et météo.
12 h 10 Jeu : L'académie des neuf.
12 h 45 Journal.
13 h 30 Feuilleton : Les amours des années 50.
13 h 45 Aujourd'hui la vie.
14 h 50 Série : Timide et sans complexe.
15 h 40 Reprise : La chasse aux trésors.
16 h 45 Le journal d'un siècle. De L. Beriot.
Edition 1890 : les États-Unis deviennent cette année-là la première puissance mondiale, surclassant l'Angleterre. La France, elle, pousse ses pions en Afrique.
17 h 45 Récré A2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord pas d'accord (INC).
20 h 40 Les dossiers de l'écran : la Race des seigneurs
Film français de P. Granier-Deferre (1973), avec A. Delon, S. Rome, J. Morean, C. Rich, J.-M. Bory, L. Seigner (Rediffusion).
Un jeune député appartenant à un parti de gauche, mène des intrigues pour obtenir un portefeuille ministériel. Il est gêné par sa liaison avec une « cover-girl » trop amoureuse. Dans cette libre adaptation d'un roman de Félicien Marceau, le conflit des sentiments et de l'arrivisme est escamoté. On s'intéresse surtout à l'interprétation d'Alain Delon en jeune loup de la politique.

22 h Débat : Grandeur et servitude de la vie publique.
Goût du pouvoir, sincérité, vie publique et vie privée des hommes politiques. Quel rôle jouera sur eux le développement des médias ? Avec les journalistes Catherine Nay, Jean Ferniot, Philippe Tesson, René Andrieu, l'historien Pierre Miquel et le romancier Félicien Marceau.

23 h 15 Journal.
23 h 30 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

17 h Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions.
19 h 55 Dessin animé : Lucky Luke.
20 h 5 Les jeux.
20 h 30 D'accord pas d'accord (INC).
20 h 35 Cinéma : le Bossu.
Film français d'A. Hunebelle (1959), avec J. Marais, Bourvil, S. Selman, F. Chaumette, J. Le Poulain, P. Cambo (Rediffusion).
A Paris, sous la Régence, un bossu joue un curieux rôle dans la lutte d'un chevalier errant qui veut faire rendre sa mère et sa fortune à une héritière dépossédée par un gentilhomme assassin. L'imagination feuilletonesque de Paul Féval est réduite, ici, à des images et une intrigue assez plates. Seul, Jean Marais a du panache.
22 h 20 Journal.
22 h 50 Vidéo à la chaîne.
22 h 55 Musiclub. *« Playback », de Jacques Loussier.*

FR 3 PARIS ILE-DE-FRANCE

17 h 5, Drôles d'histoires ; 17 h 12, Paire de bofs ; 18 h 40, Albert Camus ; 18 h 55, Dessin animé : Inspecteur Gadget ; 19 h, feuilleton ; l'Age heureux ; 19 h 15, Informations ; 19 h 50, Atout PIC.

FRANCE-CULTURE

7 h Le goût du jour : semaine chinoise.
8 h 15 Les enjeux internationaux.
8 h 30 Les chemins de la connaissance : le vin dans sa gloire (Et à 10 h 50 : cherchez la voix.)
9 h 5 La matinée des autres : troubadours et contes populaires de Turquie.
10 h 30 Musique : miroirs (et à 17 h).
11 h 10 L'école des parents et des éducateurs : être ou ne pas être dans l'école.
11 h 30 Feuilleton ; La San Felice.
12 h Panorama.
13 h 40 Instantané, magazine musical.
14 h Un livre, des voix : « Le Volkameria », de Marie-Thérèse Humbert.
14 h 30 L'ancien combattant alcoolique au crâne en planche à lessive, de Henry Miller.
15 h 30 Les mardis du cinéma : Steven Spielberg ou les délices de l'aventure.
17 h 10 Le pays d'ici : en direct de Seine-et-Marne.
18 h Subjectif : Agora.
19 h 30 Perspectives scientifiques : M. Tomkins explore l'atome ; la joyeuse troupe des électrons.
20 h Musique, mode d'emploi.
20 h 30 Pour ainsi dire : les lettres d'Eluard et Gala.
21 h Jean Tardieu, l'artisan de la langue ; l'homme de l'arrière-monde.
21 h 30 Musique : Diagonale, ou l'actualité de la chanson ; libre-parcours variétés.
22 h 30 Nuits magnétiques : qui c'est Fanon ? Les oreilles d'Amman ou les juifs du pape.

FRANCE-MUSIQUE

6 h Musique légère.
7 h 10 Actualité du disque : à 8 h 45, En fanfares.
9 h 8 Le matin des musiciens : « Capriccio ».
12 h 5 Concert : œuvres de Gesualdo, Poglietti, Bach, Rameau, Haendel par Noëlle Spieth, clavecin.
13 h 32 Repères contemporains.
14 h 30 Les enfants d'Orphée : un dimanche à la campagne.
15 h Musique et musiciens du Nord : redécouvrir André Cluytens ; à 16 h 30, profil d'Albert Roussel.
18 h Concert (en direct du Palais des Congrès) : œuvres de Brahms, Duparc, Loewe, par L. Baumann, baryton, C. Ivaldi, piano.
19 h 15 L'imprévu.
20 h Le temps du jazz : les inédits de l'âge classique.
20 h 30 Concert « Don Quichotte », de R. Strauss, « Atmosphères », de Ligetti, « Taras Bulbas », de Janacek par l'Orchestre national de France, dir. G. Kuhn, sol. H. Derrien, violoncelle.
23 h Les soirées de France-Musique : Jazz-club.

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 5 NOVEMBRE

– *M. François Guillaume*, président de la FNSEA, est l'invité de l'émission « Face au public », sur France-Inter, à 19 h 15.

– *M. Raymond Barre*, ancien premier ministre, participe à « L'heure de vérité », sur A 2, à 20 h 35.



COMMUNICATION

UN CANAL DE PLUS

VU

Petits fours et vidéo-clips

Quelques instants d'émotion, des balbutiements. Dimanche 4 novembre, 8 heures. M. André Rousselet, président de Canal Plus (et du groupe Havas), cherche un peu ses mots pour souhaiter la bienvenue aux téléspectateurs. Les premières images sont légèrement embuées. La quatrième chaîne de télévision prend vie. Et, comme pour toute naissance, la famille a des airs quelque peu empruntés. Heureusement, Gérard Depardieu était là, en invité. Il n'avait pas le trac, lui. Une vraie bouffée de décontraction.

La voilà enfin, cette télé du matin sur Canal Plus. A quoi ressemble-t-elle ? On en a eu une certaine idée. Encore que les programmes à venir ne correspondront pas exactement à celui qui a été montré : des flashes d'actualité ultrarapides (peu d'images, c'est dommage), un bon bulletin météo illustré de cartes plus parlantes que celles auxquelles on est accoutumé, de la gymnastique douce, des petits *« trucs »* culinaires, des chanteurs *« hautement branchés »*...

Bref, dès potron-minet, deux heures de télévision d'ambiance, à l'américaine, avec une succession d'émissions qu'on pouvait lâcher et reprendre à tout moment. Même la surface de l'écran portait la marque d'outre-Atlantique : au bas de l'image — *ce qui la rétrécissait d'autant* — s'inscrivaient en permanence, l'heure et les titres des émissions en cours. Et les productions françaises, alors ?

Pour changer un peu, vers 13 heures, après Belmondo, tout de même, dans *l'As des As*, on est passé sur TF 1, car, côté informations, Canal Plus c'était plutôt succinct. Surprise ! On voit la première interview du nouveau chef du gouvernement indien, M. Rajiv Gandhi. Malicieuse, la sœur aînée propose *aussi une séquence* montrant comment fonctionne le décodeur, ce sésame de Canal Plus, et souhaite, confraternellement, bonne chance à la nouvelle venue.

Mais le clou de la journée a été la réception offerte dans les studios de la rue Olivier-de-Serres. Une foule dense s'y est écrasée tout l'après-midi. M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, disparaissait parmi les vedettes du cinéma, du spectacle, de la chanson. Sourires, congratulations, encouragements. Prudence, aussi : *« Il faut voir ce que cela va donner »*... Le tout entrecoupé de chansons et de clips qui doublonnaient quelque peu avec le *« Top 50 » de la mi-journée et...* les productions des autres chaînes...

Nous, les téléspectateurs, *nous sentions assez étrangers* à cette fête. On attendait que les invités se retirent pour retrouver le vrai Canal Plus. C'est arrivé, à 19 h 15, avec le « Club de la presse », auquel on assistait pour la première fois en direct des studios d'Europe 1.

ANITA RIND.

Pri-vé

La vieille garde du service public était là, *Pierre Sabbagh* et Catherine Langeais en tête. Les cadets aussi, avec Christine Ockrent, François-Henri de Virieu... Et même les benjamins : Marie-Christine Debourse, mademoiselle forme sur TF1, avait à l'antenne un air gourmand pour la première télévision privée. On en croquerait bien de ce gâteau-là ! Et toutes ces vedettes qui déclinent : concurrence, compétition, émulation...

André Rousselet, le grand patron, rayonne. Philippe Ramond tire sur sa pipe, Pierre Lescure mâche du chewing-gum. Les *princes* d'un jour de la fête du show-biz, du ciné et des médias flottent dans la mer d'invités qui se bousculent au rez-de-chaussée de la tour Olivier-de-Serres. Et des jeunes, beaucoup de jeunes, qui vous donnent à ce lever de rideau de la démonopolisation un petit air branché.

Les deux ministres présents, Georges Fillioud et son éternel nœudpapillon, Jack Lang le col de chemise *ouvert*, *font assaut de modestie*. Jacques Chirac aura beau dire ensuite, devant les journalistes du « Club de la presse », que la main de l'État (socialiste) pèse encore sur ce nouveau canal, on n'y croit plus guère. Pri-vé ! Il nous gâcherait presque la joie d'avoir enfin un surcroît d'images.

Des mécontents, il y en a pourtant eus. Tous ceux qui n'ont pas eu de chance avec le réglage de leur poste pour obtenir la quatrième chaîne, en clair ou en *décodé*. C'est *rageant*, quand on a fait tout ce qu'il fallait pour être parmi les premiers au nirvana de la nouvelle télévision.

Y.A.

« PIRATEZ CANAL PLUS »

Les promoteurs des « télévisions libres » par voie hertzienne ne saluent pas la naissance de Canal Plus à l'unisson des milieux politico-médiatiques. Pour M. Michel Fiszbin, l'un des animateurs d'Antène 1 (saisie en son temps), les récentes déclarations de M. Georges Fillioud, secrétaire d'État chargé des techniques de la communication, montrent que *« les ondes resteront la chasse gardée de l'État, des municipalités et des oligolo-ples internationaux de la communication »*.

Une seule solution : *« pirater activement Canal Plus par tous les moyens »* et *« multiplier les expériences de télés libres ». « La télé du Président et de ses copains (service public et Canal Plus), la télé de Monsieur le maire (le câble), la télé des rois et des princes (RTL-TV, Télé-Monte-Carlo), la télé supranationale (par satellite), c'est très bien mais ça ne suffit pas. Nous voulons la libre circulation des images et la liberté d'expression audiovisuelle. Nous l'aurons »*, conclut M. Michel Fiszbin.

CARNET

Naissances

— M. et Mme Jean RIGOTARD sont heureux d'annoncer la naissance de leur petit-fils,

Maxime,

chez Mila et Bruno,
22, rue d'Estienne-d'Orves,
92130 Issy-les-Moulineaux,

le 22 octobre 1984.

Décès

— Mme Maurice Djian,
M. et Mme Djian-Ortiz
et leurs enfants,
M. et Mme Djian-Lascar
et leurs enfants,
M. et Mme Duris
et leurs enfants,
Mlle Dominique Djian,
Les familles Djian, Dayan, Bensidon, Charbit,

ont la douleur de faire part du décès de

Maurice DJIAN,
conseiller honoraire
à la cour d'appel de Versailles.

Obsèques : cimetière des Gonards, Versailles, mardi 6 novembre, à 9 h 30.

9, rue Parc-de-Clagny,
78-Versailles.

— Mme Jean Ehrmann,
Ses enfants Jean-Pierre, Michel, René,
Ses petits-enfants,
font part du décès de

M. Jean EHRMANN,

survenu le 2 novembre à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

81, avenue de Villiers,
75017 Paris.

— L'UER de philosophie,
Le personnel, ses collègues et ses amis de l'université de Provence
ont la tristesse de faire part du décès de

Bernard FAUQUET,
maître de conférences,

survenu le 27 octobre 1984, à Aix-en-Provence.

— M. et Mme Michel Gatet,
Mme Maurice Soleilhac,
M. et Mme Louis Tournebize,
Mme Pierre Malhaire,
Ses enfants,
Ses vingt-quatre petits-enfants et dix-sept arrière-petits-enfants,
Les familles Vigouroux, Vendroux,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Aimé GATET,
née Raymonde Vigouroux,

survenu le 1er novembre 1984 dans sa quatre-vingt-cinquième année.

Le service religieux sera célébré le 6 novembre, à 14 h 30, en l'église Sainte-Marie-Madeleine de Massy, suivi de l'inhumation dans le caveau de famille à La Garenne-Colombes (92).

8, avenue Nationale,
91300 Massy.
54, rue Delpech,
80000 Amiens.

— M. Christophe Heckly,
Les familles Heckly, Littner, Klein, Schrey,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Etienne HECKLY,
née Elisabeth Schrey,

survenu *le 31 octobre* 1984, dans sa soixante-quatorzième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Pierre-Saint-Paul, place Hérold à Courbevoie, le mardi 6 novembre, à 10 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

15, rue Armand-Silvestre,
92400 Courbevoie.

— Ses amis ont le regret de faire part du décès de

Mme Alice Valéri JAHIER,
écrivain,

survenu à Paris, le 23 octobre 1984.

— A tous ceux qu'il a connus à Paris et en France,
Le Centre de l'université de Californie

a la profonde tristesse d'annoncer la mort d'un de ses étudiants,

John M. LARSON,

survenue dans un accident de train en Angleterre, le 23 octobre.

1, place de l'Odéon,
Paris-6e.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Guy de LESMADEC,

survenu subitement le 25 octobre 1984 à l'âge de cinquante-deux ans.
De la part de
Sa mère,
Mme Thébault de Lesmadec,
Son épouse,
Mme Guy de Lesmadec, née Michelle de Boynes,
Ses filles,
Anne et Guénaëlle,
Son frère, sa belle-sœur,
M. et Mme Michel Maurin
et leurs enfants.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, à Garches, le 27 octobre.
Cet avis tient lieu de faire-part.
9, sente des Quatre-Chemins,
92380 Garches.
7, résidence la Lisière du Golf,
92380 Garches.
Le clos Argia, 64210 Guéthary.

— Mme de Maulde,
sa mère,
M. et Mme Bruno de Maulde,
Ses frère et sœur,
Françoise, Cécile et Anne de Maulde,
ses nièces,

ont la douleur de faire part de la perte cruelle qu'ils viennent d'éprouver en la personne du

docteur François de MAULDE,

décédé le 22 octobre à Montauban.

16, boulevard Garrisson,
82000 Montauban.
4, rue Michelet,
75006 Paris.

— *On nous prie d'annoncer le décès*, survenu le 31 octobre 1984 à son domicile, de

Robert SCHULMANN,
dit Prinçay,

âgé de soixante-douze ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

De la part de
M. et Mme Jean Schulmann,
M. et Mme Claude Schulmann
et leurs enfants,
Et de Mmes Paulette Berro et Jeanne Démereau.

14, rue Rougemont,
75009 Paris.

— M. et Mme Robert Berson,
M. et Mme Paul-Daniel Spillmann,
Paul-Louis et Vincent Spillman,
Mme Thérèse Perreau,
fidèle et dévouée amie de la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Jacques SPILLMANN,
née Marie-Anne Peret,

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

1 *bis*, avenue de Breteuil,
75007 Paris.

Remerciements

— Mme Ida Bloch,
M. François Jacob,
Pierre Jacob et Marie-Noëlle de Rohozinska,
Odile et Bernard Jacob-Gotlieb,
Laurent et *Françoise* Jacob,
Henri Jacob,

dans l'impossibilité de répondre à chacun des très nombreux témoignages d'amitié et d'affection reçus à l'occasion du décès de

Lise JACOB,

prient tous ceux qui se sont associés à leur douleur de trouver ici l'expression de leur reconnaissance.

Anniversaires

— Pour le quatrième anniversaire du décès du

**docteur Jacques
PODRABINEK-BIERNACKI,**

une pensée affectueuse de la part de ceux qui l'ont connu et aimé.

Services religieux

— Le Consistoire israélite de Paris communique qu'une cérémonie, présidée par M. René-Samuel SIRAT, grand rabbin de France, à la mémoire des soldats morts pour la France, sera organisée le

jeudi 8 novembre 1984 à 18 h 30,

à la synagogue, 44, rue de la Victoire, 75009 Paris, par le Comité du souvenir et des manifestations nationales.

Messes anniversaires

— **Madeleine DELBREL**
nous quittait il y a vingt ans.

Une messe anniversaire sera concélébrée le dimanche 11 novembre, à 16 heures, en l'église Saint-Dominique, 18, rue de la Tombe-Issoire, Paris-14e. Mo Saint-Jacques.

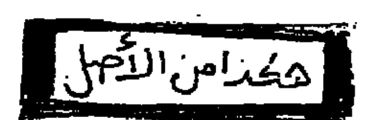
Tous ceux qui ont connu Madeleine personnellement ou à travers ses écrits sont cordialement invités.

Soutenances de thèses

DOCTORATS D'ÉTAT

— Université Toulouse-II, jeudi 8 novembre à 9 heures, salle 1159, UER de lettres modernes, M. Vania de Gila-Kochanowski : « Identité des Romané Chavé (tsiganes d'Europe). Assimilation ou *intégration* ? ».

— Université Paris-II, vendredi 9 novembre à 16 heures, salle des fêtes, M. Bernard Salvador : « Les procédures d'instruction pénale en droits anglais et français ».



Le Monde

ÉCONOMIE

REGAIN D'ACTIVITÉ DANS LES PAYS SCANDINAVES

Des résultats encourageants pour redorer le blason du « modèle suédois »

L'analyse en forme de premier bilan qu'on lira ci-dessous de l'action menée par le gouvernement d'Olof Palme depuis son retour au pouvoir (après la victoire électorale des sociaux démocrates suédois en septembre 1982), bien qu'écrite par des auteurs favorables à cette nouvelle expérience, met en lumière, à côté d'incontestables réussites (le rétablissement spectaculaire de la situation des entreprises notamment), le caractère précaire des résultats obtenus. En témoignent les nouvelles mesures — relèvement des taxes sur l'alcool, le tabac, les voyages à l'étranger et hausses du prix de l'essence et de l'électricité — annoncées le 23 octobre dernier pour freiner la consommation et prévenir la détérioration attendue pour 1985 d'une balance des paiements qu'on pouvait croire revenue quasiment à l'équilibre.

Les autres pays scandinaves et notamment la Norvège et la Finlande bénéficient, comme la Suède, d'une reprise économique favorisée, elle aussi, par le développement des échanges avec le monde extérieur.

par BO SODERSTEN (*)
et YVES BOURDET (**)

A leur retour aux affaires, les sociaux-démocrates furent confrontés avec une situation qui s'était profondément dégradée pendant la deuxième moitié des années 70. Cette dégradation pouvait plus particulièrement s'observer dans trois domaines essentiels (*voir nos graphiques*), le chômage, les finances publiques et les échanges extérieurs et ce malgré les dévaluations d'août 1977 et de septembre 1981.

Les conséquences de ces déséquilibres étaient l'endettement public, qui était passé de 80 milliards de couronnes en 1976 à 377 milliards en 1982, ce qui représentait 60 % du PNB. L'importance de la dette publique réduisait considérablement la marge de manœuvre du nouveau gouvernement en interdisant toute politique de relance qui ne ferait que précipiter le pays dans le cercle vicieux de l'endettement, des taux d'intérêt élevés et d'une faible croissance économique.

Dès octobre 1982, le gouvernement mit à exécution un certain nombre de mesures destinées à favoriser une croissance forte qui permettrait à la fois de réduire les déficits des finances publiques (par une augmentation des recettes budgétaires) et des échanges extérieurs (par une diminution des importations et une augmentation des exportations) et à moyen terme de combattre le chômage. La dévaluation de 16 % de la couronne suédoise et les différentes mesures prises pour améliorer la compétitivité des entreprises devaient donner à l'industrie suédoise l'aide nécessaire pour reconquérir les parts de marché perdues pendant les années 70 et, par là-même, susciter cette forte croissance.

La dévaluation de 16 %

La dévaluation de 16 % mettait un terme à la surélévation de la couronne suédoise avant octobre 1982. Plusieurs études suédoises montrent qu'une revalorisation de la couronne avait eu lieu après 1974, et ce malgré une augmentation des coûts et des prix plus rapide en Suède que chez ses partenaires commerciaux (l'Allemagne est le premier client et fournisseur de la Suède). Deux raisons historiques expliquent cette valorisation et la surévaluation qui s'en est ensuivie. Tout d'abord l'appartenance de la couronne au « serpent » monétaire européen entre 1973 et août 1977 et la dépendance avec le mark qui en résulta. Ensuite, le fait que le système mis en vigueur pour succéder au « serpent » liait la couronne à un panier de monnaies dans lequel le mark jouissait d'un rôle important. Les deux dévaluations d'août 1977 et de septembre 1981 ne freinèrent que momentanément cette revalorisation de la couronne et, en 1982, une surévaluation de 15 % environ existait au vu de la différence d'évolution des coûts salariaux entre la Suède et ses principaux concurrents entre 1973 et 1982.

Une dévaluation ne peut réussir que si elle s'accompagne d'une série de mesures visant à contenir l'augmentation des coûts et des prix, sous peine de voir l'effet stimulant de l'opération sur les exportations disparaître. Un programme de lutte contre l'inflation fut aussi mis en place avec un blocage des prix pendant les six premiers mois après la dévaluation et un contrôle durant les six mois suivants. Le gouvernement intervint également pour modérer la hausse des coûts salariaux en favorisant une décentralisation des négociations salariales. Parallèlement, le mécanisme de financement du déficit budgétaire fut modifié pour le rendre moins inflationniste ; pour ce faire, le gouvernement s'efforça de le faire financer un peu plus par les ménages et un peu moins par le système bancaire (un recours au système bancaire augmente la masse monétaire et est inflationniste alors que le recours à l'épargne privée contribue à l'élévation des taux d'intérêt mais n'a pas d'effet direct sur les prix).

D'autre part, pour s'attaquer au déficit budgétaire, le gouvernement désindexa un grand nombre de dépenses publiques et diminua le volume des subventions et des aides aux industries en crise. Cependant, en ce domaine, le gouvernement suédois s'arrêta en chemin, de peur des effets sur l'emploi d'une forte diminution des dépenses budgétaires qui ne serait pas relayée par une croissance industrielle créatrice d'emplois.

Les effets de la politique économique menée par le gouvernement suédois après octobre 1982 ne devaient pas tarder à se faire sentir. Dès 1983, la progression rapide des exportations engendre une croissance de 2 % alors que la consommation intérieure baisse de 1,5 % (en 1981 et 1982, le PNB avait baissé de 0,6 et 0,1 %). Les résultats obtenus jusqu'à présent donnent à penser qu'en 1984 la croissance économique se situera entre 3 et 3,5 % alors que la consommation intérieure n'augmentera que modérément. Du coup, la balance commerciale a de fortes chances de redevenir excédentaire dès cette année.

La croissance de l'économie suédoise en 1983 et 1984 a également permis d'augmenter les recettes publiques et, combinée à une plus grande discipline budgétaire, d'arrêter la dérive des finances publiques en inversant la tendance observée depuis 1976 (*voir graphique*). En 1984, les besoins de financement des administrations publiques ne représentent plus que 4 % environ du PNB (contre 7 % en 1982), ce qui permet à la Suède de rejoindre la moyenne constatée dans les autres pays de l'OCDE.

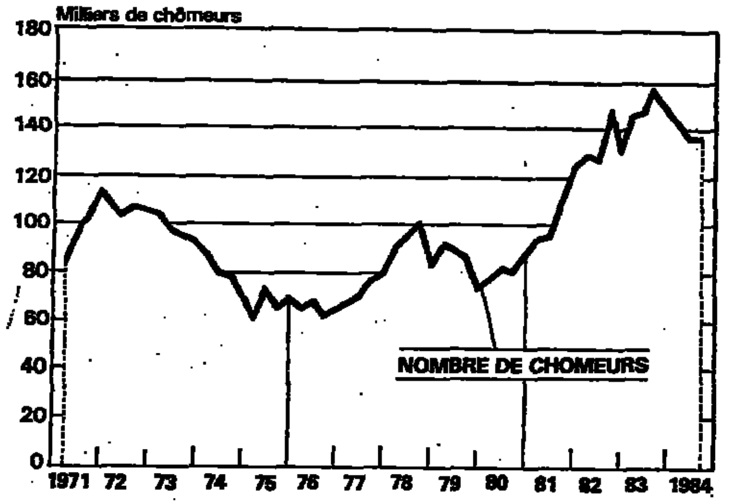
La situation de l'emploi est souvent le problème le plus inquiétant pour une économie en voie d'assainissement. La dévaluation de 1982 a engendré une forte reprise des exportations, mais les effets sur l'emploi se sont fait attendre car il y avait des capacités de production inemployées dans l'industrie suédoise. C'est seulement à partir du quatrième trimestre de l'année dernière qu'une légère amélioration s'est fait sentir, comme le montre le graphique. Depuis, on assiste à une lente diminution du nombre de chômeurs officiels, qui devrait se situer à 130 000 à la fin de l'année, soit 3,2 % de la population active. Les diverses mesures prises après 1982 pour faciliter la formation des jeunes et le recyclage commenceront, espère le gouvernement, à porter leurs fruits en 1985. C'est-à-dire qu'elles n'ont pas encore produit de résultats tangibles.

(*Lire la suite page 19.*)

(*) Professeur d'économie à l'université de Lund (Suède), député social-démocrate, membre de la commission des finances du Parlement suédois.

(**) Enseignant et chercheur en économie à l'université de Lund.

Chômage : légère amélioration depuis l'automne 1983



Source : Statistiska Centralbyra (SCB).

Informatique franco-norvégienne

QUE l'on ne s'y trompe pas : la création d'une filiale commune entre le fabricant de mini-ordinateurs norvégien Norsk Data et le groupe français, que prévoit l'accord signé entre les deux firmes le 29 octobre dernier (*le Monde* du 1er novembre), dépasse le cadre strict d'un rapprochement entre deux firmes. Considéré comme « *exemplaire* » à Oslo, il s'inscrit dans une double volonté fermement affirmée des pouvoirs publics norvégiens de développer les technologies de pointe, et d'implanter l'industrie nationale sur le marché français et, au-delà, européen.

De même que les secteurs à développer ont été limités à quelques domaines-clés où existent les compétences techniques — parmi lesquels figure l'industrie de l'informatique ou à base d'informatique — de même les partenaires ont été soigneusement choisis. En tête viennent la Suède et l'Allemagne fédérale, avec qui les collaborations vont déjà bon train, mais aussi la France actuellement au septième rang des partenaires commerciaux, et avec qui les échanges se limitent pratiquement au secteur pétrolier.

La toute récente Fondation franco-norvégienne, qui pourrait financer des projets bilatéraux, devra œuvrer dans ce sens. Mais les entreprises norvégiennes, soutenues par leur ministère de l'industrie, multiplient déjà les contacts avec les Français. L'année 1985 pourrait donc bien être une période-clé pour les collaborations entre les firmes des deux pays.

A peine la société Norsk Data était-elle parvenue à ses fins que les responsables de Tandberg déclaraient que l'« *avenir* » de leur production de terminaux pour micro et mini-ordinateur « *passe par la France* ». L'entreprise songe à s'associer avec un distributeur français « *de grande taille* » (les noms de Matra et de CIT-Alcatel sont, entre autres, prononcés) ou encore à s'installer dans l'Hexagone.

Pénétrer le marché français, telle est encore la volonté affirmée chez Eidak, fabricant de matériel de gestion de documents graphiques ou encore chez Syscan, spécialiste d'équipements de création et de reproduction de cartes de haute précision, où l'on souhaite y « *faire, dès le début de 1985, le prochain investissement important, seul ou avec un partenaire* ».

C'est une autre option, celle des contrats bilatéraux, qu'a choisi Simrad. Cette firme spécialisée dans les techniques hydro-acoustiques et la détection de cibles petites et rapides, négocie actuellement avec Thomson-CSF un accord portant sur la production de sonars pour la détention de sous-marins. L'entreprise norvégienne trouverait là l'occasion de se diversifier. Quant au groupe français, maître d'œuvre du projet, il pourrait ainsi accéder au marché scandinave des sonars militaires, estimé à environ 1 milliard de francs.

ELISABETH GORDON.

IL Y A VINGT ANS, LA CFDT SE « DÉCONFESSIONNALISAIT »...

Les mutations continuent

LA CFDT paraît parfois à certains observateurs tellement imprévisible qu'ils en oublient d'où elle vient. La centrale de M. Edmond Maire se veut toujours l'héritière de la CFTC, née en 1919 – et c'est ainsi qu'elle va tenir en 1985 son 40e congrès, – mais il n'y a que vingt ans qu'elle s'appelle la Confédération française démocratique du travail. Cet événement se produisit les 6 et 7 novembre 1964 lors d'un congrès extraordinaire qui réunit 2600 délégués représentant 4000 syndicats au Palais des sports à Paris... A l'époque, Benoît Frachon, secrétaire général de la CGT, avait jugé que ce congrès n'avait pas été « *utile à l'unité ouvrière* ». Et M. André Bergeron, déjà secrétaire général de FO, avait estimé, visionnaire en l'occurrence, que « *les idées développées dans la CFDT peuvent préfigurer un engagement politique du mouvement syndical* »...

Déjà, au lendemain de la seconde guerre mondiale, les militants – minoritaires – regroupés autour de Reconstruction, avec M. Paul Vignaux et le SGEN, s'étaient efforcés de dégager la CFTC de l'« *obédience chrétienne* », obtenant une première victoire au congrès de 1947. La formule selon laquelle la centrale entendait, dans l'article premier des statuts, « *s'inspirer dans son action de la doctrine sociale définie dans l'encyclique* Rerum novarum » avait alors été remplacée par une référence à *la « morale sociale chrétienne »*. Au fil d'une histoire tourmentée, les minoritaires, devenus progressivement majoritaires, n'eurent de cesse d'aller plus loin pour aboutir à une réelle « *déconfessionnalisation* » ou « *laïcisation* » de la CFTC, permettant d'accueillir dans le syndicat, aux côtés des chrétiens, les socialistes et les « humanistes » et, selon l'expression de M. Descamps, de « *détruire les barrières entre les chrétiens et les laïques* ».

« L'apport de l'humanisme chrétien »

En 1964, au moment du congrès extraordinaire, le métallo Eugène Descamps est secrétaire général de la CFTC depuis trois ans. Chrétien militant, il entend mener la « laïcisation » en douceur, sans casse, pour éviter une scission et l'inévitable perte d'adhérents qui s'ensuivrait. Avant même l'ouverture des débats, et malgré les réticences du SGEN et de la chimie, un amendement présenté par les syndicats alsaciens pour mentionner dans le préambule des statuts « *les apports des différentes formes d'humanisme dont l'humanisme chrétien* » est retenu. « *Il ne peut s'agir là*, écrivent aussitôt dans *le Monde* MM. Edmond Maire, alors secrétaire de la Fédération des produits chimiques, et Jacques Julliard, du bureau du SGEN, *que de la constatation d'une donnée historique, qui ne saurait en aucun cas remettre en cause la nouvelle orientation de la CFTC.* » D'emblée, dans son discours, M. Descamps souligne « *la valeur de la doctrine chrétienne* » et ajoute : « *Nous n'avons pas d'arrière-pensée politique, mais nous avons une pensée politique.* »

Rien n'y fera pourtant et la transformation de la CFTC en CFDT se jouera dans l'affrontement. Les adversaires de la « déconfessionnalisation », MM. Sauty et Bornard, chez les mineurs, et M. Tessier, chez les employés, voyaient dans ce changement de sigle l'amorce d'une radicalisation politique, s'inquiétant de l'absence de condamnation du marxisme. « *Les nouveaux statuts*, avait lancé M. Jacques Tessier, *ne marqueront pas assez nos distances avec le marxisme ni avec le matérialisme qui s'enlise dans un égoïsme à courte vue.* » « *La CFTC*, avait déclaré M. Jean Bornard, *n'est pas un rassemblement de chrétiens apeurés par leur foi, mais d'hommes qui veulent faire du syndicalisme selon certains principes et construire une certaine forme de société. Nous refusons d'aller dans ce sens franchement socialiste.* » M. Bornard, aujourd'hui président de la CFTC, devait rester très fidèle à cette démarche.

Le 7 novembre 1964, les partisans de la « laïcisation » l'emportaient nettement avec 14198 mandats pour (70,11 %), 6051 mandats contre et 26 bulletins blancs. Aussitôt les minoritaires, réunis au Musée social, conduits par MM. Sauty, Tessier et Bornard, faisaient « *scission* » et décidaient de « *maintenir* » la CFTC en « *se réclamant ouvertement des exigences de la morale sociale chrétienne* ». Une fédération, celle des mineurs, et plusieurs syndicats d'employés et de fonctionnaires constituaient alors l'ossature de la « nouvelle » CFTC baptisée jusqu'en 1971 « CFTC-Sauty » ou « CFTC maintenue », qui rassemblait de 8 à 10 % des adhérents. Les syndicats chrétiens d'Alsace devaient, pour leur part, rester à la CFDT.

Il devait s'ensuivre une période difficile non pour la CFDT, qui conservait l'essentiel de ses assises, mais pour la « CFTC maintenue », qui se trouva devant le défi de reconstruire une confédération en se voyant contestée dans sa représentativité par sa « sœur » séparée. Le différend se poursuivit devant les tribunaux jusqu'à ce que, en avril 1970, le Conseil d'Etat confirme la représentativité de la « CFTC maintenue » et que le 11 janvier 1971 un compromis élaboré sous les auspices du tribunal de grande instance de Paris mette fin au contentieux immobilier et autorise la CFTC de MM. Tessier et Bornard à utiliser seule ce sigle. Entre ces deux organisations, le « péché originel » de 1964 a laissé bien des séquelles, et il faudra attendre le 29 mai 1981 pour que MM. Maire et Bornard aient une rencontre « officieuse » qui n'eut d'ailleurs pas de suites...

Un tour d'orbite

Vingt ans après, tant la CFDT que la CFTC ont de bonnes raisons de ne pas regretter les choix faits un certain week-end de l'automne de 1964. Même si elle est encore loin de l'ambition de M. Maire de devenir la première organisation syndicale, la CFDT a occupé pendant près de vingt ans un bonne deuxième place que FO lui dispute plus que sérieusement aujourd'hui. Elle est surtout devenue un acteur indispensable dans le débat social, qu'il s'agisse des événements de mai 1968 hier ou des restructurations aujourd'hui. Mais quel chemin parcouru en vingt ans ! Un tour d'orbite...

Six ans après la « laïcisation », la CFDT opte, à son 35e congrès d'Issy-les-Moulineaux en mai 1970, pour le socialisme démocratique et autogestionnaire, s'affirmant davantage comme une voie alternative au PC et à la CGT. Dans son texte d'orientation, adopté par 64 % des mandats, M. André Jeanson définit les « trois piliers » de la société à construire : la planification démocratique de l'économie, la propriété sociale des moyens de production et l'autogestion dans les entreprises. Le « socialisme démocratique » apparu timidement dans un congrès dès 1955 — à la faveur d'une résolution minoritaire — s'inscrit en lettres d'or sur le fronton de la CFDT. Dès lors, celle-ci devait accentuer son engagement politique, des « assises du socialisme » en 1974 à la stratégie de l'« union des forces populaires » en 1976... La perspective d'une victoire de la gauche politique apparaissait alors vraisemblable.

Le recentrage

La « dérive » de la politisation ne devait cesser qu'en 1978 avec le recentrage du rapport Moreau devenu ensuite la « resyndicalisation ». Une resyndicalisation confirmée par deux congrès en 1979 et en 1982 et ajustée par le rapport présenté par M. Edmond Maire au conseil national du 25 avril 1984. Le secrétaire général de la CFDT s'était alors livré à un toilettage presque iconoclaste des « trois piliers » de 1970. Une actualisation : « *La stratégie de la CFDT s'efforce de faire converger pour une émancipation solidaire les luttes sociales nécessairement diversifiées conçues en fonction des conditions salariales éclatées qui marquent notre époque. (...) L'autogestion n'est pas une construction juridique, un modèle d'organisation sociale, c'est avant tout une démarche d'appropriation par les individus et les groupes de leur avenir. (...) Le mouvement ouvrier est d'abord anticapitaliste, avant d'entrer dans une catégorie politique. Il en est de même pour la CFDT.* »

La CFDT de 1964 et de 1970 semblait avoir trouvé sa voie, celle d'un syndicalisme disputant la conception du socialisme à une CGT enracinée dans la démarche du PC. La CFDT de 1984 cultive le réalisme et le paradoxe, réhabilite l'entreprise et la négociation, se situe toujours à gauche mais en se voulant pluraliste et en se remettant perpétuellement en question. « *C'est une stratégie de resyndicalisation qu'il nous faut mettre en œuvre*, écrit M. Maire dans son rapport d'avril, *avec beaucoup plus de force, en même temps qu'il nous faut approfondir ce que doit être un syndicalisme de la mutation qui donne autant d'importance à la proposition et à l'expérimentation qu'à la contestation.* »

Une CFTC bien maintenue

De la « laïcisation » à la resyndicalisation en passant par la politisation puis la dépolitisation, la CFDT a fait un chemin considérable, même si sa démarche n'est pas toujours suivie et comprise par ses propres militants. Même si, depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir, elle n'a empêché ni une érosion de ses effectifs ni de sévères déceptions électorales comme aux élections à la Sécurité sociale du 19 octobre 1983. De son côté, la CFTC s'est non seulement maintenue, mais, malgré une implantation qui reste faible dans les entreprises, elle s'est affirmée. En 1964, lorsqu'elle a refusé la transformation en CFDT, la CFTC prétendait représenter 150 000 adhérents. Aujourd'hui, elle annonce 260 000 cotisants réguliers et continue à progresser. En 1962, la CFTC avait recueilli aux élections à l'assurance-maladie, 20,9 %. En 1983, CFDT et CFTC totalisaient 30,68 % dont 12,3 % pour la centrale de M. Bornard.

La CFTC d'aujourd'hui se présente toujours comme la centrale chrétienne — les statuts de la CFDT mentionnant toujours ce qui nourrit le « complexe » de certains militants : « *l'apport de l'humanisme chrétien* » — mais paradoxalement, et malgré l'existence de traditionalistes et d'un petit noyau plus intégriste, elle s'est déconfessionnalisée. Non dans son sigle mais dans sa démarche et surtout dans son recrutement (élargi au-delà des chrétiens). Chrétienne oui, mais pas seulement chrétienne. Vingt ans après, CFDT et CFTC ont donc fait la démonstration qu'elles avaient chacune leur place sur l'échiquier syndical.

MICHEL NOBLECOURT.

REGAIN D'ACTIVITÉ DANS

Les chantiers navals finlandais font recette grâce à Moscou

DANS le centre d'Helsinki se dresse un grand bâtiment au sommet duquel des spots lumineux donnent les tendances de *la météo* : vert *signifie* pluie et humidité, jaune, beau temps. S'il existait des indicateurs analogues pour l'état de santé de l'économie finlandaise et notamment pour la construction navale, l'un des secteurs les plus importants, ils seraient à coup sûr au jaune. Alors que tous les chantiers navals européens se débattent dans des difficultés inextricables, licencient des ouvriers, ferment des ateliers, réclament des subventions budgétaires et des avances bancaires, la Finlande, qui n'a que cinq millions d'habitants, tire son épingle du jeu, accumule les commandes, affine ses technologies, multiplie les innovations et tient tête aux géants du Japon ou de Corée du Sud.

Les statistiques régulièrement publiées par l'OCDE (la Finlande fait partie de cette Organisation depuis 1969) sont éloquentes. Alors que de janvier à juin de cette année l'ensemble des dix pays de la CEE ont engrangé pour 948 000 tonneaux de commandes, la seule Finlande a *pris 535 000 tonneaux. Son carnet* de commandes est non seulement confortable en valeur absolue mais il s'étale jusqu'en 1986. Au total, au 30 juin, l'ensemble du carnet de commandes des chantiers finlandais atteignait presque un million de tonneaux. Il s'agit, au surplus, presque toujours de navires très spécialisés qui impliquent une technique très élaborée, aussi bien dans les formes des coques, les aménagements intérieurs, les systèmes de propulsion ou de manutention des marchandises.

Quatre entreprises principales faisant partie de groupes très diversifiés — Wartsila, Valmet (nationalisé), Rauma-Repola et Hollming — construisent des navires en cherchant, dans la mesure du possible, à se spécialiser dans les « créneaux » où elles peuvent être les meilleures et éviter la concurrence « finno-finlandaise ».

Trois raisons principales expliquent le succès (car il faut bien parler de succès en comparaison de la conjoncture déprimée qui sévit ailleurs en Europe) des constructeurs finlandais.

● Une technologie toujours en éveil. Ainsi Wartsila met actuellement au point un robot pour la soudure des tôles et la fabrication des coques qui pourra faire chaque jour le travail de dix salariés. Conçu en collaboration avec le fabricant de machines à souder Kemppi et le bureau d'expertise en automatisation Rosenlew, il pourra assembler des sections de navires de 15 mètres de long et commencera à fonctionner en juin 1985. Valmet pour sa part vient de terminer un compteur électronique pour mesurer la consommation d'énergie des moteurs.

● La spécialisation dans des navires où ils ont une expérience reconnue : brise-glace, navires de recherches géophysique ou océanologique, yachts luxueux et grands paquebots de croisière, cargos conçus pour la navigation en mer Arctique ou sur les fleuves et les lacs sibériens, bateaux porte-barges, navires transporteurs de gaz, plates-formes de forage ou d'exploitation pétrolière, navires catamarans porte-grues.

Tous ces navires, impliquant une forte valeur ajoutée, entrent (mais pour combien de temps encore ?) peu ou pas du tout dans le champ de concurrence des chantiers d'Extrême-Orient. D'où la possibilité de demander aux armateurs des prix qui non seulement couvrent les coûts de revient mais permettent de dégager des bénéfices.

● Le matelas de sécurité qu'offrent les commandes en provenance d'URSS constitue la troisième et la principale explication. Depuis la signature en 1948 du traité de coopération avec l'URSS, les relations économiques et commerciales entre Helsinki et Moscou ont toujours été étroites et actives. Dans un pays où, selon les chiffres fournis par l'Institut économique Finnfacts, 32 % du PNB est exporté, 26 % du commerce extérieur concerne les échanges avec l'URSS. La quasi-totalité du pétrole consommé (ainsi que du charbon) vient d'URSS, et la Finlande « paye », si l'on peut dire, ses importations d'énergie en vendant des *navires aux Soviétiques, dont la* flotte marchande au demeurant connaît une expansion qui inquiète les experts occidentaux.

Les plans d'équipement soviétiques renouvelés tous les cinq ans contiennent un large volet industriel, et par conséquent maritime, qui intéresse au plus haut point le gouvernement. M. Sorsa, le premier ministre, a fait, fin septembre, un voyage à Moscou pour signer avec les Soviétiques l'accord quinquennal qui détermine pour la période 1986-1990 les contrats de livraison d'équipements. La Finlande vendra pour quelque 34 milliards de francs de navires à l'URSS. « *Ces plans sont pour nous très intéressants*, commente un dirigeant d'un chantier. *Ils nous permettent de planifier nos approvisionnements et les différentes phases de construction des navires. On peut éviter les dents de scie.* »

La construction européenne en chute libre

LA construction navale européenne a subi une « chute sans précédent » de sa position sur le marché mondial en 1983. C'est ce qu'indique un rapport de la Commission européenne *qui vient d'être publié à* Bruxelles. Les chantiers de la CEE n'ont obtenu que 11 % des commandes mondiales de navires en 1983, alors que leur part avait, jusqu'à présent, toujours dépassé les 17 %.

Ces chiffres ne font que confirmer la gravité de la crise que traverse la construction navale européenne, et qui tient entre autres à la baisse de l'activité maritime mondiale, qui entraîne une surcapacité considérable de la flotte.

L'Europe subit également de plein fouet la concurrence des pays d'Extrême-Orient, et notamment de la Corée du Sud : ce pays a en effet attiré 14 % des commandes mondiales en 1983. La Corée et le Japon ont, à eux deux, pris 64 % des commandes mondiales en 1983 (contre 50 % en 1982). Aussi la Commission, pour mettre fin à cette politique d'expansion à outrance, souhaite-t-elle que la Corée se joigne à une « *discipline internationale* » des constructeurs.

Si la production de navires dans la CEE a augmenté de 6 % en 1983 (atteignant 2,7 millions de tonneaux de *jauge* brute compensée, TJBC), ce volume a néanmoins baissé de 48 % par rapport au début de la crise qui touche depuis 1976 la construction navale.

Il convient également de tenir compte de *l'insuffisante* compétitivité des chantiers européens (à cause notamment des charges salariales et sociales). Les armateurs de la Communauté n'ont d'ailleurs passé que la moitié de leurs commandes auprès des chantiers de la CEE en 1983, les armateurs grecs étant les moins « européens » des Dix : les commandes représentaient en moyenne 70 % au cours des années antérieures.

La Commission indique enfin que l'emploi dans les chantiers navals de la CEE a diminué de 9 % en 1983. Depuis 1976, les effectifs ont diminué de près de moitié.

Pragmatiques et neutres

Mais pragmatiques et neutres — et ils y tiennent ! — les Finlandais « jouent sur les deux tableaux ». Quand les commandes soviétiques tardent à être confirmées, les chantiers navals vont « chasser » du côté des armateurs occidentaux, essentiellement scandinaves. Quand l'économie européenne s'essouffle, ils poussent Moscou à accélérer ses commandes. Et ce qui est vrai des navires l'est de l'ensemble des secteurs économiques. La Finlande n'a pas été la dernière à profiter de la reprise de l'économie américaine puisque de janvier à août les exportations vers ce pays ont augmenté de 150 % !

Il reste que 60 % à 70 % des commandes des chantiers finlandais sont destinées à des compagnies frappées de la faucille et du marteau. C'est beaucoup, et peut-être risqué de dépendre à ce point d'un seul client dont la politique commerciale, naturellement, peut fluctuer au gré des évolutions politiques entre l'Est et l'Ouest.

Mais pour l'heure, ce sont là des craintes qu'à Helsinki, ou Turku, les grands ports de Finlande, on considère comme théoriques. La productivité s'améliore, les commandes arrivent et alors que dans les autres chantiers il faut fermer des ateliers et inventer des formules-alibis pour cacher le chômage, ici l'on embauche. Chez le numéro un, Wartsila, par exemple, où les chantiers navals comptent pour 64 % dans le chiffre d'affaires de l'ensemble du groupe, le personnel travaillant dans les docks ou les halls d'assemblage est passé de 9490 personnes en 1982 à 9902 fin 1983 (8440 en 1980). Les ventes ont augmenté de 58 %. Même son de cloche chez Valmet : « *1985 devrait être une bonne année, c'est pourquoi il nous faut embaucher.* »

Pas de subvention directe

Wartsila a acquis une réputation mondiale dans la construction des brise-glace, des paquebots, des car-ferries toujours plus gros et plus hauts, dont la flotte, en Baltique et dans toute la Scandinavie en général, se renouvelle à un rythme rapide. Fin septembre, le carnet de commandes total — 6,5 milliards de marks finlandais, soit 9,5 milliards de francs — comptait 23 navires *dont 12 pour les Soviétiques. Plusieurs* font partie de séries de deux ou trois navires identiques, ce qui se traduit par un allégement des frais d'études et d'assemblage et qui améliore la productivité.

Deux nouveaux brise-glace seront livrés aux Soviétiques et un (le *Karhu 2*) à l'administration de la navigation finlandaise (1). Coque noire et immense château, ces engins imposants dont la puissance peut atteindre 36000 chevaux sont capables, de décembre à mai, de rompre une croûte glacée de plus d'un mètre d'épaisseur et d'entretenir des chenaux libres dans le golfe de Botnie, les parages de Leningrad, la mer Arctique de Mourmansk à l'Extrême-Orient et les fleuves sibériens. Les dirigeants de Wartsila attendent maintenant avec impatience que Moscou confirme une affaire pendante depuis des mois : la construction de deux brise-glace à propulsion nucléaire. « *Notre directeur n'est pas allé moins de vingt-quatre fois à Moscou pour négocier cette affaire tout à fait essentielle* », confie M. Göran Damström, l'un des dirigeants de Wartsila.

Parmi les autres raisons qui expliquent la bonne tenue des chantiers navals ici, il faut mentionner aussi leur flexibilité qui permet aux entreprises de s'adapter au volume et aux caractéristiques de la demande mondiale, la chance (ou le flair) d'avoir renoncé à construire des grands pétroliers pendant le « boom » des années 1968-1975, prenant ainsi le contrepied de la plupart des chantiers concurrents, qui, aujourd'hui, se retrouvent avec des outils « surdimentionnés » et coûteux, et enfin un régime financier moins assisté qu'ailleurs puisque les subventions *directes n'existent pas* (on ne cite que deux exceptions depuis dix ans pour la commande de deux car-ferries qui risquait d'être prise par le Japon).

Les industriels finlandais comme les services commerciaux de l'ambassade de France à Helsinki se désespèrent à la vue des échanges quasiment squelettiques entre les deux pays. La France vend quelques Talbot, et achète à la Finlande du papier, de la pâte et du bois. Elle n'intervient que pour 4 % dans le commerce extérieur de la Finlande. Pour les six premiers mois de 1984, alors que nos exportations vers la Finlande ont chuté de 3 %, en sens inverse Helsinki voyait les siennes augmenter de 13 %. L'Italie nous dépasse d'une tête. Pas de navires français commandés en Finlande pas de commandes finlandaises passées à Nantes, Dunkerque ou La Ciotat. Pas la moindre coopération technologique ou commerciale entre les chantiers des deux pays qui pourtant sont parmi les seuls (avec la RFA) dans le monde à savoir construire les grands paquebots de croisière, un marché qui connaît une irrésistible croissance. La Seyne a livré *le Fairsky*. Saint-Nazaire *le Nordam*, et Wartsila à Helsinki remettra dans quelques jours au groupe britannique *Peninsular* and Oriental le superbe *Royal Princess* (150 millions de dollars).

Chacun pour soi...

FRANÇOIS GROSRICHARD.

(1) *60 % des brise-glace qui naviguent dans le monde ont été construits chez Wartsila.*

Garanties « K »

La seule aide dont bénéficient les chantiers finlandais est un système de garanties à l'exportation qui est applicable, d'ailleurs, à toute la branche de la métallurgie et de la mécanique lourde.

Appelées garanties « K », elles sont accordées par l'Institut des garanties à l'exportation. Les entreprises reçoivent des remboursements en cas de hausse imprévue des frais intérieurs, au-delà d'un certain taux d'inflation. Les remboursements dus au titre des garanties « K » pour la construction navale se sont élevés entre 1976 et 1981 (dernière période connue) à 1 220 millions de marks (1,8 milliard de francs) dont 80 millions seulement en 1981.

LES PLUS GROS CARNETS DE COMMANDES D'EUROPE

Volume des carnets de commandes en juin 1984
(en milliers de tonneaux de jauge brute compensée)

	TONNAGE TOTAL	DONT TONNAGE A L'EXPORTATION
Total CEE	3 846	960
dont France	362	139
RFA	819	364
Danemark	685	234
Pays-Bas	434	74
G.B.	439	114
FINLANDE	981	693
Total Europe occidentale	5 540	2 394
Japon	7 727	6 308

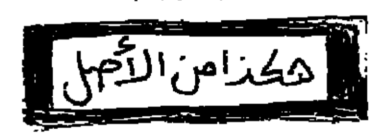
* *Source* : OCDE.

EN TÊTE AUSSI POUR LES NOUVEAUX ORDRES REÇUS

Commandes nouvelles enregistrées entre janvier et juin 1984
(en milliers de tonneaux de jauge brute compensée)

	TONNAGE TOTAL	DONT TONNAGE A L'EXPORTATION
Total CEE	948	259
dont France	58	29
RFA	353	81
Danemark	201	116
Pays-Bas	149	31
G.B.	106	0
FINLANDE	535	471
Total Europe occidentale	1 740	797
Japon	2 836	1 884

* *Source* : OCDÉ.



LES PAYS SCANDINAVES

Des résultats encourageants pour redorer le blason du « modèle suédois »

(Suite de la page 17.)

Les résultats obtenus depuis deux ans montrent que la voie choisie par la social-démocratie suédoise après son retour au pouvoir est la bonne. Mais la gravité de la situation suggère que le chemin sera long pour retrouver une croissance respectueuse des grands équilibres et que le sort du modèle suédois dépendra de la solution apportée à trois problèmes. Les années 70 nous ont enseigné que l'Etat-providence et une économie sans croissance ne font pas bon ménage.

En Suède, cela s'est traduit par un énorme déficit budgétaire et une impressionnante dette publique qui a tendance à croître deux fois plus vite que le PNB. La politique actuelle a permis de contenir l'accroissement de cette dette. Seule une plus grande rigueur budgétaire, dont les effets sur l'emploi seraient compensés par une forte croissance du secteur privé, permettra à terme de renverser la tendance et d'assainir les finances publiques.

Le système des conventions collectives

L'extrême ouverture de l'économie suédoise sur l'extérieur (la Suède exporte 30 % environ de son PNB) rend la politique économique très dépendante de la conjoncture mondiale. La reprise de l'économie américaine, allemande et anglaise en 1983 et 1984 a eu un effet positif sur les exportations suédoises et a contribué au succès de la politique économique.

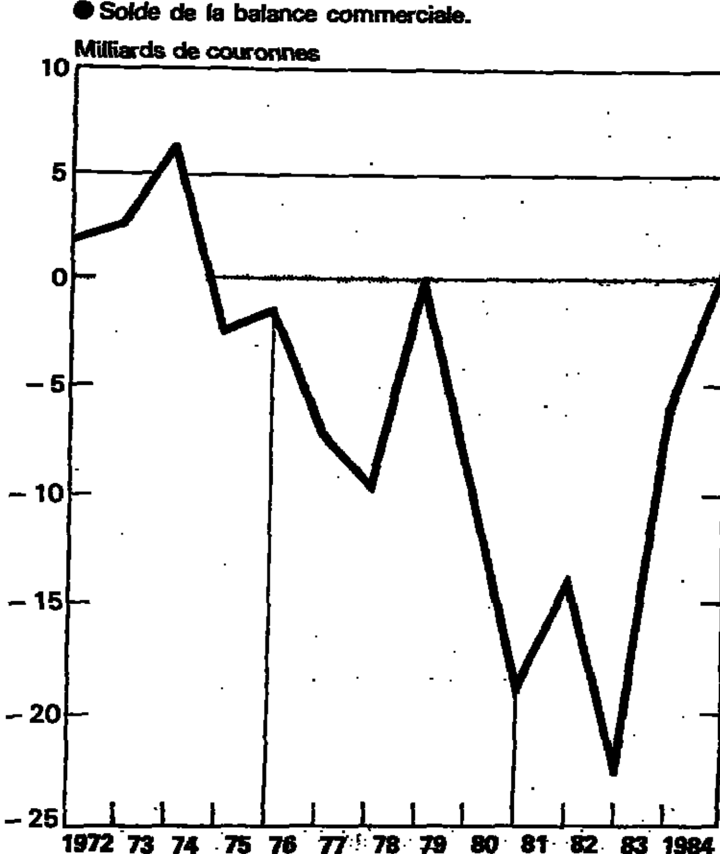
Un environnement moins favorable devrait compliquer la tâche du gouvernement et pourrait hypothéquer le redressement entrepris depuis 1982. En raison des nuages annoncés pour l'économie mondiale en 1985, les instituts de conjoncture ne sont pas très optimistes et prévoient pour l'année prochaine une croissance plus faible (entre 1,8 et 2,7 %), un léger déficit commercial (6 milliards de couronnes) et une augmentation du chômage qui pourrait retrouver son niveau de 1983 (3,5 %).

Le troisième problème à résoudre concerne le mécanisme de formation des salaires et son influence sur les prix. Une des raisons de l'échec des dévaluations de 1977 et 1981 tient aux fortes augmentations de salaires et de prix constatées pendant les années 70. Pour éviter que cela ne se reproduise, il faudrait réviser le mécanisme de formation des salaires qui s'est avéré mal adapté aux années 70 et inflationniste. En effet, le système de conventions collectives centralisées, qui réunit le patronat (SAF) et les organisations syndicales (LO et TCO), garantit une augmentation uniforme des salaires indépendamment des différences de productivité entre les branches et les secteurs de l'économie. Cela s'est traduit dans la réalité par une répercussion, sur les branches à faible productivité, des hausses de salaire accordées dans les branches où la productivité augmentait rapidement.

L'effet inflationniste de ce qu'on appelle en Suède une politique salariale solidaire est évident. Seule une révision de ce système, qui rapprocherait l'augmentation des salaires de l'évolution de la productivité au niveau des branches, peut permettre de résoudre ce problème. La décentralisation des négociations salariales, encouragée par le gouvernement depuis octobre 1982, va dans ce sens. Cela a favorisé le ralentissement de l'inflation, qui sera ramenée à 6 % cette année, alors que, en partie sous l'effet de la dévaluation, elle avait été de 9 % en 1983. Pour l'année prochaine, les instituts de conjoncture tablent sur une nouvelle baisse qui devrait faire retomber à 4 % le rythme annuel de la hausse des prix en Suède.

Retour à l'équilibre extérieur grâce à la poussée des exportations

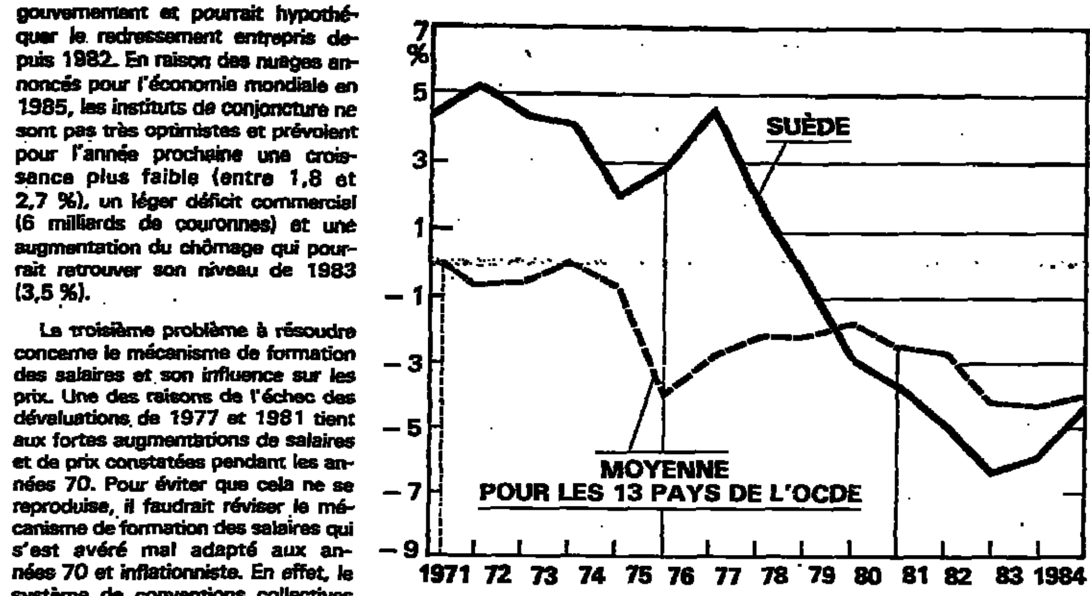
● Solde de la balance commerciale.



Source : Statistiska Centralbyra (SCB).

Coup d'arrêt à la dérive des finances publiques

● Besoin de financement des administrations publiques (Etats, collectivités locales et Sécurité sociale).



Source : OCDE.

En conclusion, nous soulignerons le rôle décisif joué par le taux de change dans le redressement d'une économie largement ouverte sur l'extérieur ; avec une monnaie surévaluée, aucun déséquilibre des échanges extérieurs ne peut être corrigé. Un second aspect de la politique du nouveau gouvernement a consisté en un certain nombre de mesures visant à favoriser une plus grande mobilité sur le marché du travail et à rendre plus libérale la politique de crédit ; cela afin de faciliter l'adaptation de l'industrie suédoise à la nouvelle donne internationale et lui permettre de bénéficier au maximum de la reprise.

En troisième lieu, dans une société où les grandes organisations occupent une place de plus en plus importante, un grand effort a été accompli pour s'assurer leur concours à l'œuvre de redressement. Enfin, pour obtenir le soutien d'une grande partie de la population à la politique de rigueur, il importait de l'accompagner de plusieurs mesures sociales financées par une taxation des profits exceptionnels dus à la dévaluation et des gains purement spéculatifs, et par un relèvement temporaire de l'impôt sur les grandes fortunes.

BO SODERSTEN et YVES BOURDET.

Bibliographie

« Les finances de l'Europe »

de DANIEL STRASSER

LES affaires budgétaires se trouvent depuis longtemps au centre du débat européen. Le budget est le fidèle reflet du développement de la construction européenne, ainsi d'ailleurs que de ses contradictions et de ses insuffisances.

C'est ce que montre de façon complète mais aussi claire et précise M. Daniel Strasser, directeur général des budgets à la Commission de Bruxelles, dans son livre *les Finances de l'Europe*. Il s'agit de la troisième version d'un ouvrage publié en 1975 et, depuis, complété, mis à jour et revu en fonction d'une actualité de plus en plus riche (1). Ce livre a été traduit en huit langues.

On connaît les données les plus actuelles : les « ressources propres » de la Communauté telles qu'elles avaient été fixées en 1970 sont épuisées. Le débat politique tourne autour de leur augmentation et, par voie de conséquence, de leur affectation. Que veulent faire les Européens ensemble ? Le conflit budgétaire, on le découvre dans l'ouvrage, leur a donné l'occasion de reposer la question, d'opérer les arbitrages dans une Communauté qui ne s'était jamais interrogée sur la manière la plus judicieuse de répartir les ressources, inévitablement limitées.

Pour l'anecdote, il n'est pas indifférent de savoir que M. Strasser a été pendant huit ans le plus proche collaborateur de M. Christopher Tugendhat, vice-président britannique de la commission chargée des affaires budgétaires. Ils avaient tous les deux, l'Anglais et le Français, la lourde obligation de trouver la voie moyenne entre des intérêts bien souvent contraires. Le répit budgétaire auquel les Dix sont en train de parvenir prouve qu'ils ont largement réussi dans cette tâche. L'un des deux principaux acteurs de l'entreprise n'était-il pas parmi les mieux placés pour en décrire les péripéties ?

Ph. LEMAITRE.

(1) *Les Finances de l'Europe*, 660 pages, chez Fernand Nathan, Paris ; éditions Labor, Bruxelles, RTL éditions.

LA CONJONCTURE EN FRANCE

Croissance molle...

LES producteurs et les détaillants ne sont pas d'accord : les premiers pensent que l'activité reprend ; les seconds envisagent l'avenir avec circonspection, comme les consommateurs.

La stagnation des achats des ménages se poursuit ; elle est confirmée par les enquêtes auprès des commerçants et de consommateurs. Les ventes des détaillants sont faibles *(voir graphique)*. Ils se montrent prudents dans leurs commandes et ne prévoient pas, pour les prochains mois, de raffermissement de la demande.

Investissement et exportation

Si le mois de septembre a été plutôt satisfaisant chez Carrefour, les perspectives d'activité sont plus floues : « *On navigue à vue. La gestion est serrée et les commandes s'effectuent au jour le jour. Les produits alimentaires de base se vendent très bien. Cela n'empêche pas un maintien des ventes de produits alimentaires de luxe. En revanche, le photo-ciné-son traverse une période difficile.* »

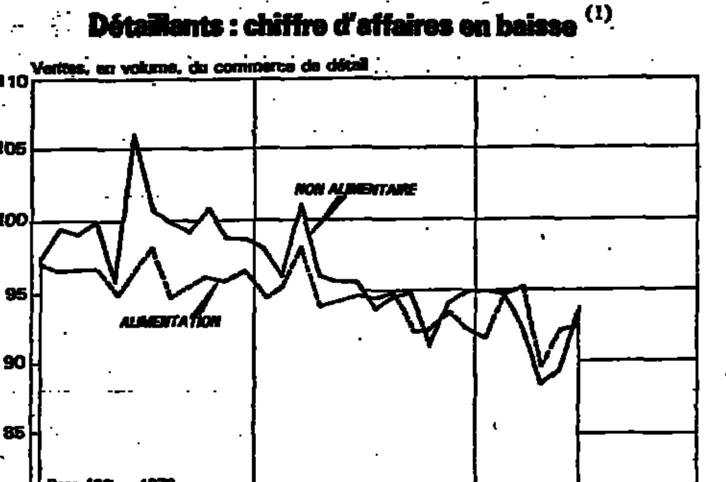
Pour CETELEM, l'organisme spécialisé dans le crédit à la consommation, « *c'est l'incertitude. Les ventes d'automobiles ont été très mauvaises en septembre, mais le succès enregistré par le Salon de l'occasion qui se tient en même temps que le Salon de l'automobile augure d'une bonne fin d'année dans ce secteur* ». Néanmoins, les immatriculations en 1984 seront sans doute inférieures de 10 % à celles de 1983.

Les industriels, eux, font preuve d'un plus grand optimisme : les enquêtes de conjoncture de l'INSEE et de la Banque de France montrent une amélioration des perspectives d'activité. Cette amélioration est liée à la reprise des investissements et au maintien de la demande étrangère à un niveau élevé. On observe aussi une reconstitution des stocks depuis le début de l'année chez les grossistes et les industriels. Tous les secteurs vont dans le même sens, sauf, bien entendu, les industries de biens de consommation, qui prévoient une stagnation de leurs ventes.

La production semble ainsi assurée de progresser jusqu'à la fin de l'année *(voir graphique)*. Le risque, c'est qu'elle plafonne ensuite à cause de l'importance des stocks si la demande n'est pas suffisamment fournie.

En ce qui concerne les salaires et les prix, les enquêtes sont convergentes : dans un contexte de désinflation qui touche tous les pays industrialisés, la France a engagé un processus de ralentissement des coûts.

Détaillants : chiffre d'affaires en baisse (1)



Source : INSEE, Banque de France, Chambres de commerce

(1) Après correction de l'indice de l'inflation.

Les coûts salariaux

Dans les grandes entreprises, la société mère indique le plus souvent la fourchette de hausses de salaires à respecter mais « *les négociations se déroulent de plus en plus au niveau de la filiale. Les accords conclus au niveau du groupe tendent à disparaître* », nous déclarait dernièrement un responsable d'un grand groupe nationalisé.

On est loin de la façon dont se concluaient dans les années 70 les accords de salaires. Le partage des gains de productivité se faisait alors largement au bénéfice des salariés.

Ce n'est plus le cas aujourd'hui : de la mi-1983 à la mi-1984, les gains de productivité horaire ont augmenté de 3,3 % pour l'ensemble de l'économie : 1,4 % pour le tertiaire et 5,6 % pour l'industrie, avec des pointes à 10 % pour les industries d'équipement ménager. Durant la même période, le pouvoir d'achat des salaires horaires n'a guère progressé *(voir graphique)*.

Aussi, compte tenu de la baisse de l'emploi et de la stagnation des cotisations sociales, le coût salarial unitaire n'augmente que de 4,9 %. Le coût unitaire total est un peu supérieur (6,2 %) en raison, principalement, de l'augmentation des prix des matières premières et des consommations intermédiaires qui subissent l'ascension du dollar. Ces pourcentages restent néanmoins très supérieurs à ceux enregistrés par nos principaux concurrents, Italie exceptée.

La modération des coûts unitaires permet la remontée du taux de marge, essentiellement dans les entreprises non individuelles *(voir graphique)*. Ainsi elles sont plus à même de développer leurs investissements (+ 3 % en un an) dans un contexte de croissance faible. Le strict maintien du pouvoir d'achat a également ralenti les importations et incité les entreprises à accroître les exportations.

Le commerce extérieur s'est ainsi amélioré, mais les résultats mensuels sont tributaires des brusques variations du dollar, de la comptabilisation de grands contrats (aéronautique, agro-alimentaire, énergie) et du niveau des stocks d'énergie, qui est actuellement très bas (environ quatre-vingt-dix jours de consommation).

Stabilisation du taux d'épargne

Mais le *statu quo* en matière de pouvoir d'achat est-il compatible avec une consommation soutenue ? La réponse à cette question dépend essentiellement du niveau du taux d'épargne.

Depuis un an et demi, les ressources des ménages plafonnent. Ils ont jusqu'à présent puisé dans leur épargne pour maintenir leur niveau de consommation. Ce délai d'adaptation arrive désormais à son terme.

Peu de pouvoir d'achat, pas de nouvelle baisse du taux d'épargne : la consommation, dans ces conditions, ne progresserait que faiblement *et ne tirerait pas* l'économie. La croissance en 1984 serait alors de l'ordre de 1,5 % mais ralentirait en 1985. La contribution de la consommation à cette croissance faiblirait. En revanche, la reprise persistante des investissements des entreprises contribuerait à la croissance, tout comme le commerce extérieur. La reconstitution des stocks devrait exercer en 1984 une influence fortement positive, qui s'atténuerait par la suite.

Les embauches limitées aux petites entreprises du tertiaire

Les buts poursuivis en matière de stagnation de la demande intérieure et de désindexation des salaires sont en passe d'être atteints. Pour autant, la baisse relative des salaires permettra-t-elle de relancer l'emploi des jeunes ?

Leur rémunération est abaissée par le biais des réglementations. Il existe aujourd'hui une kyrielle de mesures favorisant l'embauche des jeunes chômeurs : contrats emploi-formation, stages alternés, jeunes volontaires, etc.

Or les statistiques sont nettes : les entreprises qui utilisent ces possibilités sont concentrées dans le tertiaire (hôtellerie, restauration, réparation automobile, commerces). Et, parmi elles, ce sont surtout les petites qui les utilisent.

Dans l'industrie et les grandes entreprises, les avis sont unanimes : pas de personnel supplémentaire en perspective, jeune ou moins jeune. Au contraire, elles essaient de réduire leur personnel : chômage partiel, préretraite, quand ce n'est pas licenciement.

En revanche, les services chargés du placement des jeunes reçoivent de la part des collectivités locales et des associations des offres d'emplois qui entrent dans le cadre des travaux d'utilité collective. Mais ces embauches ne vont-elles pas réduire les embauches de type professionnel ? De toute manière, les stages ou autres contrats n'assurent pas l'emploi. Comme nous le confiait un spécialiste de la formation professionnelle : « *80 % des jeunes qui ont bénéficié d'un contrat emploi-formation trouvent du travail, mais seulement 20 % des stagiaires 16-18 ans. C'est toujours le même problème : ceux qui sortent de l'appareil scolaire sans au moins le CAP ont très peu de chance de trouver un emploi. Les stages, pour eux, servent de remise à niveau.* »

TABLEAUX DE BORD

Statistiques mensuelles (corrigées des variations saisonnières)	Septembre 1984	Evolution sur	
		3 mois (en termes annuels)	Un an
Production industrielle (hors BTP) base 100 en 1970 *(août 1984)*	*136*	+ 9,3 %	+ 4,6 %
Indice de prix (base 100 en 1980) valeurs brutes	151	+ 6,9 %	+ 7,1 %
Demandeurs d'emplois (en milliers)	2 359,3	+ 6,1 %	+ 16,0 %
Solde commercial FAB/FAB en milliards de francs	+ 0,5	– 3,6 *	– 20,4 **
Immatriculations de voitures neuves (en milliers)	149,1	1868,4 *	1839,8 **

SOURCES : GSI-ECO d'après INSEE, ministère de travail, ministère du commerce extérieur, chambre syndicale des constructeurs automobiles.

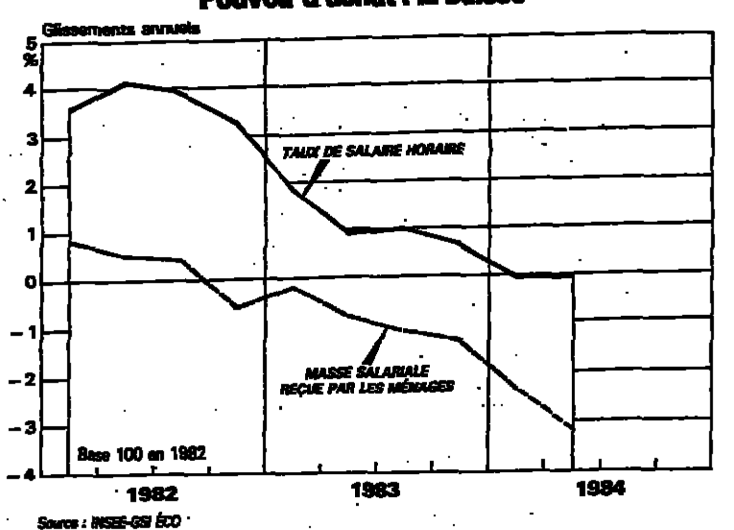
* : cumul annualisé.

** : *cumul.*

FAB : franco de bord.

Comptes nationaux trimestriels en volume (2e trimestre 1984)	Evolutions (en %) depuis	
	Un trimestre	Un an
Produit intérieur brut marchand	– 0,4	+ 1,3
Importations	+ 0,1	+ 3,0
Consommation des ménages	– 0,4	+ 0,4
Investissements des entreprises	+ 1,5	+ 3,0
Investissements *logements*	– 1,6	– 7,3
Demande intérieure totale	+ 0,2	+ 1,7
Exportations	– 1,9	+ 1,6

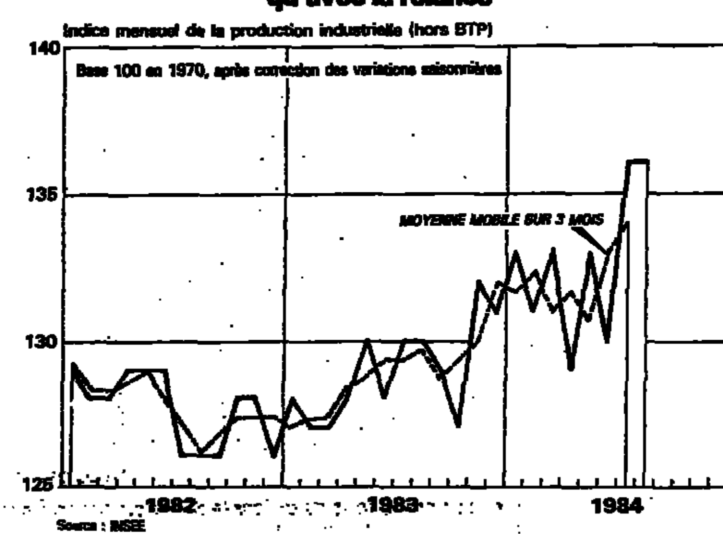
Pouvoir d'achat : la baisse



Source : INSEE-GSI ÉCO

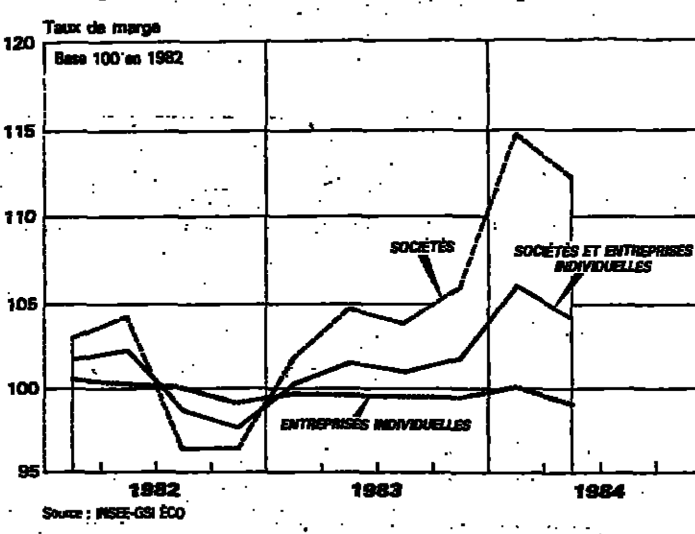
La baisse du pouvoir d'achat de la masse salariale provient essentiellement de la baisse des effectifs salariés. Le glissement est calculé comme la variation du pouvoir d'achat d'un trimestre rapporté au même trimestre de l'année précédente.

Production : mieux pendant la rigueur qu'avec la relance



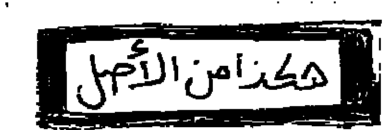
Source : INSEE

Entrepreneurs individuels (1) pas d'amélioration des bénéfices pour eux



Source : INSEE-GSI ÉCO

(1) Commerçants, membres des professions libérales, agriculteurs.

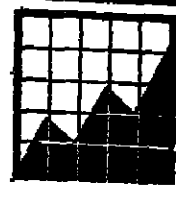


ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOI	90,00	106,74
DÉMANDES D'EMPLOI	27,00	32,02
IMMOBILIER	60,00	71,16
AUTOMOBILES	60,00	71,16
AGENDA	60,00	71,16
PROP. COMM. CAPITAUX	177,00	209,92

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col*	Le mm/col. TTC
OFFRES D'EMPLOI	51,00	60,48
DEMANDES D'EMPLOI	15,00	17,79
IMMOBILIER	39,00	46,25
AUTOMOBILES	39,00	46,25
AGENDA	39,00	46,25

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

GROUPE FRANCAIS DE CONSTRUCTION MECANIQUE
parmi les leaders mondiaux de sa spécialité
recherche pour sa filiale ALLEMANDE
(environ 300 personnes)

UN DIRECTEUR INDUSTRIEL

Cette recherche actuellement menée en Allemagne, peut intéresser un JEUNE INGENIEUR français 30/35 ans ayant une expérience de la production et un niveau de connaissance de la langue allemande minimale et perfectible par la pratique.

Poste basé dans le nord de l'Allemagne.

Rattachement au Directeur de la filiale en coopération étroite avec le service technique du Groupe en France.

Merci d'adresser dossier de candidature avec photo et prétentions s/réf. 51480 à PROJETS 12 rue des Pyramides 75001 Paris qui fera suivre en toute discrétion.

Directeur financier

300.000 F

Paris - La filiale française d'un important groupe britannique, spécialisé dans les véhicules commerciaux et fourgonnettes, recherche son directeur financier. Basé dans la banlieue nord de Paris et placé sous l'autorité immédiate du directeur général, il sera responsable de tous les problèmes financiers et comptables, du développement informatique et de la trésorerie de cette filiale. Agé de 30 ans minimum, le candidat retenu sera diplômé de l'enseignement supérieur, et particulièrement motivé par ce type de fonction. Une expérience des comptabilités française et anglo-saxonne dans un environnement multinational, ainsi que l'aptitude à travailler indifféremment en anglais et en français seront exigées. A une compétence technique de premier ordre devront également s'ajouter le sens des affaires et celui de la direction des hommes. De bonnes perspectives d'évolution au sein de ce groupe de dimension mondiale pourront être envisagées soit dans le secteur financier, soit vers une direction commerciale et/ou générale. La rémunération annuelle brute de l'ordre de 300.000 francs sera assortie d'une voiture de fonction. La société tiendra compte des frais éventuels de déménagement. Ecrire en anglais en précisant la référence B/5818M.

MEMBRE DE SYNTEC



3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Directeur secteur médico-social

Franche-Comté - Cette association reconnue d'utilité publique exploite cinq établissements représentant 450 lits et 650 salariés. Elle recherche pour son siège social, situé en Franche-Comté, son futur directeur général. Il aura pour mission d'expliquer et de veiller à l'application des décisions du conseil d'administration dans les différents établissements et d'assurer la gestion administrative et financière de l'association, et notamment la gestion du personnel, les relations avec les partenaires sociaux et l'application des dispositions prévues dans le cadre des conventions collectives et de la législation en vigueur. Il devra, en outre, entretenir des relations régulières avec les organismes extérieurs (administration et établissements bancaires notamment). Ce poste s'adresse à un candidat diplômé de l'enseignement supérieur (ENSP ou équivalent) ayant acquis au cours de sa formation ou d'une première expérience professionnelle d'une dizaine d'années, une bonne connaissance de la gestion des établissements du secteur médico-social. La rémunération sera fonction de la formation et de l'acquis professionnel du candidat retenu, mais de nature à intéresser une personnalité de valeur. L'un des établissements étant situé dans le sud de la France, des déplacements réguliers et de courte durée sont à prévoir. Ecrire à PH. BONNEFOY en précisant la référence A/3846M.

MEMBRE DE SYNTEC

PA

78, Bd du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Soyez bien!

*Tout simplement comme les **femmes et les hommes** passionnés par l'informatique et qui intègrent Digital, le deuxième groupe informatique mondial.*

Ils sont bien parce qu'ils trouvent chez Digital une communication facile, le goût du dialogue, le sens de l'efficacité et une prise en compte de leurs aspirations...

Dirigez des projets de développement Télécom - Réseaux

Vous possédez une bonne connaissance du secteur télécom, une expérience de plusieurs années acquise dans une activité de type engineering : vous exercez depuis au moins 3 ans des fonctions de management de projets en phase de conception et de réalisation.

Vous parlez l'anglais.

Nous vous proposons de diriger le département engineering (environ 10 personnes) de notre unité d'Annecy spécialisée dans la mise au point de produits télécom-réseaux destinés à servir nos clients européens.

La réussite à ce poste peut permettre une évolution vers une fonction de management général.

Basé à Annecy, votre champ d'action sera l'Europe.

Soyez bien : prenez contact avec Simon SALOIN sous Réf. 117M Digital Equipment France Département des Ressources Humaines et Développement - 2, rue Gaston Crémieux BP 136 - 91004 EVRY Cedex.

N° 2 mondial de l'informatique

digital

Curriculum

Des usines aux champs

Filiale française du n°1 mondial de l'alimentation animale, notre notoriété s'appuie sur la qualité rigoureuse de nos produits et la gamme des services offerts à notre clientèle.

Dans le cadre de notre ligne de production «Aliments du Bétail», nous recherchons un

DIRECTEUR D'USINE

Il assure l'exécution des programmes de fabrication, avec un souci constant du respect de la qualité et de l'amélioration de la productivité.

En tant que Chef d'Etablissement, il est responsable du choix et de l'animation des hommes, ainsi que des relations sociales.

C'est un Ingénieur de formation généraliste ou, de préférence, spécialisé en agro-alimentaire (ENITIA, ENSBANA, Meunerie, ...) qui peut se prévaloir d'une première expérience réussie dans un domaine similaire.

Il dispose d'excellentes qualités de management et une aptitude marquée à la gestion.

L'anglais courant est indispensable.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 405 197 M (à mentionner sur l'enveloppe).

Division Industrie

BKC BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 PARIS

INGENIEUR, CERTES, MAIS AUSSI HOMME DE COMMUNICATION

Fabricant français d'appareils de chauffage destinés à l'industrie et à l'élevage, nous commercialisons nos produits dans le monde à travers cinq filiales et trente agents export.

Ainsi, nous créons le poste de

DIRECTEUR DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE

Dans notre filiale aux Etats-Unis.

Généraliste d'excellent niveau, numéro deux dans cette filiale, vous êtes un homme efficace et brillant, prêt à vivre à proximité de Washington.

Jouant un rôle déterminant dans notre développement et dans la satisfaction clients, vous serez responsable de :

- la mise en œuvre de notre technologie et du service après-vente,
- la formation technique de nos vendeurs et de nos poseurs agréés,
- l'information orale et écrite des prescripteurs importants, des organismes officiels, de la presse et des leaders d'opinion.

Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo et salaire actuel sous Réf. 1664.

La déontologie de notre profession garantit toute discrétion.

CONSEIL EN RECRUTEMENT — RÉSULTATS

7 place Darcy BP 1388 21051 DIJON Cedex

LYON

Directeur Ventes France



Fabricant de postes de travail à vocation bureautique et de systèmes de classement (un des produits est leader sur le marché).

La Société est en développement en FRANCE et à l'export (35 %). Elle a de très bons résultats.

Vous aurez en charge un réseau de distributeurs de qualité qui ont besoin de l'appui technique du fabricant et d'être bien formés aux produits, des vendeurs jusqu'aux monteurs.

Le rapport qualité-prix, l'image de la Société et les moyens mis en œuvre permettent un développement important : votre objectif.

Vous aimez «le terrain», la négociation, les réactions rapides, analyser les situations, progresser, démontrer. Vous avez acquis une expérience commerciale dans un secteur voisin.

Cette expérience, valorisant vos études supérieures, vous permet aujourd'hui de prendre une responsabilité plus large.

Merci d'écrire à Françoise GAUTIER qui vous assure toute discrétion (référence UCM).

SCHNEIDER RECRUTEMENT 55 montée de Choulans 69323 Lyon Cédex 05.

AFCOREM

SYNDICAT INTERCOMMUNAL
Région Parisienne
10-20.000 habitants
recrute

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Ecrire sous n° T 068.921 M
Régie-Presse,
7, r. de Monttessuy, Paris (7e).

Association loi 1901 spécialisée dans les voyages et échanges internationaux en France et à l'étranger recherche son :

DIRECTEUR(TRICE)

compétences en gestion expérience dans le domaine des activités touristiques. Aptitude à animer une équipe (15 personnes) et connaissance du milieu agricole souhaitées.

Adresser curriculum vitae sous n° T 68.467 M
RÉGIE-PRESSE
7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Une stratégie pour gagner



Leader français sur des marchés porteurs, se dote des moyens de ses fortes ambitions. La Société recherche pour cela un

DIRECTEUR TECHNIQUE

Responsable de la direction et de l'animation de la production (quatre activités : tissage, enduction, traitement, confection), il entreprend au-delà des problèmes quotidiens de gestion, le remodelage de l'usine et la mise en œuvre d'une nouvelle organisation en développant notamment les activités de programmation et d'ordonnancement.

De formation supérieure (Ingénieur AM, Ecole Supérieure de Chimie...), c'est un véritable leader capable de prendre l'intégralité de la fonction technique et de production.

Ses qualités humaines, ainsi que son expérience du terrain lui permettront de mener à bien des projets ambitieux dans un contexte de grande autonomie. Le poste est situé à proximité d'Amiens.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 410 012 M (à mentionner sur l'enveloppe)



BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 PARIS



INSTITUT DE RECHERCHES
recrute

INGÉNIEUR CHIMISTE

Basé dans un pays D'AFRIQUE NOIRE pour y mener des recherches d'application sur la récolte et les produits semi-finis dans le domaine du caoutchouc naturel.

- Connaissances nécessaires en chimie organique, génie chimique, informatique ;
- Anglais courant indispens. ;
- Spécialisation caoutchouc appréciée ;
- Expérience expatriation Afrique noire souhaitée ;
- Bonne présentation.

Envoyer c.v. av. photo à :
I.R.C.A.,
42, rue Scheffer,
75116 PARIS.

ORGANISATION FRANÇAISE DE VOYAGES
recherche

DÉLÉGUÉ(E)

PERMANENT AU SÉNÉGAL

Il (elle) devra être de nationalité française et résidant déjà à DAKAR

Ecrire à MONDIAL TOURS
9, rue Keppler, 75116 Paris.

Société minière située à MADAGASCAR
recherche

INGÉNIEUR MINES OU BTS ÉLECTROMÉCANIQUE.

Tél. pour rd-vs (1) 544-29-78.

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES

555-91-82

CONSTRUCTION MACHINES TEXTILES - TROYES (10)

La compétence pour diriger nos études, l'innovation, l'anticipation, la réflexion pour conduire notre développement.

32 ans minimum, **Ingénieur grande école diplômé**, vous bénéficiez d'une expérience professionnelle de 5 ans au moins dans la direction d'un Bureau d'Etudes concevant et réalisant des biens d'équipements industriels (machines spéciales, machines outils , commandes numériques), utilisant le CAO ou le DAO et process industriels fortement automatisés.

Leader mondial de la construction de machines textiles spéciales (189 personnes - 71 M.F. C.A. dont 46 % à l'export - part de marché français 90% contre 60% du marché international - 9% du C.A. en recherche appliquée). Nous recherchons aujourd'hui notre

DIRECTEUR DES ETUDES RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Devant la Direction Générale Technique, il dirige, anime, organise notre Bureau d'Etudes (20 personnes). Il conçoit, définit et promeut la technologie de nos matériels à construire et leurs applications. Il recommande les orientations nouvelles, détermine les normes de qualité rigoureuses, s'assure de leur respect dans le souci constant de la rentabilité.

Merci de nous adresser votre C.V. manuscrit détaillé avec photo et salaire actuel sous réf. 6010 HM à notre Conseil.

17, rue Courmeaux 51054 REIMS CEDEX.
58, av. de Wagram 75017 PARIS.

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

MORENO CONSULTANTS
Recrutement Structures et Communication



DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Compagnie Aérienne

300.000 +

Notre entreprise spécialisée dans le transport à la demande (fret et passagers), emploie plus de 400 personnes. Basé à Orly, notre Directeur Financier et de Gestion en assumera les missions classiques.

Rattaché à la Direction Générale, vous participerez étroitement à la gestion de l'entreprise, sous l'aspect des prévisions, du suivi de l'exploitation et du contrôle. Financier confirmé, ayant plusieurs années d'expérience, vous devez aussi posséder une formation grande école. Une bonne aptitude à la communication vous permettra d'évoluer dans notre entreprise. Envoyez en toute confidentialité lettre et CV à Gérard Pont, 15 Rue du Louvre PARIS 1er, sous la Réf.41139.

Directeur Finance Gestion



Contrelum

Une société de dimension internationale (CA 140 MF, 250 personnes), filiale d'un important groupe et spécialisée dans la conception, l'intégration, l'installation et la maintenance de réseaux modernes de télécommunications recherche son

Directeur administratif et financier

pour participer à sa croissance et au développement d'une activité de pointe.

Assisté de deux collaborateurs, vous animez et dirigez une équipe de 50 personnes réparties dans 15 pays en Europe, en Afrique et au Moyen-Orient en conservant la responsabilité de l'ensemble de la fonction. Engagé par Londres, vous êtes provisoirement détaché au siège à Paris.

De formation Ecole Supérieure de Commerce (option finance comptabilité), vous connaissez la comptabilité française et avez une expérience de plus de 5 ans qui vous a permis d'acquérir une grande ouverture d'esprit, un sens de l'international (bilingue anglais-français) et une aptitude certaine aux relations humaines à tous niveaux.

Nous vous remercions d'écrire, en précisant votre souhait de rémunération, sous réf. 2691 à ERNST & WHINNEY Conseil, 150 Bd Haussmann - 75008 Paris, qui étudiera votre candidature avec soin et discrétion avant de vous répondre.



Ernst & Whinney Conseil

AFCOREM



emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

CAMEROUN - YAOUNDE

Un important établissement bancaire recherche

UN INGENIEUR EN INFORMATIQUE

Il aura la responsabilité d'une équipe constituée de deux analystes et dix pupitreurs (matériel IBM 34).

Le candidat de nationalité camerounaise sera diplômé d'une grande école. il possédera une expérience professionnelle de plusieurs années.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV sous référence 511 à :



BAILLY CONSEIL
128, bd Haussmann
75008 PARIS

Emplois et Entreprises

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Traitement de Surfaces

INGENIEUR METHODES

Orléans

Un important groupe français, de notoriété internationale, recherche, pour l'un de ses établissements (Effectif : 1200 personnes), spécialisé dans la fabrication d'équipements de grande série, un jeune Ingénieur Méthodes, pour son unité de Traitement de Surfaces (émaillage, peinture, décoration, ...), englobant 170 personnes.

Rattaché au Responsable de l'unité, et en autorité sur une petite équipe, il aura en charge l'élaboration des temps et des prix de revient, la définition des nouveaux produits, la gestion des investissements, et devra être rapidement à même de faire des propositions visant à l'amélioration de la productivité, et ce, en relation étroite avec les différents services (études, fabrication, ...) de l'unité.

Nous souhaitons rencontrer pour ce poste, basé à Orléans, un jeune professionnel des Méthodes, de formation Ingénieur (Centrale, AM, ENSI, ...) et pouvant impérativement justifier d'une première expérience professionnelle, acquise dans le traitement de surfaces, en méthodes ou en production. La réussite à ce poste exige un esprit inventif, lié à un souci constant de rentabilité. La taille du groupe autorise de réelles perspectives d'évolution.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous référence M 1/1204 B, à :

EGOR INDUSTRIE
8, rue de Berri, 75008 Paris.
ou
EGOR OUEST-ATLANTIQUE
15, rue Charles Monselet, 44000 Nantes.

egor — PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DÜSSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL

média-system

Ouest de la France

Ingénieur Recherche Développement

Améliorer la connaissance du comportement d'emballages en contact avec différents produits afin d'en optimiser la durée de vie par :
- étude des phénomènes de corrosion,
- détermination des durées de vie.

Animer une petite équipe de techniciens, c'est la mission que vous propose cette société figurant parmi les leaders mondiaux de son domaine d'activité.

Afin de répondre toujours plus vite et de façon qualitative aux exigences des clients et aux contraintes des marchés, elle crée le poste d'ingénieur R & D.

De formation ingénieur chimiste ou équivalent, débutant ou justifiant d'une première expérience R & D dans l'industrie agro-alimentaire ou dans un domaine connexe, le candidat participera à des tâches variées au sein d'une équipe très compétente et motivée. La pratique de l'anglais est vivement souhaitée.

Le poste est basé dans une région agréable de l'Ouest de la France.

Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite, sous réf. M 515 J, à Etienne Simonnet, OC Conseil, 15 rue du Louvre 75001 Paris, à qui nous avons confié cette recherche.

OC conseil
Ressources humaines

AFCOREM

Orléans

INGENIEUR SERVICES GENERAUX

Cette entreprise industrielle, englobant plus d'un millier de personnes et filiale d'un important groupe international, est spécialisée dans la fabrication d'équipements de grande série. Renforçant ses structures, elle crée aujourd'hui le poste de Responsable des Services Généraux.

Rattaché au Directeur Général, et en autorité sur une cinquantaine d'effectifs, il assumera l'entière responsabilité de l'entretien central (moyens lourds, chaufferie, fluides, distribution électrique, ...), des bâtiments et travaux neufs, des énergies, des services généraux (transports, gardiennage, nettoyage...) et de la sécurité de l'unité.

Nous souhaitons rencontrer un Ingénieur diplômé (homme ou femme), homme de terrain et personnalité affirmée, âgé de 30 ans au moins, et pouvant justifier d'une première expérience de la fonction, acquise de préférence en production métallurgique. Le praticien retenu devra être un animateur d'hommes, percevant sa mission en termes d'économies d'énergies, d'organisation et de gestion des ressources. La taille du groupe autorise, à terme, de réelles perspectives d'évolution.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous référence M 1/1204 A à :

EGOR INDUSTRIE
8, rue de Berri, 75008 Paris.
ou
EGOR OUEST-ATLANTIQUE
15, rue Charles Monselet, 44000 Nantes.

egor — PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DÜSSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL

média-system

Etablissement financier

FILIALE
D'UN DES PREMIERS GROUPES D'ASSURANCES
crédit - crédit-bail - location

recherche

dans le cadre de l'expansion de son secteur entreprises

CRÉDITMAN

Basé au siège social
dans une grande ville universitaire Ouest.

Esprit d'analyse, goût des contacts, sens de l'adaptation et du travail en équipe seront les premiers atouts pour réussir *dans la fonction.*

Formation souhaitée :
Type E.S.C. - Licence

Débutant ou première expérience

Perspectives de carrière ouvertes.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo + prétentions sous nº T 068.895 M, REGIE-PRESSE
7, rue de Monttessuy, PARIS-7e.

Une importante société française spécialisée dans la construction de biens d'équipement renforce ses équipes technico-commerciales en intégrant des

Jeunes ingénieurs grandes écoles

Après une période de formation aux techniques et aux procédures de la Société, ils se verront confier progressivement la prise en charge complète de projets tant en France qu'à l'étranger. Les ingénieurs recherchés, débutants ou ayant une première expérience industrielle (2-3 ans), devront avoir un réel potentiel de manager. Ils sont assurés de trouver une structure favorable à un développement de leurs capacités. La connaissance de l'anglais est indispensable.

Les postes à pourvoir se situent dans la métropole Nord.

Les candidatures adressées sous la référence 2180/LM seront examinées confidentiellement par Daniel LANDEAU.

HAY — NORD

HAY Managers
50, bd de Paris
59100 ROUBAIX
T. (20) 73.71.70

Ingénieur Electricité/Automatisme

«Un poste de Responsable dans la Formation»

Notre institut dans le Val de Loire recherche le Responsable de son service maintenance d'équipements électriques, électroniques, automatiques et robotiques.

Responsable de son budget, il gère et coordonne l'activité des animateurs, assure personnellement quelques heures de cours, répond de la bonne marche et de la rentabilité du service (5 à 15 personnes), ouvert au commercial, il doit pouvoir construire les formations nécessaires aux entreprises.

Outre un diplôme d'ingénieur valorisé par quelques années d'expérience, notre futur responsable doit posséder une bonne maîtrise de l'anglais et accepter de se déplacer à l'étranger.

Adressez votre dossier de candidature complet à notre Conseil sous référence 84/41/181/PG.

DOMINIQUE LELIGOIS — 1 rue Grecourt - BP 1522 - 37015 Tours Cx

---

BANQUE PRIVÉE SUD-OUEST

Nous sommes une Banque Privée ayant son siège dans une grande ville du SUD-OUEST

et des agences à Paris

Filiale d'une banque privée française d'importance nationale
nous recherchons pour assurer notre développement

2 JEUNES EXPLOITANTS DÉBUTANT (E) S
de formation supérieure
(H.E.C., E.S.S.E.C., Sup de Co, Dess Banque)

Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo AGENCE HAVAS, sous réf. 6.487
54, cours du Chapeau-Rouge, 33075 BORDEAUX Cedex.

UN DES PREMIERS CABINETS FRANCAIS
D'AUDIT ET DE CONSEIL
MEMBRE D'UN RESEAU INTERNATIONAL

recherche pour son bureau de LYON

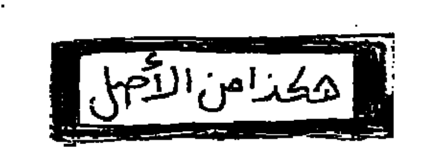
auditeurs et fiscalistes

Les candidats recrutés auront une formation supérieure et une première expérience de 3 à 5 ans, acquise de préférence dans un Cabinet d'Audit ou d'Expertise Comptable. Une bonne connaissance de la langue anglaise est indispensable.

Les perspectives d'évolution de carrière dans ce Cabinet International, employant en France plus de 600 professionnels, sont particulièrement intéressantes.

Veuillez envoyer votre CV en indiquant un Nº de Tél. à Jeannine Vallet - HELIOS STRECO DURANDO Rhône Alpes BP 39 - 69811 TASSIN CEDEX.

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 286.10.65





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

SOCIÉTÉ DE BIENS D'ÉQUIPEMENT DESTINÉS AUX INDUSTRIES DE L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE ET DE LA PÉTROCHIMIE

recherche

Ingénieur chimiste spécialisé élastomères et si possible plastomères

Pour : - assurer la fonction recherche et développement.
- superviser l'unité de production située dans le BORDELAIS.

Une expérience de la formulation et de la mise en œuvre des élastomères techniques est indispensable.
Anglais souhaité.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions : **Société AMRI** - Service du Personnel "Les Mercuriales" 40, rue Jean-Jaurès, 93176 BAGNOLET CEDEX

bleu

Une importante société industrielle recherche pour l'une de ses usines située en région rouennaise :

Responsable bureau d'études travaux neufs

Rattaché au directeur des services techniques, il anime une équipe de cinq personnes, définit et suit les actions de la sous-traitance. Dans le cadre d'un très important plan d'investissements il est, de plus, le correspondant privilégié du groupe ingénierie chargé de la modernisation des bâtiments et matériels des établissements du groupe. Ce poste conviendrait à un ingénieur électromécanicien, âgé de 30 ans au moins, possédant une expérience d'encadrement et de gestion acquise dans une entreprise de production. La rémunération annuelle, fonction des compétences du candidat, sera de l'ordre de 220.000 francs. Ecrire à PH. LESAGE en précisant la référence A/2584M.

Responsable logistique

Rattaché au directeur de l'usine, et en liaison étroite avec les services achats, ventes et financiers, il a la responsabilité de la gestion de l'ensemble des flux matières, depuis les matières premières jusqu'aux produits finis (stockage, ordonnancement, planning). Ce poste s'adresse à un candidat de formation supérieure (école d'ingénieurs ou de gestion), justifiant d'une expérience logistique d'au moins cinq ans acquise dans un environnement industriel, excellent organisateur et bon négociateur, dominant les problèmes de gestion informatique. La connaissance de l'anglais est nécessaire. La rémunération annuelle, fonction des compétences et du potentiel du candidat, sera de l'ordre de 250.000 francs. Ecrire à B. AUBRY en précisant la référence A/2585M.



3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Equipementier aéronautique

Toulouse - Cet équipementier aéronautique (300 millions de francs de chiffre d'affaires, 1.000 personnes), est filiale d'un important groupe industriel français. Dans le cadre de son développement constant, il recherche, pour son établissement de TOULOUSE (500 personnes), 3 collaborateurs :

Responsable contrôle essais

Rattaché au responsable contrôle qualité, il animera une équipe de 15 techniciens et aura pour objectif d'assurer la conformité des produits en terme de performances et de développer et accroître la fiabilité des procédés de contrôle de conformité. Il participera à l'élaboration de la politique d'assurance qualité en liaison avec le B.E., les méthodes et l'atelier auprès de qui il déclenchera et suivra la mise en place d'actions correctives. Enfin, il cherchera constamment à améliorer la productivité de son service. Nous recherchons un ingénieur confirmé ayant de bonnes connaissances en électronique et mécanique. Il aura une expérience minimum de 3 à 5 ans dans l'aéronautique ou la mécanique fine à un poste technique d'encadrement (production, méthodes, qualité...). De bonnes connaissances de l'anglais lu et écrit sont nécessaires. Ecrire à M. FABRE en précisant la référence A/T7057M.

Responsable des méthodes

Il prendra en charge la réorganisation et la direction du service méthodes (17 personnes). Dépendant du directeur de production, il aura pour mission de définir les temps, les moyens (machines, outillages, hommes), les procédés et processus de production et de montage les plus rentables. De formation ingénieur mécanicien (ENI, INSA, AM...), il aura une solide expérience, si possible au sein d'un service méthodes ou d'industrialisation. Des connaissances en électronique sont souhaitables. Ecrire à Arlette BIEBUYCK en précisant la référence A/T7058M.

Ingénieur électronicien

Directement rattaché au responsable du service support technique et chargé de la liaison après-vente / B.E., il assurera la validation de procédures de tests et de recherche de pannes sur calculateur numérique et analogique embarqué. Il encadrera une équipe de rédacteurs pour la documentation technique des produits, et assurera la formation du personnel technique des compagnies aériennes utilisatrices. Ce poste évoluera vers l'étude d'une informatisation des données et des procédures de tests ainsi que vers des interventions directes en clientèle. Nous recherchons un jeune ingénieur électronicien (ENSEIGHT, ENSICA). Une première expérience de bureau d'études ou de support technique serait appréciée. De bonnes connaissances en informatique constitueront un atout supplémentaire. L'anglais courant est indispensable. Ecrire à M. FABRE en précisant la référence A/T7059M.

Pour ces postes, la rémunération sera essentiellement fonction de l'expérience et des caractéristiques des candidats recrutés.



71 bis, allées Jean-Jaurès - 31000 TOULOUSE - Tél. (61) 63.70.63

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

---

responsable logistique de distribution

NANTES

Notre société (450 pers.) occupe une position de **LEADER SUR LE MARCHE FRANÇAIS**, avec une croissance de 20 % l'an. Nous sommes performants, compétitifs et... nous nous portons bien ! Aujourd'hui, nous recherchons l'homme capable de mettre en place et d'assurer notre logistique de distribution (gestion des stocks et expédition).

RATIONALISER, ORGANISER, PLANIFIER, toutes les actions relatives à la distribution de nos produits (vers les dépôts et les clients) sera votre principale mission. Votre objectif : garantir une distribution physique performante en ayant le souci constant d'améliorer le service, d'optimiser les stocks et de rentabiliser les moyens de transport.

Dans notre stratégie de développement, votre rôle en tant qu'opérationnel et fonctionnel est déterminant. Pour cette raison, nous vous demandons une formation **INGENIEUR** et une expérience d'au moins 5 ans, soit similaire, soit de la gestion de production.

Volontaire, pragmatique, vous êtes un homme de terrain mais aussi un homme d'idées, ouvert, possédant un excellent sens relationnel.

Si vous souhaitez participer activement à notre développement, contactez-nous en adressant C.V., lettre man., prétentions sous réf. 3989 à Organisation et Publicité, 6, rue Rosiere d'Artois 44000 NANTES, qui transmettra.

Informatique de gestion pour un Chef de Projet à Lyon

Au sein d'un grand groupe industriel, notre établissement lyonnais regroupe une activité de haute technologie en fort développement, ce qui nous amène à réaliser l'informatisation de nos systèmes de gestion.

Dans une petite structure qui évoluera progressivement, vous participerez à la réalisation des applications adaptées à l'évolution du centre : vous définirez le cahier des charges en relation avec les utilisateurs, concevrez des procédures adaptées, mettrez en place l'outil informatique approprié et assurerez le contrôle de réalisation.

Ingénieur, de formation type INSA (option informatique) ou MIAGE, vous possédez une première expérience de ce type de fonction. Vous vous sentez à l'aise dans les relations humaines et vous êtes doté d'un bon esprit de synthèse.

La connaissance du matériel IBM, système CICS - VSAM sous OS/VS 1 (et bientôt MVS) est souhaitable.

Merci d'adresser votre candidature en précisant votre rémunération actuelle, sous réf. 1017, à Média-System, 93 rue Edouard Herriot, 69002 Lyon, qui transmettra.

Discrétion assurée.

FISCALISTE

160 KM NORD DE PARIS société d'expertise comptable en expansion continue grâce à la qualité de ses travaux, recherche, pour renforcer ses structures, un **FISCALISTE.**

Le candidat, homme ou femme, doit posséder une formation supérieure (maîtrise de droit avec option fiscale, l'ENI ou équivalent) avec une expérience minimum de 5 ans dans un poste similaire ou dans une administration.

Dans la clientèle composée de PME, PMI, il devra, dans un cabinet de taille humaine, assurer un rôle de conseil fiscal et à terme de conseil juridique, tant au niveau de cette clientèle qu'au niveau des collaborat.

Adresser votre c.v. manuscrit, photo et prétentions sous n° 8.567 *le Monde* Pub., service annonces classées, 5, rue des Italiens, Paris-9e.

---

pharmacie

développer la communication et la gestion du personnel adaptées à notre croissance

Votre rôle sera de créer et de mettre en place vos outils de gestion et de communication nécessaires à la préparation de l'avenir compte tenu de la stratégie définie par le directeur des ressources humaines.
Dans ce cadre vous aurez également la responsabilité de la mise en place et du développement des outils informatiques (H.P.).
Nous sommes un laboratoire pharmaceutique filiale d'un groupe international leader.
Le poste est basé à 100 km à l'Ouest de Paris.

Si vous désirez participer à ce recrutement, envoyez votre C.V. sous la référence 717-04 à notre Conseil :

ONOMA 26, rue de Berri 75008 PARIS (confidentialité, réponse assurées)

Société chimique internationale située dans le département du Haut-Rhin (Région frontalière)

recherche pour la création
d'un centre de production de pigments organiques

DIRECTEUR D'USINE

Ingénieur Chimiste ou Arts et Métiers, ayant au moins 6 années d'expérience dans la fabrication de pigments organiques et intéressé par la gestion et les contacts humains.

Ce poste est rattaché à la Direction Générale

INGÉNIEUR CHIMISTE

Ayant 5 à 7 années d'expérience dans la chimie de pigments organiques.
Il sera responsable du laboratoire de contrôle de qualité et de développement des procédés de fabrication.
Un organicien ayant l'aptitude d'assimiler rapidement la technicité des pigments organiques peut convenir.

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

Ayant 4 à 6 années d'expérience et de responsabilité dans un service de comptabilité.
Il sera responsable de la comptabilité générale et analytique, bilan, paie.
Un diplôme Supérieur de Gestion est souhaitable.

RESPONSABLE DES ACHATS

Ayant 5 à 7 années d'expérience dans les achats de produits chimiques et intermédiaires de préférence dans le domaine des pigments organiques.
Des connaissances en chimie seraient appréciées et un diplôme Supérieur de Commerce est souhaitable.

SECRÉTAIRES DE DIRECTION

Ayant au minimum 3 années d'expérience et possédant le BTS.

Tous ces postes nécessitent une bonne pratique de la langue anglaise, en particulier pour les postes de secrétaires.

Les places proposées offrent une rémunération attractive et une opportunité pour contribuer au succès d'une nouvelle expansion.

Adresser C.V. sous n° T 068.922 M, REGIE-PRESSE
7, rue de Monttessuy, PARIS-7e.

SOCIÉTÉ PROVENÇALE recherche

ADJOINT AU CHEF DU PERSONNEL

- 28 ans minimum ;
- Formation école de commerce ou juridique avec 4 à 5 ans de pratique dans la fonction personnel ;
- Expérience en relations sociales, droit du travail et connaissances en informatique temps réel.

160.000 F +

Ecrire sous réf. 366/M à SWEERTS, 9, rue du Delta, 75009 PARIS qui transmettra.

NICE, ÉCOLE DE FRANÇAIS

pr adultes étrangers recherche

PROFESSEUR

Exp. pratique VIF et DVV exigée, parlant bien l'anglais, plein temps, poste permanent.

Ecrire sous le n° 068.853 M

RÉGIE-PRESSE

7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

ATTACHE DE DIRECTION HF

Financement des entreprises

La S.D.R. PICARDIE a pour vocation de financer le développement des entreprises implantées dans les trois départements de l'OISE, de l'AISNE et de la SOMME.

Responsable du département de l'Oise, l'Attaché de Direction recherché aura pour mission d'assurer les relations avec les entreprises, d'analyser leurs besoins et leurs projets d'investissements, d'établir les dossiers et de monter les plans de financement.

Formation supérieure grande école (X, ECP, HEC, ESSEC, ESC...) ou universitaire de niveau équivalent. Expérience minimum de 3/5 ans dans la profession bancaire (secteur entreprises) ou dans un organisme financier spécialisé dans les prêts aux entreprises. Résidence Amiens.

Adresser CV détaillé sous réf. 242/18M à

France Cadres 22, rue Saint-Augustin 75002 Paris

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

Bretagne et pays de Loire

Fédération de Coopératives Agricoles
Agréée pour la Révision
recherche

DIPLOMÉ(E)S ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Agro, grandes écoles de commerce, maîtrise de gestion, MSTCF pour
audits de gestion

Adresser c.v. et prétentions à : C.C.A.O.F. B.P. 654, 35008 RENNES.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

CAP AU NORD : L'ACIER DE DEMAIN C'EST DE L'INFORMATIQUE



Notre métier ? Des aciers de très haute compétition
Nos applications ? L'informatique de pointe à tous les niveaux
Nos matériels : IBM 308 X ; 43 XX
Nos systèmes : DOS/VSE, VM/CMS, MVS
Nos réseaux : CICS, SNA (infocentre et micros)

JEUNES INGENIEURS INFORMATICIENS

de grande école ou Miage

Dans un contexte très performant, vous prendrez la responsabilité du développement d'applications en informatique de :
• Gestion • Gestion de Production • Process
Débutants ou 1ère expérience devenez Chefs de Projets à Dunkerque, Montataire, Isbergues ou Valenciennes.

Votre évolution ? : A la mesure de la nôtre avec en plus l'acquisition de la connaissance industrielle.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, lettre manuscrite, CV et photo s/réf. I 103



Service Recrutement
N. Le BAGOUSSE
Immeuble Ile de France
92070 Paris la Défense Cedex 33

Une nouvelle sidérurgie est en train de naître

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 286.10.65

SOCIÉTÉ D'ENDUCTION recherche pour l'Est de la France

INGÉNIEUR CHIMISTE

pour un poste de fabrication et de développement.
Expérience appréciée.
Ecr. s/nº 8.561 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Le Bureau de recherches géologiques et minières établissement public à rayonnement international, recherche un (une)

COMPTABLE

pour ses services d'ORLÉANS-LA-SOURCE

Adjoint au chef du service comptable, il participera à l'ensemble des travaux de ce service ; arrêté des comptes annuels, établissement du bilan, rédaction du rapport comptable, déclaration fiscale annuelle des résultats, etc.
Une formation du type DECS complet est requise, ou à défaut une maîtrise de sciences économiques ; la connaissance de la langue anglaise est souhaitée ; 2 ans d'expérience dans des fonctions semblables avec encadrement d'une équipe comptable sont nécessaires.
Une formation complémentaire en informatique est indispensable avec pratique de la gestion comptable informatisée.
Adresser lettre de candidature, c.v., références et prétentions sous référence 84-45 au BRGM/DPEL-AP1 B.P. 6009 45060 ORLÉANS CEDEX.

Contrôleur de gestion

250.000 F

Adjoint au directeur administratif et financier - Cette entreprise de 1500 personnes, filiale d'un important groupe, implantée en Bourgogne produit et commercialise des composants électroniques. Elle recherche son contrôleur de gestion, qui, adjoint au directeur administratif et financier, aura pour mission de synthétiser les données en provenance des usines, des différents services de l'entreprise, et d'établir pour la direction : budgets, comptes d'exploitation... Nous souhaitons rencontrer un candidat diplômé de l'enseignement supérieur (HEC, ESSEC ou équivalent) justifiant d'une première expérience au cours de laquelle il aura exercé une fonction identique en milieu industriel. Il aura, en outre, acquis une bonne pratique de l'outil informatique. Une double formation (ingénieur) serait appréciée. La rémunération sera fonction de la formation et de l'expérience du candidat retenu et pourra atteindre 250.000 francs. Réelles possibilités d'évolution au sein du groupe. Ecrire à PH. BONNEFOY en précisant la référence A/3845M.

PA

78, Bd du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Responsable relations humaines

Le Havre - *Membre d'un groupe internationalement réputé*, cette société spécialisée dans la fabrication et la commercialisation d'équipements industriels, désire renforcer son potentiel en recrutant un responsable relations humaines basé à son usine du Havre (environ 800 personnes). Dans un contexte d'importance voulue croissante de la fonction, il élabore, propose, met en œuvre et anime une politique dynamique, cohérente et réaliste en matière de gestion du personnel et des relations sociales. Bâtissant les outils nécessaires, il aura tous les contacts pour crédibiliser, avec l'aide de son équipe, une action qui portera tant sur les relations avec les partenaires sociaux, que sur la gestion prévisionnelle, la formation, les rémunérations, les aspects juridiques, la sécurité, la communication ou les relations externes. Ce poste intéressera un candidat, âgé d'au moins 35 ans, de solide formation générale, possédant une expérience significative dans les principaux domaines de la fonction personnel, relations et ressources humaines ; d'une durée supérieure à cinq années, elle aura été acquise en établissement industriel et aura révélé des qualités d'organisation, de contact et d'initiative. La rémunération sera à la hauteur des responsabilité proposées. Ecrire à J. HAXAIRE en précisant la référence A/2586M.

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

VILLE DU HAVRE

recherche pour son service ORGANISATION

INGÉNIEURS

appelés à exercer des fonctions de chargés d'études dans le cadres du développement de ses nouvelles techniques de gestion.
Ils travailleront en équipe pluridisciplinaire avec des informaticiens et des gestionnaires.

SALAIRE ANNUEL :
– 1re année : 82.000 F net.
– 2e année : 94.000 F net.

PLAN DE CARRIÈRE ÉVOLUTIF.

Adresser les candidatures à Monsieur le Maire du Havre B.P. 51, 76084 LE HAVRE Cedex.

Pour tous renseignements, appeler le 16 (35) 22-81-01 postes 246 ou 235.

LA DIRECTION DES CONSTRUCTIONS ET ARMES NAVALES DE CHERBOURG

recherche des Ingénieurs sur Contrat pour

POSTE 1 : ADJOINT AU CHEF DU BUREAU D'ETUDES INFRASTRUCTURE.
Etudes de rentabilité d'investissements. Elaboration d'une méthode de planification et ordonnancement des études en vue de l'utilisation de moyens informatiques. Etudes relatives à la mise en place de procédés de dessin assisté par ordinateur.
Profil souhaité : Ingénieur ENSI ou équivalent, spécialité mécanique ou électricité - Connaissances en équipement industriel et Informatique seraient appréciées.

POSTE 2 : INGENIEUR RESPONSABLE DE L'HYGIENE ET SECURITE DU TRAVAIL.
Définir dans le cadre des directives du Directeur les actions à mener dans les domaines de la prévention des accidents du travail, des maladies professionnelles et de l'amélioration des conditions de travail.
Suivre les actions lancées.
Profil souhaité : Ingénieur ENI, équivalent ou supérieur. Expérience souhaitée de Production. Facilité de contacts avec les différents niveaux de personnels.

POSTE 3 : ADJOINT AU CHEF DE GROUPE - MECANIQUE DE STRUCTURES.
Du centre d'Essais Technique et d'Evaluation. Calcul de structures - Mesures électroniques - Traitements informatiques (BASIC).
Profil souhaité : Ingénieur ENSI - ENI - INSA.
Dynamique, esprit volontaire, apte à effectuer des essais dans des conditions difficiles, embarquement pour essais sur sous-marins.

Pour chacun de ces postes, il est proposé une rémunération mensuelle nette de l'ordre de 8 800 F.

Ecrire en adressant curriculum-vitae et en précisant bien le poste demandé à :
DIRECTION DES CONSTRUCTIONS ET ARMES NAVALES
Chef de Section Personnel
BP nº 10 - 50115 CHERBOURG NAVAL.

Contrôle de gestion commerciale

STRAFOR, leader européen de l'aménagement des espaces de bureaux, recherche son responsable du contrôle de gestion commerciale. Rendant compte à la direction du contrôle de gestion, il animera une petite équipe qui assure le contrôle de gestion de l'activité commerciale en France (succursales et concessionnaires). Des missions d'études ponctuelles lui seront également confiées ainsi que la responsabilité permanente de l'amélioration des procédures. Le candidat recherché, âgé de 28 ans au moins, est diplômé de l'enseignement supérieur (ESC) et peut justifier d'une expérience professionnelle de 5 ans environ acquise dans le service exploitation d'une banque ou dans le contrôle de gestion d'une activité de distribution. La pratique de l'anglais est indispensable pour évoluer dans cette fonction. Le niveau de rémunération offert tiendra compte de l'expérience antérieure. Le poste est basé à Strasbourg et implique une disponibilité pour des déplacements en général ponctuels. Ecrire à F. WILLIGSECKER en précisant la référence A/6265M.



3, quai Kléber - 67055 STRASBOURG Cedex - Tél. (88) 22.01.54

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Attaché Commercial

120.000 frs

Une société de courtage, négoce et représentation implantée dans la région de **LISIEUX**, *distribuant à l'échelon national des matières premières industrielles, recrute*

UN JEUNE ATTACHE COMMERCIAL

possédant une formation supérieure économique ou commerciale, une première expérience de la vente et la pratique de l'anglais. Il s'agit d'un poste actif nécessitant des qualités de dynamisme et d'imagination pour étendre la clientèle et ouvrir de nouveaux marchés.

Adresser votre dossier de candidature s/réf. 5223 à notre conseil J. de BRESILLON

SEREP 124 bis av. de Villiers 75017 PARIS

URGENT

VILLE DU HAVRE, recrute pour son service des Centres de Loisirs et d'Echanges Culturels

UN ATTACHÉ (option Animation)

chargé de la coordination pédagogique de 10 Centres de Loisirs et d'Echanges Culturels implantés dans les différents quartiers du Havre, comprenant une quarantaine d'animateurs permanents.

PROFIL DE POSTE : être inscrit sur la liste d'aptitude à l'emploi d'attaché (option animation) ou être titulaire, au minimum, du diplôme d'Etat aux fonctions d'animateurs.

Adresser candidatures et curriculum vitae détaillé à M. le Député-Maire du Havre, Bureau Formation et Recrutement du Personnel, B. P. 51 76084 LE HAVRE CEDEX.

S.S.C.I. REGIONALE
FILIALE DU CREDIT INDUSTRIEL DE NORMANDIE (GROUPE C.I.C.)

recherche pour Basse Normandie

INGENIEUR COMMERCIAL

- Vous avez une formation à la gestion d'entreprise (ESC ou Sciences Eco.)
- Une première expérience dans la vente de logiciels et/ou matériels informatiques.
- Vous disposerez d'une autonomie au sein de votre secteur géographique pour la réalisation des objectifs à atteindre. (Vente auprès des PME et PMI)
- Après une formation de deux mois auprès du responsable du Département Commercial, vous serez basé à CAEN.

Adresser CV, photo et prétentions à «INFOMAT NORMANDIE» Immeuble «Normandie I» - 98, av. de Bretagne 76100 ROUEN SAINT-SEVER.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

CHEF DE SERVICE EQUIPEMENT ELECTRIQUE INDUSTRIEL
NORMANDIE

Notre Société est une des plus importantes Entreprises Normandes spécialisées dans l'étude et la réalisation d'installations électriques et d'automatismes industriels. Elle recherche un **INGENIEUR GRANDE ECOLE** (E.S.E., I.E.G., ENSEM, etc) pour diriger un service opérationnel de 130 personnes.
Possédant une expérience technique suffisante, le candidat devra également s'imposer comme :
- **gestionnaire** de son service, organisé en centre de profits.
- **animateur** de son équipe de cadres et techniciens, afin d'en assurer le développement et l'évolution.

Adresser lettre de candidature manuscrite, CV, photo sous référence 3350 à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 286.10.65

Chef de Produit Revêtements muraux contour/Kingfisher

NAIRN FRANCE est une société spécialisée dans la commercialisation et la distribution de revêtements grand public sols et murs. Le chef de produit assurera la gestion de gammes complètes de produits dont il développera le volume et la profitabilité, en association avec notre équipe de vente.
Vos fonctions porteront sur :
- le plan marketing : relations avec l'usine, renouvellement de gamme, détermination de nouveaux créneaux.
- les moyens à mettre en œuvre : budgets PLV, presse, promotions...
- les prévisions et le contrôle : budget, reporting, analyse des écarts, actions correctives.

Le poste est basé en proche banlieue Sud-Est, des déplacements courts et assez fréquents en Angleterre et en province sont à prévoir.
Votre formation - type école de commerce - votre expérience - 2 à 4 ans - exercée si possible dans le marketing de produits comparables, votre anglais courant sont vos atouts pour ce poste.
Votre évolution se situera à l'échelle d'un groupe international.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV et photo) sous la référence XXV/84 M à Patrick LONGUECHAUD - Département Central du Personnel - 8, avenue Delcassé - 75384 PARIS Cedex 08

Unilever
France Services

Curriculum

steria ENTREPRISES

LEADER EN INFORMATIQUE BANCAIRE

lance sur le marché de nouveaux **PROGICIELS BANCAIRES** et poursuit le développement de ses activités **BANQUE** et **TELECOMMUNICATIONS.**

Elle propose d'intéressantes opportunités à des

CHEFS DE PROJETS

Les candidats de valeur :
- ayant acquis une première expérience auprès d'un UTILISATEUR ou d'une SOCIETE D'INGENIERIE INFORMATIQUE,
- voulant s'intégrer à des équipes compétentes et dynamiques au sein d'une société valorisant les qualités humaines et techniques,

SONT INVITES A PRENDRE CONTACT AVEC :

steria C. SOMEK
147, rue de Courcelles - 75017 PARIS

STERIA leur fournira les moyens de leur épanouissement professionnel.



ingénieur d'affaires grande école

Forts de notre expérience en matière de traitement de l'information et de communication, nous intervenons auprès des constructeurs et exploitants en vue de **simplifier l'accès à la documentation technique et logistique des matériels.**

Agé d'environ 35 ans et ayant acquis un réel bagage technique comme **ingénieur d'après-vente, Chef de projet,** vous vous sentez capable de seconder le Responsable Commercial de notre département Industrie.

Dynamique et pragmatique, vous avez exercé vos **talents de négociateur** en participant à la vente de biens d'équipements ou de services et désirez vous épanouir dans un poste à **responsabilités.**

Votre courrier, avec photo, nous précisera votre intérêt pour ce poste et votre salaire actuel sous la réf. H 1139 à KRENO Consultants 89, rue de la Boëtie 75008 PARIS.

KC KRENO Consultants

IMPORTANT ETABLISSEMENT FINANCIER à PARIS

recrute pour son Département Informatique (IBM 4381), un

INGENIEUR INFORMATICIEN

de formation Grandes Ecoles

- Il possédera 5 ans d'expérience professionnelle qui lui auront permis d'acquérir une bonne pratique dans la conception et la mise au point de chaînes de traitement, de préférence sur matériel IBM.

- Il participera à l'élaboration de nouveaux projets temps réel et S G B D et devra faire preuve de qualités d'intégration et d'animation d'équipes de réalisation.

Il lui est offert une rémunération compétitive, une formation soutenue et des possibilités de progression.

Adresser curriculum vitae et prétentions sous réf. 3192 à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

AVEC NOUS, PORTEZ L'INFORMATIQUE AU CŒUR DE L'ECONOMIE FRANÇAISE

Choisissez l'informatique, pour ne pas manquer le tournant de la troisième révolution industrielle.

L'informatique est aujourd'hui un élément fondamental de la gestion des entreprises, des collectivités. Elle irrigue chaque jour plus en profondeur le tissu industriel, commercial, administratif et social du pays. Les années 80 verront dans le domaine du traitement de l'information, des changements importants.

Nos activités se développent avec les besoins de l'économie...

Elles concernent principalement les systèmes de traitement de l'information, les équipements et services susceptibles d'apporter des solutions aux problèmes, sans cesse plus complexes, des milieux d'affaires, de l'Administration, de la médecine et de nombreux autres secteurs de l'activité humaine.

C'est pourquoi nous recrutons...

De Jeunes Diplômé(e)s d'Ecoles d'Ingénieurs et de Commerce,

à la recherche de leur première situation, ou possédant une expérience professionnelle de 2 à 3 ans, pour leur confier après une formation normalement rémunérée des postes

d'Ingénieurs Technico-Commerciaux, Ingénieurs Commerciaux.

Les candidats doivent être dégagés des obligations du Service National, et avoir une bonne connaissance de l'anglais.

... Pour leur permettre d'exercer des métiers variés à l'image des applications multiples de l'informatique.

Les exemples ne manquent pas...

La banque :

Le personnel qui dispose d'un terminal est investi d'un pouvoir de décision ; dégagé de tâches répétitives, il est disponible pour des tâches plus enrichissantes, des rapports directs avec la clientèle. Le client, grâce au guichet libre-service peut retirer de l'argent 24 heures sur 24.

La distribution :

L'introduction de terminaux aux points de vente améliore les opérations de réception des marchandises, de réapprovisionnement, de ventilation des ventes d'une entreprise à succursales. Le scanner holographique IBM lit le code produit, permet la recherche du prix, son affichage sur écran avec désignation de l'article, et l'impression en clair du ticket de caisse.

L'industrie aéronautique :

Des études préliminaires aux essais en vol, interviennent la conception et la fabrication assistées par ordinateur (C.F.A.O.).

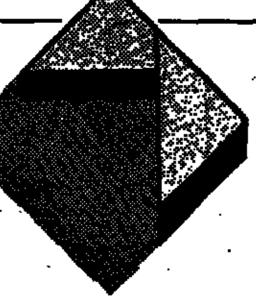
Comment faire acte de candidature ?

Si vous souhaitez rejoindre une entreprise et un secteur en pleine expansion, adressez votre candidature à notre Département Recrutement-Orientation-Conseils 2, rue de Marengo, 75001 PARIS, en mentionnant la référence ICM-6/11 Elle sera traitée avec la plus grande discrétion.

Les candidat(e)s répondant aux conditions de base, seront reçus à Paris ou dans une Direction Régionale. Nous leur rembourserons leurs frais de transport.



MASH.



Ingénieurs informaticiens

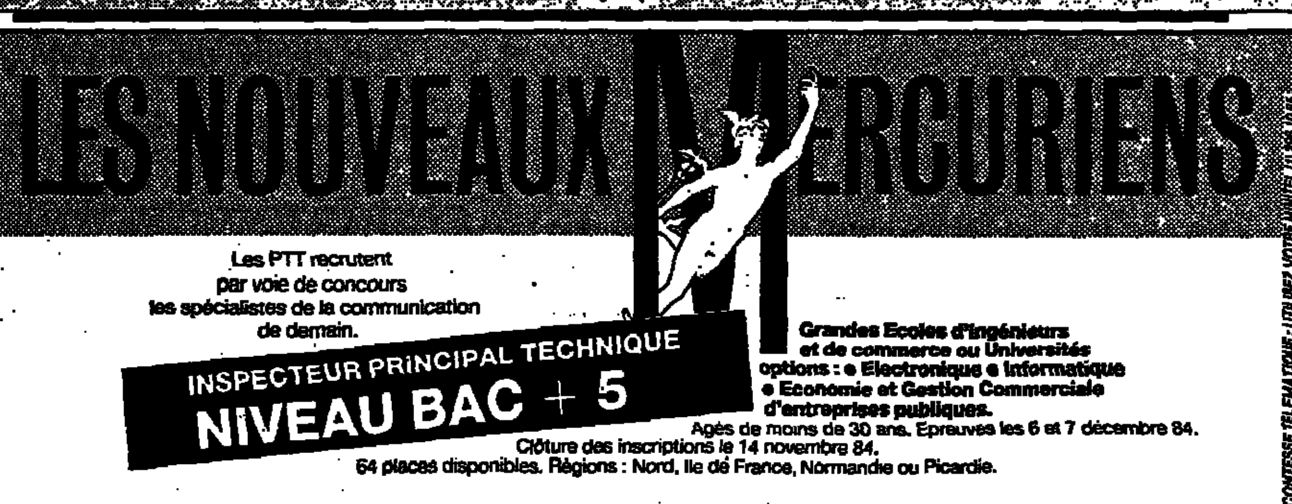
GRANDES ÉCOLES, DOCTORAT, DEA, MAÎTRISE, (0 A 5 ANS D'EXPÉRIENCE).

Syséca : société de services et d'ingénierie informatique de 780 personnes au C.A. de 280 MF, partenaire d'un groupe industriel de taille internationale, vous propose dans le cadre de sa stratégie d'expansion, des postes d'ingénieurs informaticiens, pour exercer votre activité dans les domaines suivants :

■ SYSTÈMES TEMPS RÉEL ■ INFORMATIQUE INDUSTRIELLE ■ LOGICIEL DE BASE ■ SYSTÈMES DE GESTION ■ SYSTÈMES DE COMMUNICATION ■ SYSTÈMES DE GESTION DE BASES DE DONNÉES.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous réf. 9609 à GROUPE SYSÉCA, Service du Personnel - 315, Bureaux de la Colline - 92213 Saint-Cloud Cédex - Tél. 602.70.47.

GROUPE SYSECA



Ingénieurs logiciels temps réel

Au sein d'un groupe de dimension internationale, cette société est spécialisée dans la conception et la réalisation de systèmes électroniques de pointe, destinés à des applications aéronautiques et spatiales. Deux postes sont à pourvoir dans un service d'étude de systèmes de télémesure, systèmes composés de chaînes d'acquisition de mesures reliées à des calculateurs d'acquisition et de traitement de données.

Jeune chef de projet

Il aura à concevoir à partir d'éléments standards, des systèmes de télémesure spécifiques depuis la rédaction du cahier des charges jusqu'à la remise clés en main au client. Il sera plus particulièrement chargé de la réalisation de logiciels temps réel en assembleur et fortran, et de la configuration du système. Selon la taille du projet il encadrera un ou plusieurs ingénieurs et programmeurs. Diplômé d'une école d'ingénieurs, il a acquis au cours de 2 à 3 ans d'expérience, la connaissance des calculateurs DEC (VAX ou PDP) dont il maîtrise les systèmes d'exploitation (VMS, RSX et RT 11). Des compétences techniques alliées à des aptitudes à l'encadrement d'une équipe lui permettront d'évoluer rapidement vers des responsabilités plus larges. Réf. A/2581M.

Ingénieur débutant

Il participera à l'élaboration de systèmes de télémesure dont il aura à écrire les logiciels temps réel en assembleur et fortran. Il travaillera sur un calculateur DEC (VAX ou PDP). Selon la taille du projet il pourra être amené à en sous-traiter une partie à des programmeurs. Diplômé d'une école d'électronique avec option informatique, il sera dans un premier temps spécialisé en logiciel. Il pourra ensuite évoluer vers une responsabilité de chef de projet à la fois matériel et logiciel. Réf. A/2582M

Adresser curriculum-vitae et rémunération souhaitée à Brigitte DAUMARIE en précisant la référence choisie.



3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

T.N.S.C. (Groupe McDONNELL DOUGLAS)
Constructeur de TYMNET,
Leader mondial dans le domaine des réseaux de transmission de données recherche des candidats pratiquant couramment l'anglais pour le poste de

Animateur de formation hardware

intégré dans une petite équipe très dynamique, il sera chargé de la formation technique de notre clientèle européenne sur les matériels et les outils informatiques utilisés pour le contrôle et les opérations des réseaux.

Ce poste évolutif conviendrait à un technicien de haut niveau, ou à un ingénieur ayant déjà acquis une première expérience dans l'activité de formation chez un constructeur de mini-ordinateurs. A terme, il peut déboucher sur une responsabilité plus étendue.

Pour ce poste, TNSC offre :
— une formation aux techniques de pointe dans le domaine de la commutation de paquets, des réseaux à valeur ajoutée et de la télématique,
— une ambiance de travail favorisant les prises de responsabilités,
— des déplacements de courte durée en Europe et aux U.S.A.

Envoyer C.V. + lettre manuscrite avec photo et salaire actuel s/réf. TSG-2 à
TNSC - 210 bureaux de la Colline - 92213 SAINT-CLOUD

Publival

---

observatoire économique et social



SYNTEC, Chambre syndicale des sociétés d'études et de conseils, recherche **l'animateur** de son **Observatoire Economique et Social** en cours de création.

Il aura à s'intégrer à une action professionnelle originale : par la mise en place et la promotion d'un outil statistique performant, il devra répondre aux besoins des professions de l'ingénierie, de l'informatique et du conseil, permettant ainsi de développer l'action de SYNTEC auprès des Pouvoirs publics et de valoriser les services fournis aux adhérents de la Chambre syndicale.

Ce poste convient à un(e) jeune diplômé(e) d'une école type ENSAE ou 3ème cycle d'Econométrie. Le goût des contacts, le sens du service, associés à une bonne qualité d'expression écrite et orale, permettront à cet animateur de jouer un véritable rôle de "prestataire de services" dans le domaine spécifique du tertiaire supérieur

Pour ce poste basé à **Paris**, *adresser lettre manuscrite et C V sous la référence D025-M à Marie-Christine GILLES, Sema-Sélection.* **Centre Metra 16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE.**

MEMBRE DE SYNTEC

sema selection Paris Lille Lyon Marseille Toulouse



La Compagnie Française des Convoyeurs (600 personnes)

Pour faire face au développement rapide de notre division **LINECAR** des **chariots filoguidés**, nous renforçons nos équipes techniques de haut niveau et recherchons un

Ingénieur chef de projets
Responsable d'affaires clés en mains

Vous êtes ingénieur généraliste et vous avez une bonne connaissance de l'informatique industrielle. Vous avez une expérience de quelques années dans une fonction semblable de «coordinateur» faisant intervenir diverses spécialités techniques sans autorité hiérarchique sur les exécutants... mais avec la totale responsabilité de la meilleure exécution des projets qui vous sont confiés : respect du cahier des charges, des délais, des coûts et des marges...

Vous dépendrez du Directeur de Division et vous entretiendrez les multiples relations fonctionnelles avec les Services Techniques, Devis, Commerciaux et Comptables, afin d'assurer quotidiennement et jusqu'à leur terme le suivi et la gestion d'affaires importantes clés en mains en France, parfois à l'étranger (Espagne et Angleterre principalement). La connaissance de l'Anglais est un atout majeur pour votre réussite.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite + C.V. + photo et prétentions) sous réf. P/CFC/LM à Alain CHABANE, Consultant, qui vous garantit toute discrétion.

AFCOREM



Raymond Poulain Consultants
74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

IMPORTANT GROUPE CHIMIQUE INTERNATIONAL
recherche

JEUNE CADRE COMMERCIAL

Diplômé d'une Grande Ecole de Commerce.
Débutant ou ayant 2 à 3 ans d'expérience de la vente de produits industriels.

Anglais nécessaire.

Capable de s'intégrer dans une équipe (agence commerciale d'une métropole régionale).

Mobile à terme France ou étranger.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions sous référence 3518 à CONTESSE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

JEUNE CADRE COMMERCIAL

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 286.10.65

Nous intervenons depuis plus de cinquante ans sur des marchés durables, et en bonne santé ; nous y occupons une place prépondérante en France et à l'Etranger (C.A. consolidé : 2,3 milliards).

Nous recherchons

l'Adjoint de notre chef Comptable

Votre formation : Ecole de Commerce et/ou DECS et certificat supérieur juridique et fiscal, ou formation équivalente.
- Connaissances en informatique souhaitées
- Expérience en Entreprise : 2 à 3 ans minimum.

Rigueur, Méthode et Organisation, Aptitude au commandement sont des qualités indispensables dans la fonction proposée. Le poste est basé à Paris, mais nécessitera des déplacements en Province auprès de nos établissements décentralisés. Notre groupe, par ses dimensions nationales et internationales, laisse envisager d'intéressantes opportunités.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V, photo et prétentions) sous Réf. 927 à CURRICULUM 26, rue du 4 Septembre, 75002 PARIS qui nous la transmettra en toute confidentialité.



Intégrez notre équipe contrôle de gestion

Le développement et l'évolution enregistrés depuis plusieurs années, ont permis à notre Société d'occuper une place de leader sur le marché de l'agro-alimentaire. Pour poursuivre notre croissance, nous renforçons notre service Contrôle de Gestion en intégrant un jeune diplômé.

Au sein de la Direction Financière, il travaillera en étroite collaboration avec le Contrôleur de Gestion. Il prendra en charge des missions variées et enrichissantes : clôtures comptables, analyse des résultats financiers, élaboration et suivi des budgets, maintien des fichiers informatiques sur ordinateur et micro ordinateur.

Agé de 25 ans minimum, il justifie d'une formation comptable supérieure. Il possède un **BTS** ou un **DECS** consolidés par une **expérience de 4 à 5 ans** dans une fonction similaire qui l'aura familiarisé avec l'outil informatique. Plus que ses qualités techniques, c'est son fort potentiel qui sera déterminant et qui le mènera à terme vers un poste à plus de responsabilités.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à
P. KACZMAREK Biscuits BELIN
B.P. 93 - 91003 EVRY CEDEX

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 286.10.65

PARIS - LILLE - STRASBOURG - LYON - MARSEILLE - AIX-EN-PROVENCE - NICE - CANNES - MONACO



Grindlays Bank s.a.

Filiale d'un Groupe International implanté dans 45 pays du Monde

dans le cadre du développement de nos activités sur l'ensemble de notre réseau d'agences en France et à Monaco, nous recherchons

POUR GERER ET DEVELOPPER NOTRE CLIENTELE ENTREPRISES

EXPLOITANTS CONFIRMES H/F

Si vous êtes :
- de formation supérieure (universitaire, Ecole de Commerce, ...)
- bilingue Anglais/Français.

Si vous avez :
- une expérience réussie de 4/5 ans dans la fonction.
- 28 ans minimum.

Si vous souhaitez :
- développer vos connaissances,
- rentabiliser votre investissement,
- rejoindre une équipe dynamique.

Nous offrons de réelles possibilités d'évolution aux Professionnels motivés et performants.

POUR RENFORCER NOS EQUIPES

EXPLOITANTS JUNIORS H/F

Si vous avez :
- une formation supérieure,
- une bonne maîtrise de la langue anglaise.

Si vous êtes :
- attirés par les Métiers de la Banque,
- convaincus que la mobilité est un atout important.

Nous vous offrons :
- de tenter une première expérience au Siège ou en Agences avant de vous proposer de nouvelles opportunités.

Adresser lettre manuscrite + C.V détaillé, photo et prétentions à GRINDLAYS BANK - Recrutements - 96, avenue R. Poincaré - 75016 Paris.

LYON - MARSEILLE - AIX-EN-PROVENCE - NICE - CANNES - MONACO - PARIS - LILLE - STRASBOURG - LYON

PARIS - LILLE - STRASBOURG - LYON - MARSEILLE - AIX-EN-PROVENCE - NICE - CANNES - MONACO - PARIS

PARIS - LILLE - STRASBOURG - LYON - MARSEILLE - AIX-EN-PROVENCE - NICE - CANNES - MONACO

THOMSON-TITN

recherche

INGENIEURS-INFORMATICIENS CONFIRMES

possédant une solide expérience des **CALCULATEURS INCREMENTAUX.**

Adresser lettre, C.V., photo et prétentions sous référence MLA à :
THOMSON-TITN - 5, rue Gustave Eiffel
91420 MORANGIS

---

leasing

marketing manager

- nos clients sont des groupes importants et sains.
- nous sommes spécialisés sur le financement de projets importants (1 à 10 MF).
- votre rôle sera de développer notre clientèle et négocier les contrats.
- vous avez déjà une première expérience de la vente de produits financiers et êtes motivés par la possibilité de rejoindre un groupe international en fort développement.

Si vous désirez participer à ce recrutement, envoyez votre C.V. sous la référence 718-18 à notre Conseil :

ONOMA 26, rue de Berri 75008 PARIS (confidentialité, réponse assurée)

Diplômé d'une école de gestion ou d'ingénieur, vous avez la trentaine. Vous êtes actuellement, ou vous avez été,

spécialiste rémunérations

Vous êtes désireux de rejoindre un grand groupe qui veut optimiser la gestion de son potentiel humain et qui vous permettra, de mettre en pratique, sur un champ très large, votre acquis des années précédentes :
— audit des systèmes de rémunération, de classification et d'évaluation,
— suivi du marché en matière de salaires pour les métiers-clé de l'entreprise,
— harmonisation des pratiques par des actions de conseil aux unités opérationnelles,
— évaluation des tendances des prochaines années en matière de rémunération.

De larges possibilités d'évolution vous sont offertes au sein du groupe où des qualités relationnelles et techniques sont des atouts forts.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous la réf. 379, à Jeanne FAIVRE d'ARCIER, JACQUES TIXIER S.A. 7, rue de Logelbach, 75017 PARIS

jacques tixier s.a.
MEMBRE DE SYNTEC

HAVAS CONTACT

GROUPE INDUSTRIEL D'IMPLANTATION MONDIALE
RECHERCHE DES

Organisateurs confirmés

Rattachée à la Direction Générale, l'équipe que nous vous invitons à rejoindre est chargée d'importantes missions d'organisation interdirectionnelles. Les chefs de projets que nous recherchons ont au cours d'une première expérience d'au moins cinq ans en cabinet conseil mené à bien des interventions : de l'analyse au suivi de la mise en place des préconisations.

Ils travailleront dans une large autonomie, mais en collaboration et concertation avec les utilisateurs concernés et les équipes de la direction de l'organisation.

Vous avez une formation supérieure, une bonne culture informatique, un sens critique positif et un esprit de synthèse, le goût des contacts et le sens de la pédagogie. Ces atouts seront essentiels pour réussir une mission qui vous ouvrira de très larges perspectives d'évolution dans le groupe.

Les candidatures sont à envoyer à : Média-System - 104 rue Réaumur - 75081 Paris Cédex 02 - qui transmettra sous réf. LM 9656.

GROUPE INDUSTRIEL D'IMPLANTATION MONDIALE

recherche pour son département

RESEAU ET SYSTEMES DE TELECOMMUNICATION

des

INGENIEURS D'ETUDES RESEAUX CONFIRMES

La productivité de nos systèmes d'information et de communication exigent une politique ambitieuse de modernisation et d'extension de nos réseaux informatiques et systèmes de télécommunication.

Parmi d'importants projets télématiques, nous entreprenons la mise en place d'un grand RESEAU PRIVE DE TRANSPORT DE DONNEES, basé sur les techniques de la commutation par paquets, destiné à desservir les équipements informatiques et bureautiques de nos principales implantations industrielles et commerciales, en France et à l'étranger.

Pour mettre en place ce nouveau réseau, conduire la migration technique et organisationnelle des réseaux existants et préparer l'introduction de nouvelles applications télématiques, nous recherchons

DES INGENIEURS DE FORMATION GRANDES ECOLES ayant quelques années d'expérience (2 à 5 ans) en réseaux informatiques et transmission de données, pour rejoindre des équipes dans les domaines suivants :
■ l'équipe-projet chargée de la mise en place et de la recette du nouveau réseau. ■ le support technique de l'équipe opérationnelle chargée de l'exploitation et de l'administration du réseau informatique (3725, moyens P.T.T., terminaux, futur réseau de transport), ■ les études d'architecture-réseau et d'interconnection de systèmes.

Pour des cadres ambitieux, motivés par l'application de ces technologies de pointe au sein d'un puissant groupe international, de réelles opportunités d'évolution ultérieures sont offertes dans ce secteur en pleine croissance dans l'entreprise.

Les candidatures sont à envoyer à : Média-System - 104 rue Réaumur 75081 Paris Cédex 02 - qui transmettra. sous référence LM 9654

Responsable bureau d'études

Transformation des matières plastiques - Un groupe français spécialisé dans la fabrication de matériel médical à usage unique recherche un ingénieur pour lui confier la responsabilité de son bureau d'études. Placé sous l'autorité immédiate du directeur technique, il prendra en charge la gestion de ce bureau (8 personnes aujourd'hui) qu'il devra renforcer pour répondre à la croissance du groupe. Il sera, dans ce contexte, chargé de définir et développer, en liaison avec le médecin conseil et les services techniques et commerciaux de l'entreprise, des produits nouveaux adaptés au marché, dont il réalisera ensuite des prototypes avant le lancement en production et dont il tiendra à jour les documentations techniques. Basé en proche banlieue nord de Paris (10 km du périphérique) ce poste s'adresse à un ingénieur de haut niveau, âgé de 28 ans minimum et possédant au moins 3 années d'expérience acquise au sein du bureau d'études d'une entreprise produisant, si possible, des composants à base de matière plastique en grande série. La compréhension de l'anglais écrit est indispensable. La rémunération annuelle de départ sera essentiellement fonction des compétences présentées. Ecrire à J.M. JACLOT en précisant la référence A/R 9076M.

MEMBRE DE SYNTEC

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Ingénieur chimiste grande école Vendre et faire vendre

Dans un secteur en plein développement, celui des résines, polymères et surtout additifs pour matériaux composites, grâce à l'avance technologique que connaît notre groupe aux USA, nous progressons régulièrement de 20 % par an sur le marché français. Notre équipe commerciale, jeune et dynamique, est composée de plusieurs ingénieurs efficaces et motivés. Pour assurer sa fluidité, permettre à certains d'être promus dans d'autres secteurs, nous cherchons à intégrer de nouveaux ingénieurs de vente.

Nous les voulons compétents au plan professionnel, connaissant l'industrie des peintures, encres et résines, parlant anglais bien sûr, prêts à se déplacer d'un bout à l'autre de l'hexagone quand il le faut mais sans pour autant passer plus de cinq à six nuits par mois hors de leur domicile parisien et surtout possédant de réelles qualités de leadership. En effet nous comptons sur eux pour progresser dans notre groupe et nous voulons pouvoir leur confier des responsabilités de département dans un avenir plus ou moins proche. Fiers de rejoindre une société de grande renommée, ils prendront contact très rapidement avec les conseils en recrutement du cabinet CLEAS sous référence 8466 LM.

CLEAS

6, place de la République Dominicaine - 75017 PARIS.

MEMBRE DE SYNTEC

La Chambre Syndicale des Banques Populaires,
Organisme Central de 38 banques régionales recherche un

ANALYSTE - PROGRAMMEUR

sur matériel IBM 4361 - 5 dans un environnement VM - CMS, avec PL1 et APL.
Il développera et mettra en place des applications dans les domaines suivants :
- exploitation de données comptables, financières, statistiques,
- réalisation d'outils intéractifs dans un contexte info-centre (y compris aide et conseil aux utilisateurs),
- applications intégrant des terminaux informatiques et bureautiques multifonctions en liaison avec le site central.

Ce poste convient à un candidat possédant DUT, MIAGE... et ayant une expérience d'au moins 3 ans en applications de gestion.
Les candidats sont invités à adresser leur lettre manuscrite avec C.V., photo et rémunération actuelle sous réf. AP 10 à

Banque Populaire
131, av. de Wagram
75847 PARIS CEDEX 17.

Soyez bien!

Tout simplement comme les femmes et les hommes passionnés par l'informatique et qui intègrent Digital, le deuxième groupe Informatique mondial.

Ils sont bien parce qu'ils trouvent chez Digital une communication facile, le goût du dialogue, le sens de l'efficacité et une prise en compte de leurs aspirations...

Ils sont bien parce qu'ils travaillent dans un environnement professionnel ouvert, sur des gammes de produits performants (plus de 11 % du C.A. est consacré à la Recherche et au Développement) et parce qu'ils prennent part à des projets d'entreprise particulièrement dynamiques.

Ingénieurs Commerciaux Expérimentés.

Soyez bien : vous possédez une formation commerciale ou technique supérieure, 3 à 5 ans d'expérience commerciale en Informatique, la volonté de participer à notre développement sur toute la France et la capacité de prendre rapidement des responsabilités.

Dans le cadre de grands groupes ou de secteurs économiques, vous dialoguerez avec "ceux qui décident", vous participerez à leurs plans informatique et vous leur proposerez une véritable solution.

Soyez bien : faites votre choix entre Paris Nord, Paris Sud, Strasbourg, Lyon et Marseille et prenez tout simplement contact avec le Département des Ressources Humaines et Développement sous réf. M 116
2, rue Gaston Crémieux B.P. 136 - 91004 Evry Cedex

N° 2 mondial de l'informatique

digital

IMPORTANTE SOCIETE REGION SUD DE PARIS
recherche

INGENIEURS

PROJETS - DEVIS ELECTRICITE ET AUTOMATISMES.

Formation automatismes, électrotechniques.

— 5 ans d'expérience minimum dans l'étude, la conception et la réalisation de systèmes automatisés appliqués à l'industrie,
— définition des fonctionnements et études des cahiers des charges,
— élaboration et chiffrage des dossiers projets intégrant du matériel électromécanique et des configurations complexes d'automates programmables,
— contacts clients.

La connaissance de l'anglais constitue un plus.

Envoyer C.V. détaillé, photo s / réf. 1311 à
SIETAM
42 / 48, avenue du Président Kennedy - 91170 VIRY-CHATILLON

Vous aimez l'immobilier industriel ? Vous souhaitez rejoindre une société de haute technologie ?

Notre ambition est de créer un ensemble industriel de très haut niveau tant par sa qualité de fonctionnement que par sa qualité architecturale. ✦ Ce site industriel de plusieurs dizaines de milliers de m2 intégrera les différentes fonctions de l'entreprise : fabrication, recherche, stockage, commercial, administration... ✦ Vous serez totalement responsable de la réalisation du projet, représentant le maître d'ouvrage, depuis l'étude des besoins jusqu'à la réalisation. ✦ Vous réussirez cette mission essentiellement grâce à vos qualités réelles d'autonomie, de créativité et de contact à tous niveaux ✦ Néanmoins, votre formation d'ingénieur grande école, votre anglais courant, une expérience de 5 ans dans l'élaboration et la réalisation de programmes immobiliers ainsi que la connaissance des techniques du bâtiment vous seront utiles. ✦ Vous travaillerez au sein d'une société internationale à dimension humaine qui a la volonté d'investir en France (Nord-Ouest de Paris) et qui base sa croissance sur des produits destinés à des industries variées (du spatial au bâtiment), et intégrant une forte innovation technologique. ✦ Envoyez votre C.V. sous réf. 5819 à Média-System, 104 rue Réaumur 75081 Paris Cédex 02, qui transmettra.

Devenez notre chef de projet.

N'apprenez plus à devenir une machine ! Rejoignez l'équipe Macintosh chez Apple



Le succès de Macintosh en France nous conduit à renforcer notre équipe Marketing basée aux Ulis. Nous recherchons deux ingénieurs - hommes ou femmes - ayant de très bonnes connaissances techniques dans les domaines suivants : outils de développement, Pascal, Langage C, Assembleur 68.000, Télécommunications et Réseaux.

- Les candidats doivent avoir l'esprit d'initiative, une forte capacité de synthèse et le goût du travail en équipe.
- Ils seront capables d'animer des séminaires de formation ou de présentation technique devant un large auditoire.
- Ils ont une pratique courante de l'anglais lu, parlé et écrit.

INGENIEUR de SUPPORT

Il aura en charge la connaissance technique des logiciels et matériels et la diffusion de cette connaissance au réseau de distribution. De plus, il apportera une assistance technique à la francisation des produits. (Réf. BR01/11)

INGENIEUR d'ANIMATION du PROGRAMME de DEVELOPPEMENT

Il aura en charge la gestion des contrats avec les développeurs de logiciels extérieurs à Apple (administration, suivi, logistique). Il présentera et démontrera les outils de développement, évaluera les projets et conseillera les développeurs sur le choix des outils. (Réf. BR02/11)



Apple

Adressez C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions (en précisant la référence du poste choisi) à :
Bruno RIVES - Directeur de Produit - APPLE - Avenue de l'Océanie - ZA de Courtabœuf - B.P. 131
91944 LES ULIS Cedex.

Organisation et Publicité

Auditeurs seniors...mais autrement.

Professionnel averti, après 3 ou 4 ans dans un grand cabinet d'audit, français, anglais ou américain, vous devriez nous rejoindre pour accélérer votre carrière. Lui donner l'impulsion qui conduit aux responsabilités de manager. Un peu de mobilité dans la filière de votre choix ne peut qu'être favorable... et agréable si elle s'accompagne de moins de déplacements.

Dieu merci, notre cabinet n'est pas le seul de la profession à recruter pour cause de développement. Mais nos structures continuent à préserver de bonnes relations humaines... Nous avons d'excellents collègues, aussi français que nous, mais notre clientèle compte notamment les plus grands noms de l'industrie française. Nous sommes ainsi du côté des sociétés-mères qui consolident. Ce qui ne manque pas d'intérêt professionnel comme vous le savez. Quelques hésitations en anglais ne seraient pas un facteur d'élimination même si la maîtrise de cette langue reste toujours un plus. Plus parisien que d'autres, vous ne vous déplacez en province guère plus que 25 à 30 %. D'ailleurs, nous avons toujours trouvé le temps de faire un maximum de formation... Branchés sur l'informatique, nous en sommes aux micro portables. Et vous ?

Notre direction (des ingénieurs et des économistes de renom international), et nos jeunes managers attachent beaucoup d'importance à vous confier très vite d'intéressantes missions. Pour établir les premiers contacts, en toute confidentialité et en toute indépendance, voulez-vous écrire tout simplement aux conseils en recrutement de SIRCA. Avec nos remerciements. Référence 228 512M.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

développer la vidéo professionnelle en France

La Division "Entreprises" de SONY-FRANCE a acquis une position de leader incontesté en commercialisant la gamme complète des équipements de vidéo professionnelle : caméras, magnétoscopes, téléprojecteurs, systèmes complets de communication, information et formation destinés aux entreprises, administrations et organisations diverses.

Son **RESPONSABLE COMMERCIAL** contribuera à l'implantation et au développement de la vidéo auprès d'une clientèle représentant un portefeuille de 50 MF. Il analysera le marché des entreprises utilisatrices, les produits et l'organisation de la concurrence, il définira la stratégie à moyen et long terme et fixera les objectifs commerciaux annuels en liaison avec le Directeur du Département. Responsable d'un réseau de distributeurs spécialisés qu'il animera et supportera, il veillera à son adaptation permanente face à l'évolution du marché.

De formation commerciale supérieure, vous avez acquis une expérience réussie de 4 ans environ, dans un poste de responsabilité commerciale, face à des entreprises de biens d'équipement (informatique, bureautique, reprographie...).

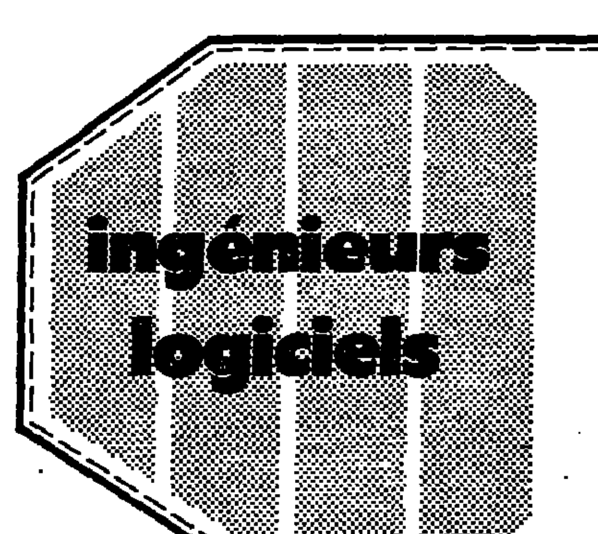
Bien sûr, la connaissance des équipements vidéo professionnelle ou de l'électronique serait un "plus".

Avant tout vous avez le sens de la communication, êtes ouvert vers l'avenir et savez dialoguer, négocier et convaincre à tous niveaux.

SONY® ENTREPRISES

Si cette proposition vous intéresse, nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prét.) sous référence RCM au Service Recrutement de SONY-FRANCE - 19, rue Madame de Sanzillon - 92110 CLICHY

Organisation et Publicité



THOMSON-LOGICIEL
PARIS ILE DE FRANCE
Division Informatique Industrielle

recherche pour ses activités — microprocesseurs — mini-informatique — bureautique — informatique distribuée. des ingénieurs logiciels connaissant :

- microprocesseurs 8 et 16 Bits
- mini : DEC, SOLAR, MITRA...
- systèmes d'exploitation RMX 86, UNIX, RSX — 11M
- langages : PASCAL, C, ASSEMBLEUR...

Ingénieur grandes écoles ou universitaire, vous intégrerez dans un premier temps des équipes dynamiques, puis vous évoluerez vers des postes de conception et d'encadrement.

Si ces perspectives vous motivent, veuillez pour un premier contact adresser votre dossier de candidature sous référence TLI 34 à THOMSON ANSWARE - 135, rue de la Pompe 75116 PARIS

SOCIETE DE COMMISSAIRES AUX COMPTES
recherche

ASSISTANTS REVISEURS
débutants, DECS complet

ASSISTANTS REVISEURS
ayant connu une première expérience (une à deux années)

Ces postes impliquent d'être diplômés de l'Enseignement Supérieur.

- Vous pourrez vous intégrer dans une structure très souple et particulièrement évolutive ;
- Votre activité sera axée sur la Région Parisienne ;
- La variété de vos missions, vous fera bénéficier d'une formation diversifiée préparant au diplôme d'Expertise Comptable.

Adresser vos candidatures à :
Jacqueline GRALL
22, rue de la Banque - 75002 PARIS - 260.05.97

FRANCACIF

FAIRCHILD
Une Société Schlumberger

FAIRCHILD, société multinationale appartenant au Groupe SCHLUMBERGER, spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de semi-conducteurs, recherche pour sa filiale française, situé à Montrouge (92) :

1 product marketing and application manager

VOS MISSIONS :
VOUS ASSUREZ L'INTERFACE entre les services marketing des usines (Europe, USA), la force de vente et la clientèle en France : soutien technique, suivi et contrôle des réalisations de vente/prévisions, établissement des prix de vente. VOUS FORMEZ ET ENCADREZ un ingénieur d'application.

VOS ATOUTS :
Une formation d'ingénieur grande école, une maîtrise parfaite de la technologie des semiconducteurs, une expérience de 4-6 ans dans une fonction analogue ou comme utilisateur. BILINGUE ANGLAIS. (Réf. 47 615/LM)

1 field application engineer

VOS MISSIONS :
VOUS ASSISTEZ TECHNIQUEMENT le « Product Marketing and Application Manager », en particulier sur le développement d'un produit de haute technologie et d'avenir, dont VOUS ASSUREZ L'INTERFACE entre les services marketing des usines et la force de vente et les clients.

VOS ATOUTS :
Une formation d'ingénieur en électronique, un goût prononcé pour ces technologies de pointe, si possible une première expérience dans un laboratoire ou comme utilisateur, une bonne compréhension de l'anglais. (Réf. 47 616/LM)

NOUS VOUS OFFRONS POUR CES DEUX POSTES :
DES TECHNOLOGIES DE POINTE, UNE ASSISE FINANCIERE importante et une société en expansion, des contacts nombreux (France, Etranger), une structure légère, très dynamique, qui laisse une grande autonomie, de réelles possibilités d'EVOLUTION, des conditions de travail intéressantes (formation en RFA et aux USA) et une rémunération motivante.

Adressez C.V., photo et rémunér. actuelle à **MERCURI URVAL** - 21, rue Eugène-Flachat - 75017 PARIS, en précisant bien la référence choisie.

Mercuri Urval

MEDIA PA



La Compagnie de Signaux et d'Entreprises Electriques réalise des systèmes complets de simulateur de pilotage et de contrôle. Elle recherche pour son Centre d'Etude d'Orsay (91) dans le cadre de développements relatifs à une

architecture multiprocesseurs SM 90

INGENIEUR LOGICIEL DE BASE

pour étudier les logiciels de base autour d'Unix et concevoir les moniteurs temps réel du système. C'est un ingénieur ayant le goût du travail au sein d'une petite équipe très motivée, connaissant les microprocesseurs 16 bits et les systèmes d'exploitation.

INGENIEUR COORDINATEUR

pour diriger l'étude et le développement de cartes Fonctions associées au système, participer à l'élaboration des logiciels, suivre les sous-traitants et animer l'équipe de projet. C'est un réalisateur ayant une expérience réelle de développement de calculateurs ou autres systèmes à base de microprocesseurs.

Merci d'envoyer dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) à : CSEE - Service du Personnel
17, Place Etienne Pernet - 75738 PARIS CEDEX 15.

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 256.10.65



Auditeurs confirmés

Le groupe DARTY renforce son service d'Audit Interne et recherche deux Auditeurs confirmés pour rejoindre une équipe de 5 personnes et mener diverses missions d'audit opérationnel auprès de ses filiales.

De formation Ecole Supérieure de Commerce (option finance/comptabilité) + DECS complet, vous avez une expérience de quelques années en cabinet et/ou en entreprise.

Candidat à fort potentiel, votre aptitude aux contacts humains, votre rigueur et votre ouverture d'esprit vous permettent de vous intégrer rapidement et d'évoluer dans un groupe performant.

Nous vous remercions d'écrire, en précisant votre souhait de rémunération, sous réf. 2771 à ERNST & WHINNEY Conseil, 150 Bd Haussmann 75008 Paris, qui étudiera votre candidature avec soin et discrétion avant de vous répondre.



Ernst & Whinney Conseil

AFCOREM

Proche Banlieue Ouest

INGENIEURS D'ETUDE

Division autonome d'un grand groupe industriel français, cette unité est spécialisée dans les technologies de pointe : très haute fréquence, électronique. Un développement rapide de son activité, plus de 25 % par an, la conduit à rechercher de nouvelles compétences.

Au sein du département Télécommunications, ils ont pour principale mission l'étude de projets relatifs à la conception de produits et systèmes nouveaux destinés à la protection contre les phénomènes électrostatiques dans les domaines de l'aéronautique, de la marine... L'étude débouche sur une proposition, puis les ingénieurs définissent et solutionnent les problèmes techniques associés à son exécution.

Pour ces postes à responsabilités, nous souhaitons rencontrer des jeunes ingénieurs diplômés de grandes écoles d'électronique ou d'électricité. Après une première expérience de laboratoire, ils possèdent de bonnes connaissances en électronique et en électromagnétisme.

Des postes peuvent également être proposés à des débutants.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 19881 H, à :

média system

EGOR INDUSTRIE
8, rue de Berri 75008 Paris.

PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DÜSSELDORF LONDON MADRID TOKYO
egor MONTREAL

Instruments de laboratoire
15 km Nord de Paris

Notre PME française est devenue plus importante que sa société mère aux USA grâce à l'ingéniosité et à la créativité de son fondateur, à la qualité des équipes techniques qu'il a su mettre en place, permettant de nous maintenir au meilleur niveau technologique et d'innover en permanence dans nos spécialités. Nous recherchons un

Ingénieur chef de projet

électronicien, automaticien ou physicien

Vous serez plus particulièrement chargé de développer les détecteurs et les chaînes de mesure associées aux appareils et systèmes pour chromatographie liquide haute performance.

Vous êtes ingénieur électronicien ou automaticien ou physicien 3e cycle de l'université et vous avez de bonnes connaissances sur les chaînes de mesures associées à différents types de détecteurs et de capteurs.

Vous interviendrez dans plusieurs projets, soit en tant que spécialiste support technique aux autres chefs de projet, soit en tant que chef de projet vous-même en vous appuyant sur les compétences de vos homologues internes ou externes à l'entreprise.

Capable d'autonomie, vous avez l'esprit d'équipe et vous ne cherchez pas à entrer dans une structure hiérarchisée vous permettant de valoriser vos qualités de chef... seule votre autorité de compétence nous intéresse.

La connaissance de l'anglais constitue un plus appréciable dans votre dossier (lettre manuscrite + C.V. + photo + prétentions) que nous vous remercions d'adresser à Alain CHABANNE, sous la réf. P/IGI/LM, qui vous garantit toute discrétion.

AFCOREM — Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

AVIONS MARCEL DASSAULT BREGUET AVIATION
recherche pour leur centre de
VILLAROCHE (Seine et Marne)

INGENIEUR ELECTRONICIEN

Formation ESIEE - ESIEA - Débutant ou maximum 2 ans d'expérience pour étude d'antennes avions, calcul diagrammes.

Merci d'écrire avec CV, photo et prét. sous réf. 2864 à
CONTESSE PUBLICITE 20, av. Opéra
75040 Paris Cedex 01, qui trans.

AVIONS MARCEL DASSAULT BREGUET AVIATION

Equipements électro-acoustiques civils et militaires

Ingénieur d'affaires exportation

Nous sommes la Société ELNO à Argenteuil (Nord-Ouest de Paris). Notre C.A. a été de 60 MF en 1984. Nos clients sont réputés : les Armées, l'Aéronautique, le Ferroviaire, les Fabricants d'équipements... Ils sont exigeants et appécient nos produits. Les résultats de notre étude de marché à l'étranger justifient la création de ce poste.

Vous avez une formation et une première expérience technique (bureau d'études par exemple) vous permettant de parler le langage de nos clients, ingénieurs et techniciens. Vous avez, bien sûr, le goût des contacts et des voyages (30 % de votre temps). Une expérience dans la vente de produits et à des clients similaires serait très appréciée. Vous serez guidé dans vos débuts par notre Directeur Exportation et devrez rapidement faire preuve d'initiative dans votre secteur. Votre anglais est excellent et vous connaissez une autre langue étrangère.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite + C.V. + photo), sous la référence H/IAE/LM, à Jean-Pierre CASALIS, qui vous garantit toute discrétion.

AFCOREM —  Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

SOCIETE INDUSTRIELLE APPAREILLAGE ELECTRIQUE D'INSTALLATION
recherche

Responsable export cadre

- ayant expérience réussie dans fonctions similaires. Le candidat âgé de 30 ans minimum devra développer les ventes à l'exportation et assurer les relations avec agents et clients étrangers.
- Basé à PARIS.
- Anglais et allemand courant indispensables.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à
GAUTRON PUBLICITE
sous réf. 1169, *29, rue Rodier - 75009 Paris.*

Le pétrole, ça se gère et ça rapporte.

Jeune diplômé(e) ESC, Maîtrise de gestion ou DECS, débutant ou première expérience, vous recherchez un poste de gestionnaire polyvalent, proche de l'action, du terrain et des hommes et non pas relégué en tête à tête avec vos listings dans le silence d'un bureau, même moquetté et climatisé.

Filiale d'un puissant groupe pétrolier international, nous avons fait le choix d'une structure très décentralisée : 8 directions régionales, autant de centres de profit. Dans chacune un responsable administratif. Il anime l'équipe comptable, prépare les budgets, analyse les résultats, établit les tableaux de bord, suit les crédits clients, assume la fonction personnel et l'ensemble des contrôles... Ceci en toute autonomie, avec l'assistance ponctuelle du siège. Des attributions variées avec un objectif : faire tourner rond la machine et optimiser les performances de l'équipe.

Vos qualités d'animateur et d'organisateur, votre tonus et votre bonne humeur seront vos atouts pour réussir dans ce poste que nous vous confierons après une période de formation. Votre premier point de chute : Paris, Marseille ou Nancy. Merci d'exprimer votre intérêt sous référence 236 512M aux consultants du cabinet SIRCA. Joindre CV et photo.

Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS
MEMBRE DE SYNTEC

SOURCES

P.M.E. Région Nord
recherche

ADJOINT CONTROLEUR DE GESTION

POUR :
- implantation et contrôle de production,
- établissement prix de revient et suivi des stocks.

Connaissance informatique appréciée.

Ecrire FIRECO - Service Recrutement
93 *bis*, boulevard Exelmans, 75016 PARIS.

Société d'ingénierie de tout premier plan bénéficiant d'un environnement multiordinateurs interactifs :

IBM - DEC - PRIME - 250 terminaux
recherche

Ingénieur système

Vous êtes ingénieur diplômé d'une grande école et possédez une première expérience sur configuration IBM (MVS, OS/VS 1, CICS) vous serez chargé :

- d'assurer le suivi de nos logiciels de base (multiprogrammation, bases de données, télétransmission),
- d'améliorer nos techniques d'exploitation et en particulier d'assurer notre migration vers MVS,
- d'étudier les nouvelles technologies de téléinformatique et les évolutions correspondantes du matériel.

Nous vous offrons de nombreuses possibilités de formation complémentaire et d'intéressantes perspectives d'évolution au sein de notre groupe.
Lieu de travail proche banlieue Sud.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec C.V. et photo sous réf. 3294 à Média-System, 104, rue Réaumur 75081 Paris Cédex 02.

Entreprise Internationale de Travaux Publics
recherche pour son siège social à SACLAY (Essonne) un

JEUNE JURISTE

Une formation mixte, droit Français, common-law est nécessaire, une première expérience de 2 à 3 ans en entreprise ou en Cabinet de Conseil Juridique serait appréciée.

Ecrire avec CV détaillé à :
ENTREPRISE RAZEL Frères
Le Christ de Saclay - BP 109
91403 ORSAY Cedex

IMPORTANTE BANQUE PRIVEE
Filiale d'un Groupe International
renforce
SON DEPARTEMENT GRANDES ENTREPRISES
elle recherche

ATTACHE DE CLIENTELE H/F

- de formation commerciale supérieure (HEC, ESSEC)
- possédant une expérience de trois à cinq ans,
- ayant le sens des contacts,
- maîtrisant parfaitement la langue anglaise pour compléter son équipe dans ce secteur.

Les candidats intéressés sont priés d'adresser leur curriculum vitae à n° 3330 - CONTESSE PUBLICITE
20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS Cedex 01, qui trans.

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 296.10.65

Adjoint administration exportation

Société de biens d'équipement mondialement réputée et de taille humaine recherche, pour proche banlieue Sud, un **Adjoint Administration Exportation** ayant exercé une fonction commerciale vente pour :
- administration exportation,
- financement export,
- transports métropole et grande exportation.

Langues anglaise et allemande parlées et écrites. Salaire motivant.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence 3218 LM à

MEDIA PA
9, Bd des Italiens 75002 Paris
qui transmettra

Directeur Général d'une société industrielle (650 personnes), basée à 60 km Paris-Sud, je crée le poste de

Chef de personnel

Ce poste implique :
- les relations sociales,
- le recrutement et la formation,
- la gestion et l'administration du personnel.

Pour cela : Les candidats devront nécessairement pouvoir justifier d'une expérience de 3 à 5 ans de la fonction personnel en usine.

Une évolution à moyen terme vers une direction de personnel est prévue pour un candidat de bon potentiel.

La rémunération sera de 200 000 et plus selon l'expérience et le profil des candidats.

Si ce poste vous intéresse, adressez votre C.V., photo + salaire actuel, sous la réf. CP/931, à l'attention de Bernard G. ALLEN qui traitera avec une totale discrétion toutes les candidatures qui lui seront adressées au

CABINET BOTH
Département Sélection Recrutement
3 bis, Rue des Ecoles - 78400 CHATOU

MEDIA PA

Nos activités sont largement tournées vers l'exportation.
Notre Directeur financier recherche

un trésorier

Le candidat retenu, issu d'une grande Ecole de Commerce aura acquis une expérience de 4 ans environ dans une banque ou une Société multinationale, et sera bilingue anglais.

Il sera chargé de la trésorerie en francs et en devises, du suivi des changes, du reporting interne et externe, de la mise en place des financements.

Le poste implique de nombreux contacts à haut niveau.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 5920 à
Lévi Tournay 31, Bd Bonne Nouvelle
75083 Paris Cedex 02
qui transmettra.

SOCIETE D'INGENIERIE PARIS EST,
recherche

CHEF DE DEPARTEMENT

De formation X, Mines, Centrale... il prendra la responsabilité technique et commerciale du département, depuis la préparation des offres et la réalisation des équipements jusqu'à la mise en service et la réception des ouvrages.

32-38 ans, des qualités d'organisation et de méthode seront appréciées. Anglais souhaité

Envoyer C.V., photo et prétentions sous référence 3196 à
CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra,
75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 296.10.65

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

REGION PARISIENNE

RESPONSABLE DU MARKETING

Distribution Alimentaire — Environ 200.000 F.

La filiale française d'un groupe international, spécialisée dans la prestation de services à l'industrie alimentaire, recherche son Responsable du Marketing.
Rattaché au Directeur Général, celui-ci étudiera le marché, définira une politique de marketing cohérente avec la stratégie de la société, établira des plans auxquels il participera et dont il contrôlera la réalisation. Il établira des contacts avec la clientèle, il s'occupera personnellement de la promotion et des relations publiques.

Les candidats devront posséder une formation commerciale supérieure, un bon anglais, de grandes qualités de communication et une expérience marketing d'environ trois ans, acquise de préférence dans la distribution ou les industries alimentaires.

Envoyer CV, lettre manuscrite et salaire actuel sous réf. 3228 (mentionnée sur l'envoi) à Média-System, 104, rue Réaumur 75081 Paris Cedex 02, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ PRODUITS COSMÉTIQUES RÉGION PARISIENNE

recherche

INGÉNIEUR PHARMACIEN ou ÉQUIVALENT

ayant des connaissances à la fois en Chimie, Biologie, Pharmacologie, Histologie et Statistiques pour conduire des essais cliniques d'évaluation de produits solaires.

Préférence sera donnée aux candidats ayant une expérience dans le domaine.

Une bonne connaissance de l'anglais et des notions d'informatique sont souhaitables.

Adresser C.V. + photo + prét. à C.G.P. (réf. V3) 14, rue Jean-Mermoz, 75008 PARIS, qui transm.

SATELCOM

international

recherche pour son
DEPARTEMENT COMMUTATION

animateur de formation

Sa mission consistera à participer à l'élaboration de documents de stage et à assurer la formation du personnel commercial et technique des revendeurs installateurs.
Une bonne connaissance des matériels de commutation est indispensable.
Lieu de travail : PARIS (déplacements en province de courte durée).

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous référence MOAF à SATELCOM INTERNATIONAL 69/71, rue du Chevaleret - 75013 PARIS

PARIS. Non-voyant ch. lecteur(trice) et écrire courrier 1 h, une ou deux fois/semaine, c.v. manus. Téléph. : 222-18-58.

GRAND GROUPE INDUSTRIEL
recherche
pour une de ses filiales spécialisée dans la sous-traitance aéronautique et électronique un

INGENIEUR DIPLOME CONFIRME

Ayant quelques années d'expérience en industrie aéronautique.
Anglais apprécié.
Lieu de travail : Sud-Ouest.
Ecrire avec CV et photo s/réf. 3414 à CONTESSE Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui trans.

BANQUE INTERNATIONALE

(siège social à Paris)

recherche

pour son Département du Crédit

COLLABORATEUR/TRICE

(Niveau Cadre)

pour assister le responsable des recouvrements dans l'analyse, le suivi et la renégociation de certaines créances internationales litigieuses.

Le (la) candidat (e) recherché (e) aura acquis une expérience d'au moins 3 à 5 ans dans le domaine des crédits bancaires internationaux (euro-crédits et engagements par signature) ainsi qu'une parfaite connaissance de l'anglais (parlé et écrit).
Une formation juridique générale serait appréciée, mais n'est pas indispensable.

Envoyer C.V. et prétentions sous nº 8555, *le Monde* Pub., Service Annonces Classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

IMPORTANTE ENTREPRISE DE BATIMENT ET DE TRAVAUX PUBLICS
recherche pour VERSAILLES

COLLABORATEUR

- Problèmes immobiliers du groupe (achat et vente de dépôt et bureaux 25 % du temps);
- Problèmes sociaux généraux (15 % du temps);
- Recherche et mise au point de projets immobiliers (à réaliser ou à proposer à d'autres promoteurs — 40 % du temps);
- Relations commerciales (20 % du temps);
- Poste de responsabilité ;
- Candidatures souhaitées : HEC, Sup. de Co, ESSEC :
- + de 3 employeurs s'abstenir.

Adresser c.v./réf. 11 727 à PIERRE LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

SIETAM

Importante société spécialisée dans les installations automatiques de manutention, robotique, systèmes de production automatisés
recherche

JEUNES INGENIEURS

DIPLOMES A.M., I.N.S.A. ou EQUIVALENT.

Envoyer C.V., photo et prétentions s / réf. 1309 à SIETAM
42 / 48, avenue du Président Kennedy
91170 VIRY-CHATILLON.

VILLE DE SARCELLES
recrute
par voie de concours sur titres

UN OU UNE BIBLIOTHÉCAIRE

CAFB lecture publique.
Date limite de dépôt des candidatures : 15 déc. 1984.
Envoyer c.v à M. le Maire, 95203 Sarcelles Cedex.

ENTREPRISE MÉTALLURGIE FINE
proche banlieue Nord-Ouest
recherche

INGÉNIEUR MÉTALLURGISTE

ou
DIPLOMÉ D'E.S.F.

pour son service procédé.
Anglais lu, parlé, écrit obligatoire.
Poste à pourvoir rapidement.
Adresser c.v. détaillé, photo (retournée) et prétentions à :
Nº M 80.793 BLEU,
17, rue Lebel,
94307 Vincennes,
Cedex, qui transmettra.

1er fabricant français de peintures et revêtements muraux pour le bâtiment, filiale du groupe ELF AQUITAINE,
recherche

JEUNE COLLABORATEUR

Niveau Sciences Éco, E.S.C. ou équivalent.
- Sachant rédiger ;
- Tempérament commercial ;
- Bonnes facultés d'assimilation technique ;
- Anglais courant ;
- Libre de suite.

POUR :
- Assurer contacts par courrier et téléphone avec la clientèle et le réseau de vente ;
- Promouvoir les produits de la société en appuyant l'effort de vente.

Adr. c.v. man. et prét. à LA SEIGNEURIE, 20, r. Galliéni, 93001 Bobigny.

RECHERCHONS PROFESSEURS DE PIANO

Env. c.v. avec photo

Ecrire sous le nº 68.646 M
RÉGIE-PRESSE
7, rue de Monttessuy, Paris-7e

Association recherche

FORMATEURS

- Français, langue étrangère ;
- Polyvalent, calcul, géométrie, dessin ;
- Education physique et gestuel.

Téléphone : 728-71-51.

RÉVISEURS

COMPTABLES DÉBUTANTS
pour Commissariat aux comptes.
Env. c.v., prét. et photo à : Cab. BERNARD ROUSSEL, 8, r. Henri-Regnault, La Défense, 92400 Courbevoie.

Constructeur informatique recherche URGENT

2 INGÉNIEURS

formation MIAGE
expérimentés en bureautique.
Tél. pour R.-VS 784-74-52.

Leader en bureautique nous recherchons

ING. ÉLECTRONICIEN

URGENT 784-74-52.

Association loi 1901, de défense et assistance aux justiciables
recherche
retraité compétent en droits pour études dossiers, haute moralité exigée. Offre candidature A.D.V.P.J., 20, rue Alfred-de-Vigny, 75017 PARIS.

ROUCAIRE

instrumentation scientifique de haute qualité

TECHNICIEN DE MAINTENANCE BTS OU DUT

Connaissant l'électronique analogique et logique et ayant quelques années d'expérience.

La connaissance de l'anglais (lu) et une grande disponibilité pour les voyages en province sont indispensables.

Rémunération sur 13 mois + avantages sociaux.

Adresser c.v. détaillé + photo + prétentions à :
B.P. 65
78143 Vélizy-Villacoublay Cedex.

LE CENTRE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DU BATIMENT
Etablissement public à caractère industriel et commercial recherche

UN INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

(Ponts et Chaussées, Mines, Centrale...) pour effectuer des recherches et études sur la TERMIQUE ET LA VENTILATION DANS LE BATIMENT

Adr. c.v. et tous documents utiles à Station de recherche du C.S.T.B., Service Thermique et Aérolique des Systèmes et des Enveloppes, 84, av. Jean-Jaurès, Champs-sur-Marne, 77428 Marne-la-Vallée Cedex 2.

RÉDACTEUR CONCEPTEUR

pour documents et catalogues V.P.C. dans société dynamique de matériels de bureau. D'une très bonne expérience professionnelle, il devra être précis, persuasif, organisé et s'intégrer dans une équipe marketing.
Env. C.V. et prétentions à G. Beaumont J.M. BRUNEAU s.a. 91127 Palaiseau Cedex.

Atelier de recherche et création sonores recrute

CADRE

Formation économie, droit, commerce, intéressé par communication et nouvelles techniques. Poste responsabilité.
Fonctions :
gestion et prévisions, stratégie de développement, études de marché.
Ecr. s/nº 8.690 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

GROUPE INTERNATIONAL rech. urgent région parisienne

CHEF du PERSONNEL

10 ans expérience dans fonction. Négociateur social et responsable administratif. Connaissances anglais appréciées. Promotion rapide envisagée selon candidat. Adresser C.V., photo, prétentions annuelles.
Ecr. s/nº 1.344 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CABINET JURIDIQUE SOCIÉTÉS
(Me Champerred)
recherche

CONSEIL JURIDIQUE

EXPÉRIENCE MINIMUM 4 ANS EN CABINET
Envoyer C.V. + prétent. s/réf. 11.663 à Pierre LICHAU, S.A., B.P. 220 75063 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

STE SERV. INFORMATIQUE recherche

INGÉNIEUR COMMERCIAL

Si vous êtes expérimenté, esprit fonceur et gagneur, contacts faciles, déjà connu dans la profession.
Téléphonez à :
PAEZ INFORMATIQUE
379-81-40.

INFORMATIS

INGÉNIEURS RÉSEAUX

Grande expérience logiciel des télécoms pour projets télécoms 1.
TRANSPAC-X25-SNA

INGÉNIEURS SYSTÈME

Expérience MOTOROLA 68000 et le langage C.

INGÉNIEURS SYSTÈME

Expérience MITRA 125 et le LTR (projets importants nécessitant déplacements à l'étranger).

2 HOMMES SYSTÈME

- Expérience IBM-MVS.
- Expérience BURROUGHS.

ANALYSTES PROGRAMM.

pour projets de gestion
COBOL-CICS-DOS-VSE/VM
26, r. Daubenton-5e. 337-99-22.

Cherche professeur ENT expérimenté, poste fixe mi-temps. École St-Michel St-Mandé.
Tél. : 374-79-52.

SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE banlieue sud
recherche

TECHNICIENS

De mise au point et mise serv. de mat. d'automatis

- Formation D.U.T.
- Dégagé des O.M.

Ecrire c.v. sous réf. 119 SWEERTS 9, rue du Del 75009 PARIS, qui transmet

---

représentation offres

Recherche

V.R.P. COMPÉTENT

Payé à la commission.
Possible être salarié.
Env. c.v. à Mustang Industri 64, rue de Miromesnil, 75 ou pr. rend.-vs le 6 nov. 19 au 268-00-86.

LE CENTRE NATIONAL D'ENSEIGNEMENT PAR CORRESPONDANCE (ex-CNTE)

Etablissement Public du Ministère de l'Education
(7 centres d'enseignement - 240 000 élèves)

RECHERCHE pour le renforcement de son potentiel de développement en INFORMATIQUE :

- **Un ANALYSTE**
- **Un RESPONSABLE SYSTÈME**
(Expérience G-COS 64 souhaitée.)

Formation universitaire ou équivalente.
Rémunération sur base fonction publique ou cadre contractuel.
Déplacements métropolitains de courte durée.

Candidature manuscrite, C.V. + photo à :
C.N.E.C. - Tour Paris-Lyon
209-211, rue de Bercy, 75585 PARIS CEDEX 12.

IMPORTANTE
SOCIÉTÉ DE PRODUCTIONS AUDIOVISUELLES
recherche

INGÉNIEUR SYSTÈME

RESPONSABLE DU SERVICE INFOGRAPHIQUE

Vous serez à l'origine du Service Infographique. Ce service aura pour mission la mise en œuvre et l'exploitation de matériels informatiques (VAX 750, PBP 11, IBM PC/AT), et l'implantation du premier système existant de synthèse et de manipulation d'images 3D en temps réel.

Vous êtes attiré par un milieu créatif. Vous êtes issu d'une école d'ingénieurs et parlez couramment l'anglais, vous avez une expérience de 2 à 3 ans en environnement DEC.

Votre poste sera basé à PARIS.

Envoyer curriculum vitae à :
PROSPECTIVE ET DÉVELOPPEMENT
Cedex 1901 - 75819 PARIS BRUNE.

ETABLISSEMENT FINANCIER PARISIEN
leader dans son domaine :
Financement de créances commerciales, gestion des comptes clients de Société,
recherche

jeune cadre commercial

chargé de la négociation de contrats auprès des dirigeants de P.M.E. et P.M.I.
Poste nécessitant une bonne connaissance en gestion d'Entreprise acquise dans une Ecole Supérieure de Commerce.
- Expérience professionnelle de 2/3 ans appréciée.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 4120/N à : A.M.P.
40, rue Olivier de Serres - 75015 PARIS
(qui transmettra)

Association nationale Secteur sanitaire et social

recherche

UN (E) ASSISTANT (E) DE DIRECTION

SA MISSION :
- organisation administrative : circuit d'information, procédures ;
- l'analyse des statistiques et réalisations d'études socio-économiques.

La personne recherchée a une formation supérieure et une première expérience dans l'utilisation d'un outil informatique de gestion.

Rémunération annuelle brute :
120.000 F à 140.000 F.

Envoyer curriculum vitae et photo à :
RÉGIE PRESSE sous nº T 068.943 M
7, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

Importante Société Mutualiste
recherche pour son siège social à PARIS

2 ORGANISATEURS-INFORMATICIENS

- De formation supérieure (grandes écoles ou universitaires).
- Expérience de 5 ans en matière d'organisation et d'informatique.
- Seront fortement appréciées de bonnes connaissances dans les domaines :
- Des systèmes automatisés de gestion des prestations maladie ;
- Ou des systèmes automatisés de gestion administrative et comptable.

Interlocuteur privilégié des utilisateurs, il concevra, lancera et suivra les différents produits élaborés au sein de projets importants.

Adresser c.v. et prétentions sous référence PLA/412 M à :

SSCI
SSCI
47, r. de la Chaussée-d'Antin,
75009 PARIS.

Importante société industrielle leader européen dans sa spécialité
recherche pour l'un de ses principaux établissements situé en région parisienne
(800 personnes)

UN CONTROLEUR DE GESTION (H. ou F.)

Possédant DUT ou BTS ou équivalent pouvant faire valoir une réelle expérience en comptabilité industrielle (2 ans minimum).

Le candidat retenu sera rattaché directement au responsable de l'unité et travaillera en étroite collaboration avec la direction du contrôle de gestion de la société.

Les personnes intéressées sont priées d'adresser leur C.V. et prétentions à RÉGIE PRESSE nº T 68.937 M, 7, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

---

secrétaires

SOCIETE METALLURGIQUE
PORTE PARIS NORD
recherche

SECRETAIRE DE DIRECTION

La candidate, excellente sténo-dactylo, collaborera à tout ce qui contribue au bon fonctionnement de l'entreprise.

Fonction motivante et variée qui demande le sens du service et de la qualité, et le souci de l'efficacité.

Adresser lettre manuscrite et CV s/réf. 3501 à Contesse Publicité - 20, av. de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui tr.

Auer recherche

2 secrétaires

bonnes sténo-dactylos confirmées, esprit d'initiative

POUR SERVICE COMMERCIAL FRANCE EXPORT (réf. 1)
Anglais, allemand, expérience export exigée.
POUR SERVICE GESTION (réf. 2)
Très bon niveau exigé, relations fournisseurs personnel, notions comptabilité.

Ecrire avec CV et Nº de tél. à M. GRUNBAUM
Société AUER,
14, rue Scandini, 93508 Pantin Cedex.

GLAENZER SPICER

Société française, filiale d'un important groupe international de mécanique automobile rech. pour sa Direction des Etudes de POISSY (78)

SECRÉTAIRE TECHNIQUE BILINGUE ANGLAIS

Formation BTS secrétariat ou niveau équivalent, bonne sténodactylo. Pratique de l'anglais courant ainsi que de l'anglais technique dans les domaines de la mécanique auto ou du travail des métaux.
Expérience souhaitée 2 à 3 ans minimum.

Rémunération et avantages sociaux motivants.
Proximité gare.
Restaurant d'entreprise.

Adresser lettre manuscrite, c.v. photo et prétentions au CHEF DU PERSONNEL, GLAENZER SPICER, 10, r. Jean-Pierre-Timbaud, 78301 POISSY.

STÉ DE TRANSPORT TRANSIT MARITI
rechgrche

SECRÉTAIRE STÉNODACTY

Télexiste mi-temp
Libre de suite. Se p avec réf. TRANSAFRI rue de Rivoli, PARIS

BANQUE PRIVÉE FRA
Groupe International
SECRÉTAIRE STÉNO-DACTY
Ayant éventuelleme bonne connaissance de tions bancaires pour af dans son secrétariat d gements. Bonne p d'évolution pour c de valeur.
Ecrire O.S.P., réf. D, La Boétie, 75008 P qui transmettra

SECRÉTAIR BILINGUE

600 h. 6 000 F lycée I 94 Cachan. Tél. : 66

هكذا من الأصل

ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOI	90,00	106,74
DEMANDES D'EMPLOI	27,00	32,02
IMMOBILIER	60,00	71,16
AUTOMOBILES	60,00	71,16
AGENDA	60,00	71,16
PROP. COMM. CAPITAUX	177,00	209,92

ANNONCES ENCADRÉES	La mm/col*	La mm/col. TTC
OFFRES D'EMPLOI	51,00	60,48
DEMANDES D'EMPLOI	15,00	17,79
IMMOBILIER	39,00	46,25
AUTOMOBILES	39,00	46,25
AGENDA	39,00	46,25

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

formation professionnelle

INSTITUT SUPÉRIEUR D'INFORMATIQUE PROFESSIONNELLE

CYCLES 84/85

Ouverture des inscriptions pour la formation

ANALYSTES-PROGRAMMEURS DE HAUT NIVEAU

Priorité sera donnée aux candidats ayant NIVEAU BAC + 2 (DEUG ou BTS recommandé). Base scientifique ou économique.

PROGRAMME: ASSEMBLEUR IBM-COBOL - ANS - DOS - VS - CICS - VSAM - DL1. Méthode d'analyse. Programmation structurée. PROJET SUR MATÉRIEL IBM.

Envoyer CV pour recevoir un dossier à INSIP - Service Admission 19, RUE YVES TOUDIC - 75010 PARIS - TEL (1) 241 65 66

Séminaire Paris les 21 et 22 novembre 1984

la carte à microprocesseur

du moyen de paiement au dossier portable.

IS institut telesystemes

11-15 rue Sarrette, 75014 Paris. Tél. (1) 320.14.28.

CILOG

DÉPARTEMENT ÉTUDES ET **FORMATION**

Programmes nationaux et internationaux

Formation professionnelle en 10 mois et demi

d'ANALYSTE PROGRAMMEUR

sur gros système IBM + gamme micros.

Format : + INTERVENANTS internationaux.

Tél. 723-55-18.

38, r. de Bassano, Paris-8e. Métro : ÉTOILE, GEORGE-V.

Contribuez à l'introduction de la Bureautique en formant les utilisateurs.

Devenez :

MONITEURS (ICES) BUREAUTIQUE

IBIA vous propose un STAGE GRATUIT et RÉMUNÉRÉ de 6 mois destiné aux DEMANDEURS D'EMPLOIS 21 ans et + résident à Paris depuis 1 an minimum.

Niveau BAC + 2 et expérience professionnelle

RECRUTEMENT IMMÉDIAT

IBIA, 63, bd des Batignolles 75008 PARIS.

Tél. 294-98-92.

CADRES DEMANDEURS D'EMPLOI OU EN CONGÉ FORMATION

L'INSTITUT DE GESTION SOCIALE vous propose : un cycle de formation de 7 mois

MANAGEMENT ET CONTROLE DE GESTION

Personnes concernées : Cadre d'entreprise - gestionnaires d'organismes sociaux.

Cette formation vous apportera

- Un savoir-faire complémentaire en organisation et management.
- Un approfondissement des outils de gestion.
- Un entraînement aux techniques de communication.

UNE PREMIÈRE EXPÉRIENCE EST NÉCESSAIRE

Début du stage : 19 NOVEMBRE 1984

RECRUTEMENT IMMÉDIAT

INSTITUT DE GESTION SOCIALE, 63, av. de Villiers, 75017 PARIS.

Micheline FLOIRAC. 766-84-22.

traduction demande

TRADUCTIONS TECHNIQUES

vers l' ALLEMAND sur traitement de texte. Toutes techniques modernes.

CONTACT DIRECT

H. SCHWARZ, M.A. 272-30-64.

propositions diverses

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés à tous et à toutes avec ou sans diplôme. Demandez une documentation sur notre revue spécialisée FRANCE CARRIÈRES (C 16) B.P. 402 — 09 PARIS.

Les possibilités d'emplois à l'ÉTRANGER sont nombreuses et variées. Demandez une documentation sur la revue spécialisée MIGRATIONS (LM) B.P. 291 — 09 PARIS.

travail à domicile

Artisane effectue tous travaux de traitement de texte et dactylographie. Tél. : 051-44-49.

Dactylographie, traitement de texte, correction, rédaction, rewriting. Tél. 258-49-47.

capitaux propositions commerciales

INVESTIR EN TUNISIE

Homme d'affaires possédant plusieurs sociétés commerciales et industrielles ainsi qu'un grand complexe touristique, recherche des partenaires financiers, afin :

- d'implanter en Tunisie des usines de confection et de cuir ou sous-traitance ;
- faire de l'élevage de bétail ;
- démarrer une très grande entreprise de bâtiment ;
- louer et gérer restaurants et hôtels de luxe ;
- construire un village touristique au bord de la mer en Tunisie ;
- autre entreprise commerciale import-export.

Très grande rentabilité. Bénéfice et intérêt annuel de 42 % et plus net d'impôts.

Minimum participation 100.000 F jusqu'à 5 millions de francs.

Si vous êtes intéressé par cette offre, contactez d'urgence le P.D.G. de la Société M. HEDI à l'Hôtel P.L.M. d'Orly. Tél. : 687-23-37.

Société DAGDOUG Avenue Habib-Bourguiba, 5000 Monastir, TUNISIE.

automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V.

A VENDRE RENAULT 18 GTL Break 2-83. 23.000 km vitres électriques vitres teintées verrouillage central Prix : 45.000 F Téléphone : (3) 470-41-31 M. KOUZMINE.

L'immobilier

appartements ventes

3e arrdt

Prox. République. 3 pièces 2e étage, 90 m². 720.000 F. Téléphone : 272-48-93.

MARAIS, studio, 52 m² plein soleil, calme, luxueusement aménagé et meublé, colombage, cheminée, 3e ét., asc., cave, imm. XVIIIe. 670.000 F. Part. à part. Téléphone : 825-62-22.

4e arrdt

MARAIS

Superbe duplex, 73 m² TERRASSES, 23 m² 40, RUE DU ROI DE SICILE Vis. le 6/11, de 11 à 12 h Me RIBADEAU. 524-46-40.

MARAIS - SAINT-PAUL Imm. brique 1909, 3 pièces, 60 m², 7e étage, sans asc., projet en cours, vue panoramique, 9 fenêtres, dble vitrage, cheminées, boiserie et parquet, chauffage à gaz individuel, cave et interphone. Calme, ensoleillé, parfait état. Téléphoner propriétaire. 271-89-97.

ILE DE LA CITÉ, proximité N.-Dame. 120 m² DE CHARME 2e étage, calme, cheminée. 1.950.000 F. SERGE KAYSER. 329-60-60.

MARAIS SAINT-PAUL Imm. XVIIIe. Classé et rénové Studio 42 m² sur très belle cour Tout confort. 510.000 F. Téléphone : 307-81-81.

5e arrdt

NEUF JARDIN DES PLANTES

1 et 3, RUE POLIVEAU CONSTRUCTION GD LUXE Livraison immédiate 3-4-5 Pièces et duplex. Vis. témoin ts jours, 14/19 h. sauf mercredi et dimanche.

Prox. LUXEMBOURG, bon imm.

4 P. CFT. 1.130.000 F

balc., soleil, 5e ét. 542-40-90.

A VENDRE 2 PCES TT CONFORT

(près du bd St-Germain) Cuis., s. de bns, entrée, w.-c. Tél. le matin avant 9 h. : 707-85-64.

6e arrdt

CHERCHE-MIDI PETIT 2 PIÈCES CUISINE Possibilité bains et w.-c. GARBI. 567-22-88.

Chaque jour dans cette rubrique Vous trouverez peut-être L'APPARTEMENT que vous recherchez

7e arrdt

TOURVILLE, 180 m²

Grand stand. Tél. 703-32-44.

Terrasse sur Esplanade

INVALIDES

Récept., 2 chbres, stand., service, parking. 4.500.000 F. Téléphone : 727-84-76.

11e arrdt

Duplex rénové. 703-32-31.

LOFT, 160 m²

Soleil. 950.000 F. A SAISIR.

Part. 3/4 p., récent, vue, soleil, calme, bon plan. 995.000 F. Option. park. (s). 371-48-15.

12e arrdt

PRÈS MAIRIE

très bel immeuble, ascenseur LIBRES 2 Pièces. 40 m². 320.000 F. 4 Pièces. 90 m². 760.000 F. 4 Pièces. 100 m². 850.000 F. OCCUPÉ LOI 48. 2 pièces, 40 m², dame seule 70 ans. 240.000 F. Tél. 359-68-37/359-70-05.

15e arrdt

Me PORTE DE VERSAILLES

bel. imm. pierre de taille 2e étage, soleil, calme 2 balcons, 2 pces, cuisine salle d'eau. Prix intéressant 1, rue Auguste-Chabrière lundi, mardi, 14 h à 17 h.

16e arrdt

AUTEUIL, 6 PIÈCES

Beau p. de t., ét. élevé, asc. bon état, vue, verdure, soleil chbre serv., gar. 1.850.000 F. Exclusivité Vernel. 526-01-50.

AVENUE FOCH, 220 m² en rez-de-chaussée à l'anglaise GRAND STANDING Parfait état. 2.000.000 F. GARBI. 567-22-88.

17e arrdt

GUY MOQUET

Imm. neuf, beau 2/3 p., tt cft 590.000 F. Tél. 766-82-94.

18e arrdt

Me Lamarck, cadre fleuri 2 pces, entrée, cuis., w.-c. douche, 3e ét. 189.000 F. Immo Mercadet. 252-01-82.

Imm. récent, gd 2 p., tt cft balcons, parking sous-sol Exceptionnel. 298.000 F. Immo Mercadet. 252-01-82.

Montmartre, près rue Lepic 2 P., tt cft, r.-de-ch. agréable 276.000 F. Immo Mercadet. 252-01-82.

19e arrdt

TÉLÉGRAPHE, part. vd 2 p., 50 m², calme, bon état, avec jardin, cave, parking. Libre 400.000 F. Tél. 208-60-76.

92 Hauts-de-Seine

BOULOGNE - RARE - JAURÈS 6e ét. 4 p., terrasse, sol., tt cft 1.200.000 F. Tél. 485-04-34.

94 Val-de-Marne

MARCHÉ DES NOTAIRES ST-MANDÉ FACE BOIS ET ZOO

2e ét. sur balc., terrasse, triple récept., 2 chbres, tt cft, plein soleil, libre. Tél. 555-07-64.

immobilier information

VALEUR D'USUFRUIT

par Robert Louvet. Brochure aux librairies techniques 27, pl. Dauphine, 75001 Paris. Nouveau tirage. Prix 10 F. Franco 12 F.

504-20-00 Ce numéro de téléphone vous informe 24 h sur 24 des nombreuses possibilités de locations de l'ASSOCIATION FRANÇAISE DES PPTAIRES 3, r. Montevideo, PARIS-16e.

appartements achats

Recherche 1 à 3 pces PARIS préfère RIVE GAUCHE avec ou sans travaux PAIE COMPTANT chez notaire Tél. 873-20-67, même le soir.

locations non meublées offres

Paris

LOCATION DISPONIBLE entre particuliers Paris-Banlieue

707-22-05

CENTRALE DES PPTAIRES ET LOCATAIRES 43, rue Claude-Bernard Paris-5e. Me CENSIER.

NOMBREUSES LOCATIONS DISPONIBLES ENTRE PARTICULIERS

C.L.P. 807-05-46

68, rue du Chemin-Vert 75011 Paris. Me St-Ambroise.

locations non meublées demandes

Paris

Pour cadre supérieur et Personnel. IMPORTANTE STÉ FRANÇAISE PÉTROLE rech. des appts ttes catégories ou villas, loyer élevé accepté. Paris banlieue. Tél. 503-37-00.

Région parisienne

Etude cherche pour CADRES villas ttes banl., loyer garanti Tél. 889-89-66 - 283-57-02.

locations meublées demandes

Paris

EMBASSY-SERVICE

8, av. Messine, 75008 PARIS APPARTS STANDING UNIQUEMENT

562-78-99.

OFFICE INTERNATIONAL recherche pour sa direction beaux appts de standing 4 P. et plus. Tél. 285-11-08.

immeubles

Jean FEUILLADE, 54, av. de La Motte-Picquet, 15e. 566-00-75 Paie comptant, 15e-7e arrdts IMMEUBLES même occupés.

viagers

18e. 2 P., tt cft, 55 m², 3e ét., asc., balc. s/jard. 88.000 F + 3.800 couverts par loyer Cruz 8, r. La Boétie. 266-19-00.

F. CRUZ. 266-19-00

8, RUE LA BOÉTIE-8e Conseil, 47 ans d'expérience Prix rentes indexées Etude gratuite discrète.

Libre, près Sacré-Cœur, 2 P., tt cft, impeccable, imm. récent. 198.000 F + 3.700 F, couple 81/83 ans. CRUZ. 266-19-00.

propriétés

PRÊTS IMMOBILIERS

Vous faites construire une maison ?

C'EST VRAIMENT LE MOMENT D'INTERROGER L'ECUREUIL



MONTREUIL Très belle maison 6 p. 140 m² + dépendance sur 400 m² jard.

SEGONDI 874-08-45.

A VENDRE

LOUDÉAC

cause départ retraite

TRÈS BELLE PROPRIÉTÉ

(5.000 m² terrain bien clos). Prix : 950.000 F. Tél. (16-96) 28-08-95.

maisons individuelles

5 min. BOIS BOULOGNE

VILLAGE ANGLAIS

PONT DE SURESNES

RAVISSANTE MAISON

Très belle récept. + 4 chbres charmant jardin plein Sud.

EMBASSY - 562-16-40.

Immobilier d'entreprise et commercial

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

SARL - RC - RM Constitution de sociétés Démarches et tous services Permanences téléphoniques

355-17-50.

PARIS-ÉTOILE

BUREAUX

MEUBLÉS Secrétariat, télex Téléphone : (1) 727-15-59.

VOTRE SIÈGE A PARIS-17e domiciliation RM - RC - SARL Constitution Sté. 763-47-14.

Votre adresse commerciale

OU SIÈGE SOCIAL

Loc. bureaux, secrétariat, télex

CONSTITUTION STÉS

CRÉAT. DE TTES ENTREPR.

ASPAC S.A. 293-60-50 +

boutiques

Ventes

A concéder : une boutique de 31 m² en gare de VILLENEUVE-ST-GEORGES (ancien pressing). Renseignements : S.N.C.F. - Service du Domaine Concessions commerciales dans les bâtiments voyageurs 5, rue de Florence 75008 PARIS Téléphone : 285-63-54.

locaux commerciaux

Locations

Proximité avenue d'Italie et rue Tolbiac, bâtiment indépendant, grande hauteur sous plafond, surface 300 m² environ, entrepôt idéal agence de publicité ou local d'exposition, avec ou sans pas-de-porte. Téléphone : 329-58-65.

GARE DE LYON

PETIT IMM. INDÉPENDANT 10 bureaux rénovés bail 3-6-9. Tél. 329-58-65.

VERRIÈRES-LE-BUISSON

Locaux industriels & bureaux A louer à partir de 300 m²

SOCOMIE. 776-17-46.

CERGY-PONTOISE

A 15 - Ville Nouvelle Locaux industriels & bureaux A louer à partir de 300 m²

SOCOMITE. 776-17-46.

fonds de commerce

Ventes

NICE, PART. VEND LIBR. PAP. UNIVERS MÉDECINE, SCIENCES Ecrire PEYRE BP 85 06013 Nice Cedex.

Belle région touristique à vendre bar-brasserie, possibilité hôtel. Prix : 450.000 F. Tél. : (54) 77-69-41.

DEMANDES D'EMPLOIS

RESPONSABLE INFORMATICIEN

Matériel PDP et VAX 7 ans exp. Etudes, conseils, organisat., concept., réalisat. Souhaite poste à responsab. Etudie toutes propositions. Ecrire M. Alain KHOUNI, 12, rue Paul-Lafargue, 92290 Châtenay-Malabry.

Cadre comptable DECS, 7 ans, tenue compta. sur micro organis. inform. A dom. Ecr. SAIAH, 8, rue Michelet, 92100 Boulogne. Téléphone : 603-92-32.

Pour seconder efficacement DIRIGEANT PME-PMI, ...c., 36 ans, excellentes références, vous propose : Missions ponctuelles d'organisation et de conseil ; Analyse détaillée des circuits, des postes, des coûts, pré et post-informatisation ; Définition des procédures et des actions de redressement, une participation active dans leur mise en place ; De vous présenter ses réalisations au cours d'un prochain entretien. ...r. ss nº 1.497 *le Monde* Pub service annonces classées ...rue des Italiens, 75009 Paris ...u tél. 841-08-08 en soirée.

...SISTANTE DE DIRECTION ... ans, excellente présentation, sérieuse expérience juridique, comptable, administrative surtout commerciale, sens ...onsabilités, initiatives, esprit vif et créateur, connaissant ...tement de texte. Parfaite... sténodactylo, disponibilité horaires. Bonnes connaissances anglais, bonnes notions ...rmatiques et espagnol. ... de suite. Salaire actuel ...000 X 13. Recherche poste dynamique et créatif. Tél. : 992-11-43.

...a., dyn., ambit., chôm. ...ch. poste resp. secrétaire ...tion adm. ou comm. sté... IBM easywriter. Que... rédact., sér., organisée, 8e gare Est. 8500 X 13. ...s/nº 8.537 *le Monde* Pub., ...ce ANNONCES CLASSÉES, ...des Italiens, 75009 Paris.

...RECTEUR PERSONNEL ..., rech. trvx temps partiel ...ontrat durée déterminée. .../nº 1 476 *le Monde* Pub., ...ce ANNONCES CLASSÉES, ...des Italiens. 75009 Paris.

...CTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

...ue espagnol bonnes notions anglais, italien, 36 a.. ...10 a. PME, GR. MULT., ...n. finances, comptabilité ..., social, informatique. ...rait toutes propositions. ...nº 1 495 *le Monde* Pub., ... ANNONCES CLASSÉES, ...des Italiens. 75009 Paris.

MA DOUBLE FORMATION GESTION/INFORMATIQUE VOUS INTÉRESSE ?

Chef comptable (DECS) pendant 6 ans, je suis responsable depuis 4 ans de grosses applications sur MINI 6 dans une SSII.

(DFC, DTF, TOTAL, MEURISE, MIMOSA)

RENCONTRONS-NOUS.

Ecrire à RÉGIE-PRESSE sous nº T 13.774 M 7, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

CADRE DE DIRECTION

Formations financière compta. commerciale ESCP, 54 ans, profil esprit jeune dynamique, sens contact responsab. langue anglaise ancien audit expér. domain. variés product. prest. rompu techn. modern. gestion action commerce. caractère. Pragmatique alliant humour rigueur RECHERCHE POSTE. Étudiera toute offre telle relance entreprise, commerce. Région indifférente. Ecr. s/nº 1 432 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

TRILINGUE RUSSE, CHINOIS, ITALIEN. Français et anglais courants. H. 42 ans, cherche mi-temps. Adresse Antonkin, 23, rue Le Regrattier, Paris-4e.

RESPONSABLE FORMATION

HME 44 ans, ingénieur + Master Science gestion des entreprises, Université de Syracuse NEW-YORK. Pendant 6 ans Chef Département au CESI, depuis 1975 RESPONSABLE FORMATION dans une fonderie à la pointe du progrès technique (1.500 salariés), filiale Renault, cherche POSTE SIMILAIRE et/ou DÉVELOPPEMENT SOCIAL. Région indifférente. Ecr. nº 3.348 CONTESSE Pub., 20, av. Opéra. 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

J. H. 27 ans

Diplômé études organisation gestion ressources humaines, animation-formation, connaissances milieu informatique. Ecr. sous réf. 152.555 à AGENCE HAVAS 34008 MONTPELLIER.

CADRE INFORMATICIEN ORGANISATEUR CNAM-IESTO exp. resp. infor./organisation. Etude jusqu'à mise en œuvre IBM 3-34-36-38-43 cherche fonct. INFOR/ORGANIS. TTE RÉG. contrat DET/INDET. T. 6-068-51-15/069-40-90.

J.H. 30 ans, doctorats ethnolog. sc. pol., relat. intern. Paris. expér. marketing, rédaction, relat. humaines, arabe, fr., all. courants, disponible de suite. Cherche emploi stable dans dom. correspondants. Ecrire : M. Chabel, 1, rue du Roi-Doré, 75003 PARIS. T. 277-13-67.

Homme 29 ans, maîtrise en psychologie sociale, imaginatif, rigoureux, possédant sens du contact et de la pédagogie, de réelles capacités rédactionnelles, exp. journalistique, membre de la SACEM, une bonne culture gén. et de grandes facultés d'adaptation. Anglais courant, serbo-croate bilingue, quelques notions d'allemand. 2 ans d'exp. prof. en tant que responsable des relations sociales de l'information et du recrutement dans ass. 1901. Ouvert à toutes propositions en rapport avec aptitudes. Tél. : 543-79-18.

Vous recherchez quelqu'un pour votre filiale de TOKYO ou alentours. N'hésitez pas. Tél. (45) 82-67-33 poste 145.

J.H. 30 ans, comptable connaissances informatique recherche emploi stable. Téléphone : 368-85-42.

Jeune fille BEPC, bonne dactylo (même chiffres), très bonne orthographe, formation informatique. expérience 8 mois de secrétariat commercial (tél., Télex...), rech. emploi banlieue ouest de Paris. Possède voiture. Libre fin novembre. Téléphone : 969-81-14.

F. 40 ans, maîtrise lettres, bilingue anglais, bonnes notions espagnol, italien, cadre, 10 ans exp. gestion, promotion, marketing, relations publiques, domaine production phonographique et télévisuelle rech. SITUATION dynamique et motivante dans SECTEURS proche de la COMMUNICATION. Ecrire sous le nº T 68.839 M RÉGIE-PRESSE 7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

IL NE PAYE PAS DE MINE !

Mais il prouve son efficacité de

DIRECTEUR GÉNÉRAL

Bonne formation, expériences à succès. Il souhaite rencontrer chefs d'entreprises à langage et objectifs communs, non conservateurs, voulant relever un défi posé à leur entreprise, réaliser des progrès quotidiens, innover. Même les curieux peuvent le contacter pour un entretien. Ecrire sous le nº 68.932 M RÉGIE-PRESSE 7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

J.H. 32 ans, docteur en sciences-po, chercheur au CNRS, maîtrise droit, licence histoire, géographie, rech. heures d'enseignement dans le secondaire ou le supérieur. Tél. 396-10-63. M. Pierre, 7, domaine Château-Gaillard, 94700 Maisons-Alfort.

ING. GÉNIE CHIM.

23 ans, diplômé UTC cherche emploi en rapport avec qualification. Pour tous contacts : Tél. : (22) 89-57-14.

JEUNE FEMME 23 ANS titulaire bac G1, disponible de suite, dynamique et possédant expérience du travail de bureau, études universitaires en :

- Relations internationales.
- Droit civil.
- Droit constitutionnel.
- Sociologie.
- Psychologie sociale.

Etudierait toutes propositions pour un poste stable et motivant de secrétaire dactylo ou d'animation dans le secteur social, pédagogique ou scolaire à Paris ou région parisienne. Ecr. s/nº 6 661 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.H. 28 ans, docteur 3e cycle éco. (éco. international. et dévelop. mention très bien. Etudierait ttes propos. : recherche formation, enseignement, etc. Bendahou 721-48-50 p. D 105.

MARIN DE COMMERCE 39 ans. Notions angl. désirant se reconvertir dans n'importe quel domaine, cherche emploi bien rémunéré. Téléph. : 325-71-23.

Le Monde

sports

Paris-football en demi-teinte

L'été dernier, Paris participait à l'euphorie générale du football français en célébrant le retour en première division du prestigieux Racing. La capitale disposait enfin de deux clubs ambitieux : le Paris-Saint-Germain, qui avouait des objectifs à court terme pour la Coupe de l'UEFA, le championnat et la Coupe de France, et le Racing-Club de Paris, qui se fixait dix ans pour devenir l'un des grands clubs européens. Les Parisiens attendaient déjà avec impatience le derby qui marquerait la première rencontre entre les deux clubs.

Près de quarante mille spectateurs étaient à ce rendez-vous, vendredi 2 novembre, au Parc des Princes. Un rendez-vous manqué par les deux équipes qui ont disputé le derby de la peur, gagné 1 à 0 par le Paris-Saint-Germain (*le Monde* daté 4-5 novembre).

S'il est exagéré de parler de crise, les responsables des deux clubs reconnaissent pourtant leur désillusion et leurs inquiétudes devant les résultats enregistrés depuis le début de la saison. Le Racing Club de Paris se retrouve à l'avant-dernière place et redescendrait en deuxième division si le championnat s'arrêtait aujourd'hui.

Le Paris-Saint-Germain revient dans la première moitié du classement, mais à neuf points de Bordeaux et de Nantes et il se déplacera, mercredi 7 novembre, en Hongrie pour le deuxième tour de la Coupe de l'UEFA avec un handicap de deux buts contre Videoton. Des résultats médiocres qui pourraient aggraver la défection du public du Parc des Princes.

Paris brûle-t-il son football ? Les déboires répétés du Paris-Saint-Germain et du Racing, les convocations inhabituelles des joueurs pour des entretiens avec leur président les jours précédant le derby et les concerts de sifflets entendus au Parc des Princes à cette occasion pourraient le laisser supposer. Dans les deux clubs, on se refuse toutefois à parler de « *crise* », mais plutôt de « *préoccupations* ». Les ambitions, les moyens actuels, les voies choisies pour réussir sont si différents d'un club à l'autre que les éléments de comparaison qui aideraient à mieux juger la gravité de ces préoccupations, se trouvent un peu faussés.

Quelques chiffres aident à mieux situer les deux clubs. Le budget prévisionnel du Paris-Saint-Germain est, cette saison, de 36 millions de francs. Celui du Racing, de 25 millions. Avant le derby, le Racing, qui compte entre mille et mille cinq cents abonnés, avait enregistré une moyenne de onze mille spectateurs alors qu'il table sur quinze mille pour l'ensemble de la saison. Le Paris-Saint-Germain, qui avait battu ses records l'an dernier avec plus de vingt-quatre mille spectateurs par match, mais misait cette année sur une moyenne de vingt mille à cause de la concurrence du Racing, en est aujourd'hui à vingt et un mille.

La différence la plus remarquable se situe peut-être au niveau de la direction des deux clubs, avec, d'un côté, M. Francis Borelli, publicitaire, toujours soucieux de paraître, et de l'autre M. Jean-Luc Lagardère, président-directeur général de Matra et de Hachette, qui refuse les interviews au sujet de son club. « *Comme une entreprise, un club reflète souvent la personnalité de celui qui le dirige*, explique Serge Guyot,ancien directeur administratif adjoint du Paris Saint-Germain et actuel directeur délégué du Racing. *Au PSG, M. Borelli est omniprésent à tous les niveaux de la vie du club. M. Lagardère se contente de fixer les grandes orientations , de prendre les décisions importantes et délègue beaucoup plus ses pouvoirs, même s'il préside, chaque semaine, le comité directeur, assiste à tous les matches et a de fréquents contacts téléphoniques avec l'entraîneur.* »

Un peu paradoxalement, le Racing, qui réalise de moindres recettes que le PSG et ne fait pas appel à un commanditaire ni aux subventions de la Ville de Paris, est peut-être le plus à l'abri des problèmes financiers. « *Nous sommes intégrés au groupe Matra, dont nous constituons la branche sportive*, indique Serge Guyot. *Nous contribuons à mieux faire connaître la marque avant le lancement de produits destinés au grand public.* » Les soucis financiers ne sont d'ailleurs pas plus à l'ordre du jour au Racing qu'au Paris-Saint-Germain, qui a « engrangé » pendant ces deux dernières saisons grâce à ses carrières européennes.

Pas de concurrence

La désaffection du public est plutôt mise sur le compte de la crise économique et des mauvais résultats que sur celui de la concurrence. Au Racing, on fait remarquer qu'il est possible, grâce aux abonnements, d'assister aux trente-huit matches des deux équipes au Parc des Princes pour 700 francs. « *On comptait même sur le Paris-Saint-Germain pour nous servir de locomotive et amener les gens au stade*, dit Serge Guyot ; *Hélas ! son mauvais début de saison n'a pas donné aux Parisiens l'envie de voir deux matches par semaine.* »

Dans les deux groupes, les préoccupations actuelles concernent principalement les équipes et les résultats. « *En football, la dynamique est très importante dans la victoire comme dans la défaite*, explique Alain de Martigny, l'entraîneur du Racing. *On la ressent sur le terrain, mais surtout dans la tête des joueurs, leur état d'esprit, leur réussite. Or, après avoir gagné nos quatre premiers matches au Parc des Princes, nous restons sur six rencontres sans victoire. Un résultat contre le Paris-Saint-Germain avant notre déplacement à Bordeaux était capital.* » La pente sera d'autant plus dure à remonter que l'effectif est décimé par les blessures, la dernière en date étant celle du meneur de jeu algérien Madjer, opéré des adducteurs ce lundi 5 novembre.

Psychologiquement très importante, la victoire du PSG dans le derby n'efface pas tous les problèmes.

Au cours d'un entretien avec leur président, les joueurs ont été placés devant leurs responsabilités. Les résultats et le classement de l'équipe ne correspondent pas à la valeur de l'effectif et au traitement des joueurs (jusqu'à 350 000 francs pour le Yougoslave Susic). Confiant dans son discours, M. Borelli pense que sa mise au point devrait suffire pour mobiliser les énergies et relancer le club.

Sur le terrain, le jeu du Paris-Saint-Germain n'a pourtant jamais paru aussi confus. Faut-il voir l'une des causes dans le recrutement effectué à l'intersaison ? Gérard Lanthier, le meneur de jeu d'Auxerre, a été appelé alors que Susic n'entend visiblement pas lui laisser ce rôle. De même, Dominique Bathenay a sans doute vu, dans l'arrivée de Philippe Jeannol, le libero des champions olympiques, une menace pour la suite de sa carrière.

A certaines réactions récentes, comme ce geste peu équivoque de Susic à l'égard de son entraîneur Georges Peyroche, qui le faisait sortir en cours de match, ou les déclarations de Bathenay dénonçant le manque de rigueur du Paris-Saint-Germain, on peut se demander si tous les joueurs reconnaissent au responsable technique la compétence et la personnalité adéquates pour un club aussi difficile à maîtriser et aussi ambitieux que le Paris-Saint-Germain.

L'histoire démontre que, à l'exception du Real de Madrid, toutes les grandes équipes européennes, du Stade de Reims à Liverpool, en passant par Benfica, l'Inter de Milan, l'Ajax d'Amsterdam, le Bayern de Munich, Nottingham Forest, etc., reposaient sur des entraîneurs à très forte personnalité, techniciens reconnus et véritables « patrons » de club.

Un bon attelage ?

Pour préserver ses prérogatives, M. Francis Borelli n'a-t-il pas fait une faute en rappelant Georges Peyroche, plus proche d'un contremaître que d'un véritable bâtisseur, au moment où le Paris-Saint-Germain se sentait mûr pour viser le titre national ? « *Dans d'autres clubs, c'est peut-être l'entraîneur d'abord*, reconnaît le président parisien. *Par un heureux hasard, le Paris-Saint-Germain s'est un peu identifié à moi. Or je crois beaucoup à l'alliance des caractères et des compétences. A tous les niveaux, les choix m'appartiennent, et je ne dois pas me tromper sur l'entraîneur, son adjoint, le médecin, l'expert-comptable, le directeur administratif, le libero ou l'arrière. Nous sommes un club jeune qui repose encore plus sur les hommes que sur ses structures.* »

« *Je m'entends bien avec mon entraîneur*, poursuit-il. *Nous formons, je crois, un bon attelage. Nous tirons ensemble le carrosse, et il est difficile de savoir dans un attelage si les chevaux tirent à égalité. M. Peyroche a pris le style du club et parle le même langage que les dirigeants. Si, dans deux ou trois ans, je sentais que le carrosse devenait trop lourd pour nous deux, il sait qu'il devrait se retirer, et je suis sûr qu'il l'accepterait.* »

GÉRARD ALBOUY.

RUGBY

Une place au soleil pour les «ciel et blanc»

Depuis de nombreuses années, les équipes de rugby de la capitale n'arrivaient plus à s'installer durablement dans le groupe A de la première division. Depuis trois saisons, le Racing Club de France, sous l'impulsion du président de la section ovale des «ciel et blanc», Jean-Pierre Labro, a développé une véritable stratégie pour y parvenir.

Les coéquipiers de Jean-Pierre Rives, l'ancien capitaine du XV de France, ont cependant fort à faire pour se maintenir parmi l'élite dans une poule où opèrent quelques-uns des plus gros bataillons du Sud-Ouest. La défaite 21 à 12 contre le Stade toulousain, le 4 novembre au stade Jean-Bouin de Paris, devant quelque 6000 spectateurs, en a été l'illustration.

Jean-Baptiste Lafond postulait, l'an dernier, au poste d'arrière de l'équipe de France. Le Parisien avait séduit les sélectionneurs de la cité d'Antin par ses longs galops plein champ, tranchant les défenses les plus solides comme un coup de rasoir. Puis une blessure, difficile à soigner et longue à guérir, l'a écarté des terrains. Il n'a pu revenir que ces dernières semaines. Le brillant qui avait tant séduit naguère, en moins. Lafond n'a plus la petite étincelle de génie qui faisait exploser sa pointe de vitesse jusque dans les en-buts adverses.

La forme est un animal sauvage difficile à apprivoiser. On a bien senti, dimanche après-midi, que Lafond voyait parfaitement ce qu'il fallait faire pour perforer les lignes toulousaines. Il y avait, dans son mouvement, les prémices du geste juste. Mais il subsistait, dans son accomplissement, le léger décalage qui donne à la meilleure des intentions le pire des résultats.

Touches incertaines, contrôles aléatoires, démarrages flous : non, décidément, ce n'était pas le grand Lafond qui opérait face à l'équipe de Toulouse contre laquelle, précisément, il aurait fallu « serrer les boulons », comme on dit dans le jargon des vestiaires. La troisième ligne parisienne avec Montange, Pouffly et Parinau a dû prendre à sa charge le gros du travail qui, en l'occurrence, était trop gros pour elle.

Dans les vapeurs des douches, Michel Taffary, l'entraîneur des lignes arrière du Racing, le reconnaît : *« Même si l'arbitrage ne nous a pas été très favorable, cela ne va pas. Nous n'arrivons pas à trouver le ton juste en attaque »*. Mais qu'est-ce que le ton juste pour une équipe qui vient tout juste de remonter dans le groupe A ?

A Colombes, lors du dernier entraînement précédent ce match, l'ancien arrière reconverti entraîneur nous avait présenté la situation de la manière suivante : *« Grâce à Jean-Claude Perrin, le coach des perchistes médaillés à Los Angeles, qui est un véritable professionnel de la forme physique, nous avons commencé la saison en très bonne condition. Les avants qui sont sous la responsabilité technique de l'ancien pilier de l'équipe de France, Robert Paparemborde, ont notamment fait de gros progrès. S'ils n'ont pas la masse de certains packs, ils compensent par leur dynamisme. Paparemborde leur apporte en plus ses connaissances en matière de blocage et de contrôle du ballon. »* Il n'y a pas à chercher plus loin la raison des trois victoires du club à l'extérieur contre Aire-sur-l'Adour et Carcassonne, assez logiquement, mais surtout contre Narbonne, qui est, avec Béziers et Toulouse, l'une des trois équipes les plus dangereuses de la poule.

Des rentrées attendues

La rentrée éventuelle de Paparembordes à l'occasion des matches retour ainsi que celle de l'ancien deuxième ligne nîmois Claude Atcher, devraient encore renforcer le rendement de la mêlée parisienne, rendement qui devrait être aussi accru par la reprise d'activité de Jean-Pierre Rives, actuellement blessé à une épaule. La titularisation du Toulousain Gérard Martinez à la mêlée pourrait aussi favoriser l'épanouissement des lignes arrière : *« Ça ne sera pas du tout la même équipe qui évoluera pendant la seconde partie de la saison. Si nous arrivons à gagner notre match à l'extérieur contre Tyrosse, nous resterons sans difficulté dans le groupe A la saison prochaine. »* Encore faudrait-il gagner les matches à domicile. La fébrilité des trois-quarts est, à cet égard, un sérieux handicap.

«La descente dans le groupe B serait une catastrophe, dit sans détours Taffary. *Le club a fait de gros investissements pour prendre une place parmi l'élite. Il faut des résultats. Le Racing commence à attirer régulièrement un groupe important de supporteurs. Il ne faut pas les décevoir. Les dirigeants se sont arrangés pour que les joueurs n'aient pas d'autre souci que le rugby. Bien entendu, cela n'a rien à voir avec le professionnalisme. On leur a procuré des situations intéressantes dans la région parisienne. Mais il ne faut pas s'y tromper : celà n'intéressait pas Martinez ou Atcher de jouer dans le groupe B l'an prochain.»*

Bref, pour gagner son pari, le RCF est dans la même situation que Jean-Baptiste Lafond : il doit retrouver ses jambes rapidement.

ALAIN GIRAUDO.

● *Erbani remplace Orso blessé.* – Au cours du match Nice-Nîmes, le 4 novembre, Jean-Charles Orso, qui devait occuper le poste de troisième ligne centre dans l'équipe de France face à la Roumanie, le 10 novembre à Bucarest, s'est fracturé le poignet de la main droite. Les sélectionneurs ont fait appel à l'Agenais Dominique Erbani pour occuper ce poste, le Biterrois Jean-Pierre Lacans devenant remplaçant.

LES RÉSULTATS

Alpinisme

UNE FRANÇAISE A 8 500 M

En compagnie du guide chamoniard Bernard Muller, Laurence de La Ferrière, âgée de vingt-sept ans, a atteint le 20 octobre, l'autre cime du Kangchenjunga, appelée Yalungkang (8 505 mètres) au Népal, devenant ainsi la première française à dépasser les 8 500 mètres.

Automobilisme

BLOMQVIST CHAMPION

Vainqueur du Rallye de Côte-d'Ivoire, qui s'est achevé le 4 novembre à Abidjan, le Suédois Steve Blomqvist est devenu champion du monde des pilotes avec 125 points, devant le Finlandais Hannu Mikkola, 101 points.

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE

(Sixième journée)

Antibes b. *Saint-Etienne	95-83
Stade Français b. *Tours	109-93
*Monaco b. Mulhouse	81-78
*Vichy b. Avignon	107-90
*Limoges b. Caen	107-86
*Orthez b. Challans	108-89
Villeurbanne b. *Le Mans	102-84

Classement. – 1. Antibes, Limoges, Stade Français et Villeurbanne, 16 pts ; 5. Le Mans et Orthez, 14 ; 7. Challans et Vichy, 12 ; 9. Mulhouse, 10 ; 10. Monaco et Tours, 9 ; 12. Avignon, 8 ; 13. Caen, 7 ; 14. Saint-Étienne, 5.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Deuxième division

(Treizième journée)

GROUPE A

*Reims b. Angers	1-0
*Dunkerque b. Quimper	2-1
*Red Star b. Mulhouse	2-0
*Abbeville et Orléans	1-1
*Besançon b. Amiens	2-0
*Stade Français b. Châteauroux	6-1
*Caen et Sedan	1-1
*Le Havre b. Rennes	1-0
*Guingamp b. Valenciennes	1-0

Classement. – 1. Mulhouse et Orléans, 18 pts ; 3. Rennes et Guingamp, 17 ; 5. Le Havre, Valencienne et Reims, 16 ; 8. Besançon, 15 ; 9. Sedan, 14 ; 10. Red Star, 13. ; 11. Stade Français « 92 », 12 ; 12. Caen, 11 ; 13. Dunkerque, Quimper et Abbeville, 10 ; 16. Angers, 8 ; 17. Châteauroux, 7 ; 18. Amiens, 6.

GROUPE B

*Lyon b. Limoges	1-0
*Sète b. La Roche	5-2
*Nîmes b. Cannes	1-0
*Cuiseaux-Louhans et St-Etienne	0-0
*Thonon b. Béziers	2-0
*Martigues b. Montpellier	2-0
*Nice et Gueugnon	1-1
*Le Puy b. Valence	2-0
*Grenoble b. Alès	2-1

Classement. – 1. Nice, 20 pts ; 2. Montpellier, 18 ; 3. Thonon, 17 ; 4. Cannes, 16 ; 5. Nîmes, 15 ; 6. Sète et Gueugnon, 14 ; 8. Saint-Etienne, Alès, Limoges, Lyon et Grenoble, 13 ; 13. Martigues, Cuiseaux-Louhans et La Roche, 11 ; 16. Le Puy, 9 ; 17. Béziers, 8 ; 18. Valence, 5.

Handball

CHAMPIONNAT DE FRANCE

(Quatrième journée)

*St.Messin b. St. Marseillais	26-15
*ACBB b. St-Martin d'Hères	28-18
Ivry b. *Dijon	22-19
*Saint-Maur b. Paris-UC	22-17
*Gagny b. Nîmes	22-19

Classement. – 1. ACBB, 12 pts ; 2. Saint-Maur Gagny ; 11 ; 4. SMUC, 10 ; 5. SMEC, 9 ; 6. Nîmes, 7 ; 7. Ivry et Paris-UC, 6 ; 9. Dijon et Saint-Martin-d'Hères, 4.

Hockey-sur-glace

CHAMPIONNAT DE FRANCE

(Dixième journée)

Megève b. *Chamonix	10-4
*Gap b. Grenoble	7-3
Français volants b. *Tours	4-3
*Saint-Gervais b. Vichy	5-3
*Briançon b. Amiens	6-5
*Villard-de-Lans b. Caen	11-3

Classement. – 1. Saint-Gervais, 18 pts ; 2. Grenoble et Megève, 15 ; 4. Gap, 13 ; 5. Français volants, 11 ; 6. Tours et Chamonix, 10 ; 8. Villard-de-Lans et Briançon, 8 ; 10. Amiens, 7 ; 11. Vichy et Caen, 2.

Rugby

CHAMPIONNAT DE FRANCE

(Septième journée)

GROUPE A

Poule 1

*Tyrosse et Aurillac	6-6
St. Toulousain b. *Racing CF	21-12
*Béziers b. Narbonne	26-22
*Carcassonne b. Aire-s-l'Adour	9-6
Tarbes b. *Montauban	9-6

Classement. – 1. Stade Toulousain, 21 pts ; 2. Béziers, 19 ; 3. Aurillac, 16 ; 4. Tyrosse, 14 ; 5. Montauban, Narbonne, Racing CF, Tarbes, 13 ; 9. Aire-sur-l'Adour, Carcassonne, 9.

Poule 2

*Oléron b. Boucau	21-6
Biarritz b. *Romans	16-6
*Bègles-Bordeaux b. Valence	28-7
*Hyères b. Dax	24-16
*Agen b. La Rochelle	39-0

Classement. – 1. Biarritz, 18 pts ; 2. Agen, 17 ; 3. Oloron, 16 ; 4. Dax, Hyères, Boucau, 15 ; 7. Bègles-Bordeaux, 12 ; 8. Romans, Valence, 11 ; 10. La Rochelle, 10.

Poule 3

*Le Creusot et Lourdes	6-6
*Brive b. Angoulême	27-4
*La Voulte b. Pau	24-12
*Bayonne b. Grenoble	12-9
*Bagnères b. Montferrand	12-4

Classement. – 1. Lourdes, Montferrand, 18 pts ; 3. Bayonne, 16 ; 4. Pau, 15 ; 5. La Voulte, 14 ; 6. Brive, 1[illegible] Grenoble, Le Creusot, 12 ; 9. A[illegible]lême, Bagnères, 11.

Poule 4

*Mont-de-Marsan b. Albi	[illegible]
*Bourgoin b. Toulon	[illegible]
*Nice b. Nîmes	[illegible]
*Perpignan b. Tulle	[illegible]
*Graulhet b. Castres	[illegible]

Classement. – 1. Nice, 21 p[illegible] Toulon, 19 ; 3. Graulhet, M[illegible] de-Marsan, 16 ; 5. Bourgoin, 1[illegible] Perpignan, 13 ; 7. Nîmes, Tulle, [illegible] Albi, Castres, 9.

Sports éque[illegible]

MASTERS DE TOULOUS[illegible]

Frédéric Cottier a gagné, le [illegible]vembre à Toulouse, le Masters[illegible] Fédération française des sports [illegible]tres organisé entre quatre ca[illegible] qui devaient monter successivem[illegible] chevaux des autres concurrent[illegible] Navet a terminé deuxième, Pe[illegible] Rozier, troisième, et Gilles Berte[illegible] Bellanda, quatrième.

Te[illegible]s

TOURNOI DE STOCKHO[illegible]

La finale du Tournoi de Sto[illegible] (250 000 dollars), devait me[illegible] présence, le 5 octobre, en[illegible] d'avant-première à la finale[illegible] Coupe Davis, le Suédois Wilan[illegible] a éliminé l'Américain Connor[illegible] 6-3, 6-3) et l'Américain McEnr[illegible] risque d'être suspendu pour s[illegible]portement pendant son match [illegible]rieux contre le Suédois Jarry[illegible] 7-6, 6-2).

Volle[illegible]

COUPES D'EUROPE

Asnières a été battu dans [illegible] (3 sets à 2) par les Finla[illegible] de Loimu 79, en match aller du [illegible] tour de la Coupe d'Europe d[illegible] champions.

En Coupe confédérale, [illegible] Français s'est imposé devant [illegible] que par 3 sets à 0, tout co[illegible] les joueuses de Clamart face a[illegible]ugaises de Leixoes.

CHAMPIONNAT DE FR[illegible]

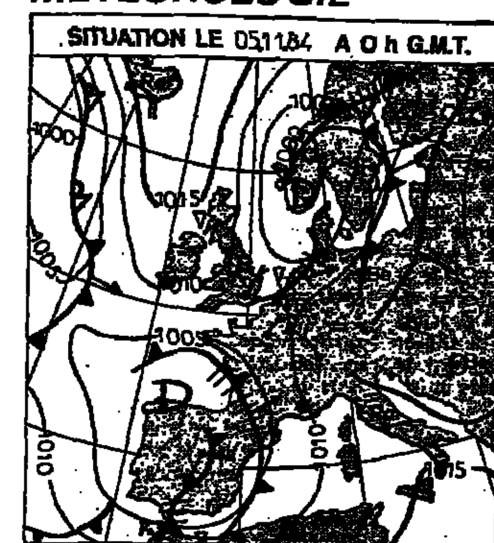
(Quatrième journée)

Asnières b. *Cannes	3-1
Bordeaux b. *Stade Français	3-1
*Racing CF b. Sète	3-2
*Montpellier b. Grenoble	3-1

Classement. – 1. Montp[illegible], Asnières, 8 pts ; 3. Cannes, [illegible], Bordeaux, 6 ; 6. Stade Fran[illegible], Racing CF, 5 ; 8. Sète, 4.

INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE



PRÉVISIONS POUR LE 6-11-84 DÉBUT DE MATINÉE

Front quasi stationnaire — Front chaud — Front froid — Pluie — Brouillard — Verglas — Neige — Averses — Vent fort — Occlusion

Evolution probable du temps en France entre le lundi 5 novembre à 0 heure et le mardi 6 novembre à 24 heures.

La zone dépressionnaire qui s'étend sur la France par l'ouest est associée à de l'air frais et humide. Une perturbation traverse actuellement le pays ; une nouvelle zone pluvieuse active atteindra mardi soir les côtes atlantiques.

Mardi matin, les nuages, abondants, seront souvent accompagnés de précipitations du Nord aux Alpes et à la Corse ; les pluies pourront être assez fortes sur le relief du Sud-Est.

Plus à l'ouest, de la Bretagne à l'Aquitaine, un temps frais, brumeux et nuageux prédominera ; des bancs de brouillard se formeront au cours de la nuit, mais dans la matinée des éclaircies vont se développer et s'étendront rapidement vers l'est ; ainsi, l'après-midi, le soleil fera de timides apparitions sur toutes les régions.

Une nouvelle aggravation nuageuse et pluvieuse se manifestera en fin d'après-midi ou dans la soirée près des côtes atlantiques, avec un renforcement des vents de sud-est.

Les températures, normales pour la saison, seront voisines le matin de 6 à 8 degrés sur les régions de l'Ouest, 8 à 10 degrés sur l'Est, 10 à 13 degrés près de la Méditerranée.

L'après-midi, elles atteindront 12 à 17 degrés du nord au sud.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le 5 novembre, à 7 heures, de 1005,2 millibars, soit 754 millimètres de mercure.

PRÉVISIONS POUR LE 6 NOVEMBRE A 0 HEURE (GMT)



Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 4 novembre; le second, le minimum de la nuit du 4 novembre au 5 novembre) : Ajaccio, 19 et 7 degrés; Biarritz, 17 et 10; Bordeaux, 13 et 10; Bourges, 11 et 5; Brest, 11 et 5; Caen, 12 et 3 ; Cherbourg, 12 et 4 ; Clermont-Ferrand, 14 et 3 ; Dijon, 6 et 5 ; Grenoble-St-M.-H., 16 et 4; Grenoble-St-Geoirs, 14 et 5; Lille, 12 et 2; Lyon, 14 et 6; Marseille-Marignane, 17 et 12; Nancy, 6 et 4; Nantes, 13 et 8; Nice-Côte d'Azur, 18 et 10 ; Paris-Montsouris, 13 et 6; Paris-Orly, 13 et 6; Pau, 14 et 9; Perpignan, 21 et 14; Rennes, 11 et 6; Strasbourg, 9 et 6; Tours, 12 et 5; Toulouse, 16 et 10; Pointe-à-Pitre, 26 et 24.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 27 et 17; Amsterdam, 10 et 6; Athènes, 17 et 13; Berlin, 9 et 3; Bonn, 9 et 3; Bruxelles, 12 et 2; Le Caire, 26 et 15; îles Canaries, 25 et 13; Copenhague, 11 et 7; Dakar, 36 et 23; Djerba, 24 et 12; Genève, 11 et 2; Istanbul, 17 et 13; Jérusalem, 22 et 8; Lisbonne, 16 et 7; Londres, 11 et 7; Luxembourg, 4 et 4; Madrid, 10 et 5; Montréal, 11 et – 1; Moscou, 4 et 1; Nairobi, 23 et 14; New-York, 14 et 6; Palma-de-Majorque, 20 et 13; Rio-de-Janeiro, 29 (max.) ; Rome, 20 et 14; Stockholm, 8 et 4; Tozeur, 23 et 13; Tunis, 23 et 12.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES

MERCREDI 7 NOVEMBRE

« Appartements royaux du Louvre », 15 heures, porte Denon (Approche de l'art).

« Montmartre », 15 heures, métro Abbesses (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« De la place des Vosges aux hôtels Rohan-Soubise », 14 h 30, métro Pont-Marie (Les Flâneries).

« Salons de réception de l'Hôtel de Ville », 14 h 30, 29, rue de Rivoli (Mme Hauller).

« La maison de Monsieur Thiers », 15 heures, 27, place Saint-Georges (Paris et son histoire).

« Hôtels du Temple », 14 h 30, métro Temple (Paris pittoresque et insolite).

« Le siège du Parti communiste », 15 heures, métro Colonel-Fabien (Mme Pohyer).

« Le vieux village de Belleville », 15 heures, métro Place-des-Fêtes, sortie Crimée (Présence du passé).

« Hôtels et jardins du Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« L'Opéra », 15 heures, à l'entrée à gauche (Tourisme culturel).

EN BREF

ENTRAIDE

TELL'PHONE ME. – Quatorze spécialistes (psychologues, médecins, diététicienne, assistante sociale et avocat) d'Aix-en-Provence assurent une écoute téléphonique Tell'phone pour aider ceux qui souffrent à surmonter leurs problèmes. Cette écoute – personnalisée et anonyme – peut être suivie de rendez-vous téléphoniques avec le même spécialiste, selon les besoins de l'appelant, qui pourra se raconter (de l'anglais *to tell* : raconter).

★ *Ce service est payant, seul le premier appel est gratuit : (42) 28-98-98.*

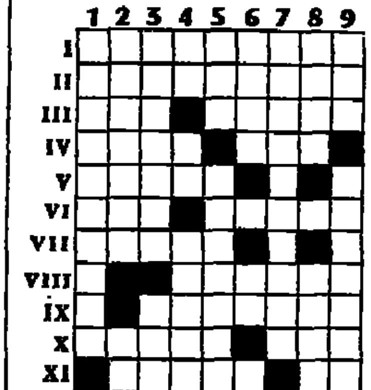
VENTE

TAPIS AFGHANS. – L'Amitié franco-afghane (AFRANE) organise une vente de tapis afghans et objets artisanaux (robes de tribu, bijoux, coffres, etc.) à des prix intéressants. Le produit de la vente est versé entièrement aux Afghans. Tous les jours jusqu'au 11 novembre inclus, de 10 h à 19 h 30 au 8, rue Christine à Paris, 5e (tél. : 326-04-14).

★ *Afrane, BP 254, 75224 Paris, Cedex II.*

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3834



HORIZONTALEMENT

I. Peut nous guetter quand on s'éloigne. – II. Qui a donc suivi. – III. Il y en a plein les miches. Un roman qui eut des répercussions sur les méthode éducatives. – IV. Victime de nombreux coups. Au troisième, on est déjà bien fatigué. – V. Pour le tirer, il faut un arc. – VI. Auge pour saler les harengs. Aspect du papier. – VII. Qualifie un bois endommagé par le feu. – VIII. Symphoniques, sont une suite de variations. – IX. Donnent un avis. – X. Qui risque donc de s'écrouler. Fleuve côtier. – XI. Garde les pieds au chaud. Préposition.

VERTICALEMENT

1. Des gens très attachés à leurs sols et à leurs souverains. – 2. Dans la main de ceux qui ne veulent pas se frapper. Fait souvent un pli. – 3. Des petits voiliers. Trou dans un mur. – 4. Pronom. Obtenu. Ypres, pour les Flamands. – 5. Etendue sur le sol. Peut conduire à la guerre. – 6. Sur le rio Rimac. Point de départ. – 7. Des femmes qui ne trouvent rien à louer. – 8. Nom qu'on donne à un chaton. Prince troyen. – 9. Une grosse tranche. Agiles.

Solution du problème n° 3833

Horizontalement

I. Dictionnaire. Dû. – II. Écharpes. Lerne. – III. Circuit. Vigne. – IV. Ions. AR. Aérer. – V. East. Taïaut. Ose. – VI. Sot. Churchill. – VII. Criblons. Le. Ida. – VIII. Eté. Ede. Gare. Et. – IX. Ne. Ban. Nabi. – X. Dormeur. Métro. – XI. Oro. Dénigrer. An. – XII. Ego. Isou. Gai. – XIII. Vic. Erg. Cible. – XIV. Anagramme. Geôle. – XV. Hérissée. Ut. Tes.

Verticalement

1. Decrescendo. Vah. – 2. Ici. Aorte. Reine. – 3. Christie. Dog-car. – 4. Tacot. Ho. Gl. – 5. Irun. Clé. RD. Ers. – 6. Opisthodome. Ras. – 7. Net. Anne. Enigme. – 8. N.S. Airs. Buis. Me. – 9. Vrac. Gargote. – 10. Ili. Uhlan. Ru. – 11. Régatier. Me. CGT. – 12. Erne. Energie. – 13. Néroli. AT. Abot. – 14. De. Es. Débraillé. – 15. Crémation. EEE.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 4 novembre :

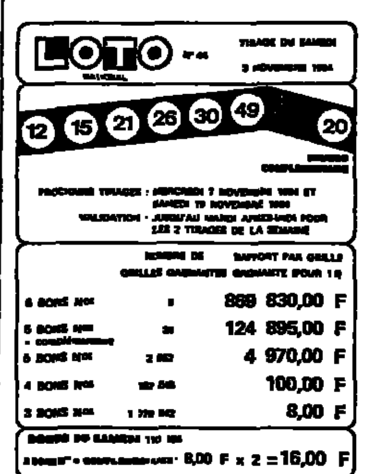
UN DÉCRET

● Modifiant le décret du 8 juin 1973 modifié fixant les modalités de calcul des cotisations du régime de l'assurance obligatoire des salariés agricoles contre les accidents du travail et les maladies professionnelles.

DES ARRÊTÉS

● Fixant, pour la session 1985, les dates des épreuves du concours de recrutement des professeurs d'éducation physique et sportive (femmes et hommes).

● Approuvant la création du groupement d'intérêt public dénommé Reclus.



Le Monde

économie

AFFAIRES

AU SECOND SEMESTRE

Reprise des investissements dans l'industrie

Le président du CNPF, M. Yvon Gattaz, a déclaré que le bénéfice d'exploitation par rapport au chiffre d'affaires en France était insuffisant pour investir. Dans un entretien accordé au quotidien de Dijon, *le Bien public*, il reconnaît, d'autre part, qu'il y a une progression faible mais réelle de l'investissement industriel, mais, ajoute-t-il, *« on se trompe sur la signification de cette reprise et sur son ampleur »*. Pourtant, plusieurs indices semblent révéler une reprise réelle, tardive certes, et d'une intensité variable selon les secteurs.

Par ailleurs, le président du CNPF, M. Yvon Gattaz, a déclaré, dimanche 4 novembre, sur TF 1, qu'il se *« réjouissait sincèrement »* du programme économique du RPR, prônant notamment la *« désétatisation »*. Selon l'avis du « patron des patrons », il faudrait revenir sur les ordonnances de début 1982 concernant le travail à temps partiel, le travail intérimaire et les contrats à durée déterminée, sur les lois Auroux, en partie, sans toucher à l'expression des salariés, revenir à la liberté totale des prix et des changes et à une privatisation au moins partielle du crédit.

M. Gattaz a encore indiqué que la création d'une *« école nationale d'exportation »* serait *« une erreur considérable »*, et qu'il fallait plutôt *« une école de vente internationale »*. *« Le chômage*, a-t-il encore dit, *ne peut que s'aggraver en 1985, à moins qu'on ne prenne les mesures de flexibilité »* qui font l'objet actuellement de discussions entre le patronat et les syndicats.

L'INSEE n'avait pas tort

La reprise des investissements industriels, tant attendue, se dessine depuis quelques mois. Elle est tardive et sans doute plus faible en moyenne qu'attendue, car très sélective : les industriels font des choix d'équipements très précis. Mais elle est réelle.

Un signe particulièrement significatif est le niveau des carnets de commandes des fabricants de machines-outils, qui s'est gonflé au premier semestre 1984 de 29,6 % par rapport à la même période de l'an passé, selon la chambre syndicale de ce secteur. Alors que, précédemment, c'était l'exportation qui fondait les espoirs, la tendance s'est inversée : les commandes à l'export ont crû de 11,2 % au premier semestre, tandis que celles qui sont destinées au marché intérieur progressaient de 41 %, ce qui représente un chiffre considérable.

Au ministère du redéploiement industriel, on se réjouit d'autant plus de cette reprise qu'elle porte sur des achats de machines modernes à commande numérique. *« Les 100 millions de francs de crédits de la procédure MECA qui accorde des subventions aux PME lors d'achats de machines-outils avancées (5 à 20 % du coût de la première machine), sont épuisés »*, indique M. Gadonneix, directeur des industries mécaniques du ministère, qui attend une « rallonge » dans le cadre du prochain collectif budgétaire. *« La raison en est qu'à partir de mai dernier le nombre de dossiers déposés par les entreprises a littéralement explosé »* explique-t-il. Il faut préciser qu'avant mai, les perspectives restaient sombres. Si les commandes de machines-outils ont augmenté au premier semestre, les ventes en France ont, au cours de cette même période, poursuivi leur chute, en l'amplifiant même, de — 9 %. La reprise date donc du second semestre.

L'INSEE, qui avait créé la surprise en annonçant en juin dernier une reprise de 12 % pour l'année 1984, avait bien *« senti le vent »*. En revanche, l'Institut se trompait sans doute sur la date du phénomène et vraisemblablement sur son ampleur. Aujourd'hui, cela semble admis. *« On a des signes positifs dans chacune de nos enquêtes mensuelles »*, dit-on à l'INSEE, *« mais il est difficile de faire la part des choses dans les statistiques car, parallèlement, les grandes entreprises nationales comme EDF ont réduit, elles, leurs programmes d'investissement cette année de 5 à 10 %. C'est la même chose pour le commerce et les services. Si, pour l'ensemble des entreprises, on ne devrait observer une reprise que faible, 0 % à 2 %, dans l'industrie, en revanche, nous conservons nos prévisions de gain de 10 à 12 % »*.

Le CNPF désormais ne nie plus ce réveil industriel. *« Il est exact que certaines de nos fédérations notent une nette amélioration de leurs carnets de commande : la machine-outil et également les biens d'équipements professionnels, de 19 % en valeur. »* Mais il ajoute : *« Le réveil est lent, tardif et très inégal selon les types d'industrie. »*

M. Gattaz : la progression est faible et insuffisante

M. Gattaz, président du CNPF, a reconnu dans une interview publiée le 3 novembre dans *le Bien public*, qu'on notait *« une progression faible mais réelle de l'investissement industriel »*. Mais, a-t-il ajouté, *« les pouvoirs publics affirment que l'investissement est nettement reparti et qu'il est donc inutile de prévoir la moindre mesure fiscale en sa faveur. Nous, chefs d'entreprise, savons que la progression est faible et insuffisante »*.

Le gouvernement a prévu une reprise de 9,8 % en 1984 puis de 8,1 % en 1985 des investissements industriels dans le cadre du budget (*le Monde* du 4 octobre). Il est en réalité encore difficile d'avancer des prévisions. Vraisemblablement, on observera un étalement de la reprise, qui aura pour conséquence de réduire le chiffre gouvernemental de 1984, mais en revanche de gonfler celui de 1985. Quoi qu'il en soit, la reprise est là. Après des baisses, en volume, de l'investissement dans l'industrie depuis 1975, et encore de 5,3 % en 1981, de 5,4 % en 1982 et de 3 % en 1983, il s'agit d'une rupture. Dans le bon sens.

M. Gattaz n'a pourtant pas tort d'insister sur la fragilité du mouvement. Si les chefs d'entreprise acquièrent de nouveaux équipements, ce ne peut être à cause de perspectives meilleures de leurs marchés. La production industrielle reste étale (voir par ailleurs « le Monde de l'économie »). Aussi les industriels font vraisemblablement des *« investissements de substitution »* dont il faut attendre des conséquences négatives sur l'emploi. Ils visent une amélioration de productivité par un rajeunissement du parc de leurs équipements dont l'âge moyen, il faut le rappeler, est en France de plus de onze ans contre neuf aux États-Unis et huit au Japon (1). Une reprise forte et continue des investissements est absolument nécessaire pour combler le retard accumulé depuis dix ans.

ERIC LE BOUCHER.

(1) Source : Japan Development Bank.

● **International Distillers acquiert le quart du capital de Cinzano.** — Groupe britannique, quatrième producteur mondial de spiritueux avec un chiffre d'affaires de 10 milliards de francs, International Distillers, filiale du groupe Grand Metropolitan, va acquérir 25 % du capital de la société italienne Cinzano. Celui-ci était réparti par moitié entre la famille Cinzano et IFI, holding financier de la famille Agnelli (Fiat), qui cédera 25 % à International Distillers. Cinzano a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 300 millions de dollars pour l'exercice 1983-1984.

L'intérêt des Japonais redouble pour la machine-outil française

Le gouvernement laissera-t-il le Japonais Toyoda prendre le contrôle de Ernault-Somua (HES) au risque de mettre en péril l'entreprise Intelautomatisme qui est le *« pôle »* constitué dans le cadre du plan de la relance de la machine-outil ? La réponse devrait être donnée dans les semaines qui viennent sur ce dossier épineux, examiné à la fois par le CIRI (1) et par le ministère du redéploiement industriel.

HES est encore, en théorie, une filiale du groupe Schneider. Mais, en 1981, lors de la mise en place du plan machine-outil, le gouvernement décidait que cette société, spécialisée dans les tours, devait rejoindre Intelautomatisme, l'entreprise nouvellement créée à partir de Huré et Graffenstaden, pour constituer l'un des *« pôles »* nationaux dans ce secteur. Avant que l'opération se concrétise, le gouvernement s'était engagé à assurer les fins de mois de HES, très déficitaire : Schneider se trouvait donc dégagé de toute responsabilité.

Cette *« sortie »* s'est révélé habile car l'opération n'est aujourd'hui toujours pas faite et le gouvernement a dû boucher des trous qui s'agrandissaient : 13 millions de francs de pertes en 1981, 118 millions en 1982, 239 millions en 1983... soit autant que le chiffre d'affaires cette année-là. Les dirigeants d'Intelautomatisme sont en droit de faire la grimace ; d'autant qu'ils connaissent eux-mêmes des déficits : plus de 100 millions en 1983.

Les ponts ne sont pourtant pas rompus et HES peut toujours rejoindre Intelautomatique, estime-t-on au ministère du redéploiement industriel.

L'autre solution examinée est une prise de contrôle par Toyoda. Le groupe nippon, spécialisé dans les centres d'usinage, détient 35 % d'une filiale commune créée en 1980 avec HES pour fabriquer ses matériels en France. Mais cette association fonctionne très mal.

Aussi quand les conversations s'engagent avec Intelautomatisme dans le cadre d'une association à trois, Toyda refuse de céder l'exclusivité de la vente de ses centres d'usinage en Europe, comme le lui demandent les Français. En mars les négociations sont rompues. Intelautomatisme se tourne vers Hamai, autre société japonaise plus petite (400 millions de francs de chiffre d'affaires), mais brillante, avec laquelle l'accord est conclu (*le Monde* du 10 octobre). Toyoda propose alors de prendre le contrôle de HES dont le dossier a été déposé entre temps au CIRI, ce qui a provoqué la démission de son conseil d'administration. HES est certes un fabricant de tours mais Toyoda souhaite l'orienter vers le marché des centres d'usinage... créneau d'Intelautomatisme. D'où les hésitations gouvernementales : laisser entrer Toyoda, c'est sauver HES et une partie — une moitié ? — de ses mille deux cents salariés, mais c'est jeter une pierre dans le jardin d'Intelautomatisme. C'est d'autre part accepter un second japonais en France, au moment où l'on critique la Grande-Bretagne pour avoir laissé s'implanter Yamassaki sur son territoire.

E.L. B.

(1) Comité interministériel de restructuration industrielle.

● **Pepsi-Cola abandonne l'usage de la saccharine.** — La société américaine Pepsi-Cola USA vient de décider d'abandonner l'usage de la saccharine, agent sucrant qu'elle utilisait jusqu'à présent dans toutes ses boissons sans sucre, pour la remplacer par le Nutrasweet qui est le nom commercial de l'aspartame. Ce succédané de sucre qui, depuis ces dernières années, connaît un vif succès parmi les consommateurs américains est déjà utilisé par les principaux fabricants de soda, mélangé à de la saccharine dans une proportion de 30 %. Le succès obtenu par son concurrent Coca-Cola avec sa boisson de régime « diet coke » sans sucre, utilisant également un mélange sucrant saccharine-Nutrasweet, a conduit Pepsi-Cola à tenter d'améliorer le goût de son soda à faible teneur en calories. — *(AFP.)*

AFFAIRES

JOHNSON MATTHEY BANKERS DEMANDE LA LIQUIDATION DE CINQ COMPAGNIES DU GROUPE FINANCIER EL SAID

La banque Johnson Matthey Bankers (JMB), filiale de Johnson Matthey PLC, l'un des principaux groupes mondiaux d'affinage et de négoce de métaux précieux, qui avait dû être renflouée au début d'octobre par la Banque d'Angleterre (*le Monde* daté 7-8 octobre), a déposé devant la Haute Cour de Londres une requête de mise en liquidation visant cinq compagnies du groupe El Saïd, contrôlé par le magnat américain d'origine pakistanaise, M. Mahmoud Sipra.

En attendant que la Haute Cour examine, le 10 décembre prochain, ce recours, trois de ces compagnies (la firme maritime Eurostem, la compagnie de courtage pétrolier Brook Oil et l'entreprise cinématographique Khyber Horse, toutes trois domiciliées en Grande-Bretagne) ont été confiées à un administrateur judiciaire. Les deux autres sont des compagnies maritimes domiciliées au Libéria : Bulk Ferts et Transgulf Lines Corp. Dans les milieux bancaires, on considère que les prêts consentis à ce groupe, évalués à une cinquantaine de millions de dollars, auraient fortement contribué aux difficultés de JMB.

Le groupe El Saïd a des ramifications dans de nombreux pays, et ses activités s'étendent à un grand nombre de secteurs (transport maritime, commerce de pétrole et d'autres matières premières, sidérurgie, production cinématographique...). Il possède trois cargos exploités sous pavillon libérien et en avait affrété de nombreux autres, pour le transport de céréales et d'engrais notamment.

Mais M. Sipra a aussitôt réagi auprès de la Cour suprême de New-York en réclamant quelque 300 millions de dollars (2,8 milliards de francs) de dommages et intérêts, conjointement à JMB et à la Banque d'Angleterre, au motif de rupture abusive de contrat.

● Le deuxième concours international de thèses sur les entreprises multinationales organisé par l'IRM (Institut de recherche et d'information sur les multinationales) attribuera ses trois prochains prix (8000, 6000 et 4000 francs suisses) en septembre 1985. Le règlement des concours peut être obtenu en écrivant à l'IRM, 45-47, rue de Lausanne, 1201 Genève (Suisse).

AU « GRAND JURY RTL-*LE MONDE* »

« Notre pays est menacé de se scléroser s'il ne fait pas sa mutation » déclare M. Monory

Dans l'émission « Le grand jury RTL-*le Monde* » du dimanche 4 novembre, M. René Monory, ancien ministre des finances, a reconnu qu'aujourd'hui le partage de la richesse nationale se faisait dans un sens plus favorable aux entreprises.

« *J'ai été le premier* a-t-il indiqué *à dire que, probablement, dans le passé, nous avons été battus parce que tout le monde pensait qu'on ne donnait pas de pouvoir d'achat. Et moi je pensais qu'on en donnait trop ! Donc je ne suis pas en désaccord sur le ralentissement du pouvoir d'achat, puisqu'il faut payer les matières qu'on importe.* »

Mais le sénateur (CDS) de la Vienne n'en conclut pas moins à l'échec des socialistes sur le plan économique : « *J'ai dit que le pouvoir avait échoué*, a-t-il déclaré ; *je vais citer deux ou trois chiffres. Voici le premier : depuis trois ans, nous faisons 1 % de croissance par an. La première année, en 1981, je n'ai rien dit, parce que la plupart des pays qui nous ressemblent faisaient à peu près la même chose. Ils étaient en période d'assainissement. Mais regardez ce qui se passe maintenant : tous les pays, y compris l'Italie, l'Allemagne, l'Angleterre, les Etats-Unis, le Canada, vont tous faire, en 1984, entre 3 % et 6 % de croissance. C'est considérable* (...)

» *Le deuxième échec, c'est que, lorsque nous étions au pouvoir, nous n'avions pratiquement pas de dettes à l'extérieur, ou des dettes tout à fait supportables. Or, aujourd'hui, entendez-moi bien, nous sommes – je ne dis pas en valeur par rapport à la richesse intérieure, mais en nominal – le troisième pays le plus endetté du monde. Actuellement, notre dette extérieure, tout confondu, s'élève à plus de 70 milliards de dollars. Quelle en est la conséquence ? La conséquence, c'est qu'à partir de 1985, il faudra, chaque année, prendre 2 % de la richesse nationale pour rembourser notre dette, capital et intérêts. Vous vous rendez compte ? Un pays qui est aujourd'hui à 1 % de croissance et qui est obligé de prendre 2 % sur sa richesse pour rembourser les dettes qu'il a contractées ou qu'il a fait contracter à ses satellites depuis 1981, ce n'est pas un pays qui a réussi.*

» *Troisième point. J'ai toujours entendu M. Mauroy et M. Mitterrand dire : « 1 600 000 chômeurs, » c'est un scandale en France. Voilà » le point sur lequel nous nous » acharnerons. » « Je serais le général en chef de la lutte contre le » chômage et je vous garantis que ce » chiffre, vous allez le voir décroître. » Nous sommes à 2 600 000 chômeurs et je ne suis pas sûr, malheureusement, que nous ne serons pas à trois millions bientôt.* »

L'essentiel, pour M. Monory, est désormais de se tourner vers l'avenir. « *Notre pays*, a-t-il conclu, *est menacé de se scléroser s'il ne fait pas sa mutation. Nous retardons cette mutation, essentiellement parce que nous n'avons pas les moyens d'en assumer les conséquences. (...) C'est le rôle de l'Etat d'assurer les conséquences de cette mutation. Il ne faut pas les laisser au corporatisme parce que cela ne marchera pas.* »

M. Christian Goux demande une réforme de la fiscalité locale

M. Christian Goux, député (PS) du Var et président de la commission des finances à l'Assemblée nationale, s'exprimant, dimanche 4 novembre au forum de Radio-Monte-Carlo, a regretté « *qu'on n'ait pas pu aborder de front le véritable problème qui est celui de la réforme de la fiscalité locale. On sait qu'aujourd'hui l'impôt le plus injuste, celui qui s'abat sur les petites gens, c'est la taxe d'habitation. Or, pour modifier la taxe d'habitation, il faut envisager une réforme de l'ensemble des finances locales* ».

Interrogé sur la politique d'austérité actuellement menée par le gouvernement, M. Goux a répondu : « *Il faut avoir le courage de dire que les années à venir vont être des années difficiles. Il faut tenir un discours sans complaisance, ne pas se dérober. Je ne suis pas de ceux qui pensent que nous retrouverons facilement la croissance. Les problèmes de la dette, aussi bien intérieure qu'extérieure, sont des obstacles à la reprise de la croissance.* »

Questionné sur les élections de 1986 et sur le programme de la gauche, M. Goux a précisé : « *Il ne faut pas discuter de la gauche, de la droite, en se demandant si ce sera profitable pour notre pays ? Ce qui est important, pour que la France continue à être un grand pays demain, il va falloir une cohésion, et disons une politique qui soit bonne pour le pays, et pas uniquement une politique dite de gauche ou de droite. Il faut voir ce que pensent les Français, et les Français, je crois, ont profondément envie, premièrement d'un message d'espoir parce que les temps sont difficiles, et je regrette que pour ma part, ce message, nous ne l'ayons pas vraiment délivré dans le cadre d'un plan et un plan non pas au sens rigoureux, strict, mais un plan pour l'espoir. En même temps ils veulent un message d'espoir tenu par des gens raisonnables, et, en fait, une majorité de raison.* »

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –	
$ E.-U.	9,1130	9,1150	+ 45	+ 60	+ 50	+ 75	0	+ 100
$ can.	6,9432	6,9474	– 87	– 60	– 168	– 133	– 473	– 371
Yen (100)	3,7456	3,7479	+ 128	+ 139	+ 234	+ 251	+ 656	+ 708
DM	3,0699	3,0716	+ 119	+ 129	+ 223	+ 237	+ 626	+ 671
Florin	2,7219	2,7237	+ 102	+ 109	+ 194	+ 205	+ 523	+ 561
F.B. (100)	15,1883	15,1967	– 64	– 1	– 157	– 40	– 580	– 288
F.S.	3,7105	3,7128	+ 172	+ 187	+ 317	+ 337	+ 913	+ 972
L (1 000)	4,9228	4,9257	– 220	– 200	– 473	– 441	– 1319	– 1231
£	11,3730	11,3846	– 8	+ 38	+ 8	+ 75	+ 73	+ 244

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	9 7/8	10 1/8	9 11/16	9 13/16	9 13/16	10 15/16	10	10 1/8
DM	5 1/2	5 3/4	5 1/2	5 5/8	5 3/4	5 7/8	5 3/4	5 7/8
Florin	5 1/2	5 34	5 3/4	5 7/8	5 7/8	6	6 1/16	6 3/16
F.B. (100)	10 3/4	11 1/2	10 13/16	11 3/16	10 3/4	11 1/8	10 7/8	11 3/16
F.S.	1 5/8	1 7/8	4 5/8	4 3/4	5	5 1/8	5	5 1/8
L (1 000)	14 7/8	15 1/8	15 1/2	15 13/16	15 1/2	15 13/16	15 5/8	15 15/16
£	10 5/8	10 3/4	10 7/16	10 9/16	10 1/4	10 3/8	10 3/16	10 5/16
F. franç.	10 3/8	10 5/8	10 5/16	10 9/16	10 7/16	11 11/16	11 1/16	11 5/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

AGRICULTURE

LA CRISE DE LA VIANDE BOVINE

Des animaux sont égorgés à Guéret

Des éleveurs de moutons et de bovins du centre de la France ont manifesté, samedi 3 novembre, autour de Guéret (Creuse) puis ont rencontré, à Nevers, M. Pierre Bérégovoy, maire de la ville et ministre de l'économie, des finances et du budget. Après avoir barré très tôt le matin les axes Guéret-Bourganeuf et Gouzon-Montluçon, les agriculteurs ont égorgé une quinzaine de bêtes devant la péfecture de Guéret, devant l'hôtel de ville, et près d'un jardin public. Des carcasses d'animaux ont été déposées aux mêmes endroits. Les forces de l'ordre ne sont pas intervenues. La Société protectrice des animaux, à Paris, a indiqué qu'elle porterait plainte contre X pour cruauté.

C'est évidemment la chute des cours qui provoque la colère des éleveurs. Au cours de l'entretien de Nevers, auquel participaient MM. Louis Collaudin, président de la Fédération nationale bovine, et Raympnd Lacombe, secrétaire général de la FNSEA, il fut demandé un meilleur soutien des marchés au niveau communautaire, le doublement du montant de la prime aux vaches allaitantes, un prêt spécial de conservation du cheptel et des aides de trésorerie. Selon les éleveurs, le revenu brut des exploitants a diminué de 10 % pour la viande bovine et, fin juillet, le prix moyen des gros bovins était à un niveau voisin de celui de 1982.

La France continue ses achats de viande d'intervention (de l'ordre de 7 000 tonnes par semaine). Les stoks de la CEE atteignent 500 000 tonnes.

A Bruxelles, on indique que la situation du marché s'est améliorée, les cours de la viande bovine atteignant, fin octobre, 75 % du prix d'orientation, contre 70 % en juillet. La Commission, par ailleurs, n'est pas favorable à un arrêt des importations de viande en provenance des pays tiers, car la CEE sera, cette année, le premier exportateur mondial de viande bovine, avec plus de 700 000 tonnes.

SOCIAL

LES PROJETS DE TRAVAUX D'UTILITÉ COLLECTIVE « TUC » AURONT UNE RÉPONSE RAPIDE

Les propositions de création de « *travaux d'utilité collective* » (TUC) présentés aux commissaires de la République auront une réponse dans les quatre semaines, précise une circulaire du ministre du travail publiée au *Journal officiel* daté 2-3 novembre : leur silence au terme de ce délai « *vaudra acceptation* ». Les TUC, qui peuvent être organisés par les collectivités territoriales, les associations à but non lucratif, les fondations et les établissements publics pour des jeunes de quinze à vingt et un ans sans emploi, font partie du dispositif contre le chômage adopté par le gouvernement (*le Monde* daté 27-28 septembre).

Les commissaires de la République doivent « *apprécier l'opportunité et la faisabilité des projets* », qui peuvent porter sur tous les domaines d'activité « *à l'exception des tâches directement liées à l'ordre public* », et ne doivent pas servir à « *suppléer des vacances d'emplois budgétaires par des stagiaires* » ni se substituer aux stages offerts aux seize-dix-huit ans. La durée des travaux n'est pas limitée, mais les stagiaires ne peuvent y être affectés que pour un an au maximum, trois mois au minimum.

Ces TUC sont destinés à des jeunes, volontaires. Toutefois, l'Agence nationale pour l'emploi procédera à « *un examen approfondi de la situation des jeunes bénéficiaires d'allocations d'insertion ou d'allocations de fin de droits, qui auraient refusé à deux reprises* » des TUC : si ces refus sont « *sans motif légitime* », les intéressés seraient radiés de l'allocation.

SOCIAL

STRATÉGIES SYNDICALES ET FLEXIBILITÉ

CGT, CFDT : deux logiques antagonistes

Pour les confédérations syndicales, l'unité d'action est bel et bien tombée en désuétude. La CGT et la CFDT n'ont pas eu de rencontre au sommet depuis le 27 septembre 1982. La première parle de l'unité en souhaitant des rassemblements sur ses positions *« à la base »*, dans les branches professionnelles et dans les entreprises. La seconde ne la conçoit qu'à géométrie variable sur des objectifs précis et en jouant du pluralisme syndical. C'est ainsi que la CFDT a répondu positivement à la proposition de la CGC de tenir un « mini-sommet » syndical sur l'emploi, que la CGT et FO ont refusé, tandis que la CFTC hésite. Là où l'unité se fait vaille que vaille, on observe, qu'il s'agisse de Renault, de Creusot-Loire ou de la fonction publique, qu'elle dissimule mal des divergences ou même des arrière-pensées antagonistes.

On ne se bat plus pour l'unité d'action, mais, dans le même temps, on se refuse à polémiquer comme aux plus beaux temps de l'unité d'action conflictuelle CGT-CFDT. Dans son interview au *Monde*, M. Henri Krasucki s'est abstenu du moindre jugement critique sur les positions de la CFDT, même si au sommet de la centrale cégétiste certains dirigeants confient que *« Maire est à la droite de Bergeron »*... Chacun semble se replier, parfois faute de mieux, sous sa propre bannière. Dans le même temps, cependant, les divergences, déjà importantes entre la CGT et la CFDT, amplifiées depuis mai 1981, se transforment en un antagonisme aigu. Deux exemples le montrent.

MM. Henri Krasucki et Edmond Maire ont ainsi développé dans les colonnes du *Monde* deux démarches non seulement différentes, mais antagonistes, tant sur leurs stratégies d'action que sur l'importante négociation sur la flexibilité (qui continue le 5 novembre). Même si les faits sont encore loin de lui donner raison, le secrétaire général de la CGT affirme que *« le monde du travail commence vraiment à dire non »*. Il lance appels sur appels à une mobilisation tous azimuts, en soulignant que ce mouvement vise le CNPF mais *« s'adresse aussi au gouvernement »*. *« Ils n'y croiront pas*, dit-il à l'adresse des salariés, *tant que vous ne serez pas au maximum de puissance dans l'action syndicale.* » Pour M. Krasucki, les désaccords avec le gouvernement – qui *« subit la pression du capital français et international »* – existaient avant le départ des ministres communistes, mais *« ils se sont même accentués »*.

Désaccord stratégique

La CGT, pour veiller à sa cohésion interne, se refuse à qualifier politiquement le gouvernement, évite de parler du *« pouvoir socialiste »* et ne reprend pas à son compte l'idée d'un *« nouveau rassemblement populaire majoritaire »*, lancée par le PC. Elle développe cependant une analyse qui est en parfaite similitude de vues avec celle du Parti communiste. Dans son projet de résolution pour le 25e congrès – qui aura lieu quelques mois avant celui de la CGT, – le PC affirme par exemple que *« seules les luttes peuvent faire sauter les verrous et sont susceptibles de modifier les décisions »*. Il souligne que, après les élections européennes, *« l'orientation politique négative que l'électorat venait de sanctionner a été maintenue, voire aggravée »*, et que *« le Parti socialiste a réorienté la politique gouvernementale dans le sens voulu par les forces du capital »*. M. Krasucki se garde bien de s'en prendre au PS, mais il fait au gouvernement le même procès que le PC.

La révision des acquis

M. Edmond Maire développe une tout autre stratégie d'action (*« d'inaction »*, disent ses adversaires). S'il s'est montré très sévère pour fustiger l'attitude du gouvernement dans les discussions salariales de la fonction publique, s'il a le premier – dans *le Monde* du 21 août – fait part de l'inquiétude que lui inspire le penchant de M. Fabius pour le *« libéralisme, fût-il avancé »*, il se refuse à une mise en cause globale de la politique du gouvernement. Pour la CFDT, il est clair que le moment n'est pas venu de sonner l'hallali contre le pouvoir socialiste. A l'issue de son dernier conseil national, et malgré l'opposition d'Hacuitex, des unions régionales de Basse-Normandie et de Champagne-Ardenne et d'une partie de la banque et de l'équipement, elle a rejeté la stratégie d'une *« mobilisation générale uniforme contre l'Etat et contre le patronat »* et *« tout détournement de l'action syndicale dans la seule contestation politique »*.

A ce clivage stratégique s'ajoute un désaccord sur le fond quant à la manière d'aborder la négociation sur la flexibilité de l'emploi avec le CNPF. Au centre de cette discussion se trouve posé le problème de l'adaptation du droit du travail, ce qui suppose l'éventuelle révision de certains acquis sociaux.

Le 7 septembre déjà, la CFDT, par la voix de M. Jean Kaspar, avait fait des ouvertures au patronat sur les seuils sociaux et le travail différencié, ce qui lui avait valu une vive réplique de M. Louis Viannet, le numéro deux de la CGT, l'accusant en fait de faire le jeu du CNPF. Or, pour la centrale cégétiste, il n'est pas question d'entrer dans le jeu du patronat, dont les propositions sur la flexibilité de l'emploi sont rejetées en bloc, au profit d'un discours visant au contraire à accroître et à élargir les garanties et les protections sociales. Dans son interview au *Monde*, M. Krasucki a été on ne peut plus net sur ce point : la remise en cause des acquis est *« impraticable et cela conduit au désastre »*. Pour le dirigeant syndical, les exigences du CNPF – *« une réduction importante du pouvoir d'achat, l'abrogation d'un certain nombre de garanties sociales et collectives acquises durant des décennies d'action syndicale »* – aboutissent purement et simplement à *« un recul de civilisation »*. Il n'y a donc sur ce point pas de compromis possible.

La recherche du compromis

Au risque de relancer sur ce thème la contestation de ses opposants, M. Edmond Maire, dans ses articles au *Monde*, ne veut pas entendre parler de ce *« non sec »*. Tout en dénonçant l'archaïsme des propositions d'un patronat allant *« à rebours de l'histoire »*, il maintient la ligne de l'ouverture et de la recherche du compromis. Pour lui, le syndicalisme *« perd sa crédibilité »* s'il se cantonne dans une attitude défensive, *« il montre qu'il n'est pas prêt à affronter les mutations dans toute leur ampleur »*.

Plaidant pour la mobilité et la polyvalence des salariés et face à la diversification de leurs aspirations pour *« une conception dynamique du contrat de travail »*, M. Maire enfonce le clou : il s'agit de rechercher des *« solutions intermédiaires »* entre la *« précarité totale du chômage »* et le travail *« stable et garanti »*. Acceptant une flexibilité négociée, se déclarant prêt – comme la CGC – à ce que, dans certains domaines, le contractuel se substitue au législatif, il préconise un *« réexamen des pratiques syndicales traditionnelles »* dans les petites entreprises : *« Ou le mouvement syndical s'adapte et apprend à défendre mieux ces millions de salariés, ou il se recroqueville peu à peu sur la peau de chagrin des salariés des grandes entreprises et des administrations, et laisse se développer le fossé entre deux types de condition salariale. »*

Ce sont ainsi deux conceptions antagonistes du syndicalisme qui s'affrontent et se développent. La CGT n'entend évidemment pas se recroqueviller sur les grandes entreprises, les administrations et ses bastions industriels. Ce serait pour elle suicidaire, à l'heure des restructurations. Mais parce qu'elle a conscience, à travers l'automobile, la sidérurgie, les mines et les chantiers navals, d'être justement attaquée là où elle est encore en position de force, elle se défend. Tout en sachant qu'elle ne peut évacuer d'un bombement du torse la question de l'évolution du syndicalisme, elle développe une triple parade. Au niveau national elle dénonce les désastres de l'orientation de la politique économique du patronat et, par ricochet, du gouvernement. Elle appelle ensuite et en permanence à l'action pour empêcher la *« casse »* industrielle, la déroute économique et l'échec politique. Enfin elle s'installe de plus en plus sur le terrain de la contreproposition industrielle – au besoin en se donnant la caution du *« suffrage universel »*, – et cherche même à intervenir dans la gestion des entreprises. Dans cette optique tout compromis sur le terrain des garanties sociales serait pour le syndicalisme s'engager dans une logique de déclin. C'est à partir de positions de force solidement défendues qu'elle envisage l'élargissement du champ de son syndicalisme.

Un nouveau défi

M. Maire, lui, se place dans la perspective d'une évolution pour ne pas dire d'un changement du syndicalisme. Il est en cela logique avec son rapport d'avril 1984 sur l'adaptation du syndicalisme où il appelait de ses vœux *« un syndicalisme de la mutation qui donne autant d'importance à la proposition et à l'expérimentation qu'à la contestation »*. Voulant tenir compte, sans en faire son deuil, de l'éclatement du salariat et de sa diversité, il veut, par la négociation, apporter sa pierre à la *« métamorphose des conditions de production »*. Un pari qui répond en partie au nouveau défi lancé au syndicalisme : de 1976 à 1983 la part des salariés travaillant dans les entreprises de moins de cinquante personnes n'est-elle pas passée de 43,1 % à 49,1 % tandis que, dans les entreprises de plus de cinq cents salariés, elle régressait de 20,6 % à 16,5 % ? Dans ce nouveau paysage syndical, il ne sera pas étonnant de voir la CGT et la CFDT s'opposer de plus en plus, la première se retrouvant, quant au fond, sur le même terrain que Force ouvrière, la seconde se rapprochant ponctuellement de la CGC, et la CFTC oscillant entre la démarche défensive et l'approche évolutionniste.

MICHEL NOBLECOURT.

SOCIAL

LE PROJET DE LOI SUR LA FAMILLE

Création d'une allocation au jeune enfant et d'un congé parental rémunéré

Prévu dès 1981, annoncé en 1982, retardé et rogné en 1983, mais relancé par un *« programme prioritaire d'exécution »* (PPE) du Plan, le projet de loi sur la famille devrait enfin voir le jour. Après le rejet d'une première version en juillet dernier, un nouveau texte doit être examiné par le conseil des ministres mercredi 7 novembre. Il comporte toujours deux mesures essentielles, la création d'une *« allocation au jeune enfant »* regroupant plusieurs prestations actuelles et celle d'un congé parental rémunéré, complétées par quelques mesures d'ordre social en faveur des jeunes familles, notamment un nouveau système de prêts aux jeunes ménages, et par l'extension des prestations familiales dans les départements d'outre-mer.

● **L'allocation au jeune enfant (AJE).** Elle se substituera aux allocations pré et postnatales et au *« complément familial »* unique (645 F actuellement), accordé au-dessous d'un certain plafond de ressources aux familles comptant un enfant de moins de trois ans (1). Cette AJE, de 711,80 F 1984 par mois et par enfant sera versée à toutes les familles au bout de trois mois de grossesse de la mère et jusqu'à ce que l'enfant atteigne six mois ; pour celles – 80 % du total – dont le revenu est inférieur au plafond du complément familial actuel (2), le versement sera prolongé jusqu'à ce que l'enfant atteigne trois ans. Pour éviter qu'elle soit brutalement interrompue si les ressources de la famille franchissent ce plafond, un système d'allocation dégressive est prévu tant que celles-ci n'atteignent pas un second plafond, variable selon le nombre d'enfants et leur âge (3).

L'AJE sera accordée pour tous les enfants conçus à partir du 1er janvier 1985, donc pratiquement à partir du 1er avril 1985. Pour les enfants nés ou conçus antérieurement, l'ancienne législation restera applicable, mais on versera deux compléments familiaux au lieu d'un aux familles ayant au moins deux enfants de moins de trois ans.

● **L'allocation parentale d'éducation.** – Elle sera accordée pendant deux ans au maximum aux salariés qui quittent leur travail à la naissance (ou lors de l'adoption) d'un troisième enfant : ils auront l'assurance de retrouver ensuite leur emploi. Son montant sera de 1 000 F par mois si le salarié abandonne tout travail pendant la durée de son congé, de 500 F s'il conserve un mi-temps. Il a été limité à la fois par des ressources disponibles – le coût de l'opération est évalué à 820 millions de francs en régime normal – et par la nécessité de ne pas fournir, pour les salaires les plus bas, un revenu réel supérieur à celui de l'emploi. Les pouvoirs publics tablent sur une moyenne de trente-quatre mille bénéficiaires par an.

Pour financer l'AJE (1 904 millions), l'allocation parentale d'éducation (820 millions de francs) et l'extension dans les départements d'outre-mer des prestations familiales aux personnes sans activité professionnelle (100 millions de francs), la Caisse nationale d'allocations familiales doit trouver, en année pleine, 2 824 millions de francs en plus de la « récupération » des allocations pré et postnatales et du complément familial, 600 millions de francs étaient fournis par le résidu des économies procurées à la Sécurité sociale par la loi de finances pour 1984 (4).

Mais, en complément, il a fallu supprimer, en 1985, certaines prestations, notamment la prime accordée en 1980 pour la naissance du troisième enfant, déjà ramenée en 1981 à 3 300 F (rapport : 553 millions de francs) et les prêts accordés aux jeunes ménages par les caisses d'allocations familiales (400 millions de francs) (5). Enfin l'alignement sur le salaire net des indemnités journalières de maternité, actuellement égales à 90 % du salaire brut, apportera 285 millions de francs.

En revanche, on a renoncé à « redistribuer » le montant de l'allocation de rentrée scolaire, représentant environ 1 200 millions de francs. Le projet avait notamment rencontré l'hostilité de la CGT, qui souhaitait au contraire que le taux de cette prestation soit fortement relevé.

En juillet dernier, une des raisons du renvoi du projet de loi par le conseil des ministres avait été le désir de plusieurs d'entre eux et du président de la République de voir maintenus les prêts aux jeunes ménages et de compléter les nouvelles allocations par quelques mesures fiscales et sociales.

Sur le plan fiscal, le gouvernement a introduit quelques dispositions « familialistes » dans l'abattement sur le revenu imposable accordé par le projet de loi de finances 1985 pour les gros travaux dans l'habitat ancien : cet abattement est porté de 8 000 F pour un célibataire à 16 000 F pour un couple ; s'y ajoutent 2 000 F pour le premier enfant, 2 500 F pour le deuxième et 3 000 F pour chacun des suivants...

Un manque d'enthousiasme

Les prêts des CAF aux jeunes ménages doivent être remplacés par des prêts bancaires à taux réduit, grâce à des bonifications d'intérêts accordés par les caisses. Le plafond de ressources serait le même (7 900 F par mois pour un couple sans enfant, 9 600 F avec un enfant, 11 800 F avec deux) et le montant maximum du prêt identique (10 800 F). Le ministère des affaires sociales espère obtenir des banques un taux de départ de 14 %, pour parvenir, après les bonifications accordées par les caisses d'allocations familiales, à 6,5 % ou 7 %, taux comparable à celui des prêts des caisses d'épargne. Mais qui prendra en charge les garanties, en cas de défaillance, demandées par les banques ?

Le projet ne tient pas tout à fait l'engagement donné au départ qu'aucune catégorie de familles ne perdrait à la création de l'AJE. Des études faites par la CNAF, il ressort que la grande majorité des familles verraient leur situation inchangée (à peu près), que 20 % environ y gagneraient : celles qui ont des enfants très rapprochés et des revenus inférieurs au plafond du complément familial, le gain maximal étant de 16 125 F. Y perdront, d'une part, celles qui ont trois enfants, mais dont les naissances sont relativement espacées, qui ne toucheront plus la « prime » au troisième enfant (6) et, d'autre part, celles des mères seules qui passeront désormais au-dessus du plafond de ressources exigé pour obtenir l'allocation de parent isolé, l'AJE étant comptée dans les revenus. Deux catégories minoritaires, dont on ignore le nombre, mais qui ne sont pas nécessairement favorisées.

L'ensemble des dispositions financières expliquent les revendications ou le manque d'enthousiasme exprimés par une bonne partie des membres du conseil d'administration de la CNAF lorsque le projet leur a été soumis le 19 octobre. Plus d'un administrateur a regretté que la nouvelle allocation au jeune enfant ne puisse être financée que par la suppression de prestations. Même des syndicats qui se sont finalement prononcés en faveur du projet d'AJE en ont souligné le manque d'ambition (la CFDT) ou ont estimé qu'un effort supplémentaire était nécessaire (la CFTC).

Paradoxalement, la création de prêts bancaires à taux réduits, destinés à réduire les effets de la suppression des prêts des caisses d'allocations familiales a fait l'objet de plus de critiques que d'approbations. Le conseil d'administration a adopté par 17 voix contre 4 et 3 abstentions, une motion mettant des conditions à cette transformation, et demandant notamment des assurances sur les taux des prêts bancaires et leur stabilité ainsi que l'âge et le nombre des bénéficiaires. Les administrateurs ont notamment regretté que les plafonds et le volume des prêts, réduits en janvier 1983 ne soient pas relevés.

Une dernière initiative doit compléter ultérieurement le projet de loi sur la famille : le ministère des affaires sociales va s'efforcer en 1985 de convaincre collectivités locales et les entreprises de faciliter l'accueil des enfants (création de haltes-garderies, d'espaces de jeu, etc.) en mettant en évidence les avantages que les unes et les autres peuvent en retirer. Dans ce but, il va recenser les expériences étrangères, entreprendre des études de marché et multiplier les contacts avec les branches professionnelles, notamment les commerces, les transports, les assurances (intéressées aux problèmes de sécurité). Cette action serait accompagnée par une campagne de publicité.

GUY HERZLICH.

(1) Le complément familial est aussi versé à toutes les familles d'au moins trois enfants, dont les revenus ne dépassent pas le plafond : cette prestation n'est pas remise en cause.

(2) Pour un seul salaire, 68 655 F de revenu net imposable en 1983 pour un enfant, 82 386 F pour deux, 98 863 F pour trois. Lorsque les deux parents travaillent, un abattement supplémentaire sur le revenu imposable est opéré, portant ainsi le plafond à 90 731 F avec un enfant, 104 462 F avec deux, 120 939 F avec trois.

(3) La différence est de 8 641 F par enfant de moins de trois ans.

(4) En transformant en crédit d'impôt les abattements sur le revenu pour les intérêts des emprunts consacrés à l'achat d'un logement, elle a fait passer un nombre non négligeable de familles au-dessus du plafond.

(5) Seront aussi supprimées des prestations en voie d'extinction, comme les maigres allocations de salaire unique (38 F par mois) ou le supplément de revenu familial...

(6) Le chiffre de 16 125 F correspond à un écart de dix mois entre les deux naissances, le gain étant de 22 575 F dans le cas très rare de jumeaux. Pour le troisième enfant, la perte commence lorsque les naissances sont séparées de plus de trente mois.

● **L'équipage du cargo *Borodine* en grève.** – Sur l'initiative du syndicat des marins CFDT, l'équipage (onze marins) du cargo *Borodine*, de la CGM, qui transporte de l'hexafluorure d'uranium vers l'URSS, s'est mis en grève le 2 novembre. Il demande une « prime de matière dangereuse » de 30 francs par jour pour chaque navigant. La CFDT fait remarquer que les dockers, qui chargent ces marchandises, reçoivent une prime, ainsi que les grutiers.

FAITS ET CHIFFRES

Automobile

● **Recul du marché européen de l'automobile.** – Le marché ouest-européen des voitures particulières s'est contracté de 2,9 % au cours des neuf premiers mois de l'année, principalement du fait de la chute de 12,5 % du marché français, selon des statistiques recueillies par le *Financial Times*. Les ventes sont ainsi retombées à 7 906 069 véhicules contre 8 144 510 de janvier à septembre 1983. Si le marché italien progresse (+ 2,1 %), ceux de la RFA (– 2,6 %) et de la Grande-Bretagne (– 1,6 %) baissent. Ford est en tête des constructeurs (13,1 % du marché) devant Fiat (12,8 %), Volkswagen (11,8 %), Peugeot SA (11,2 %), General Motors et Renault.

Étranger

ÉTATS-UNIS

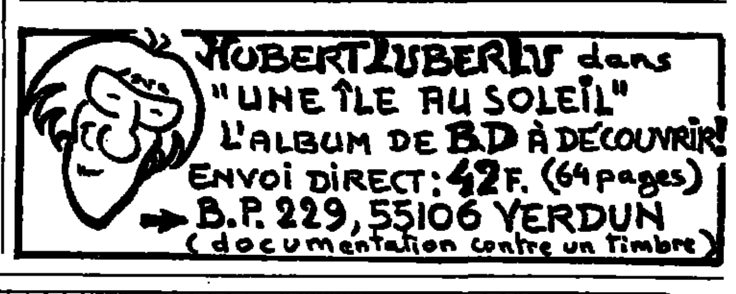
● **Productivité inchangée au troisième trimestre.** – La productivité des entreprises américaines – agriculture exclue – est restée inchangée au troisième trimestre, pour la première fois depuis le deuxième trimestre 1982. Cette productivité avait progressé de 5,5 % – en rythme annuel – au deuxième trimestre de 1984 et 2,9 % au premier trimestre 1984. En 1983, la productivité avait augmenté de 3,5 %. Selon le département du travail, une augmentation de 1,6 % de la production trimestrielle a été compensée par une augmentation de 1,6 % du nombre d'heures travaillées. La seule productivité des industries manufacturières a progressé durant ce trimestre de 8 % en rythme annuel. En incluant les activités agricoles, la productivité a augmenté de 1,7 % en rythme annuel contre 4,3 % au deuxième trimestre. – *(AFP.)*

● **Signature des lois sur le commerce international.** – Le président des Etats-Unis, M. Reagan, a signé le 30 octobre un ensemble de lois sur le commerce international votées récemment par le Congrès, en affirmant que ces lois permettront de lutter contre le protectionnisme et de promouvoir la liberté des échanges. Cet ensemble, qui résulte d'un laborieux compromis entre les deux chambres, prévoit notamment la signature d'un accord de libre-échange entre les Etats-Unis et Israël. Il prolonge jusqu'en 1993 les accords de préférence tarifaire abaissant les droits de douane pour les produits venant de cent quarante pays en développement, et prévoit des dispositions sur les importations d'acier aux Etats-Unis, ainsi que sur une centaine d'autres produits.

● **Les consommateurs ont confiance.** – Les intentions d'achats des consommateurs américains sont en progression, tandis que leur confiance en l'économie demeure *« solide »*. Selon le Conference Board qui fait état de ses derniers indices, *« il n'est pas improbable dans ces conditions que la croissance économique au dernier trimestre sera plus vigoureuse que celle notée au troisième trimestre »*. L'indice des intentions d'achats (base 100 en 1969-70) calculé par cet institut patronal d'études économiques s'est inscrit en octobre à 104 contre 93,3 le mois précédent. Pour sa part, l'indice de la confiance des consommateurs en l'économie (même base) est ressorti à 91,1 contre 91 en septembre. Ces indices sont calculés sur la base des résultats d'une enquête mensuelle conduite auprès de 5 000 foyers répartis à travers les Etats-Unis. – *(AFP.)*

RFA

● **Prix : + 0,6 % en octobre.** – Les prix ouest-allemands ont augmenté de 0,6 % en octobre contre 0,1 % en septembre. Le taux d'inflation sur un an s'est situé à 2,1 % au lieu de 1,5 % le mois précédent, selon les chiffres provisoires de l'Office fédéral des statistiques. Ce résultat est dû, en grande partie, au renchérissement des carburants et du fuel domestique. – *(AFP.)*







AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Communiqué

INFORMATION SICAV

Ouverture au public de la SICAV Orient Gestion.

L'objectif principal d'Orient Gestion est de rechercher la plus value du capital investi dans un portefeuille composé de **valeurs françaises, asiatiques et australiennes.**

Elle sera ouverte au public à compter du 7 novembre 1984.

La répartition de ses investissements respectera la réglementation qui permet aux sociétés d'assurances de détenir, en représentation de leurs engagements, des actions de SICAV dont **le portefeuille est composé d'au moins 50 % de valeurs françaises.**

Les souscriptions reçues le 7 novembre 1984 avant 11 heures seront exonérées de droit d'entrée.

Un avis sera publié dans le Bulletin des Annonces Légales et Obligatoires.

BANQUE INDOSUEZ
tout un monde d'opportunités
96, boulevard Haussmann 75008 Paris
Tél. : 561.20.20

Les Sicav de L'Européenne de Banque

	Actif net au 28-09-1984 (en MF)	Prix de rachat au 28-09-1984 (en F)	Dernier dividende net (en F)	Performances depuis le 31-12-1982 (dividende réintégré)	30-12-1983 (dividende réinvesti)
LAFFITTE-EXPANSION *Valeurs diversifiées*	635,40	638,79	20,00	39,12 %	3,85 %
LAFFITTE-RENDEMENT *Valeurs de rendement*	279,20	187,43	14,80	22,98 %	1,26 %
LAFFITTE-TOKYO *Valeurs japonaises*	1 773,23	953,65	25,00	69,98 %	11,20 %
LAFFITTE-FRANCE *Actions françaises*	293,61	202,71	10,65	56,28 %	11,37 %
LAFFITTE-OBLIGATIONS *Obligations françaises*	103,46	135,68	14,18	27,67 %	10,95 %
LAFFITTE COURT TERME *Obligations à court et moyen terme*	1 016,01	116 090,36	14 392,30	27,74 %	11,01 %
LAFFITTE-PLACEMENTS *Obligations à court terme ou à taux variable*	58,91	106 767,78	—	—	6,47 % (1)
LAFFITTE-JAPON *Valeurs françaises ou japonaises*	62,54	222,23	—	—	10,84 % (2)

(1) depuis la date d'ouverture le 19-03-1984
(2) depuis la date d'ouverture le 02-07-1984

Une gamme de SICAV adaptée à vos besoins pour faire progresser votre patrimoine





Le conseil d'administration de MATRA s'est réuni le 30 octobre sous la présidence de M. Jean-Luc Lagardère afin d'examiner la situation des différentes branches du groupe et d'arrêter les comptes du premier semestre 1984 de la société.

Le chiffre de cette dernière, pour la période considérée, s'est élevé à 2 674 MF HT en baisse de 0,5 % par rapport à l'exercice précédent mais la structure de la société MATRA a été modifiée par la filialisation de la division Télécommunications. A structure comparable, la progression du chiffre d'affaires est de 1,9 %. Après dotation aux amortissements d'exploitation pour un montant de 65 MF, le résultat d'exploitation courante avant résultats financiers s'établit à 325 MF pour donner un résultat net de 49,8 MF pour le premier semestre 1983. Ce résultat s'entend après dotation aux provisions à caractère financier pour un montant de 394 MF.

La progression du résultat net (+ 36.4 %) au premier semestre 1984 confirme ainsi le redressement de la rentabilité prévu par la société en début d'année.

Pour l'ensemble de l'année 1984, le résultat de la société mère et du groupe devrait connaître une évolution semblable à celle observée sur le premier semestre.

Le résultat de la société mère serait donc en amélioration par rapport à l'exercice précédent sans probablement atteindre les prévisions du début de l'année, le groupe maintenant ses investissements au niveau indiqué malgré des provisions supplémentaires non récurrentes sur certaines sociétés (Groupe Manurhin, Interelec).

Le résultat consolidé (part du groupe) serait probablement en amélioration plus sensible que celle observée pour la société MATRA.

SOCIÉTÉ FONCIÈRE LYONNAISE

Les résultats attendus du second semestre 1984 devraient confirmer les tendances constatées au premier semestre. (Cf. numéro daté 30 octobre 1984.)

groupe cic

ASSOCIC
SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT A CAPITAL VARIABLE

Le conseil d'administration de la Sicav ASSOCIC, investie en emprunt d'État et destinée aux associations, s'est réuni le 30 octobre 1984 sous la présidence de M. Jean Carrière, président-directeur général. Il a approuvé les comptes du premier exercice, d'une durée exceptionnelle de 16 mois, clos le 30 septembre 1984.

Il sera proposé à la prochaine assemblée générale des actionnaires la mise en distribution d'un dividende net de 3.528,59 F par action.

Au 30 septembre 1984 avec un nombre de 84 564 actions en circulation, contre 22 317 au 30 décembre 1983, le montant de l'actif net s'établissait à 2 074 187 596 F, contre 485 027 280 F au 30 décembre 1983. La valeur liquidative ressortait à 24 528,02 F contre 20 046,66 F, à l'origine soit une progression de 22,35 %.

Au 30 octobre 1984, il y avait 116 781 actions en circulation pour un actif net de 2 992 644 210 F. La valeur liquidative s'élevait à 25 626,12 F, représentant une hausse de 17,91 % depuis le début de 1984, ce qui place ASSOCIC aux tout premiers rangs des Sicav de sa catégorie.



BASF Aktiengesellschaft

3[e] Avis d'échange

des actions libellées au nom de Badische Anilin- & Soda-Fabrik Aktiengesellschaft

Après paiement du dividende pour l'exercice 1983, il faudra fournir de nouvelles feuilles de coupons pour les actions de notre société. Dans le cadre de cette opération, il est prévu d'échanger, en vertu de l'article 73 de la Loi sur les sociétés par actions de la République fédérale d'Allemagne (AktG), les actions libellées incorrectement du fait du changement de la raison sociale "Badische Anilin- & Soda-Fabrik Aktiengesellschaft" en "BASF Aktiengesellschaft" décidé le 20 juin 1973 par l'Assemblée générale.

Par la présente, nous invitons nos actionnaires à présenter les actions incorrectement libellées au nom de l'ancienne raison sociale "Badische Anilin- & Soda-Fabrik Aktiengesellschaft" avec la moitié gauche du talon de recouponnement,

jusqu'au 10 décembre 1984 inclus,

à l'un des établissements de crédit parisiens ci-dessous, durant les heures d'ouverture habituelles des guichets, en vue de leur échange contre des actions libellées au nom de "BASF Aktiengesellschaft" munies d'une feuille de coupons comprenant les coupons Nos 1 à 20 et le talon de recouponnement:

Banque Paribas
Banque Nationale de Paris
Crédit du Nord
Crédit Lyonnais
Lazard Frères et Cie.
L'Européenne de Banque
Société Générale

Selon décision de l'Assemblée générale de notre société du 29 juin 1984, le capital social est divisé uniquement en actions de 50 DM nominal. Il existe des titres représentant 1 action (50 DM) ainsi que des titres collectifs représentant 10 actions (500 DM), 20 actions (1.000 DM) ou 50 actions (2.500 DM).

Les nouveaux titres seront fournis aux actionnaires sans frais ni commissions. Pour le remboursement de la commission, les banques dépositaires sont priées de se mettre en rapport avec l'un des établissements précités chargés de l'opération d'échange.

Les nouveaux titres sont livrables à la Bourse des valeurs de Paris. Les titres incorrectement libellés au nom de "Badische Anilin- & Soda-Fabrik Aktiengesellschaft" ne sont plus livrables.

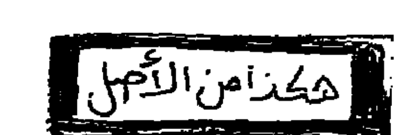
Les titres incorrectement libellés qui n'auront pas été présentés jusqu'au 10 décembre 1984 peuvent être invalidés conformément à l'article 73 de la Loi sur les sociétés par actions de la République fédérale d'Allemagne. L'autorisation nécessaire a été donnée par le tribunal d'instance de Ludwigshafen-sur-le-Rhin.

D-6700 Ludwigshafen-sur-le-Rhin, Novembre 1984

Le Directoire
BASF Aktiengesellschaft







MARCHÉS FINANCIERS

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation

(en millions de francs)

ACTIF	Au 25-10-1984
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	406 232
dont :	
Or	256 097
Disponibilités à vue à l'étranger	57 901
ECU	73 645
Avances au Fonds de stabilisation des changes	16 588
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	18 207
dont :	
Concours au Trésor public	11 540
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	193 451
dont :	
Effets escomptés	87 938
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM	73 593
5) DIVERS	15 673
Total	707 157

PASSIF	
1) BILLETS EN CIRCULATION	193 335
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	13 356
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	25 463
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	86 903
dont :	
Comptes courants des établissements astreints à la constitution des réserves	21 152
5) ECU A LIVRER AU FECOM	73 645
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	302 814
7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE	2 817
8) DIVERS	8 834
Total	707 157

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 en 1949

	26 oct.	31 oct.
Valeurs franç. à revenu variable	1540,5	1531,5
Valeurs étrangères	3442	3419,8
Base 100 : 29 décembre 1972		
Valeurs franç. à revenu variable	223,3	221
Dont valeurs industrielles	223	220,5
Valeurs étrangères	485,7	462,7
Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice des valeurs françaises à rev. var. (base 100 au 31-12-1981)	193,1	192
Dont valeurs industrielles	195,1	193,1
Pétroles-Energie	159,4	156,7
Métallurgie	103,8	106,5
Chimie	235	239,7
Bâtim., mat. constr., trav. publics	113,3	113,1
Constructions mécaniques	161,8	150,4
Matériel électrique	203,6	202,7
Automobile et accessoires	127	124,5
Industr. de consom. non alim.	319,7	314,5
Agro-alimentaire	263,7	259,6
Distribution	123,5	123,1
Transports	180,5	178,6
Services	223,7	221
Assurances	181,9	181,5
Banques	240,9	243,6
Immobilier et foncier	178,3	178,5
Investissement et portefeuille	217,4	217,8
Base 100 : 28 décembre 1980		
Valeurs françaises à revenu fixe	112,9	113
Emprunts d'État	114,8	114,4
Emprunts garantis et assimilés	112,4	112,6
Sociétés	112,1	112,1
Base 100 : 31 décembre 1972		
Emprunts garantis et assimilés	98,8	99
Sociétés	106,5	106,6
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	183	181,4
Produits de base	171,3	168,8
Construction	115,6	115,5
Biens d'équipement	157,2	155,4
Biens de consom. durables	174,3	173,1
Biens de consom. non durables	263,4	258,2
Biens de consom. alimentaires	253,4	248,9
Services	152,8	151,5
Sociétés financières	227,3	227,9
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	156,3	157,3
Valeurs industrielles	184,2	181,9
BOURSES RÉGIONALES — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	156,8	157,2

LA VIE DES SOCIÉTÉS

MATRA. — Le bénéfice de cette société s'est élevé à 49,8 millions de francs (contre 36,5 millions de francs pour la période comparative du précédent exercice), Matra précisant que *« le résultat de la société mère et du groupe devraient connaître une évolution semblable à celle observée sur le premier semestre »* pour l'ensemble de l'année 1984. Le résultat de la société mère serait donc en amélioration par rapport à l'exercice précédent, sans probablement atteindre les prévisions du début de l'année, le groupe maintenant ses investissements au niveau indiqué malgré des provisions supplémentaires *« non récurrentes sur certaines sociétés (groupe Manurhin, Interlec) »*. Le résultat consolidé (part du groupe) serait probablement en amélioration plus sensible que celle observée pour la société Matra. Au niveau de cette dernière, le chiffre d'affaires a atteint 2,67 milliards de francs, en repli de 0,5 % par rapport aux six premiers mois de 1983, ces résultats n'étant pas exactement comparables en raison de la modification de la structure de la société Matra intervenue à la suite de la filialisation de la division Télécommunications. A structure comparable, la progression du chiffre d'affaires d'une période à l'autre ressort à 1,9 %.

MANURHIN. — Cette filiale du groupe Matra annonce, pour le premier semestre 1984, un bénéfice net de 26 millions de francs *« après prise en compte d'un profit exceptionnel de 21,3 millions de francs lié à la distribution par la société Lebranchu, filiale de Manurhin, d'un dividende correspondant à une distribution de réserves »*, précise la firme. Après affectation des résultats et réalisation de l'augmentation de capital de 25 millions de francs, intervenue en janvier dernier, la situation nette reste négative à hauteur de 336 millions de francs. Manurhin rappelle au passage que, depuis le 1er janvier 1984, elle donne en location-gérance ses principaux fonds de commerce à deux sociétés filiales de Matra. Le résultat est ainsi constitué, pour l'essentiel, de redevances perçues auprès de ces deux sociétés, ajoute Manurhin.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 29 déc. 1983)

	30 oct.	31 oct.
Valeurs françaises	119,1	119,5
Valeurs étrangères	91,8	93,5

Cie DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 31 déc. 1981)

	30 oct.	31 oct.
Indice général	181,3	181,4

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 5 novembre .... 11 1/4 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	2 nov.	5 nov.
1 dollar (en yens)	243,20	242,20

BOURSE DE PARIS — Comptant — 31 OCTOBRE

VALEURS	% du nom.	% du coupon
3 %	28 40	0 255
5 %	45	3 743
3 % amort. 45-54	71	0 758
Emp. 7 % 1973	8005	..
Emp. 8,80 % 77	120 40	3 908
9,80 % 78/93	87	3 007
8,80 % 78/86	97 90	7 814
10,80 % 79/94	100 30	1 718
13,25 % 80/90	106 80	5 482
13,80 % 80/87	109 30	0 605
13,80 % 81/99	111 35	10 972
16,75 % 81/87	116	2 386
16,20 % 82/90	120 30	12 969
16 % juin 82	120 30	6 356
E.D.F. 7,8 % 61	142	11 900
E.D.F. 14,5 % 80-92	107 50	5 578
Ch. France 3 %	137 50	..
CNB Bques janv. 82	105 20	4 353
CNB Paribas	106 10	4 353
CNB Suez	106 10	4 353
CNI janv. 82	106 25	4 383

Actions au comptant

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Aciers Peugeot	45	44 20
A.G.F. (St Cent.)	472	500
A.G.P. Vie	5250	....
Agr. Inc. Madag.	87	88
Amrep	57 60	....
André Roudière	198 20	206 10
Applic. Hydraul.	330	330
Arbel	35 40	35
Artois	780	747
At. Ch. Loire	7 30	6 80 o
Aussedat-Rey	76	73 50
Avenir Publicité	890	875
Bain C. Monaco	90 10	90
Banania	435	440
B.G.I.	259 50	259 50
Banque Hypoth. Eur.	279	278
Blanzy-Ouest	340	340
B.N.P. Intercontin.	130 10	133
Bénédictine	1905	1960
Bon-Marché	228 50	208 80 o
Bras. Glac. Int.	872	872
Caff	464	465
Cambodge	320	320
C.A.M.E.	105	106
Campenon Bern.	159	158
Caout. Padang	390	400
Carbone-Lorraine	98 50	94 50
Carnaud S.A.	255	258
Caves Roquefort	919	914
C.E.G.Frig.	290	292
C.E.M.	34 60	35
Centen. Blanzy	852	845
Centrest (Ny)	103	102 30
Cerabati	40	40
C.F.F. Ferrailles	258 80	259
C.F.S.	699	700
C.G.V.	130	130
Chambon (M.)	452	452
Chambourcy (M.)	1080	1080
Champex (Ny)	108	109
Chim. Gde Paroisse	80	76 80
C.I. Maritime	415	416
Citram (B)	170	172 d
Clause	638	639
Cofradel (Ly)	450	440 o
Cogifi	288	285
Comiphos	183	183
Comp. Lyon-Alem.	254	255
Concorde (La)	338	338
C.M.P.	10 60	11
Conte S.A. (Li)	45 50	46
Crédit (C.F.B.)	221	220
Créd. Gén. Ind.	495	....
Cr. Universel (Cie)	528	530
Créditel	136 50	142
Darblay S.A.	395	395
Darty Act. d. p.	970	980
De Dietrich	422	419 30
Degremont	118	115 10
Delalande S.A.	776	800
Delmas-Vieljeux	735	740
Dév. Rég. P.d.C (Li)	131	132
Didot-Bottin	600	600
Dist. Indochine	472	485
Drag. Trav. Pub.	161	165
Duc-Lamothe	145	142 50
Eaux Bass. Vichy	1580	1600
Eaux Vittel	1170	....
Ecco	2890	2975
Economats Centre	510	525
Electro-Banque	275	275
Electro-Financ.	529	530
Elf-Antargaz	180	185
ELM. Leblanc	930	949
Ensil-Bretagne	134	133 80
Entrepôts Paris	272	265
Epargne (B)	1020	1020
Epargne de France	310	310

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Escaut-Meuse	500	500
Eurocom	651	655
Europ. Accumul.	27 70	27 60
Eternit	399	389 10
Félix Potin	1440	1400
Ferm. Vichy (Ly)	106	103 o
Finalens	111 50	111 50
FIPP	108	105
Fnac	335	331 30
Focep (Chât. eau)	1050	....
Foncière (Cie)	281 50	281 50
Fonc. Agache-W.	304	303
Fonc. Lyonnaise	1800	....
Foncina	205 30	205 10
Forges Strasbourg	182 30	162
Forinter	1235	1240
Fougerolle	64	64
France I.A.R.D.	122 40	121
France (La)	820	820
Frankel	153 80	150 20
Fromageries Bel	1025	984
From. Paul Renard	397	384
GAN	990	990
Gaumont	485	470
Gaz et Eaux	1415	1411
Genty S.A.	349	350
Gér. Arm. Hold.	28 50	29
Gerland (Ly)	449	440
Gévelot	220	228 90 d
Gr. Fin. Constr.	221	224
Gds Moul. Corbeil	107	88 20
Gds Moul. Paris	400	395
Groupe Victoire	999	994
G. Transp. Ind.	180	172 80
Hutchinson	280	280
Hydro-Energie	298	....
Hydroc. St-Denis	38	39
Immindo S.A.	240	240
Immivest	172 10	172 30
Immobail	360	362
Immobanque	586	570
Immob. Marseille	2300	2290
Immofice	432	433 20
Industrielle Cie	1045	1020
Invest. (Sté Cent.)	730	730
Jaeger	15	....
Lafitte-Bail	406	405
Lambert Frères	56 80	51 70 o
Lampes	115 20	113
La Brosse-Dupont	119	120
Lille-Bonnières	297	300
Locabail Immob.	567	565
Loca-Expansion	233 20	234
Locafinancière	310	312
Locatel	330	332
Lordex (Ny)	106 10	106 50
Louis Vuitton	639	649
Louvre	546	....
Luchaire S.A.	342 50	340
Machines Bull	32 25	32 25
Magasins Uniprix	70 30	73 10
Magnant S.A.	76	....
Maritimes Part.	145 10	....
Marocaine Cie	38 50	....
Métal Déployé	310	310
M. H.	85	84
Mors	230	239 20
Nadella S.A.	160	161 90
Naval Worms	148	149 20
Navig. (Nat. de)	62 50	62 50
Nicolas	323 50	325
Nobel Bozel	6 55	6 70
Nodet-Gougis	72	72
OPB Paribas	165	167
Optorg	114 90	116
Origny-Desvroise	156	156
Palais Nouveauté	295	290
Paris France	109 50	105 10
Paris-Orléans	150 90	158 90
Part. Fin. Gest. Im.	325	325
Pathé-Cinéma	210	....
Pathé-Marconi	133 10	133 10
Piles Wonder	137 90	....
Piper-Heidsieck	328	....
P.L.M.	130	125
Porcher	154	155
Prouvost ex-Lain.R.	94	94 50
Providence S.A.	545	545
Publicis	1400	1400
Raff. Souf. R.	153 50	152
Ressorts Indust.	74	73 50
Révillon	340 10	341
Ricqlès-Zan	130	....
Rochefortaise S.A.	90 20	93
Rochette-Cenpa	25 50	28 20
Rosario (Fin.)	130 50	131
Rougier et Fils	48	48 50
Roussalot S.A.	990	990
Sacer	42	42 80
Sacilor	3 90	3 98
SAFAA	189 30	185
Safic-Alcan	260	260
SAFT	235	240
Saunier-Duval	17 50	17 50
Saint-Raphaël	85 30	86
Salins du Midi	271	274
Santa-Fé	159	157
Sezam	44	43 10
Savoisienne (M)	77 10	78

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
SCAC	112 10	112 50
Senelle Maubeuge	190	191 50
S.E.P. (M)	177 50	....
Serv. Equip. Véh.	32 80	33 90
Sicli	36	35 50
Sicotel	298	298
Sitra-Alcatel	550	551
Sinvim	132 20	133
Siph (Plant. Hévéas)	222 50	225
SMAC Acieroïd	130	....
Sofal financière	469	470
Soffo	204 50	203 50
Soficomi	560	560
S.O.F.I.P. (M)	90	90
Sofragi	815	816
Soudure Autog.	87 50	89 70
Sovabail	602	605
Speichim	137 30	142 80
S.P.I.	317 20	315
Spie Batignolles	180 20	180
Stemi	289	289 80
Taittinger	940	935
Testut-Aequitas	434	434
Thann et Mulh.	94 50	94 50
Tour Eiffel	338	351 50
Ufiner S.M.D.	93 10	95
Ugimo	241	242
Ugine Gueugnon	18	....
Unibail	636	636
Unidel	96	....
U.A.P.	915	901
Union Brasseries	65	....
Union Habit.	325	319
Un. Imm. France	318	316
Un. Ind. Crédit	375	365
Usinor	2 45	2 50
U.T.A.	253	250
Vicat	248	251
Virax	57 10	....
Waterman S.A.	258	258
Brass. du Maroc	183	170 50 o
Brass. Ouest-Afr.	28 70	27

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	370	....
Akzo	305	314
Alcan Alum.	285	....
Algemeine Bank	1002	1044
Am. Petrofina	800	800
Arbed	250	....
Asturienne Mines	140	140
Banco Central	114	112
Banco Santander	81	81
Bco Pop Espanol	117	113
Banque Ottomane	761	761
B. Régl. Internat.	27100	27000
Barlow Rand	54	....
Blyvoor	104 90	102 10
Bowater	11 50	....
Br. Lambert	374 50	395 60
Caland Holdings	90 10	90 10
Canadian-Pacific	385 40	374 20
Cominco	118	115
Commerzbank	570	....
Dart. and Kraft	802	845
De Beers (port.)	47 50	....
Dow Chemical	294	300
Dresdner Bank	591	....
Femmes d'Auj.	54 80	....
Finoutremer	285	....
Gén. Belgique	312	312
Gevaert	625	610
Glaxo	129	127
Goodyear	286	280
Grace and Co	425	435
Gulf Oil Canada	135	131 50
Hartebeest	59	58 90
Honeywell Inc.	625	625
Hoogovens	192	....
I. C. Industries	545	555
Int. Min. Chem	415	....
Johannesburg	990	....
Kubota	13 50	13 90
Latonia	251	250
Mannesmann	549	....
Marks-Spencer	16 60	16 90
Midland Bank Plc	44	44
Mineral-Ressourc.	65 10	67 50
Nat. Nederlanden	750	755
Noranda	150 40	150
Olivetti	28 40	27 90
Pakhoed Holding	190	185
Pfizer Inc.	380	385
Phoenix Assuranc.	30 05	....
Pirelli	10 85	11 20
Procter Gamble	571	590
Ricoh Cy Ltd	44 90	44 90
Rolinco	186	183
Robeco	200	202 80
Rodamco	415	419
Shell fr. (port.)	81	83
S.K.F. Aktiebolag	192	190
Sperry Rand	398	396
Steel Cy of Can.	165 20	....
Stilfontein	115	....
Sud. Allumettes	280	....
Tenneco	380	....
Thorn EMI	58	60
Thyssen c. 1 000	....	....
Toray indust. inc	17 10	17 50
Vieille Montagne	680	650
Wagons-Lits	442	443
West Rand	56	55 50

SECOND MARCHÉ

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P.-R.D.	1730	1720
Calberson	355	355
C.D.M.E.	580	560
C. Equip. Elect.	248	250
Delsa	345	343
Dauphin O.T.A.	1715	1718
Guy Degrenne	800	800
Marlin Immobilier	1550	1550
Métallurg. Minière	179 90	179
M.M.B.	295	290
Om. Gest. Fin.	287	290
Petit Bateau	419	410
Petroligaz	550	547
Poron	375	383
Salomon	1850	1830
S.C.G.P.M.	266 80	256 10
Far East Hotels	0 98	0 98
Sofibus	216	214
Sovac	632	630
Zodiac	1448	1430

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alser	210	....
Boris	295	295
Cellulose du Pin	54 30	....
C.G.M.	11 90	....
Cochery	19	17 50 o
C. Sabl. Seine	118	....
Coparex	514	513
Dunlop	....	....
F.B.M. (LI)	70	3 50 o
La Mure	60	....
Mic	228	212
Profils Tubes Est	1 52	....
Pronuptia	113	114
Ripolin	38	....
Rorento N.V.	127	127 50
Sabl. Morillon Corv.	129	70
S.K.F. (Applic. méc.)	65	60
S.P.R.	145	145
Total C.F.N.	44 20	....
Ufinex	319	....

SICAV 31/10

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
Actions France	248 89	235 79
Actions-Investis.	277 80	265 01
Actions sélectives	368 01	351 32
Aedificandi	392 64	374 84
A.G.F. 5000	259 27	247 51
Agfimo	409 68	391 10
A.G.F. Interfonds	373 67	356 73
Altefi	227 93	217 59
A.L.T.O.	196 49	187 57
Amérique Gestion	465 34	444 24
A.M.I.	236 81	226 07
Assoc. St-Honoré	12696 95	12634 28
Associc	25683 35	25683 35 ◆
Bourse-Investis.	315 14	300 85
Bred Associations	2353 40	2346 36
Capital Plus	1396 50	1396 50
Colombie (ex W.I.)	699 05	667 35
Convertimmo	292	278 76
Cortena	937 01	894 52
Credinter	389 59	371 82 ◆
Croiss. Immobil.	400 83	382 65 ◆
Démeter	12848 39	12820 75 ◆
Drouot-France	345 09	329 44 ◆
Drouot-Investis.	752 67	718 73 ◆
Drouot-Sécurité	202 70	193 51 ◆
Drouot-Sélection	121 91	116 38 ◆
Energie	241 94	230 97
Epacic	54825 69	54816 06
Epacourt Sicav	6748 55	6731 72
Epargne Associations	24586 73	24513 19
Epargne-Capital	6171 13	6110 03
Epargne-Croiss.	1336 26	1274 71
Epargne-Industr.	446 82	426 58
Epargne-Inter	664 22	634 10
Epargne-Long-Terme	1166 56	1113 66
Epargne-Oblig.	188 16	179 63 ◆
Epargne-Unie	896 82	855 20
Epargne-Valeur	355 01	338 91
Eparoblig	1283 36	1280 80
Eurocic	8962 83	8556 40
Euro-Croissance	430 34	410 83
Europe Investis.	1114 36	1063 64 ◆
Foncier Investis.	688 62	657 30
Foncival	162 71	155 33
France-Garantie	296 36	289 57
France-Investis.	428 30	408 88
France-Net	111 06	108 56
Fr.-Obl. (nouv.)	406 15	398 19
Francic	253 71	242 21
Fructidor	241 99	230 73
Fructifrance	467 32	446 13
Fructivar	85584 17	85420 62
Fructi-Associations	1097 49	1095 30
Fructi-Première	11076 31	10812 62
Gestilion	59873 30	58728 48
Gestion Associations	120 24	117 31
Gestion Mobilière	587 82	561 16
Gest. Rendement	492 20	469 88
Gest. Sél. France	416 09	398 21
Haussmann-Epargne	1091 59	1091 59
Haussmann Oblig.	1333 04	1272 59
Horizon	774 81	752 24
I.M.S.I.	408 63	390 10
Indo-Suez Valeurs	629 82	601 26
Ind. française	13586 07	13319 66
Interoblig.	10284 77	9799 30
Intersélect France	313 93	299 69
Intervaleurs Indust.	428 55	409 12
Invest. net	12286 49	12261 97
Invest. Obligataire	14373 12	14344 43
Invest. Placements	801 38	765 04

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
Invest. St-Honoré	683 58	652 58
Japacic	117 01	111 70
Laffitte-crt-terme	120589 03	120589 03
Laffitte-Expansion	681 43	650 53
Laffitte-France	217 76	207 87
Laffitte-Japon	236 71	225 98
Laffitte-Oblig.	148 49	141 76
Laffitte-Placements	108370 40	108262 14
Laffitte-Rend.	202 22	193 06
Laffitte-Tokyo	1028 95	982 29
Lion-Associations	12901 40	12901 40
Lion-Institutionnels	21539 05	21485 34
Lionplus	57687 19	57017 02
Livret portefeuille	487 57	473 37
Mondiale Investissem.	339 59	339 59
Monecic	55686 80	55686 80
Multi-Obligations	460 67	439 78
Mutuelle Unie Sél.	116 88	111 58 ◆
Natio-Assoc.	8009 12	7997 13
Natio-Epargne	13051 08	12821 84
Natio-Inter.	963 03	919 36
Natio-Obligations	469 06	447 78 ◆
Natio-Placements	82523 13	82523 13
Natio-Valeurs	525 73	501 89
Oblicoop Sicav	1115 83	1093 95
Oblifion	1133 58	1082 18
Obliam	166 72	159 16
Orient-Gestion	......	......
Pacifique St-Honoré	409 98	391 40
Paribas Epargne	12945 96	12894 28
Paribas Gestion	556 37	531 14
Patrimoine-Retraite	1310 08	1284 39
Phénix Placements	261 59	250 34
Pierre Investiss.	454 25	433 65
Placement crt-terme	60489 42	30499 42
Province Investiss.	278 88	279 88
Rendem. St-Honoré	12133 11	12072 75
Sécur. Mobilière	419 93	400 89
Sél. court terme	12070 95	11981 09
Sélec. Mobil. Div.	328 29	320 28
Sélection-Rendem.	180 68	176 25
Sélect. Val. Franç.	212 98	203 30
Sicav-Associations	1152 69	1150 39
S.F.I. fr. et étr.	470 29	448 96
Sicavimmo	506 86	483 88
Sicav 5000	234 29	223 67
Slivafrance	358 46	342 20
Slivam	333 63	318 50
Slivarente	203 95	194 70
Slivinter	348 08	332 31
S.I.-Est	1012 83	988 90
S.I.G.	785 64	749 67
S.N.I.	1025 89	979 37
Sofinvest	459 30	438 47
Sogepargne	333 65	318 52
Sogevar	859 47	820 50
Soginter	1116 33	1065 71
Soleil Investis.	430 63	411 10
Technocic	1111 83	1061 41
U.A.P. Investis.	361 90	345 49
Uni-Associations	115 05	115 05
Unifrance	282 54	269 73
Unifoncier	751 48	717 40
Uni-Garantie	1188 93	1162 52
Unigestion	678 71	647 93
Uni-Japon	1181 78	1128 19
Uni-Régions	1672 76	1596 91
Unirente	1913 42	1860 50
Univer	147 65	147 65
Univers-Obligations	1169 80	1131 14
Valorem	377 57	360 45
Valorg	1228 02	1226 79
Valrexi	130409 74	130279 46

◆ : Prix précédent.

Règlement mensuel

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

c : coupon détaché; * : droit détaché; o : offert; d : demandé.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
1710	4,5 % 1973	1718	1725	1725	+ 0 40
3810	C.N.E. 3 %	3960	3958	3958	− 0 05
1480	Electricité T.P.	1521	1536	1533	+ 0 78
1062	Renault T.P.	1050	1042	1040	− 0 95
1601	Rhône-Poul. T.P.	1545	1549	1549	+ 0 26
1290	St-Gobain T.P.	1310	1310	1310	....
1300	Thomson T.P.	1310	1310	1310	....
235	Accor	239 80	240 50	240 50	+ 0 29
715	Agence Havas	735	730	730	− 0 68
560	Air Liquide	571	575	574	+ 0 52
670	Als. Superm.	680	680	680	....
102	A.L.S.P.I.	102 50	103 50	103 50	+ 0 97
183	Alsthom-Atl.	183	184	184 10	+ 0 60
280	Applic. gaz	268	264	265	− 1 11
630	Arjom. Prioux	530	529	527	− 0 56
820	Aux. Entrepr.	836	830	828	− 0 83
750	Av. Dass.-Br.	746	768	768	+ 2 94
280	Bail-Equipem.	274	270	270	− 1 46
630	Bail-Investiss.	642	647	646	+ 0 62
560	Cie Bancaire	570	578	578	+ 1 40
187	Bazar H.-V.	185	183	183	− 1 08
310	Béghin-Say	307	305	305	− 0 65
490	Bic	513	515	513	....
275	B.I.S.	240	240	240	....
1190	Biscuit (Gén.)	1180	1190	1190	− 0 84
1790	Bongrain S.A.	1845	1865	1865	+ 1 08
620	Bouygues	629	636	640	+ 1 74
2560	B.S.N.	2450	2430	2429	− 0 85
1700	Carrefour	1729	1748	1748	+ 1 15
915	Casino	905	906	906	+ 0 11
585	Cedis	601	699	600	− 0 16
485	Cetelem	475	478	479	+ 0 84
680	C.F.A.O.	678	693	693	+ 2 21
79	C.F.D.E.	83	82	82 50	− 0 60
430	C.G.I.P.	428 50	431	431 20	+ 0 63
320	Chargeurs S.A.	340	338	338	− 0 58
30	Chiers-Châtil.	32 20	32 10	32 10	− 0 31
295	Ciments franç.	310 30	306	309 50	− 0 25
1180	C.I.T. Alcatel	1249	1265	1268	+ 1 52
1050	Club Méditerr.	1058	1070	1065	+ 0 66
125	Codetel	132	133	134	+ 1 51
220	Cofimeg	229 10	225	225	− 1 78
200	Colas	202	201	201	− 0 49
151	Compt. Entrepr.	155	159	159	+ 2 58
400	Compt. Mod.	396	395 50	395 50	− 0 12
670	Créd. Foncier	671	686	686	+ 2 23
230	Crédit F. Imm.	240	239	239	− 0 41
625	Crédit Nat.	627	624	624	− 0 47
25 50	Creusot-Loire	25 50	....	....	....
190	Crouzet	212 50	210	209	− 1 64
2250	Damart-Servip	2275	2275	2275	....
1100	Darty	1125	1140	1140	+ 1 33
670	Docks France	709	715	720	+ 1 55
115	D.M.C.	114	111	112	− 1 75
655	Dumez	885	858	861	− 3 50
535	Eaux (Gén.)	524	522	523	− 0 19
230	Elf-Aquitaine	234	234	235	+ 0 42
225	− (certific.)	229 50	225 50	228	− 0 65
1050	Epeda-B-Faure	1000	1000	1000	....

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
2850	Essilor	2898	2900	2900	+ 0 06
546	Esso S.A.F.	519	519	524	+ 0 96
945	Eurafrance	955	983	983	+ 2 93
670	Euromarché	885	885	885	....
780	Europe n° 1	825	827	832	+ 0 84
980	Facom	970	965	969	− 0 10
710	Fichet-Bauche	730	710	710	− 2 73
195	Finextel	212	217	217 50	+ 2 59
270	Fives-Lille	285	288	288	+ 1 05
48	Fonderie (Gén.)	47 10	47 10	47 10	....
75	Fraissinet	74 50	75	75	+ 0 67
310	Francarep	310	302	302	− 2 58
285	Gal. Lafayette	293	295 10	295 10	+ 0 71
830	Gén. Géophys.	845	840	840	− 0 59
230	GTM-Entrepose	228	232	237	+ 3 94
280	Guyenne-Gasc.	299	303	303	+ 1 33
1720	Hachette	1735	1740	1740	+ 0 28
345	Hénin (La)	345 10	345	346	+ 0 28
87	Imétal	84	84 10	84 70	+ 0 83
360	Imm. Plaine-M.	388 80	385	385	− 1
1310	Inst. Mérieux	1360	1390	1390	+ 2 20
450	Interbail	450	470	470	+ 4 44
1830	Intertechnique	1980	1995	1985	+ 0 75
142	J. Lefebvre	143	144	144 10	+ 0 78
835	Lab. Bellon	842	842	843	+ 0 11
375	Lafarge-Coppée	373 50	372 80	373	− 0 13
785	Lebon	760	770	775	+ 1 97
2000	Legrand	1937	1940	1942	+ 0 25
1000	Lesieur	1024	1023	1024	....
310	Locafrance	312	312	313	+ 0 32
695	Locindus	760	760	780	+ 1 33
715	Lyonn. Eaux	681	645	645	− 5 28
158	Mais. Phénix	167	166	166 80	− 0 11
1280	Majorette (Ly)	1310	1310	1310	....
110	Manurhin	110	108	108 70	− 1 18
103	Mar. Wendel	108	108	108 70	+ 0 64
1950	Martell	1962	1962	1958	− 0 20
1350	Merlin-Gerin	1390	1395	1395	+ 0 36
1800	Matra	1848	1850	1859	+ 0 59
855	Michelin	855	845	850	− 0 58
1850	Midi (Cie)	1850	1870	1860	+ 0 54
205	Midland Bk S.A.	221 50	223	223 60	+ 0 90
84	M.M. Penarroya	84	85 50	86	+ 3 12
1800	Moët-Hennessy	1815	1820	1817	+ 0 11
345	Mot. Leroy-S.	379 50	379	376	− 0 92
95	Moulinex	86	85 50	85 80	− 0 20
605	Mumm	608	601	603	− 0 82
300	Navig. Mixtes	318	312	312 10	− 1 85
64	Nord-Est	87 90	88 90	88 90	+ 1 62
335	Norton (Ny)	334 90	330	330	− 1 46
117	Nouvelles Gal.	119 10	117 30	117 30	− 1 51
670	Occident. (Gén.)	676	682	682	+ 0 88
345	Olida-Caby	324	302	305	− 5 86
820	Omn. F. Paris	835	830	830	− 0 59
173	Opfi-Paribas	179 80	181	181	+ 0 66
2480	Oréal (L')	2550	2513	2527	− 0 90
110	Papet. Gascogne	115 50	115 50	115 50	....
800	Paris-Réescompte	874	849	860	− 2 74
285	Pechelbronn	290 10	294 50	294 50	+ 1 51

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
800	Penhoet	609	600	605	− 0 65
760	Pernod-Ricard	752	748	744	− 1 06
230	Pétroles (Fse)	233 50	231 50	231 50	− 0 85
54	− (certific.)	55	54 65	54 65	− 0 63
130	Pétroles B.P.	124	123	125	+ 0 80
198	Peugeot S.A.	208 50	212	210	+ 0 71
50	Poclain	49 80	48 80	48 80	− 2
370	Poliet	375	379 80	379 80	+ 1 28
136	Pompey	132	134	134 30	+ 1 74
375	P.M. Labinal	381 80	385	384 80	+ 0 78
1780	Presses Cité	1775	1774	1770	− 0 28
1000	Prétabail Sic.	1078	1060	1060	− 1 66
235	Primagaz	253	253	254	+ 0 39
183	Printemps	165 10	169 50	169 50	+ 2 66
1570	Promodès	1580	1575	1580	....
220	Radiotechn.	239	239 80	239 80	+ 0 33
80	Raffin. (Fse)	79 60	80	79 90	+ 0 37
1200	Redoute (La)	1195	1212	1205	+ 0 83
1610	Roussel-Uclaf	1650	1640	1641	− 0 54
1270	Roussel-C.N.I.	1339	1339	1339	....
1530	Rue Impériale	1519	1522	1522	+ 0 19
180	Sade	190	193	193	+ 1 57
1330	Sagem	1327	1367	1367	+ 3 01
305	St-Louis B.	321	321	321	....
520	Sanofi	540	538	538	− 0 37
310	S.A.T.	315	310 10	310 10	− 1 55
570	Saupiquet Cie	585	570	570	− 2 56
88 50	Schneider	88 50	....	....	....
56	S.C.O.A.	55 50	56	56	+ 0 90
121	S.C.R.E.G.	130 60	126 80	126 80	− 2 88
325	Seb	323	325 40	326	+ 0 92
260	Sefimeg	266	265	265	− 0 37
860	S.F.I.M.	815	826	821	+ 0 73
58	S.G.E.-S.B.	58 90	55 60	55 30	− 6 11
710	Sign. Ent. El.	715	724	724	+ 1 25
470	Silic	487	489	489	+ 0 41
325	Simco	326 10	320 90	321	− 1 26
156	Simnor	175	170	170	− 2 85
1700	Skis Rossignol	1705	1725	1725	+ 1 17
645	Sliminco	559	561	561	+ 0 35
3210	Sodexho	3150	3080	3050	− 3 17
470	Sogerap	485	487	487	+ 0 41
475	Sommer-Allib.	466	466	465	− 0 21
500	Source Perrier	512	520	519	+ 1 36
225	Synthelabo	235	236	236	+ 0 42
440	Talc Luzenac	444	449	449	+ 1 12
1870	Tél. Electr.	1980	1955	1955	− 1 26
375	Thomson-C.S.F.	378	384	383	+ 1 32
1920	T.R.T.	2050	2110	2100	+ 2 43
345	U.F.B.	349	349	349	....
630	U.I.S.	653	661	661	+ 1 22
295	U.C.B.	299	300	300	+ 0 33
220	Valéo	231 50	230	230	− 0 64
79	Vallourec	94 50	93 90	92 90	− 1 69
2390	V. Clicquot-P.	2470	2401	2400	− 2 83
950	Viniprix	940	980	980	+ 4 25
1000	Elf-Gabon	992	1002	1005	+ 1 31
180	Amax Inc.	190 10	193 50	193	+ 1 52
400	Amer. Express	370	388	387 90	+ 4 83

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
195	Amer. Teleph.	195 10	199	199 90	+ 2 46
137	Anglo Amer. C.	134 20	132	134	− 0 14
995	Amgold	960	965	965	+ 0 52
575	BASF (Akt)	569	575	575	+ 1 05
815	Bayer	619	626	625	+ 1 13
465	Buffelsfont.	436	432	427 20	− 2 01
29	Charter	29 30	28 80	29 70	+ 1 36
460	Chase Manh.	432	443	443	+ 2 54
320	Cie Pétr. Imp.	331 50	340	340	+ 2 56
52	De Beers	47 50	48 20	48 40	+ 1 89
1290	Deutsche Bank	1269	1302	1319	+ 3 94
98	Dome Mines	97	94 10	94 50	− 2 57
300	Driefontein Cld	296 50	295	298	+ 0 50
485	Du Pont-Nem.	500	504	504	+ 0 80
765	Eastman Kodak	731	749	751	+ 2 73
110	East Rand	107	106	105 10	− 1 77
285	Electrolux	289 80	287	287	− 0 96
410	Ericsson	410	410 20	410 20	+ 0 04
430	Exxon Corp.	445 50	458 80	458 80	+ 2 98
520	Ford Motors	490 50	503	503	+ 2 54
320	Free State	306	306 60	310	+ 1 30
145	Gencor	137 90	140	141	+ 2 24
315	Gén. Belgique	312	312	312	....
615	Gén. Electr.	601	614	613	+ 1 99
825	Gen. Motors	812	848	847	+ 4 31
64	Goldfields	82 50	83 60	83 70	+ 1 82
38	Gd Metropolitain	39 15	40 90	40 90	+ 4 46
173	Harmony	165 10	166 60	165	− 0 06
38	Hitachi	38	38 75	38 75	+ 1 97
620	Hoechst Akt.	604	610	611	+ 1 15
83	Imp. Chemical	87 85	87 85	87 85	....
112	Inco. Limited	105 80	108	108	+ 2 07

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
1310	IBM	1300	1340	1336	+ 2 76
101	Ito-Yokado	101 50	102 90	102 90	+ 1 37
310	ITT	295 20	301 50	301	+ 1 96
73	Matsushita	70 95	71 85	71 55	+ 0 84
885	Merck	889	906	904	+ 1 68
865	Minnesota M.	845	860	859	+ 1 65
300	Mobil Corp.	316	313 40	315	− 0 31
22400	Nestlé	22280	22180	22200	− 0 35
142	Norsk Hydro	147 50	149 50	149 80	+ 1 56
1230	Petrofina	1215	1245	1250	+ 2 88
840	Philip Morris	817	846	846	+ 3 54
169	Philips	170 10	173 70	173 70	+ 2 11
360	Pres. Brand	340	347 50	345	+ 1 47
420	Président Steyn	410	408 40	406 20	− 0 92
285	Quilmès	264	273	273	+ 3 40
1220	Randfontein	1154	1185	1186	+ 2 77
505	Royal Dutch	506	515	515	+ 1 98
74	Rio Tinto Zinc	75 90	75 05	75 05	− 1 11
220	St Helena Co	210	213 40	210	....
425	Schlumberger	427	443	439 90	+ 3 02
82	Shell transp.	81 70	83 45	84 10	+ 2 93
1580	Siemens A.G.	1511	1555	1555	+ 2 91
169	Sony	184 50	189 50	189 50	+ 3 03
225	T.D.K.	217 50	219	219	+ 0 68
19 50	Toshiba Corp.	18 95	19 20	19 10	+ 0 79
960	Unilever	908	934	930	+ 2 42
420	Unit. Techn.	419	420	420	+ 0 23
1020	Vaal Reefs	978	987	992	+ 1 43
435	West Deep	422 20	428	420	− 0 52
385	West Hold.	347	349	340	− 2 01
385	Xerox Corp.	371	371 10	371 10	+ 0 02
1 95	Zambia Corp.	1 88	1 93	1 92	+ 2 12

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 31/10	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS — Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	9 375	....	9 100	9 600
ECU	6 839	....	....	....
Allemagne (100 DM)	306 550	....	292	312
Belgique (100 F)	15 192	....	14 500	15 600
Pays-Bas (100 fl.)	271 940	....	260	280
Danemark (100 krd)	84 930	....	68	83
Norvège (100 k)	105 880	....	102	109
Grande-Bretagne (£ 1)	11 342	....	10 900	11 800
Grèce (100 drachmes)	7 480	....	6 500	8
Italie (1 000 lires)	4 947	....	4 700	5 200
Suisse (100 fr.)	372 780	....	358	379
Suède (100 krs)	107 750	....	105	112
Autriche (100 sch)	43 610	....	42 800	44 800
Espagne (100 pes.)	5 463	....	5 150	5 750
Portugal (100 esc.)	5 710	....	4 500	5 330
Canada ($ can 1)	7 110	....	3 870	7 220
Japon (100 yens)	3 816	....	3 670	3 830

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 31/10
Or fin (kilo en barre)	101500	100000
Or fin (en lingot)	101600	101000
Pièce française (20 fr)	607	605
Pièce française (10 fr)	400	371
Pièce suisse (20 fr)	585	580
Pièce latine (20 fr)	588	581
Souverain	731	736
Pièce de 20 dollars	4105	4150
Pièce de 10 dollars	2080	2080
Pièce de 5 dollars	1300	1200
Pièce de 50 pesos	3825	3835
Pièce de 10 florins	608	608

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

En Afghanistan

NEUF MAQUISARDS EXÉCUTÉS POUR PARTICIPATION A L'ATTENTAT DE L'AÉROPORT DE KABOUL

Neuf maquisards afghans, condamnés à mort le mois dernier pour leur participation à l'attentat à la bombe commis à l'aéroport de Kaboul, le 31 août dernier, ont été exécutés samedi 3 novembre, a annoncé Radio-Kaboul. L'explosion avait fait treize morts et deux cent sept blessés selon le bilan officiel, vingt-huit morts selon les diplomates occidentaux. Un seul condamné a bénéficié d'une mesure de clémence du conseil révolutionnaire, présidé par le chef de l'Etat, M. Babrak Karmal. Agé de dix-sept ans, il a vu sa condamnation à mort commuée en une peine de dix-huit ans de prison.

Par ailleurs, selon Radio-Kaboul, cinq personnes ont été tuées et seize autres blessées samedi soir dans les vieux quartiers de la capitale par un « *missile de fabrication américaine* » tiré par des « *éléments contre-révolutionnaires* ». Une trentaine de maisons ont été détruites ou endommagées.

Depuis plus d'un mois, la résistance a multiplié, selon les diplomates occidentaux en poste à Kaboul, les opérations contre la capitale, essentiellement au moyen de tirs d'artillerie de roquettes et de mortiers sur des objectifs civils et militaires. — *(AFP, Reuter.)*

LÉGER REPLI DU DOLLAR

Le dollar a poursuivi son léger mouvement de baisse, le 5 novembre, pour s'inscrire à 9,06 F en fin de matinée à Paris (contre 9,066 F le vendredi précédent en cotation officielle). Dans le même temps, le deutschemark se traitait à 3,070 F contre 3,0714 F à la précédente séance.

AU MONDE

Plusieurs nominations viennent d'être décidées à la rédaction du *Monde*.

Bruno Frappat, qui dirigeait le service société, est nommé rédacteur en chef adjoint, et Paul Fabra, éditorialiste qui assurait la responsabilité du supplément hebdomadaire « le Monde de l'économie », devient conseiller de direction.

Robert Solé est nommé chef du service société, en remplacement de Bruno Frappat, et Bruno Dethomas est nommé chef du service économique, en remplacement de Philippe Labarde, qui quitte *le Monde* pour devenir directeur de la rédaction du *Nouveau Journal*.

Claude Lamotte, rédacteur en chef adjoint, est détaché pour une période de six mois afin d'étudier les possibilités de diversification de notre journal dans le domaine de la radio et de la télévision. Il conservera durant cette période les rubriques qu'il suivait particulièrement, et notamment l'automobile.

NOUVELLES BRÈVES

● *L'« affaire Diawara ».* — Cinq responsables de la CEAO (Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest), dont M. Moussa N'Gom (Sénégal), secrétaire général sortant, ont été interpellés, vendredi 2 novembre à Ouagadougou, et placés en résidence surveillée dans le cadre de l'enquête sur l'« affaire Diawara » (*le Monde* du 30 octobre). Les cinq hommes seront entendus par la commission technique d'investigation créée par le dernier conseil des ministres de la CEAO (Bénin, Burkina, Mali, Mauritanie, Côte-d'Ivoire, Niger et Sénégal), réuni fin octobre à Bamako. A l'origine, M. Mohammed Diawara, ancien ministre ivoirien et président du Club de Dakar, avait reçu de la CEAO 6,4 milliards de francs CFA (128 millions de francs) qu'il devait placer dans des banques et qu'il est soupçonné d'avoir détournés. Arrêté le 29 octobre au Mali, M. Diawara a été transféré au Burkina (ancienne Haute-Volta), siège de la CEAO, où il devait être jugé. — *(AFP.)*

● *Nouvel essai nucléaire français en Polynésie.* — Selon des savants néo-zélandais, la France a procédé, vendredi 2 novembre, à un essai nucléaire souterrain à Mururoa (Polynésie), qui est le sixième depuis le début de l'année et dont la puissance serait de l'ordre de 40 kilotonnes (deux fois la puissance de la bombe d'Hiroshima). — *(AFP).*

● *L'URSS dément avoir interrompu ses livraisons de produits énergétiques à la Grande-Bretagne.* — Le ministre soviétique du commerce extérieur a formellement démenti le samedi 3 novembre que l'URSS ait interrompu ses livraisons de produits énergétiques à la Grande-Bretagne. (*Le Monde* du 31 octobre.)

Un communiqué de Tass accuse la presse occidentale d'avoir répandu des « *insinuations selon lesquelles l'URSS utiliserait ses relations économiques et commerciales avec les pays capitalistes, en particulier la Grande-Bretagne, comme un instrument de pression politique* ». — *(AFP.)*

Deux élections cantonales

CHER : canton d'Argent-sur-Sauldre (deuxième tour).

Inscr., 4 295 ; vot., 2 676 ; suffr. expr., 2 627. MM. Boinvilliers, RPR, 1 337, *ÉLU :* Doucet, div. d., 730 ; Senée, PS, 560.

[Il s'agissait de pourvoir au remplacement de M. Roger Jamain (div. d.), décédé le 22 septembre dernier. Conseiller général de ce canton depuis 1971, Roger Jamain avait été réélu dès le premier tour des élections cantonales de mars 1979 avec 2 293 voix contre 482 à M. Leroux, PC, et 315 à M. Danse, PS, pour 3 090 suffrages exprimés et 3 175 votants. Il y avait 4 376 électeurs inscrits.

M. Jean Boinvilliers, RPR, maire de Brinon-sur-Sauldre, ancien député, arrivé en tête au premier tour avec 47,74 % des suffrages, a conforté son avance au deuxième tour, totalisant 50,89 % des suffrages devant M. Doucet, conseiller municipal de Vierzon. En dépit d'un fort taux d'abstention, comme au premier tour, l'opposition, en totalisant 78,68 % des suffrages, réalise un meilleur score que M. Jamain qui, en 1979, avait obtenu 74,20 % des voix.

La gauche, quant à elle, qui n'était plus représentée au deuxième tour que par le candidat socialiste, perd quelques points par rapport à 1979 en recueillant 21,32 % des suffrages alors qu'elle avait obtenu 25,79 % en 1979.

Les résultats du premier tour de cette élection partielle avaient été les suivants :

Inscr., 4 300 ; vot., 2 716 ; suffr. expr., 2 639. MM. Boinvilliers, RPR, 1 260 ; Doucet, div. d., 703 ; Senée, PS, 469 ; Cochennec, PC, 207.]

SOMME : canton de Conty (deuxième tour).

Inscr., 5 622 ; vot., 3 903 ; suffr. expr., 3 614. MM. Occis, opp., 1 301, *ÉLU ;* Brailly, RPR, 1 173 ; Marcel Jeunemaître, UDF., 1 140.

[Il s'agissait de pourvoir au remplacement de Claude Jeunemaître, (opp.), décédé le 16 août dernier et qui avait été réélu au premier tour des élections cantonales de mars 1979 avec 2 134 voix contre 898 à Mme Gillet, PS., 775 à M. Nédélec (PC), et 372 à M. Blin (écol.) pour 4 179 suffrages exprimés, 4 295 votants et 5 219 électeurs inscrits.

Au premier tour, dimanche 28 octobre, M. Marcel Jeunemaître (UDF), frère du conseiller général décédé et maire d'Essertaux était arrivé en tête avec 21,54 % des suffrages. Pour le deuxième tour, il n'affrontait plus que deux candidats d'opposition, le candidat communiste et le candidat socialiste ne pouvant se représenter dimanche faute d'avoir atteint le seuil des 10 % au premier tour. Le PC avait donné comme consigne de ne pas aller voter, tandis que le PS préconisait le vote blanc ou nul.

Le candidat de l'opposition, M. Occis, soixante-sept ans, conseiller municipal de Conty, qui avait choisi de se présenter « *sans étiquette* », l'a emporté. Après son élection, il devait insister à nouveau sur son indépendance. Il a affirmé son intention de faire entendre la voix du canton au sein d'une assemblée départementale qu'il estime sous la coupe de l'UDF

Pour sa part, M. Brailly (RPR) qui avait annoncé, pendant sa campagne, son intention de se retirer au deuxième tour au profit du candidat de l'opposition le mieux placé, a estimé que les électeurs ont été trompés par la profession de foi d'indépendance de M. Occis, qui était en fait le « *candidat le plus à droite* ».

Les résultats du premier tour de cette élection partielle avaient été les suivants : Inscr., 5 646 ; vot., 3 903 ; suff. exp., 3 824 ; MM. Jeunemaître, UDF, 824 ; Brailly, RPR, 755 ; Occis, opp., 718 ; Lacherez, PS, 521 ; Trantan, CNIP, 358 ; Dacheux, opp. 324 ; Poitevin, PC, 324.]

Les sommaires de novembre

• LE MONDE DIPLOMATIQUE : du libéralisme aux extraditions

Double durcissement de la politique française : en extradant des Basques, le gouvernement socialiste renonce aux principes dont il s'inspirait jusqu'à présent ; par un contrôle plus sévère de l'immigration, il pratique une forme de protectionnisme qu'il refuse sur le plan commercial. Maurice Lemoine, dans son enquête, a lié ces deux thèmes qui illustrent une troublante évolution. Comment celle-ci peut-elle s'inscrire dans la vague néo-libérale qui déferle sur le pays ? Dans le dernier volet de « La foire aux libertés », Claude Julien démonte les mécanismes qui enserrent l'Europe et surtout le tiers monde dans un « *corset libéral* » où les droits de l'homme sont impitoyablement sacrifiés à des intérêts économiques immédiats.

Voudrait-on alors « copier le Japon » ? Théo Bouwman montre concrètement le prix social et humain qu'il faudrait accepter de payer. Pour s'être largement livrée au libéralisme économique, l'Amérique latine, appauvrie et endettée, est, elle aussi, amenée à payer fort cher le retour à des régimes démocratiques : inquiétant et pourtant plein d'espoir est le dossier qu'ouvrent Françoise Barthélémy, Gustave Massiah, Christian Tutin, Carlos Gabetta, Christian Rudel, Yvon Le Bot.

Outre la *suite* du débat engagé en octobre sur « La filière nucléaire française », ce numéro contient des articles sur MM. Reagan et Mondale, la Thaïlande, le parti communiste italien, le Tchad, l'immigration aux Etats-Unis, etc.

★ Le numéro : 11 francs.

• LE MONDE DE L'ÉDUCATION : conseil de classe, crever l'abcès.

Le conseil de classe ne fonctionne pas bien. Ce constat, *le Monde de l'éducation* l'avait dressé en 1979. Cinq ans après rien n'a changé. Parents, élèves, enseignants : personne ne s'y sent à l'aise. Mais le temps des éclats est passé ; chacun enfouit ses colères et ses déceptions face à une machine qui tourne à vide. Les lecteurs du *Monde de l'éducation*, qui ont la parole dans ce numéro, le disent haut et fort. Pourtant des tentatives, souvent heureuses, ont été tentées pour sortir de l'impasse. *le Monde de l'éducation* les décrit.

Aussi au sommaire de ce numéro trois dossiers. « Le mirage du modèle japonais » : le système d'enseignement nippon, référence obligée des tenants de la « modernité » d'aujourd'hui, peut-il être transposé en France ? Rien n'est moins sûr. « Logiciels pédagogiques : la révolution » : comment concevoir, produire et diffuser en quantité suffisante les logiciels d'enseignement qu'implique le plan informatique gouvernemental ? Réponse officielle : en mettant l'administration à l'heure industrielle. Un pari bien audacieux. « Oral de français au bac : premier bilan ». Après enquête auprès des examinateurs *le Monde de l'éducation* tire les enseignements de la nouvelle épreuve de français au bac et publie des témoignages pour préparer la prochaine session.

Enfin, *le Monde de l'éducation* publie « *Le testament pédagogique d'Alain Savary* ». Dernier texte signé par l'ancien ministre après sa lettre de démission, et diffusé sur ses instructions, ce document présente la réflexion de son équipe sur les contenus d'enseignement par niveau.

★ Le numéro : 11 francs.

• DOSSIERS ET DOCUMENTS : La population mondiale La Chine en mutation

La population mondiale dépassera sans doute 4,8 milliards d'individus à la fin de cette année. Elle n'en comptait que 2,5 milliards en 1950. Une croissance aussi rapide constitue un phénomène nouveau dans l'histoire de l'humanité. La répartition de cette population change. Dans les pays nantis, les naissances trop rares n'assurent même plus, parfois, le simple renouvellement des générations, alors que les pays pauvres doivent faire face à un raz de marée démographique qui balaie tous les efforts de développement. Un dossier de quatre pages présenté par Guy Herzlich et rassemblé par Patrick Eveno, professeur d'histoire-géographie au lycée de Bondy, permet de faire le point au lendemain de la conférence réunie à Mexico en août 1984 sous les auspices des Nations unies.

La Chine bouge. Il ne s'agit pas, cette fois, d'une révolution, d'un grand bond en avant, mais d'une lente et prudente mutation. Les successeurs de Mao s'attachent à normaliser la vie publique, à rajeunir les cadres, à motiver les producteurs des campagnes et des usines en réhabilitant les exploitations familiales et en liant salaire et productivité. En même temps, le pays s'ouvre sur l'étranger. Ce dossier, présenté par Manuel Lucbert, a été rassemblé par Gilles Manceron, professeur au lycée Georges-Pompidou de Villeneuve-la-Garenne, avec le concours de la documentation du *Monde*.

★ Le numéro : 5,50 francs.

• LE MONDE DE LA MUSIQUE : Trente-trois pianos droits au banc d'essai

Vingt-neuf mille pianos ont été vendus en France au cours de l'année 1983 ; la facture française n'occupe cependant plus que 10 % de ce très important marché dont profitent essentiellement le Japon, la Corée, les deux Allemagnes et la Finlande. *Le Monde de la musique* a testé trente-trois pianos droits (portant un label connu ou qui mériterait de l'être) et s'est fait aider d'une pianiste professionnelle pour dresser la liste des meilleurs modèles ou de ceux qui offrent le meilleur rapport qualité-prix.

La pianiste Martha Argerich se confie, dans le même numéro, à un journaliste américain, le chef d'orchestre Emmanuel Krivine égratigne la profession, trois compositeurs apparaissent comme les espoirs de la création contemporaine, Richard Strauss s'inscrit dans la descendance de Mozart, et un support inattendu pointe à l'horizon : le compact-vidéodisque.

★ Le numéro : 18 francs.

• LE MONDE DES PHILATÉLISTES : L'Allemagne à l'honneur

La République fédérale allemande est cette année l'invitée d'honneur du trente-huitième Salon philatélique d'automne à Paris, où doit lui être remis, par le chef de l'Etat, le grand prix de l'art philatélique européen. C'est l'occasion pour *le Monde des philatélistes* d'évoquer dans un supplément de trente pages abondamment illustré l'histoire de la philatélie allemande, l'une des plus riches du monde, l'une des plus anciennes aussi puisqu'elle remonde à 1849, année où fut émis par la Bavière son premier timbre d'une valeur de 1 kreuzer.

Si les vignettes des anciens Etats allemands ou certaines séries comme les zeppelins sont hors de portée des collectionneurs ordinaires, ceux-ci pourront se rattraper en s'intéressant à des timbres moins recherchés, comme le 10 pfennig rouge type « Aigle » qui offre de grandes possibilités. La présentation de séries récentes consacrées aux orchidées et de cartes postales allemandes anciennes complète cette étude.

★ Le numéro : 15 francs.





A B C D F G H

Le numéro du « Monde » daté 4 novembre 1984 a été tiré à 409 819 exemplaires